

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°231

JUIN 2004

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

## Sommaire :

- BAGHDAD: LES ETATS-UNIS ONT TRANSFÉRÉ AVEC DEUX JOURS D'AVANCE LE POUVOIR AU GOUVERNEMENT IRAKIEN
- ERBIL: LE PARLEMENT DU KURDISTAN ADOPTE UNE "POSITION POSITIVE" ENVERS LA RÉSOLUTION 1546 DE L'ONU
- LEYLA ZANA ET SES TROIS COLLÈGUES, LIBÉRÉS APRÈS PLUS DE DIX ANS PASSÉS EN PRISON
- PARIS ACCUEILLE L'EXPOSITION "KURDISTAN DANS L'OMBRE DE L'HISTOIRE"
- UN TABOU BRISÉ : LA TURQUIE LANCE DES ÉMISSIONS RADIO-TÉLÉVISÉES EN KURDE
- SADDAM HUSSEIN, TARIK AZIZ ET ALI LE CHIMIQUE REMIS À LA JUSTICE IRAKIENNE
- ISTANBUL: LE SOMMET DE L'OTAN DOMINÉ PAR L'IRAK
- SYRIE: SEPT KURDES CONDAMNÉS PAR UN TRIBUNAL D'EXCEPTION ET LES PARTIS POLITIQUES KURDES INTERDITS
- IRAN: ARRESTATION DU DIRECTEUR DE L'INSTITUT KURDE DE TÉHÉRAN
- LA TURQUIE RÉITÈRE SON OPPOSITION A TOUTE AUTONOMIE DES KURDES EN IRAK
- IRAK: ATTENTATS ET ATTAQUES CIBLÉES ONT FAIT DE NOMBREUSES VICTIMES
- TURQUIE : REGAIN DE VIOLENCE ENTRE LE PKK ET L'ARMÉE TURQUE
- AINSI QUE...
- PUBLICATIONS RÉCENTES

---

### BAGHDAD: LES ETATS-UNIS ONT TRANSFÉRÉ AVEC DEUX JOURS D'AVANCE LE POUVOIR AU GOUVERNEMENT IRAKIEN

**L**ES ETATS-UNIS ont transféré le 28 juin avec deux jours d'avance le pouvoir à un gouvernement intérimaire irakien qui aura la lourde tâche de mater l'insurrection dans le Triangle sunnite et de mener le pays vers la démocratie avec l'aide d'une force multinationale. La

cérémonie de passation du pouvoir, inattendue et préparée dans le plus grand secret, s'est tenue 48 heures avant la date prévue du 30 juin, à la demande du Premier ministre irakien Iyad Allaoui. Selon le secrétaire d'Etat adjoint Richard Armitage, le changement de date était destiné à "brouiller les plans" de

ceux qui auraient voulu lancer des attaques pour marquer l'événement.

La passation, qui consacre sur le plan formel la restitution à l'Irak de sa souveraineté après 14 mois d'occupation, a eu lieu lors d'un échange de documents entre l'ex-administrateur américain Paul Bremer et M. Allaoui, en présence du président intérimaire Ghazi al-Yaouar, dans la Zone verte, abritant le QG de la coalition à Bagdad. L'ex-administrateur américain Paul

Bremer a qualifié ce jour d' "historique". Il a ensuite embarqué à bord d'un avion militaire pour les Etats-Unis après la dissolution de l'Autorité provisoire de la coalition qu'il a présidée pendant 13 mois. Paul Bremer avait choisi de consacrer deux de ses derniers jours en Irak à une tournée dans le Kurdistan où il était allé visiter ses "amis kurdes". Beaucoup d'entre eux lui ont demandé de rester. "Je viens dire adieu aux amis que je me suis fait cette année", avait affirmé M. Bremer, qui avait terminé le 23 juin son voyage dans le nord. A son arrivée à Souleimanieh, il avait été reçu par des enfants, vêtus d'habits traditionnels, qui chantaient "Welcome, welcome". Lors de sa tournée d'adieu, M. Bremer s'était également rendu à Salaheddine, le fief du Parti démocratique du Kurdistan (PKK) pour y rencontrer notamment Massoud Barzani. Les deux hommes ont développé une solide relation en travaillant ensemble, ont indiqué des responsables de la coalition. Alors au lieu d'une cérémonie d'adieu formelle, les deux hommes avaient préféré effectuer une ballade champêtre en voiture dans cette région montagneuse.

Les nouveaux dirigeants irakiens ont prêté serment dans l'un des ex-palais de Saddam Hussein dans la Zone verte. M. Allaoui s'est engagé à faire juger les combattants étrangers et appelé les anciens baassistes à se tenir loin de la guérilla. Il a reconnu la lourdeur de la tâche qui l'attend, appelé à l'unité nationale et tendu "la main de la paix" aux pays voisins, dont l'Iran et la Turquie. Il a promis de bâtir des forces de défense, de relancer l'économie et demandé une aide étrangère à la reconstruction de son pays.

Signe concret de cette passation de pouvoir: l'ambassade américaine à Bagdad a publié le 28 juin un communiqué pour annoncer le rétablissement des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Irak, rompues depuis 1991 après le début de la première guerre du Golfe. L'ambassadeur américain John Negroponte est arrivé sur place le 28 juin, prenant la succession de Paul Bremer. M. Negroponte sera à la tête d'une énorme ambassade, comptant un personnel de 1.700 employés dont jusqu'à un millier d'Américains.

Avec quelque 130.000 soldats, les Américains continuent de représenter près des neuf dixièmes des forces étrangères en Irak, sans lesquelles le fragile gouvernement intérimaire n'aurait que de piètres chances de survie. Le président Bush a promis que ces forces resteraient en Irak "aussi longtemps qu'il le faudra pour assurer la stabilité" du pays, une perspective qui risque d'être encore lointaine. L'OTAN s'est engagée à aider à la formation des forces de sécurité irakiennes, mais aucun renfort significatif de soldats d'autres pays n'est attendu pour prêter main forte aux GI's en Irak. Après avoir prêté serment, M. Allaoui a annoncé que son gouvernement allait prendre une série de mesures d'urgence pour tenter de rétablir la sécurité. Il s'est engagé à traduire en justice tous les combattants étrangers et a demandé aux anciens membres du parti Baas de ne pas rejoindre les rangs de la guérilla.

Le transfert a été bien accueilli dans le monde mais à différents degrés: il a été applaudi avec ostentation par les membres de la coalition menée par les Etats-Unis mais salué plus sobrement par les pays opposés à la

guerre qui a renversé la dictature de Saddam Hussein en avril 2003.

Fidèle allié de Washington en Irak, le Premier ministre britannique Tony Blair a estimé que ce transfert était "une étape importante dans le voyage du peuple irakien vers un nouvel avenir". Pour la Pologne, qui commande une force multinationale dans le centre de l'Irak, "tout ce qui accélère le processus de transfert du pouvoir aux Irakiens (...) est très bien", selon le ministre adjoint de la Défense, Janusz Zemke.

D'autres pays ayant soutenu les Etats-Unis en Irak ont fait part de leur satisfaction. Le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini a souligné que son pays "a travaillé dur pour atteindre cet objectif (NDLR: le transfert de pouvoir) et ressent encore plus le devoir moral de soutenir le courageux gouvernement irakien dans ses efforts en faveur de la démocratie, de la sécurité et de la reconstruction". Le Premier ministre australien John Howard a félicité le peuple irakien "pour cet acte de foi dans un avenir démocratique". Trois autres pays ayant soutenu Washington sur l'Irak -le Japon, le Danemark et les Philippines- ont également fait part de leur satisfaction.

Pour la France, opposée à la guerre, "le transfert de souveraineté est un événement attendu et important", selon la porte-parole du président Jacques Chirac, Catherine Colonna. De son côté, l'Allemagne a "salué" ce transfert. "Pour l'Irak, c'est une étape importante sur la voie du retour dans la communauté des Etats indépendants", a souligné la porte-parole de la diplomatie, Antje Leendertse. Autres pays hostiles à la guerre en Irak, la Russie a promis de travailler avec le nouveau



gouvernement alors que la Chine félicitait les Irakiens, espérant que leur pays serait *"indépendant, en paix et prospère"*. L'Union européenne a déclaré envisager l'envoi d'un représentant spécial à Bagdad. *"Nous voulons établir le contact avec le nouveau gouvernement dès que possible"*, a déclaré la porte-parole de l'UE Cristina Gallach. De son côté, l'ancien chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU, Hans Blix, critique de la guerre contre l'Irak, a parlé d'un *"jour important"*.

Des pays arabes ont également salué le transfert de pouvoir. Le roi Abdallah II de Jordanie y voit une *"étape importante dans l'histoire de l'Irak"*. Pour le ministre égyptien des Affaires étrangères Ahmed Maher, cette étape est de nature à favoriser une accalmie des violences dans le pays. Le Koweït, les Emirats arabes unis et l'Iran ont également exprimé leur soutien. Au Caire, le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a espéré que le gouvernement irakien pourrait *"exercer sa souveraineté et son pouvoir d'une manière que lui apportera de la légitimité"*. L'Indonésie, pays musulman le plus peuplé du monde, a fait part de sa satisfaction mais a averti qu'elle attendait de voir comment la restauration de la souveraineté *"se matérialiserait sur le terrain"*. L'Organisation de la conférence islamique (OCI), la plus grande institution musulmane inter-étatique, avait le 16 juin apporté son soutien au nouveau gouvernement intérimaire irakien et s'était engagée à lui fournir une *"aide active"* dans la transition. Les ministres des Affaires étrangères des 57 pays de l'OCI, en réunion en Turquie, avaient ainsi légitimé le nouveau gouvernement. L'OCI n'avait pas soutenu le Conseil intérimaire de

gouvernement (CIG) auparavant installé en Irak par la coalition conduite par les Etats-Unis.

Le cheikh Ghazi al-Yaouar a été désigné le 1<sup>er</sup> juin premier président de l'Irak post-Saddam Hussein, après que son rival Adnane Pachachi, pressenti par les Américains, eut décidé de jeter l'éponge. Ibrahim Jaafari, un chiite du parti Al-Dawa, et le Kurde Roj Nouri Shawis, du Parti démocratique du Kurdistan, ont été nommés aux postes de vice-présidents. Ghazi al-Yaouar, 46 ans, sunnite, était le président en exercice du Conseil de gouvernement irakien. Il est le neveu de cheikh Mohsen al-Yaouar, chef de la tribu des Chammar, qui compte trois millions d'âmes sunnites et chiites, des confins de la Syrie au nord à l'Arabie saoudite au sud en passant par l'Irak et le Koweït. Après des études d'ingénieur à l'université George Washington dans la capitale fédérale américaine, il s'est installé en Arabie où il a ouvert une entreprise de télécommunications prospère. Parfaitement anglophone, désireux de retenir dans chaque culture *"ce qu'il y a de meilleur"*, le cheikh est un partisan de l'intégrité de l'Irak, même s'il est favorable à une large autonomie pour les Kurdes. Il est resté 15 ans en exil et est rentré en Irak au printemps 2003. Sa candidature a été proposée et soutenue par les Kurdes en raison de ses positions fédéralistes alors que Pachachi était resté flou sur cette question cruciale.

Le chiite Ibrahim Jaafari et le Kurde Roj Nouri Shawish deux politiciens chevronnés, sont tous les deux nés en 1947, le premier à Kerbala, la ville sainte chiite du centre de l'Irak, le second à Souleimaniyeh, dans le nord du pays. Ibrahim Jaafari, qui a

fait ses études de médecine à l'université de Mossoul, a rejoint le parti chiite al-Daawa en 1966. Ce parti jouit d'un prestige en raison de sa résistance à Saddam Hussein en Irak et à l'étranger ainsi que d'une légitimité procurée par des années de répression de ses membres. Il a commencé à mener des attaques contre des responsables du parti Baas dans les années 1970 mais s'est réellement engagé dans la résistance armée dans les années 80, époque à laquelle Jaafari a fui en Iran avant de rejoindre Londres en 1989. L'appartenance au parti Daawa était alors passible de la peine de mort. Et selon le parti, pas moins de 77.000 de ses membres ont été tués par le régime de Saddam Hussein, principalement entre 1982 et 1984. Après l'invasion de l'Irak par les troupes de la coalition, Jaafari a rapidement retrouvé une stature au sein de la communauté chiite. Il est l'un des rares membres du Conseil de gouvernement provisoire, dont il fut le premier président, à avoir été nommé à un poste au sein du nouvel exécutif irakien.

Issu d'une illustre famille de patriotes kurdes, Dr. Roj Nouri Shawis a fait des études d'ingénieur électrique à Mossoul avant de partir en Allemagne, où il a préparé son doctorat où il fut l'un des animateurs et le président de l'Association des étudiants kurdes en Europe. Il retourne en Irak en 1975 pour rejoindre la résistance kurde, au sein de laquelle il combatta pendant une décennie et accédera au rang de membre du Bureau politique du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani. Premier ministre du gouvernement régional kurde à Erbil de 1996 à 1999, il devient ensuite le président du Parlement uni du Kurdistan irakien.

## ERBIL: LE PARLEMENT DU KURDISTAN ADOPTE UNE "POSITION POSITIVE" ENVERS LA RÉSOLUTION 1546 DE L'ONU

**L**e parlement du Kurdistan irakien a adopté le 11 juin une "position positive" envers la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, entérinant ainsi le maintien des sept ministres kurdes au sein du gouvernement intérimaire dirigé par Iyad Allaoui. *"Le Parlement du Kurdistan a décidé d'adopter une position positive à l'égard de la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu car tout le monde a affirmé son respect pour la Loi fondamentale"*, a déclaré à l'issue de la réunion Roj Nouri Shawis, qui est à la fois vice-président d'Irak et président en exercice du parlement kurde. Il a souligné avec satisfaction que le président irakien Ghazi al-Yaouar et le Premier ministre Iyad Allaoui *"avaient indiqué qu'ils étaient attachés à cette loi et le président américain George W. Bush, lors de sa récente tournée européenne, a dit avec franchise son attachement à cette loi"*.

Au lendemain du vote le 8 juin par l'Onu de la résolution 1546, plusieurs responsables kurdes avaient exprimé leur déception car le texte ne faisait aucune référence à la Loi fondamentale, qui doit régir l'Irak durant 18 mois. Cette loi, adoptée en mars par le défunt Conseil de gouvernement transitoire irakien et chargée de jouer le rôle de Constitution provisoire, reconnaît le fédéralisme et l'autonomie du Kurdistan. Elle donne aussi un droit de veto aux Kurdes lors du référendum pour la Constitution provisoire.

Le Parlement kurde a été fondé le 4 juin 1992 et compte 105 députés,

dont 51 membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), 49 de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) et cinq chrétiens.

A Erbil, lors de la réunion à la quelle étaient invitées 25 autres formations, allant des islamistes aux communistes, ainsi que les Turcomans, la majorité des intervenants a estimé qu'il fallait rester au gouvernement. *"L'Irak continuera son action conformément à la Loi fondamentale jusqu'aux élections, qui suivront le vote de la Constitution"*, soit à la fin 2005, a souligné M. Shawis.

*"En tant que Kurde et femme, je suis déçue qu'elle (la résolution) ne reconnaisse pas la loi fondamentale comme une future base de la Constitution"*, a déclaré la ministre des Travaux publics Nesrine al-Barwari, ajoutant craindre que les droits prévus par ce texte ne disparaissent de la future Constitution. La Loi fondamentale contient une déclaration des droits, prévoit un quota de 25% de femmes dans le futur Parlement et fait de l'Irak un Etat fédéral, une revendication fondamentale des Kurdes.

Le ministre des Transports du gouvernement kurde, Haïdar el-Cheikh Ali, a estimé pour sa part qu'il y avait *"une grande déception dans la rue kurde alors que nous avons été les seuls à accueillir les Américains avec des fleurs. Mais ils nous ont déçus"*. *"Les Américains ne sont pas venus ici pour donner le fédéralisme mais pour leurs propres*

*intérêts"*. *"Appelons les Kurdes à rester dans le gouvernement et à renforcer leurs alliances"*, a-t-il néanmoins ajouté. Ahmad Charif, un membre de l'UPK, s'est dit *"pessimiste quant au futur"*. *"J'ai peur des positions des partis arabes envers les Kurdes"*, a-t-il ajouté. *"Appelons à faire un référendum sur le Kurdistan pour que le peuple kurde décide de son destin"*, a indiqué de son côté Rafour Mahmoudi, un membre du PDK.

Par ailleurs, le vice-Premier ministre irakien, Barham Saleh, avait regagné Souleimanieh pour marquer son mécontentement devant le flou concernant ses prérogatives au sein du gouvernement. Selon un responsable au sein du gouvernement de Souleimaniyah, *"M. Saleh a expliqué (au Premier ministre Iyad) Allaoui lors du Conseil des ministres qu'il n'avait pas l'intention de se satisfaire d'un poste honorifique juste pour occuper un siège au gouvernement"*. *"Je ne peux accepter...qu'un vrai poste ayant des pouvoirs juridiques clairs, qui représente les aspirations du peuple kurde et qui démontre que les Kurdes sont les égaux des Irakiens"* des autres communautés, a indiqué M. Salih à l'adresse de M. Allaoui. *"Il est hors de question d'accepter la manière dont étaient attribués les postes aux Kurdes par le passé"*, a-t-il encore souligné à M. Allaoui, selon le responsable.

M. Saleh qui exerçait la fonction de Premier ministre du gouvernement régional kurde basé à Souleimanieh, a rencontré à plusieurs reprises M. Allaoui pour parler de ses prérogatives en tant que vice-Premier ministre chargé de la Sécurité nationale. Il y a en effet des difficultés d'adaptation dans le mesure où le Premier ministre a placé la sécurité en tête de ses

priorités et dirige le Comité ministériel pour la sécurité nationale, qui est chargé de la coordination avec la coalition.

Dans un communiqué commun publié le 8 juin, les deux dirigeants kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani avaient affirmé que *“le peuple du Kurdistan ne pouvait pas accepter d'être traité en citoyen de seconde zone dans l'Irak de l'après-Saddam. Nous avons obtenu dans le passé le poste de vice-président et d'autres fonctions sans véritable pouvoir”*. MM. Barzani et Talabani avaient insisté pour avoir les postes de président ou de Premier ministre, dans le gouvernement intérimaire mis en place il y a une semaine, mais l'envoyé spécial de l'ONU et l'administrateur américain Paul Bremer, pour *“ménager les susceptibilités de certains pays voisins et du monde arabe”* avait refusé, leur offrant le poste de vice-président. Les Kurdes ont sept ministres sur 33 dans le gouvernement central d'Irak.

Les deux dirigeants kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani avaient également adressé une lettre à M. Bush avant le vote de la résolution à l'ONU. *“Nous demandons que la Loi fondamentale soit mentionnée dans la résolution ou qu'elle soit reconnue comme loi engageant le gouvernement intérimaire avant et après les élections”*, avaient affirmé MM. Barzani et Talabani dans cette lettre publiée sur des sites internet kurdes et datée du 1er juin. *“Au cas où la loi ne serait pas appliquée ou si elle était supprimée, il n'y aurait pas d'autres choix pour le gouvernement du Kurdistan que de cesser sa participation au gouvernement central et à ses institutions, de boycotter les élections et d'interdire l'entrée du Kurdistan aux membres du gouvernement central”*, ajoutaient MM. Barzani et Talabani.

Le projet de résolution sur le transfert de souveraineté à l'Irak a été voté à l'unanimité du Conseil de sécurité de l'Onu, après que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne eurent accepté un ajout au texte levant les dernières réticences au sein de l'instance. La résolution vise à accompagner le transfert du pouvoir aux Irakiens le 30 juin en détaillant les étapes devant conduire à l'organisation d'élections générales d'ici à janvier 2005 et les conditions dans lesquelles les troupes de la coalition resteront en Irak après le 30 juin. La dernière version du projet s'engage à ce que le gouvernement irakien et la force multinationale (FMN) maintenue après le transfert de souveraineté le 30 juin, coopèrent sur les questions de sécurité, *“y compris les mesures concernant les opérations offensives sensibles”*. A l'Onu, le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshiyar Zebari avait demandé le 3 juin une *“pleine souveraineté”* pour son pays, devant le Conseil de sécurité. Le chef de la diplomatie irakienne avait jugé, qu'en matière de souveraineté, la résolution américano-britannique était *“plutôt appropriée”*. Mais il avait aussi souhaité que l'Irak ait *“son mot à dire”* sur la présence des troupes internationales sur son territoire, une fois le transfert réalisé. Reconnaissant que son pays ne peut encore maintenir seul sa sécurité, il avait cependant ajouté que les troupes internationales devront rester bien après le 30 juin. Selon lui, l'Etat a *“besoin de l'assistance de la force multinationale pour oeuvrer avec les forces irakiennes afin de stabiliser la situation... Tout départ conduirait au chaos et à une réelle possibilité de guerre civile”*.

La résolution a été bien accueillie par les partis irakiens, à l'exclusion notable des formations kurdes.

*“C'est un grand jour dont les générations futures se souviendront comme étant celui où l'Irak est passé d'une période d'occupation à une nouvelle période, et où il a retrouvé une totale souveraineté”*, a déclaré le Premier ministre Iyad Allaoui. *“L'occupation fera partie du passé le 30 juin quand l'Irak sera un pays avec une souveraineté pleine et indépendante”*, a-t-il ajouté. M. Allaoui a par ailleurs indiqué que le nouveau gouvernement négocierait avec les forces internationales les *“mécanismes”* de leur déploiement, rejetant les critiques contre l'absence, dans la résolution, de droit de veto sur les opérations militaires.

Les responsables de la communauté chiite majoritaire se déclaraient en outre soulagés que la résolution n'ait pas mentionné la Loi fondamentale. *“Dieu soit loué, la nouvelle résolution du Conseil de sécurité ne mentionne pas la Loi fondamentale”*, avait affirmé Laïth al-Moussaoui, qui dirige une fondation proche du haut clergé chiite. Un responsable chiite, l'adjoint de l'ex-membre du Conseil de gouvernement transitoire Mohammad Bahr al-Ouloum, avait abondé dans ce sens. L'ayatollah Ali Sistani, le plus influent dignitaire chiite du pays, reproche à la loi fondamentale de ne pas disposer que l'islam est la seule source de législation et d'accorder aux Kurdes un droit de veto lors du référendum pour l'adoption de la Constitution définitive.

Les sunnites du Parti islamique étaient plutôt satisfaits. *“Il y a beaucoup de points positifs, d'abord la souveraineté pour le peuple irakien car c'est la première étape vers la fin de l'occupation”*, a affirmé le secrétaire général adjoint Ayad al-Samarraï.

A Bagdad, un porte-parole du gouvernement, Gurgis Sada, a affirmé que les dirigeants irakiens étaient engagés envers la Loi fondamentale et n'avaient pas besoin d'une résolution de l'Onu pour le prouver. *« Le gouvernement est d'accord à 100% sur la loi. Le président, les vice-présidents et le*

*Premier ministre travaillent conformément à la Loi », a affirmé M. Sada. Interrogé sur une possible démission de ministres kurdes, il a dit: « Je ne suis pas inquiet. Le gouvernement est au complet et nous avons eu une très bonne réunion il y a une heure ».*

*aujourd'hui nous donnent raison », a-t-il notamment déclaré.*

Le principal avocat des quatre ex-députés, Yusuf Alatas, était la personne la plus convoitée par les nombreuses chaînes de télévision turques qui retransmettaient l'événement en direct. *« Nous sommes satisfaits »* de la décision de la cour d'appel, a-t-il annoncé. *« Mais nous espérons aussi que tous les prisonniers politiques, toutes les personnes emprisonnées pour leurs opinions politiques, seront très rapidement libérés »*, a ajouté l'avocat.

## LEYLA ZANA ET SES TROIS COLLÈGUES LIBÉRÉS APRÈS PLUS DE DIX ANS PASSÉS EN PRISON

**L**EYLA Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, du parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, dissous en 1994), ont été, le 9 juin, libérés par une cour d'appel après plus de 10 ans de prison. Les quatre ex-députés avaient été rejugés en avril mais le nouveau procès n'avait fait que confirmer la précédente condamnation, provoquant des réactions négatives de la part de l'Union européenne, que la Turquie espère intégrer. Un procureur avait demandé le 8 juin que le verdict soit cassé pour vice de procédure, ouvrant la voie à la libération des détenus.

La libération de Leyla Zana et de ses trois collègues parlementaires de la prison d'Ulucanlar d'Ankara, assiégée par une myriade de journalistes et par des milliers de militants kurdes jubilants, s'est faite dans une immense bousculade. Leyla Zana a failli tomber au sol, emportée par une vague de journalistes et par ses admirateurs dont certains agitaient des bouquets de fleurs. Sirri Sakik, un ancien député du parti pro-kurde de la Démocratie, lui-même inculpé à l'époque aux côtés de Leyla Zana, l'a attrapée d'un bras in extremis avant de la pousser vers une voiture

alors que la foule criait *« le peuple kurde est fier de vous! »*.

Dès l'annonce par une cour d'appel que les quatre détenus seraient immédiatement libérés en attendant la révision de leur dernier procès, des proches et de nombreux Kurdes d'Ankara ont entamé une attente anxieuse devant l'établissement pénitentiaire situé dans un quartier populaire de la capitale turque.

Autour du bâtiment, de très nombreux policiers ont été déployés pour assurer l'ordre. Par moment, ils sont intervenus avec des mégaphones auprès des militants kurdes qui dansaient en ronde au rythme de chansons folkloriques kurdes en faisant le "V" de la victoire pour leur demander de ne pas scander des *« slogans interdits »*.

*« Je suis très contente. J'ai hâte de revoir ma fille et de rentrer à Diyarbakir »,* a affirmé Mme Hediye Dagi, la mère de Leyla Zana.

De son côté, Sirri Sakik a estimé que la décision de les libérer était *« tardive »*. *« Nous avons tous payé un lourd tribut pour obtenir plus de démocratie »,* a-t-il déclaré. *« Il y a 11 ans, nous avons été accusés de trahison. Mais les événements*

Au cours d'une brève allocution dans les locaux du Parti démocratique du peuple (Dehap) à Ankara, Leyla Zana a appelé à la réconciliation entre la Turquie et sa minorité kurde et a invité la population à *« envisager l'avenir avec espoir »*. *« Je pense que nous sommes arrivés à un tournant, qu'une page nouvelle s'est ouverte où les Kurdes, les Turcs (...) vont pouvoir se tendre la main et s'ouvrir au monde »,* a déclaré Mme Zana. *« J'appelle tout le monde à abandonner les animosités et l'amertume et à unir leurs efforts pour résoudre leurs problèmes »,* a-t-elle poursuivi.

Leyla Zana, qui est revenue sur ses dix ans d'emprisonnement *« terriblement douloureux »* mais *« surmontés dans la dignité »*, a rappelé que, durant cette épreuve, elle a toujours continué de croire que *« si le pays résout ses problèmes intérieurs, il deviendra l'étoile de la région »*. *« Nous avons une chance de transformer ce pays en un jardin d'Eden en travaillant de concert dans cette ère nouvelle (...) comme des citoyens égaux et libres (...) et en mettant nos efforts en commun pour assurer la paix intérieure du pays »,* a déclaré l'ex-députée.

Leyla Zana a par ailleurs remercié Mme Mitterrand, présidente du CILDEKT, et tous ceux qui à travers le monde se sont mobilisés pour sa défense et celle de ses collègues. Notre libération doit beaucoup aux efforts constants et conjugués de ces défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie, a-t-elle ajouté.

Les dirigeants turcs se félicitaient le lendemain de cette libération estimant que cette mesure levait une des dernières hypothèques à l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Pour le président du Parlement, Bulent Arinc, la libération de Leyla Zana et de trois autres anciens députés kurdes et le lancement d'émissions en langue kurde à la radio-télévision d'Etat vont aider la Turquie à obtenir des dirigeants européens, en décembre, un feu vert à des négociations d'adhésion. *« Je pense que la crédibilité de la Turquie aux yeux de l'UE va vraiment connaître un bond en avant, les réformes adoptées par la Turquie étant à présent mises en œuvre sur le terrain »*, a affirmé M. Arinc à l'agence de presse turque Anatolie.

Pour le ministre de la Justice, Cemil Cicek, cette libération *« est une décision très importante qui va alléger la pression sur la Turquie sur le plan intérieur et extérieur »*. Il a affirmé que l'UE n'avait désormais plus d'excuses pour refuser l'adhésion de son pays. *« Ceux qui cherchent des prétextes pour refuser à la Turquie l'adhésion à l'UE ont perdu leur dernier atout »*, a affirmé le ministre.

La Commission européenne et le président du Parlement européen, Pat Cox, s'étaient félicités la veille de l'annonce de la libération de Leyla

Zana. *« La décision d'aujourd'hui constitue un signe que l'application des réformes politiques que la Turquie a engagées ces deux dernières années progresse »*, avait commenté pour sa part le commissaire européen à l'Elargissement, Guenter Verheugen. Le Parlement européen considérait les quatre comme des prisonniers politiques, emprisonnés pour leurs opinions après que leur parti de la Démocratie (DEP) eut été interdit. Le gouvernement allemand a salué la libération estimant qu'il s'agissait d'un *« pas important »* sur la voie des réformes en Turquie. *« Aujourd'hui est un bon jour pour la démocratie et l'Etat de droit en Turquie »*, a affirmé Walter Lindner, le porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères. Peter Schieder, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe cité dans un communiqué daté du 10 juin, a rappelé pour sa part que *« Notre Assemblée parlementaire insiste depuis des années pour obtenir cette libération »*, en ajoutant que *« récemment encore, en avril, j'avais exprimé ma consternation à la suite de la décision de condamnation rendue par la Cour de sûreté d'Etat d'Ankara »*. *« Avec la décision d'hier, la Turquie se montre à la hauteur de nos attentes et de l'image qu'elle donne d'elle-même, notamment à travers l'ambitieux train de réformes mis en œuvre »*, a-t-il conclu.

En France, le parti socialiste s'est *« réjoui de la libération de ces personnalités »* et a souhaité que *« les quatre anciens députés retrouvent très rapidement la plénitude de leurs droits pour pouvoir poursuivre leur combat politique sous la forme qu'ils choisiront »*. *« C'est une très bonne nouvelle, et un moment attendu depuis bien longtemps par le Parti socialiste, qui n'a pas cessé au fil des années de témoigner de sa solidarité*

*avec les quatre députés détenus... et a toujours soutenu leur combat pour la démocratie et les droits de l'homme »*, a indiqué le Parti socialiste dans un communiqué daté du 10 juin. *« Nous sommes nombreux, aujourd'hui, militants des droits de l'homme, à nous réjouir de cette décision... le respect des droits de l'homme doit être une valeur fondamentale et permanente pour l'Union européenne et donc pour ceux qui aspirent à la rejoindre »* a indiqué pour sa part Mme Khédidja Bourcart, adjointe au maire de Paris, chargée de l'Intégration.

*« La libération de Leyla Zana confirme l'engagement de la Turquie en faveur des droits de l'homme »*, a commenté pour sa part le président en exercice du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, Jan Petersen, ministre norvégien des Affaires étrangères, cité dans un autre communiqué.

L'annonce de cette libération, tout comme la diffusion sur une chaîne publique turque pour la première fois d'une émission en kurde sont *« des pas importants vers le rapprochement de la Turquie à l'UE et sur la voie des mises en œuvre des réformes lancées par le gouvernement turc »*.

Pour le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, en visite aux Etats-Unis pour le sommet du G8, la libération des anciens députés va contribuer à un retour de la paix dans les provinces kurdes du pays. *« J'espère que cette mesure va mettre fin aux prétextes avancés pour menacer la paix dans notre pays »*, avait le 9 juin déclaré M. Erdogan. Le 13 juin, au cours d'une conférence de presse à l'aéroport d'Istanbul, à son retour des Etats-Unis, il a affirmé être prêt à rencontrer Leyla Zana. *« Il n'y a aucune raison pour que je refuse de la*

rencontrer", a déclaré M. Erdogan. Le Premier ministre, qui a rappelé que Mme Zana s'était déjà entretenue avec le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gul à sa sortie de prison, s'est en revanche déclaré peu favorable à l'adoption d'une loi d'amnistie pour les combattants kurdes, préconisée pour permettre à ces derniers de rendre les armes. " *Le gouvernement a pris toutes les mesures prévues dans son programme, et s'il y a des gens qui ont du mal à comprendre ces mesures, je n'ai rien à ajouter*", a indiqué M. Erdogan. " *L'actuel gouvernement a pris des mesures sans précédent dans l'histoire de la République turque. Sans le cadre des critères de Copenhague, il les a prises avec courage, en dépit des risques. Nous sommes affligés de voir qu'il y a néanmoins encore des gens qui se lèvent pour dire 'il y a encore un problème (à régler) ici, il y a un autre là'*", a-t-il poursuivi.

La presse turque, dans son ensemble, affichait le 10 juin son optimisme sur les chances du pays, officiellement candidat à l'UE depuis 1999, d'engager prochainement des négociations d'adhésion. " *Une journée historique pour la Turquie* ", titrait ainsi le quotidien *Radikal* pour qui les mesures prises la veille constituent " *deux pas de géant sur la route vers l'Union européenne* ". " *La route vers l'UE est ouverte* ", affirme pour sa part le quotidien à grand tirage *Milliyet*, tandis que son confrère *Hurriyet* " *derniers prétextes* " avancés par ceux qui ne veulent pas voir la Turquie rejoindre l'UE étaient désormais levés.

Les dirigeants européens doivent décider en décembre si la Turquie a fait suffisamment de progrès en matière de respect des droits de l'Homme et de démocratisation

pour justifier l'ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara. La journée avait débuté avec les premières émissions en langue kurde diffusées à la radio-télévision d'Etat, une mesure symbolique mais qui brisait un vieux tabou. Evoquer l'existence même d'une minorité kurde dans les années 1980 était interdit et l'utilisation de cette langue en public a longtemps été réprimée.

En attendant ce verdict, Leyla Zana veut profiter de sa liberté retrouvée pour se rendre rapidement en pays kurde. " *Après tant d'années d'enfermement derrière les barreaux, j'ai besoin d'aller me ressourcer, de rencontrer les gens, de les écouter. Le monde a tellement changé en ces dix ans, la société kurde aussi a dû beaucoup changer. J'ai besoin de m'y plonger, de renouer mes liens avec mon peuple* " nous-a-t-elle déclarée. Elle ne pourra malheureusement pas encore revoir son mari, Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, qui après 14 années passées dans les prisons turques pour délit d'opinion, vit en exil en Suède en raison de nouvelles condamnations à 8 ans de prison pour ses recueils de poèmes et ses livres de souvenirs. Le fils de Leyla Zana, Ronay, menacé par des procédures judiciaires et les commandos turcs de la mort, a dû lui aussi s'exiler en Europe. Seule sa fille Ruken qui vit à Ankara a pu aller-l'accueillir-à sa sortie de prison.

Le 13 juin, des dizaines de milliers de Kurdes [20 000 selon la police], dont nombre criaient " *paix*", et d'autres scandaient " *fin à la politique de violence et d'anéantissement*", se sont rassemblés à Diyarbakir pour accueillir les anciens députés. Après avoir été reçus par les représentants locaux du Parti démocratique du peuple (Dehap, kurde), dont le

maire de Diyarbakir, Osman Baydemir, les quatre ex-parlementaires ont été hissés sur la terrasse d'un bus chargé de les acheminer jusqu'au centre de la ville. Le véhicule a mis près d'une heure et demie pour effectuer un trajet de 3 km à travers une foule dense, qui arborait des drapeaux vert, rouge et jaune -les couleurs des mouvements kurdes-, et sous une pluie de fleurs jetées depuis les balcons et les fenêtres. Arrivés sur la Place de la Gare, où les attendaient des dizaines de milliers de supporters, les anciens détenus ont adressé à la foule, en kurde et en turc, des messages de paix et de réconciliation. " *Nous avons montré notre patience pendant des siècles. Si nous devons une fois encore faire preuve de patience et d'abnégation, nous le ferons, (car ces qualités) sont la marque des grands peuples*", a déclaré Leyla Zana qui a demandé aux Etats-Unis et à l'Europe d'aider la Turquie à ne pas devenir " *une autre Palestine, un autre Liban*". Mme Zana a également lancé un message au Kongra-Gel -le nouveau nom du PKK-, l'invitant à " *ne pas rompre le cessez-le-feu pendant au moins six mois*".

Hatip Dicle s'est pour sa part adressé au gouvernement, lui recommandant de poursuivre ses efforts en vue d'une résolution pacifique de la question kurde et lui demandant de faire un geste en direction des 5.000 prisonniers politiques encore emprisonnés.

D'autres manifestations pour " *la paix et le dialogue*" ont eu lieu dans plusieurs villes turques à l'instigation du DEHAP. A Istanbul, plusieurs milliers de manifestants ont répondu à l'appel de ce parti. Leyla Zana a effectué avec ses trois compagnons une tournée dans 12 villes kurdes qui s'est achevée le 17 juin.

Cependant, la procédure judiciaire visant Leyla Zana et ses collègues poursuit son cours. La Cour de cassation devrait se prononcer le 8 juillet sur le pourvoi des anciens parlementaires. Si l'arrêt de la cour de sûreté de l'Etat est confirmé par la cour suprême turque les députés

devront réintégrer la prison. Leyla Zana avait purgé presque toute sa peine puisqu'elle aurait dû être libérée dans tous les cas le 4 juin 2005, Orhan Dogan et Hatip Dicle le 2 juin 2005 et Selim Sadak le 1er octobre 2005.

York (Angleterre), puis au *Nederlands Foto Instituut* de Rotterdam (Pays-Bas), l'*Hellenic-American Union* d'Athènes (Grèce), au *Musée d'Ethnographie de Hambourg* (Allemagne), au *Conde Duque Photo* de Madrid (Espagne) et au *Centre régional de la photographie à Cherbourg-Octeville, en France*.

## PARIS ACCUEILLE L'EXPOSITION "KURDISTAN DANS L'OMBRE DE L'HISTOIRE"

**F**IDELE à sa tradition de capitale des Arts et de la Culture et soucieuse de mieux faire connaître la richesse et la diversité des patrimoines de ses habitants originaires d'autres régions du monde, Paris réserve cette année un accueil exceptionnel à la culture et à l'histoire kurde. La Mairie de Paris, pour la première fois dans son histoire, a célébré, en mars dernier le Newroz, le nouvel an kurde et iranien.

Dans la suite de cet événement, sous le haut patronage de Mme Khédidja Bourcart, adjointe au Maire de Paris, chargée de l'intégration et des étrangers non communautaires, le prestigieux Salon des Tapisseries de l'Hôtel de Ville accueillera du 22 juin au 24 juillet 2004 une exposition de photographies collectées par Susan Meiselas, intitulée *"Kurdistan dans l'ombre de l'histoire"*.

Cette exposition retrace l'histoire tumultueuse et souvent dramatique du peuple kurde depuis les tout débuts de la photographie à nos jours. Elle présente des documents, pour la plupart, inédits ou inaccessibles, rassemblés au terme de plusieurs années de recherche au Kurdistan et dans les archives internationales.

Susan Meiselas, photographe américaine de réputation mondiale, est membre de Magnum depuis 1980 et vit à New-York. Elle enseigne la photographie et a travaillé pour la presse, notamment New York Times. Elle est lauréate de plusieurs prix internationaux tels la Robert Capa Gold Medal, le Prix Leica et le Prix Hasselblad.

L'exposition *"Kurdistan dans l'ombre de l'histoire"* a été présentée pour la première fois à la *Menil Collection* à Houston (Texas). Elle a été exposée à l'*Impressions Gallery* de

Le vernissage a eu lieu le mardi 22 juin à 19h00 à l'Hôtel de Ville de Paris en présence de Mmes Khédidja Bourcart et Susan Meiselas et de M. Kendal Nezan, qui ont prononcé un discours enthousiaste et chaleureux. À l'initiative de l'Institut kurde de Paris, le vernissage a ainsi réuni plusieurs centaines de personnes dans le salon des Tapisseries et la salle des Prevosts, animé par le musicien kurde Issa. Des affiches de 3 m de long ont été disposées sur le parvis de l'Hôtel de Ville tout au long de l'exposition pour signaler cet événement, couvert notamment par la chaîne francophone TV5, *Kurdistan-Tv*, puis *Arte*, mais également par l'hebdomadaire *Le Monde 2* et le quotidien *Libération*.

## UN TABOU BRISÉ : LA TURQUIE LANCE DES ÉMISSIONS RADIO-TÉLÉVISÉES EN KURDE

**L**A Turquie espérait le 9 juin avoir fait sauter un dernier verrou à l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Union européenne en lançant des émissions radio-télévisées en langue kurde, une mesure symbolique mais qui brisait un vieux tabou. Evoquer l'existence même des Kurdes dans les années 1980 était interdit et même l'usage oral de cette langue en public était interdit par la loi turque jusqu'en 1991.

La société nationale turque de radio

et de télévision (TRT) a commencé pour la première fois à diffuser des émissions en langue kurde dans le but de remplir une des conditions avancées par l'Union européenne pour l'ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara.

Les émissions en kurmandji –dialecte kurde le plus parlé en Turquie – ont commencé par 35 minutes à la radio, suivies par un programme d'une demi-heure à la télévision. Elles font partie d'émissions qui ont débuté avec un format quasi-identique le 7 juin

dans des langues d'autres minorités, le bosniaque et l'arabe le lendemain. Des émissions en tcherkesse et en zaza, un autre autre dialecte kurde, sont également prévues les jeudis et les vendredis réciproquement.

Les nouvelles émissions, sous-titrées "notre richesse culturelle", ont traité en vrac de l'actualité nationale et internationale, du sport, de la faune et de la flore, entrecoupées de quelques clips de musique kurde. Même si la Turquie a brisé un tabou en diffusant des programmes en kurde, les émissions ont été critiquées par la presse qui estime qu'il s'agit d'une mesure purement symbolique sans véritable contenu. "L'UE ne sera pas dupe", soulignait le journal libéral *Milliyet*, critiquant le fait que les émissions sont toutes les mêmes, clips d'actualité inclus, avec un simple changement de langue. Les spots d'actualités étaient anachroniques, l'un d'eux traitant par exemple des chiffres de l'inflation annoncés le 3 juin. Des associations de Bosniaques ont dénoncé la décision de diffuser dans leur langue, affirmant n'avoir jamais demandé de telles émissions, alors que des organisations ultranationalistes affirmaient que la diffusion d'émissions dans une langue autre que le turc va porter atteinte à l'unité du pays.

Osman Baydemir, le maire de Diyarbakir, s'est félicité de la mesure, se gardant pour l'instant d'en critiquer le contenu. "Il ne s'agit que d'un début (...) le fait qu'une phobie est en train d'être surmontée constitue un pas important", a-t-il déclaré à la chaîne d'information NTV. Mais "si les émissions ne sont pas rapidement développées, on pourra alors dire que la montagne a accouché d'une souris", a-t-il également averti. Le

Parti démocratique du peuple (DEHAP) a également salué les émissions. "C'était absolument vide de contenu, mais ces émissions sur la TRT m'ont beaucoup enthousiasmé (...) c'est l'écroulement de l'idéologie officielle" qui niait les droits des Kurdes, a déclaré Kemal Avci, un porte-parole.

Dans le cadre de réformes législatives visant à rapprocher Ankara des normes de l'UE, le parlement turc

avait donné son feu vert en 2002 à la diffusion d'émissions en kurde à la télévision d'Etat, mais la mise en œuvre de cette réforme s'est heurtée à de nombreuses difficultés bureaucratiques, notamment au sein de la TRT. Ce n'est qu'après une mise en garde lancée par le gouvernement du parti de la Justice et du Développement (AKP) que la TRT a annoncé la semaine dernière le début de ces émissions, sans toutefois commencer par le kurde.

## SADDAM HUSSEIN, TARIK AZIZ ET ALI LE CHIMIQUE REMIS À LA JUSTICE IRAKIENNE

**S**ADDAM Hussein et 11 anciens hauts dirigeants de son régime ont été présentés le 30 juin à un juge irakien qui doit les inculper en vue de leur jugement pour divers crimes alors que le gouvernement intérimaire envisage de rétablir la peine de mort. "Aujourd'hui à 10h15 (06h15GMT), la République d'Irak a pris la responsabilité légale de la détention de Saddam Hussein", indique un communiqué laconique du cabinet du Premier ministre du gouvernement intérimaire, Iyad Allaoui.

L'ancien dictateur et 11 de ses anciens proches collaborateurs ont été remis à la justice irakienne près de quinze mois après l'invasion du pays par les forces de la coalition américano-britannique qui a mis un terme à son règne. Ils resteront sous la garde de l'armée américaine. "Saddam a dit 'bonjour' et demandé s'il pouvait poser quelques questions", a déclaré Salem Chalabi, le juge, formé aux Etats-Unis, qui présidera le tribunal chargé de juger l'ancien homme fort de l'Irak. "Il lui a été répondu qu'il devrait attendre

jusqu'à demain" a déclaré Chalabi après avoir assisté à la cérémonie de remise de Saddam Hussein et de ses onze collaborateurs à la justice irakienne.

"Je suis Saddam Hussein al-Majid, président de la République d'Irak", a lancé l'ancien dictateur au juge d'instruction et au directeur général du Tribunal spécial irakien (TSI), Salem Chalabi, venus lui présenter un mandat d'arrêt. Habillé d'une *dichdacha* (robe masculine arabe) grise, visiblement amaigri, portant une moustache, il a lancé un "bonjour" froid à l'assistance, puis a demandé: "Allez-vous m'interroger aujourd'hui, oui ou non?", a raconté un assistant du TSI qui a été témoin de la scène. Pour marquer son mépris à ses visiteurs, il s'est assis alors que l'assistance restait debout. "Il paraissait en bonne santé, hautain et ne ressentant aucun remords", a ajouté cet assistant. L'entrevue n'a guère duré plus de cinq minutes. Le deuxième à pénétrer dans la pièce après le départ de Saddam Hussein a été Ali Hassan al-Majid, alias "Ali le Chimique", conseiller et cousin de l'ancien président, arrêté le 21 août



2003. Il s'est borné à dire: *"Je suis fatigué, je suis fatigué"*. Puis Tarek Aziz, ancien vice-Premier ministre, est apparu. *"Il n'a rien dit, comme d'autres qui se sont bornés à donner leur nom"*, a souligné l'assistant de M. Chalabi. Quant à Taha Yassine Ramadane, ancien vice-président, arrêté le 18 août 2003, "il semblait avoir grossi en prison", a-t-il noté. Abed Hamid Mahmoud, ancien secrétaire du président déchu, arrêté le 16 juin 2003, a lancé: *"Je suis innocent. Un jour viendra où vous le découvrirez"*. *"Toute la procédure n'a duré qu'un quart d'heure et à 09H15 (05H15 GMT) tout était terminé"*, a souligné l'assistant de M. Chalabi.

Accusés par les Irakiens d'avoir ordonné de tuer ou de torturer des milliers de gens au cours de ses 35 années au pouvoir, Saddam Hussein était considéré comme un prisonnier de guerre depuis sa capture par l'armée américaine dans une cache située à proximité de sa ville natale de Tikrit, le 13 décembre dernier. Il relève désormais du droit pénal irakien et ne peut plus se prévaloir du statut de prisonnier de guerre, protégé par la Convention de Genève. Son procès ne devrait toutefois pas se dérouler avant plusieurs mois. Le responsable de la sécurité nationale irakienne a indiqué qu'il serait retransmis en direct à la télévision.

Le président irakien a déclaré que la peine de mort, suspendue pendant l'occupation du pays par les forces de la coalition, pourrait être rétablie et le responsable de la sécurité intérieure a estimé qu'elle pourrait être appliquée à Saddam Hussein. Selon Chalabi, l'ancien dirigeant irakien devrait être inculpé de crimes contre l'humanité en raison de l'utilisation de gaz contre la population kurde en 1998 et en

liaison avec l'invasion du Koweït en 1990 et les huit années de guerre contre l'Iran entre 1980 et 1988.

L'avocat français Emmanuel Ludot, l'un des 20 avocats mobilisés par la femme de Saddam Hussein pour assurer sa défense, a indiqué que l'ancien président contesterait la légitimité du tribunal et de ses juges. *"Ce sera un tribunal de la vengeance et des règlements de comptes"*, a déclaré Ludot sur France Info, ajoutant que le président du tribunal serait soumis à une forte pression pour établir la culpabilité de Saddam Hussein.

Parmi les dignitaires du régime baasistes remis à la justice irakienne figuraient l'ancien vice-Premier ministre Tarek Aziz ainsi que trois demi-frères de Saddam Hussein.

Ces anciens hauts responsables et d'autres parmi les 55 que comptaient la liste noire établie par Washington devraient aussi être des témoins clés pour reconstituer la chaîne de commandement permettant d'établir la responsabilité de Saddam dans des crimes contre l'humanité.

La Cour européenne des droits de l'homme a indiqué qu'elle n'avait pas donné suite à une demande des avocats de Saddam Hussein qui réclamaient une mesure conservatoire interdisant à la Grande-Bretagne de le remettre à la justice irakienne. La Cour a toutefois autorisé les défenseurs de Saddam Hussein à plaider devant elle leur dossier sur la base du droit à la vie et de l'abolition de la peine de mort en s'appuyant sur la Convention des droits de l'homme.

## ISTANBUL: LE SOMMET DE L'OTAN DOMINÉ PAR L'IRAK

**L**E sommet des 26 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Otan s'est ouvert le 28 juin à Istanbul alors qu'à Bagdad se déroulait le transfert de pouvoir au gouvernement intérimaire irakien. Le sommet de l'Otan, dominé par le dossier irakien, s'est ouvert vers 09H30 locales (06H30 GMT) dans un centre de conférences placé sous très haute surveillance. Celui-ci a réuni quelque 7.000 personnes, dont plus de 3.000 délégués et 46 chefs d'Etat ou de gouvernement, à commencer par le président américain George W. Bush.

Plus de 26.000 policiers ont été chargés de la sécurité, des unités militaires d'élite mobilisées —y compris des spécialistes de protection contre les armes de destruction massive— le survol de la

ville a été interdit et des avions de surveillance AWACS de l'Otan ont patrouillé 24 heures sur 24. Le détroit du Bosphore, qui sépare les deux rives de la ville a été fermé aux pétroliers et aux navires transportant des produits dangereux, tandis qu'un périmètre de 10 kilomètres en plein coeur de la ville a été interdit à la circulation et les déplacements des habitants de cette zone, baptisée "vallée de l'Otan", contrôlés. Lors des contrôles, les autorités turques ont découvert un stock d'armes perfectionnées à bord d'un cargo se rendant d'Ukraine en Egypte et ont ouvert une enquête à ce sujet. Deux conteneurs remplis d'armes, parmi lesquelles un lance-roquettes, des missiles et des munitions avaient été retrouvés quand le navire s'étaient arrêté le 2 juin près d'Istanbul pour ravitailler en carburant.

Selon la presse turque, plus de 300 personnes ont été interpellées ces dernières semaines — des islamistes, des militants d'extrême-gauche, mais aussi des journalistes et employés d'associations culturelles kurdes.

Peu avant l'ouverture du sommet, de violents affrontements ont eu lieu entre des policiers et quelques 2.000 manifestants qui protestaient contre la tenue de ce sommet. Les manifestants, dont certains étaient armés de lance-pierres et casqués, ont notamment lancé des cocktails Molotov et cherché à franchir les barrières de sécurité avant d'être dispersés par la police anti-émeutes.

Les chefs d'Etat et de gouvernement, dont George W. Bush, Jacques Chirac et le Premier ministre britannique Tony Blair, ont été accueillis par le président turc Ahmet Necdet Sezer et le secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer. Le président français Jacques Chirac a célébré, à l'ouverture du sommet, *"l'esprit d'amitié et de fraternité"* qui unit les membres de l'Alliance atlantique en dépit de leurs divergences sur le dossier irakien.

Au dernier jour du sommet, le 29 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN ont accueilli le président afghan Hamid Karzaï, après avoir décidé la veille de renforcer la présence alliée en Afghanistan. Les Alliés ont décidé de faire passer la force de l'OTAN déployée sur place de 6.500 à 10.000 hommes d'ici les élections prévues pour septembre. Sur cette force, 1.300 militaires resteront cependant postés hors du pays, censés n'intervenir qu'en cas d'urgence. Aux 26 membres de l'OTAN s'étaient par ailleurs joints au matin les 20 pays partenaires

d'Asie centrale, d'Europe, ainsi que la Russie et l'Ukraine, qui forment le Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA).

Par ailleurs, le Parti démocratique du peuple (DEHAP) avait annoncé le 9 juin que 34 membres d'organes de presse et d'associations culturelles kurdes avaient été placés en garde à vue lors d'opérations de police menées la veille pour assurer la sécurité du sommet de l'Otan. *"A Istanbul, les locaux d'une agence de presse et d'un nombre important de centres culturels, d'associations et de magazines ont été perquisitionnés hier par des policiers en civil sur décision d'une Cour de sûreté de l'Etat dans le cadre de mesures visant à assurer la sécurité du sommet de l'Otan"*, avait déclaré à la presse Cemal Kavak, vice-président de la section stambouliote du Dehap. Au total, 34 personnes avaient été placées en garde à vue, selon M. Kavak, qui avait précisé que les perquisitions avaient duré plusieurs heures, que des journalistes, des employés ainsi

que des gens de passage avaient été arrêtés et que dans certains cas, la police avait utilisé des grenades lacrymogènes. Outre l'agence de presse Dicle, fondée en 2002 et diffusant des informations en langues turque et kurde, au moins quatre revues et cinq associations culturelles militant pour les droits des Kurdes ont été visées par les opérations policières. Le Dehap a condamné les opérations de police et demandé la libération des personnes arrêtées.

De plus, une vingtaine de membres du DEHAP, soupçonnés d'être liés à une *"organisation terroriste"* avaient été placés en garde à vue le 9 juin à Elazig à l'issue d'une conférence de presse. *"Il apparaît que les messages (du gouvernement) sur la démocratisation, les réformes du droit et surtout la résolution démocratique du problème kurde sont mensongers"*, a déclaré M. Kavak, pour qui *"ces attaques avaient pour objectif de faire taire la presse et les associations d'opposition"*.

### SYRIE: SEPT KURDES CONDAMNÉS PAR UN TRIBUNAL D'EXCEPTION ET LES PARTIS POLITIQUES KURDES INTERDITS

**A**MNESTY international a appelé le 29 juin à la *"libération immédiate"* de sept Kurdes condamnés à des peines de prison par un tribunal d'exception en Syrie, dénonçant un *"jugement injuste"*. *"Amnesty condamne le jugement injuste de la Cour de sûreté de l'Etat de sept Kurdes"* syriens, selon un communiqué. L'organisation appelle *"les autorités syriennes à annuler les peines de prison et à libérer immédiatement"* les condamnés. Elle accuse Damas de *"violation des droits d'expression"* reconnus par la Constitution syrienne et la

Convention des droits civils et des partis ratifiés par la Syrie.

La Cour de sûreté de l'Etat en Syrie a condamné le 27 juin quatre Kurdes à un an de prison et trois autres, dont un avocat, Mohammad Moustapha, à deux ans de prison, a annoncé l'Association des droits de l'Homme en Syrie (ADHS). Les sept Kurdes étaient accusés d'*"appartenance à une organisation secrète"* et de *"tentative d'amputation d'une partie du territoire syrien pour l'annexer à un Etat étranger"*. La Syrie est farouchement opposée à la création

d'un Etat kurde indépendant dans le Kurdistan irakien.

Des diplomates étrangers dont ceux des Etats-Unis, de l'Union européenne et du Canada, ainsi que dix avocats ont assisté à la séance du tribunal.

Les sept Kurdes avaient été arrêtés fin juin 2003 lors d'une manifestation à proximité du siège du Fonds de l'Onu pour l'enfance (Unicef) à Damas à l'occasion de la journée mondiale pour la protection de l'enfance, le 25 juin. Durant cette manifestation, les protestataires avaient réclamé *"la nationalité syrienne ainsi que la reconnaissance des droits culturels du peuple kurde"*, selon des associations des droits de l'Homme.

Par ailleurs, les autorités syriennes ont signifié récemment à des dirigeants de partis kurdes syriens que leurs mouvements étaient interdits, a affirmé le 3 juin l'avocat et militant des droits de l'Homme, Anouar Bounni dans un communiqué. *"Les services de la sécurité militaire ont convoqué des dirigeants kurdes pour leur signifier que leurs partis politiques étaient interdits et qu'ils devaient cesser toute activité politique"*, a indiqué le communiqué.

Il a été signifié aux dirigeants kurdes Fouad Alliko (Yakiti), Aziz Daoud (Parti démocratique progressiste kurde) et Saleh Kaddo (Parti socialiste kurde) qu'ils *"devraient attendre la promulgation d'une nouvelle loi sur les partis"* pour pouvoir reprendre leurs activités. Me Bounni s'est demandé si cette mesure n'était pas *"le début d'une campagne de répression contre les partis de l'opposition, les organisations des droits de l'Homme et de la société civile non autorisées"*

(officiellement) *mais présents*" en Syrie.

Un dirigeant kurde, Aziz Daoud, a appelé le 6 juin les autorités de Damas à promulguer une nouvelle loi sur les partis politiques. *"La décision d'interdire par la répression les mouvements kurdes ne garantira ni la sécurité ni le calme. La solution serait de promulguer une loi"* qui autorisera la création de partis politiques en Syrie, affirme M. Daoud, secrétaire général du Parti démocratique progressiste kurde, dans un communiqué. *"Les partis politiques kurdes sont des mouvements patriotiques présents en Syrie depuis*

*l'indépendance (1946). Ils ne cesseront pas leurs activités politiques"*, poursuit le communiqué. *"Leur présence en Syrie est similaire à celle des partis du Front national progressiste"* (FNP, coalition de sept partis au pouvoir dirigés par le Baas), et leur interdiction relève d'une politique discriminatoire à l'encontre du peuple kurde", estime le communiqué.

La Syrie compte près de 1,5 millions de Kurdes. Outre la reconnaissance de leur langue et de leur culture, ils demandent à être traités comme des citoyens à part entière *"dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays"*.

## IRAN: ARRESTATION DU DIRECTEUR DE L'INSTITUT KURDE DE TÉHÉRAN

**L**E directeur de l'Institut culturel kurde de Téhéran, Bahram Valibeyghi, a été le 22 juin libéré quatre jours après avoir été arrêté par la police alors qu'il se rendait au Kurdistan irakien. Bahram Valibeyghi, directeur de l'Institut culturel kurde, qui dirige également le quotidien bilingue persan et kurde *"Achti"* (Paix) s'est rendu en compagnie d'un groupe d'amis au poste-frontière de Khosravi pour aller en Irak, mais il a été arrêté sur ordre du parquet général de Téhéran. Aucune explication n'a été fournie sur les raisons de cette arrestation.

Le directeur d'un hebdomadaire kurde iranien avait été, le 21 juin, libéré contre une caution de 70 millions de rials (environ 8.100 dollars) une semaine après avoir été arrêté pour des articles favorisant *"les idées indépendantistes"*. Mohammad Sadigh Kaboudvand avait été arrêté le 15 juin pour *"trouble à l'ordre*

*public, publication d'articles favorisant les dissensions religieuses et ethniques et les idées indépendantistes"*. La justice reproche notamment à son journal, *Message du peuple*, d'avoir publié des informations sur Ghazi Mohammad, président de la République kurde de 1946 et fondateur du PDK iranien, pendu en 1947 et chef historique kurde, et Abdullah Ocalan, chef du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

*Le Message du peuple*, publié à Sanandaj, chef-lieu de la province iranienne du Kurdistan, paraissait en persan et en kurde depuis début 2004. L'Iran, où la communauté kurde est estimée à dix millions de personnes, combat sans merci toute revendication démocratique ou autonomiste kurde sur son territoire. Le Kurdistan iranien fait l'objet d'un quadrillage militaire et policier serré. Les partis politiques et les écoles kurdes sont interdits. Une douzaine de journalistes iraniens sont actuellement emprisonnés, ce

qui fait du pays la plus grande prison pour journalistes au Moyen-Orient, selon Reporters sans frontières.

La justice iranienne, contrôlée par les conservateurs, est parvenue ces dernières années à faire taire l'opposition par la détention et la torture d'écrivains, de dirigeants étudiants et de militants politiques et en muselant les journaux réformateurs, affirme un nouveau rapport de l'organisation américaine de défense des droits de l'homme *Human Rights Watch*, publié le 7 juin.

Il y a peu d'espoir que la tendance actuelle s'inverse, ajoute *Human Rights Watch* dans ce rapport de 73 pages, intitulé *"Comme des morts dans leur cercueil : torture, détention et la répression de la dissidence en Iran"*, fruit d'entretiens avec d'anciens prisonniers politiques, menés hors d'Iran. Ces anciens prisonniers, dont peu ont accepté de laisser publier leur nom ou de parler ouvertement en Iran, affirment avoir été battus, ou encore longuement enfermés dans des cellules sans fenêtres et insonorisées, décrites comme des *"cercueils"*. *"Il y a un accord général pour dire que l'environnement politique est de plus en plus oppressant et déterminé par la force"*, ajoute le rapport.

Pour *Human Rights Watch*, le système judiciaire, fermement tenu par les *"durs"* du régime, est *"au centre des violations des droits de l'homme"* mentionnées dans le rapport.

*"Les autorités iraniennes sont parvenues, en quatre ans, à pratiquement réduire au silence l'opposition politique dans le pays, par un usage systématique de l'isolement indéfini des prisonniers politiques, la torture physique des militants*

*étudiants et le déni des droits fondamentaux à un procès équitable pour tous ceux qui sont détenus pour avoir exprimé des opinions dissidentes"*, affirme le rapport. *"Un petit groupe de juges non élus et responsables uniquement devant le guide suprême de la Révolution, Ali Khamenei, a muselé toute dissidence politique"*, ajoute le rapport, qui précise que ces juges disposent de milices et d'agents de sécurité pour arrêter, détenir et interroger les dissidents, dissimuler leurs activités dans des prisons secrètes, et fermer les journaux qui se sont exprimés en faveur des prisonniers politiques.

Interrogé le 6 juin sur les rapports faisant état de violations des droits de l'homme, le porte-parole du ministère iranien de la Justice, Nasser Hosseini, a affirmé que le recours à la torture avait sensiblement diminué dans le pays depuis que le ministre de la Justice, l'ayatollah Mahmoud Hachemi Sharoudi, avait en avril dernier interdit celle-ci dans les interrogatoires. Cette interdiction avait constitué la première reconnaissance publique de l'existence de la torture dans le pays.

Dans un autre développement, le dissident iranien Hachem Aghajari a appris qu'il n'encourait plus la peine de mort, la justice ayant formellement abandonné le 28 juin contre lui l'accusation d'apostasie. *"Les accusations d'insulte au prophète et de négation des principes religieux toutes deux considérées comme constitutives d'apostasie et passibles de la peine de mort, ont été levées"*, a annoncé son avocat Saleh Nikhbakht. Hachem Aghajari doit à présent répondre *"d'insulte aux principes sacrés"*, punie d'une à cinq années d'emprisonnement, a-t-il ajouté, se déclarant confiant à présent que son

client *"ne sera pas condamné à mort"*.

L'intellectuel et universitaire Hachem Aghajari a été condamné en 2002 à la peine capitale pour apostasie par un juge de Hamédan (ouest), malgré sa stature de combattant de la première heure de la Révolution islamique et de vétéran de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Cette sentence a soulevé une protestation nationale et internationale considérable, poussant le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, à ordonner la révision du verdict. Celui-ci a été cassé une première fois par la Cour suprême, puis une seconde après que le même juge de Hamédan, devant lequel le dossier avait été renvoyé, eut confirmé son jugement.

Selon le juge qui l'a condamné à la mort, Hachem Aghajari a remis en cause les fondements de la religion et de la République islamique, à commencer par la prééminence d'un Guide spirituel sur le politique, en plaidant en public pour une sorte de protestantisme de l'islam et en affirmant que les musulmans n'étaient pas des *"singes"* pour *"suivre aveuglément un chef religieux"*.

La Cour suprême a dessaisi le magistrat et confié l'affaire à un tribunal de Téhéran devant lequel Hachem Aghajari a été convoqué le 28 juin pour s'entendre notifier les nouvelles charges. Selon son défenseur, le tribunal a ordonné le maintien en détention du prisonnier en invoquant *"certains problèmes, tels que des menaces pour sa vie"*.

Hachem Aghajari est emprisonné depuis le 8 août 2002. Il est actuellement enfermé à Téhéran. La décision de la justice ne faisait plus guère de doute. L'ayatollah Khamenei estime lui-même que

Hachem Aghajari ne s'est pas rendu coupable d'apostasie et ne mérite pas la mort, a expliqué récemment le chef adjoint de l'autorité judiciaire, Abdolreza Izadpanah. L'ultra-conservatrice justice iranienne, qui a fait enfermer de centaines de dissidents, opposants,

journalistes, étudiants etc. et qui s'était crispée dans les premiers mois de l'affaire, s'est employée à apaiser les esprits après la confirmation de la condamnation à mort par le juge de Hamédan. Elle a rapidement souligné que cette peine n'était pas définitive.

## LA TURQUIE RÉITÈRE SON OPPOSITION A TOUTE AUTONOMIE DES KURDES EN IRAK

**L**A Turquie reste opposée à l'autonomie des Kurdes en Irak, a déclaré le Premier ministre turc Recep Erdogan le 19 juin, démentant qu'Ankara ait modifié sa politique concernant le statut de cette minorité. *"La politique de la Turquie sur ce sujet est identique à celle d'hier. Il n'y a pas de changement"*, a assuré M. Erdogan à la presse à Istanbul. La Turquie est opposée à l'autonomie des Kurdes en Irak mais respectera toutefois la volonté des Irakiens sur le système futur de leur Etat, a affirmé, le 21 juin pour sa part le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul. *"Nous souhaitons que la période de transition mène à la paix et la stabilité (...) et à la sauvegarde de l'unité politique et territoriale de l'Irak"*, a-t-il déclaré. Le chef de la diplomatie turque a expliqué que l'une des priorités de son pays en Irak était le maintien de l'intégrité (territoriale) de son voisin. *"Nous n'approuverons pas des structures (administratives) dangereuses qui provoqueraient des divisions et un éclatement"*, a-t-il souligné. Il a cependant indiqué que la Turquie respecterait la décision du peuple irakien sur le système administratif futur du pays, à condition que celui-ci ne porte atteinte à l'unité de l'Irak.

Ces déclarations font suite à des propos du chef du parti

démocratique du Kurdistan (PDK) Massoud Barzani ayant assuré la veille que la Turquie l'avait informé ne plus être opposée à un statut fédéral pour le Kurdistan d'Irak, dans le cadre d'un Etat unifié. *"Une délégation turque de haut niveau nous a rendu visite le 9 juin, et nous a informés d'une position extrêmement positive selon laquelle la Turquie n'est pas opposée au statut fédéral du Kurdistan dans le cadre de l'Irak"*, a déclaré M. Barzani à la télévision satellitaire qatarote *Al-Jazira*. Le chef du PDK avait ajouté que la délégation l'a assuré que la Turquie *"est disposée à avoir les meilleures relations avec la province du Kurdistan, aux côtés de ses relations*

*avec le gouvernement irakien"* et indiqué que la délégation lui avait également transmis une invitation à se rendre à Ankara, qu'il avait acceptée.

M. Barzani avait également souligné que *"nos frères"* kurdes en Turquie, en Syrie et en Iran *"observent avec optimisme et soutiennent"* les développements concernant le statut des Kurdes en Irak. *"Ces pays doivent comprendre que les Kurdes sont une nation (...) qui a des droits et qui a été victime d'une injustice historique"*, avait déclaré. *"Ces pays doivent faire preuve de compréhension à l'égard de ces droits et se comporter d'une manière civilisée et démocratique et cela renforcer l'unité nationale"* de chaque Etat, avait encore ajouté M. Barzani. *"Si ces droits sont ignorés et si les Kurdes sont traités d'une manière policière et non-civilisée, les problèmes seront au contraire amplifiés"*, avait-il conclu.

La Loi fondamentale, adoptée en mars et qui doit régir l'Irak durant 18 mois, reconnaît le fédéralisme et l'autonomie du Kurdistan.

## IRAK: ATTENTATS ET ATTAQUES CIBLÉES ONT FAIT DE NOMBREUSES VICTIMES

**M**ALGRÉ le calme retrouvé à Najaf après plus de deux mois de combats entre miliciens chiites et armée américaine, trente-neuf personnes ont été tuées en moins de 48 heures en Irak début juin. Treize personnes ont été tuées et 10 autres blessées dans une attaque perpétrée le 5 juin contre un poste de police de Moussayeb (50 km au sud de Bagdad), selon un responsable de l'hôpital de la ville. Selon un témoin, *"sept hommes, habillés en policiers et armés, sont arrivés samedi*

*à 15h15 (11h15 GMT) à bord de deux voitures"*. *"Ils sont entrés dans le poste de police avec des boîtes qui contenaient (vraisemblablement) des explosifs. Ils ont ouvert le feu et tué tous les policiers à l'intérieur puis ont continué à tirer en sortant dans la rue"*, avait-il déclaré. Le 10 juin, six Irakiens avaient été tués le dans le premier grand heurt entre miliciens du chef radical Moqtada Sadr et la police à Najaf. Un policier, trois miliciens et deux civils ont été tués, alors que 10 policiers, deux enfants et 17 adultes, dont des miliciens,

ont été blessés, affirmait le directeur adjoint de l'hôpital Hakim dans la ville sainte de Najaf. Les échanges de tirs avaient commencé quand des policiers ont tenté d'arrêter des miliciens dans le cimetière de la ville, où ces derniers sont retranchés depuis plusieurs semaines, et dans les rues, selon Ali Moqtada Mohsen, responsable administratif de l'hôpital de Najaf. Le 4 juin, les miliciens avaient fait disparaître toute présence armée des rues de Najaf et de la ville voisine de Koufa, sans pour autant s'en retirer. La milice du chef radical chiite Moqtada Sadr a, le 25 juin, annoncé une trêve dans ses "opérations militaires" à Bagdad et s'est dite prête à collaborer à la protection des installations vitales de l'Irak des attaques terroristes.

Dans le reste du pays, les affrontements ont continué à avoir lieu. Le 6 juin, six civils irakiens ont été tués et au moins 68 autres avaient été blessés par l'explosion d'une voiture piégée à l'entrée d'une base américaine à Taji, à la sortie nord de Bagdad, selon des sources médicales. Un communiqué attribué à un groupe dirigé par l'islamiste jordanien Abou Moussab Al-Zarqaoui, lié au réseau terroriste Al-Qaïda, a revendiqué cet attentat. De plus, cinq civils irakiens ont été tués et 19 blessés dans des combats entre miliciens chiites et forces américaines au cours des dernières 24 heures à Sadr City. 12 autres personnes ont trouvé la mort en Irak dans des attaques. Deux Polonais et deux Américains avaient été tués par les insurgés qui avaient ouvert le feu sur leurs véhicules appartenant à la société de protection Blackwater, sur la route de l'aéroport de Bagdad. A Mossoul, un Britannique a été tué et trois autres blessés lorsque des assaillants ont tiré sur leurs véhicules, selon le Foreign Office.

Le Comité national de débaassification a, le 10 juin, annoncé, de son côté, la réintégration de 12.000 anciens membres du parti Baas dans tous les domaines de l'administration, sur les 30.000 qui avait été chassés en 2003.

Les attentats et attaques ciblées se sont multipliés en Irak, du 13 au 15 juin, au moins 37 civils irakiens et sept étrangers, dont quatre civils occidentaux et un soldat américain ont été tués. Au moins, seize personnes, dont cinq agents de sécurité étrangers, ont été tuées et 60 blessées dans un attentat suicide à la voiture piégée perpétré à Bagdad. L'explosion a eu lieu devant un débit de boisson et la foule en colère s'est emparée des bouteilles d'alcool pour les jeter sur les voitures en feu. Cinq Irakiens ont été par ailleurs tués et sept autres blessés dans des affrontements le 14 juin entre combattants armés et soldats américains à Ramadi, a indiqué une source hospitalière de cette ville sunnite à l'ouest de Bagdad.

Deux nouveaux attentats dirigés le 17 juin contre les forces de sécurité ont fait 41 morts et 145 blessées, tandis que deux otages, un Egyptien et un Turc, ont été libérés. Selon le ministère de la Santé, 35 personnes ont été tuées et 141 autres blessées dans un attentat suicide le 17 juin devant un centre de recrutement de l'armée dans le quartier Allaoui, dans le sud-est de Bagdad. Les personnes qui attendaient devant le centre étaient soit des chômeurs ou des anciens militaires qui venaient quasiment tous les jours, depuis trois semaines, pour savoir si leur dossier avait été retenu. Dans un deuxième attentat à la voiture piégée, perpétré quelques heures plus tard dans le nord de Bagdad,

six membres du Corps de la défense civile (ICDC - auxiliaire de l'armée) ont été tués et quatre autres blessés dans la localité de Yathrib. Au nord de Bagdad, cinq insurgés ont été tués le 17 juin dans un accrochage avec les forces américaines près de Baqouba, a indiqué un porte-parole de la coalition, alors que l'hôpital de la ville a fait état de trois Irakiens tués et de 12 blessés. La Hongrie a annoncé, de son côté, avoir perdu son premier soldat en Irak, dans une explosion survenue à As-Souwayrah (sud-est de Bagdad).

Par ailleurs, des chasseurs américains ont largué 14 bombes le 24 juin à Falloujah et Baqouba, deux des cinq villes visées par des attaques simultanées. Les villes de Mossoul, Baqouba et Ramadi ont connu des attaques contre des postes de police et de violents combats. Falloujah (ouest de Bagdad) a été le théâtre de rudes combats entre insurgés et soldats américains, qui se sont poursuivis sporadiquement la nuit. Ces violences ont fait quelque 90 tués dont trois soldats américains et près de 300 blessés, en majorité des civils. Le groupe de l'islamiste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, lié au réseau terroriste Al-Qaïda, les a revendiquées dans un communiqué qui lui est attribué sur un site internet islamiste. Il s'agit de la journée la plus meurtrière en Irak depuis le 2 mars dernier, lorsque 171 personnes avaient péri et 400 autres avaient été blessées dans des attentats suicide à Kerbala et Bagdad lors des processions chiites de l'Achoura. A Mossoul, ville la plus touchée, plusieurs attentats à la voiture piégée ont frappé des bâtiments de la police, tuant au moins 62 personnes et en blessant plus de 200, selon le ministère de la Santé. Au moins sept explosions importantes ont été dénombrées à

Mossoul où la police a instauré un couvre-feu nocturne et mis en place des barrages routiers sur les grandes artères, pendant que la télévision demandait à la population de rester chez elle. Des fusillades ont éclaté dans la ville entre insurgés d'une part et policiers irakiens et soldats américains d'autre part.

Les Kurdes ont également été la cible de nombreuses attaques dans le pays. Au moins trois personnes ont été tuées et 34 autres ont été blessées dans un attentat à la voiture piégée devant le siège de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Bagdad. L'explosion s'est produite le 1<sup>er</sup> juin non loin du Q.G de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), près du ministère irakien des Affaires étrangères et d'une entrée de la "Zone verte" où les Américains ont leur Q.G dans le centre de la capitale irakienne. L'hôpital Karama a reçu deux tués et 28 blessés, l'hôpital Yarmouk a accueilli un tué et cinq blessés, l'hôpital Kindi un blessé. *"L'explosion de la voiture piégée s'est produite alors que les gens sortaient du siège où ils avaient assisté à une cérémonie commémorant l'anniversaire de la fondation du parti en 1974"*, a affirmé un garde de l'UPK Hamid Gaeb Saedulla, précisant que trois de ses collègues avaient été tués. *"A la fin de la cérémonie, nous sommes sortis du bureau et en arrivant à la porte, une voiture piégée qui se trouvait devant a explosé"*, a affirmé Ali Toufic, chef de l'UPK à Kout (sud), hospitalisé à Karama.

L'explosion a fait un grand trou sur le sol près du bâtiment. L'attentat a eu lieu au moment où des obus tombaient dans le périmètre de la Zone verte, où se trouve le quartier

général de la Coalition, pendant que le Conseil de gouvernement procédait à la nomination de Ghazi al-Yaouar, comme premier chef de l'Etat après Saddam Hussein.

Par ailleurs, cinq recrues kurdes de la nouvelle armée irakienne ont été tuées et leurs corps brûlés par des inconnus au nord de Bagdad, a annoncé le 14 juin un responsable kurde à Kirkouk. *"Les cinq tués sont affiliés à des partis kurdes et ils suivaient un entraînement dans la région de Taji (10 km au nord de Bagdad)"*, a déclaré à la presse Jalal Jawhar, responsable de l'UPK dans la ville de Kirkouk. *"Il s'agit de cinq Kurdes qui ont été tués samedi [le 12 juin] entre Berjil (25 km au nord de Bagdad) et Samarra (75 km plus au nord) par des inconnus qui ont placé leurs corps dans leur voiture avant de la brûler"*, a-t-il ajouté. Selon lui, leur voiture était tombée en panne dans cette zone et ils s'étaient adressés à un garage pour la réparer avant d'être attaqués sur place.

D'autre part, Ghazi Talabani, le chef de la sécurité des champs pétrolifères de la ville de Kirkouk a été assassiné le 16 juin au matin devant sa maison. Il a été attaqué par des hommes en armes devant sa maison située à côté du siège du gouvernement régional. M. Talabani, dirigeait la sécurité de la Compagnie de pétrole du Nord de l'Irak (NOC) qui dirige la production dans cette partie du pays. La victime servait de lien entre les forces américaines, la Compagnie de pétrole du Nord de l'Irak et la firme privée de surveillance Erinys lorsqu'elles ont tenté de sécuriser les champs pétrolifères du Nord de l'Irak. Talabani, 54 ans, un Kurde, ancien ingénieur à la NOC, avait été chargé de la surveillance de la

compagnie après la chute de Saddam Hussein.

Cet assassinat est le troisième du week-end après celui de deux hauts fonctionnaires. Le directeur des relations culturelles du ministère de l'Education, Kamal Jarrah, 60 ans, a été assassiné par balle le 13 juin. La veille, le sous-secrétaire aux Affaires étrangères chargé des organisations internationales, Bassam Koukba, avait été assassiné par un inconnu qui a tiré sur lui à Bagdad.

Le 26 juin, une personne a été tuée et 18 blessées, dont le ministre de la Culture, Mahmoud Mohammad du gouvernement régional d'Erbil, dans l'explosion d'une voiture piégée à Erbil. Karim Sinjari, ministre de l'Intérieur du gouvernement régional d'Erbil a accusé le groupe extrémiste d'Ansar al-Sunna d'avoir perpétré l'attentat.

A Mossoul, deux peshmergas ont été tués et deux autres blessés le 29 juin dans la troisième attaque antikurde dans la région. *"Des inconnus, à bord d'une voiture, ont ouvert le feu sur des peshmergas circulant dans un véhicule, en tuant deux et en blessant deux autres"*, a indiqué un commandant de police, Zaid Issam Sabri. Cinq peshmergas ont été grièvement blessés le 27 juin dans l'explosion d'une bombe près de Mossoul alors qu'un autre a été tué et deux autres blessés, un jour auparavant dans la ville, dans des attaques armées. Les combattants des deux principaux partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ont pris le contrôle à Mossoul de plusieurs bâtiments, dont des permanences du parti Baas dissous de l'ancien dictateur Saddam Hussein.

## TURQUIE : REGAIN DE VIOLENCE ENTRE LE PKK ET L'ARMÉE TURQUE

**L**E parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), rebaptisé Congrès du peuple du Kurdistan KONGRA-GEL, a mis fin le 1er juin au cessez-le-feu unilatéral décrété cinq ans plus tôt, après l'arrestation de son chef, Abdullah Ocalan, qui purge une peine de prison à vie.

La Turquie a fait peu de cas de l'annonce d'une reprise des hostilités, estimant que les "terroristes" devaient se rendre et que les pays occidentaux devaient l'aider dans sa lutte. La décision de mettre fin à la trêve "constitue une preuve évidente que le Kongra-Gel est une organisation terroriste armée", a souligné le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Namik Tan à l'occasion d'une première réaction officielle. "Le discours de cette organisation contient des éléments contre l'unité et la sécurité de la Turquie. Ce que nous attendons des terroristes est qu'ils se livrent avec leurs armes aux forces de sécurité pour être jugés", a-t-il indiqué. M. Tan a appelé les Etats-Unis et l'Union européenne —qui ont inclus le KONGRA-GEL sur leurs listes d'organisations terroristes— à "renforcer leur solidarité avec la Turquie dans la lutte contre le terrorisme international".

Les affrontements en sommeil pendant cinq ans ont repris en intensité depuis le 1er juin. Quatre combattants du PKK ont été tués et un soldat blessé dans deux affrontements qui ont eu lieu à Ovacik, dans la province de Dersim, le 4 juin, les premiers après l'annonce de l'arrêt de la trêve unilatérale du PKK. A Elazig, dans

un deuxième affrontement, un soldat a été blessé par des tirs d'un groupe de Kurdes qui auraient pris la fuite.

Le 9 juin, trois combattants kurdes du PKK ont été tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité turques et onze gendarmes ont été blessés. Un groupe de quatre combattants a été pris en chasse par des unités de la gendarmerie dans la zone rurale de Kayaonu, près d'Adiyaman. Trois d'entre eux ont été abattus. L'agence de presse turque semi-officielle Anatolie a fait par ailleurs état d'affrontements dans la région de Bingöl. Une opération disposant d'un "soutien aérien" a été lancée. Le poste de gendarmerie du village de Yayla a été attaqué à la roquette dans la nuit du 9 juin.

Le 10 juin, un groupe de combattants kurdes a attaqué la résidence du sous-préfet de Gercus, tuant deux policiers qui étaient en faction. Les deux agents de sécurité ont été tués sur le coup au cours de l'attaque réalisée avec des armes automatiques qui visaient également les résidences d'autres responsables de cette petite ville qui dépend de la province de Batman.

Événement sans précédent depuis des années au cœur d'une agglomération, le 13 juin, deux combattants kurdes du PKK ont été tués au cours d'affrontements avec les forces de sécurité turques en plein centre-ville de Bingöl. Les combattants auraient tiré à la roquette sur un bâtiment de la garnison de gendarmerie de Bingöl, situé au cœur de la ville, sans faire de victimes. Deux d'entre eux ont

été abattus dans les combats qui ont suivi cette attaque. Le lendemain, trois "gardiens de village" — supplétifs kurdes de l'armée turque — ont été tués à Hatay. Un combattant kurde et un soldat ont été tués ainsi que deux autres militaires blessés dans deux affrontements qui se sont produits près du petit village de Kacarlar, dans la province de Dersim. Dans un deuxième incident à Beytussebab, un soldat a été tué, alors que deux autres, dont un sous-officier, ont été blessés.

Le 14 juin, dans un message publié à l'occasion de l'anniversaire de la création de la gendarmerie, le chef d'état-major de l'armée turque, le général Hilmi Ozkok, a fait état de la "détermination des forces armées turques de poursuivre comme toujours sa lutte contre l'organisation terroriste séparatiste" kurde.

Le 16 juin, un militaire turc a été tué et deux miliciens gouvernementaux blessés lors d'accrochages dans la province de Sirnak. Lors d'un autre accrochage dans la province de Mus, deux miliciens locaux ont été blessés par des militants du PKK. Cinq combattants du PKK ont été tués et un soldat blessé lors de violents affrontements dans la nuit du 21 juin toujours dans la province de Dersim. Selon les autorités turques, des militants de l'ex-parti du PKK auraient attaqué un poste militaire dans la zone rurale de Mazgirt, et les militaires les auraient ensuite pris en chasse.

Par ailleurs, selon les autorités turques, trois soldats turcs ont été tués et trois autres blessés dans l'explosion le 28 juin d'une mine posée sur une route près de Gulpinar. La mine, activée à distance au passage d'un véhicule



militaire qui patrouillait dans la zone, à une centaine de km de la frontière iranienne, aurait été placée par des militants du PKK. Trois paysans ont été blessés le même jour à Yuksekova par l'explosion d'une mine au passage d'un engin agricole.

Le Parti démocratique du peuple (DEHAP) a appelé le 12 juin les combattants kurdes du PKK à reprendre le cessez-le-feu qu'ils avaient décrété unilatéralement il y a cinq ans. Le secrétaire général du Dehap, Tuncer Bakirhan, a lancé cet appel au président du Kongra-Gel, Zubeyir Aydar, lors d'une conférence de presse au siège du DEHAP à Ankara. *"Cher M. Aydar, président du Kongra-Gel, je vous demande de reprendre le cessez-le-feu pour que le dialogue puisse continuer, pour que les démarches sur la voie d'une résolution démocratique et juste du problème kurde puissent gagner en force"*, a déclaré M. Bakirhan. Il a estimé que le cessez-le-feu décrété unilatéralement avait été l'occasion d'un *"grand apaisement"* pour la société turque et avait permis certains développements positifs dans les domaines social, économique et culturel pour les Kurdes. Le dirigeant du DEHAP a plaidé pour la paix à l'heure où la Turquie *"vit des moments historiques"*, faisant référence à la première diffusion, de programmes en langue kurde sur des chaînes de télévision et de radio publiques et à la libération le même jour de quatre ex-députés kurdes, dont Leyla Zana, emprisonnés depuis 10 ans. *"Le lancement de programmes en langue kurde sur les télévisions et radios d'Etat est un pas des plus importants qui met fin à près de cent ans de dénégation (de l'identité kurde)"*, a déclaré M. Bakirhan, qui a par ailleurs estimé que la libération des quatre ex-

parlementaires était *"porteuse d'un espoir de paix et de démocratie"*.

Le DEHAP qui affirme vouloir défendre les droits des Kurdes par des voies pacifiques et démocratiques, n'avait jusqu'à ce jour jamais appelé directement le PKK à mettre fin à la lutte armée. M. Bakirhan a par ailleurs rappelé aux autorités turques que son parti et la population attendaient toujours *"une amnistie générale et inconditionnelle"* pour les combattants du PKK.

De son côté, Zubeyir Aydar, président du Kongra-Gel, a appelé le 30 juin les Etats-Unis à encourager la Turquie à dialoguer avec les Kurdes. *"Nous demandons à l'Amérique de fonder ses relations avec la Turquie non pas sur la destruction du mouvement kurde, mais en l'encourageant à dialoguer pour trouver une solution à la question kurde"*, a-t-il déclaré. Zubeyir Aydar a estimé qu'un

*"rapprochement"* entre Ankara et Washington risque d'affecter la cause kurde. *"Ce n'est pas bon pour les Kurdes et pour la région parce que ce rapprochement ne va pas déboucher sur la stabilité mais sur plus de violence"*, a-t-il ajouté. *"Nous ne sommes pas un parti terroriste mais une force qui milite pour la démocratie et pour la paix. Nous avons proposé à maintes reprises de négocier avec le gouvernement turc pour trouver une solution pacifique à la question kurde, mais Ankara a toujours refusé de donner une suite favorable à nos demandes"*, a souligné le responsable du Kongra-Gel.

M. Aydar a enfin appelé les Etats-Unis *"à ne pas aider la Turquie à exterminer les militants kurdes en Turquie. Cette aide ne résoudra pas le problème et ne mettra pas fin à la violence en Turquie. Bien au contraire, elle va accentuer les souffrances du peuple kurde"*.

## AINSI QUE...

• **LE SÉNAT AMÉRICAIN APPROUVE L'ENVELOPPE DE 25 MILLIARDS DE DOLLARS POUR L'IRAK ET L'AFGHANISTAN.** Le Sénat américain et la Commission des finances de la Chambre des représentants ont approuvé le 2 juin l'enveloppe de 25 milliards de dollars demandée par le président américain George W. Bush pour couvrir les opérations militaires en Irak et en Afghanistan pendant les premiers mois de l'exercice budgétaire 2005.

Le Sénat a voté par 95 voix, aucune voix contre n'a été prononcée, pour ajouter ces 25 milliards de dollars au budget des programmes de défense 2005, portant ce budget à 447

milliards de dollars.

Les sénateurs n'ont toutefois pas accordé à George W. Bush toute la latitude qu'il souhaitait. Alors que le chef de la Maison Blanche demandait pouvoir utiliser ces 25 milliards de dollars à sa guise après en avoir simplement informé le Congrès, le Sénat ne l'a autorisé à dépenser que 2,5 milliards de dollars sans avoir de compte à rendre devant les parlementaires.

Par ailleurs, la Commission des finances de la Chambre des représentants a approuvé une enveloppe de 416 milliards de dollars, incluant les 25 milliards pour l'Afghanistan et l'Irak, pour le Pentagone.

Sur ces 25 milliards, elle en a assigné 22 à des programmes spécifiques et a autorisé George W. Bush à transférer un milliard sans rendre de compte. Il pourra transférer jusqu'à deux milliards, mais devra pour cela obtenir l'accord des parlementaires.

Ces 25 milliards de dollars sont destinés à couvrir les opérations militaires américaines en Afghanistan et en Irak pour les premiers de l'exercice budgétaire 2005, qui débute le 1er octobre. Au total, l'administration américaine pourrait demander une enveloppe de 50 milliards de dollars, rien que pour ces deux pays.

• **JALAL TALABANI EN VISITE À ANKARA DÉMENT L'INFORMATION DE NEWYORKER RAPPORTANT QUE DES AGENTS ISRAËLIENS OPÈRENT AU KURDISTAN IRAKIEN.** Le dirigeant kurde irakien Jalal Talabani a démenti une information parue dans la presse américaine selon laquelle des agents israéliens se trouvent au Kurdistan irakien pour monter des opérations contre l'Iran. *"Ces informations sont des chimères"*, a-t-il déclaré le 21 juin, à son arrivée à Ankara où il s'est entretenu avec le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul. *"J'invite ceux qui rapportent (ces informations) à venir voir de leur propres yeux"*, a ajouté M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui gouverne le Kurdistan irakien avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Selon un article du journaliste américain Seymour Hersh paru dans l'édition du 20 juin du magazine *New Yorker*, des agents israéliens opéreraient au Kurdistan irakien et auraient fait des incursions en Iran pour surveiller des installations

nucléaires. Ces agents, parmi lesquels figureraient des membres du service secret israélien Mossad, entraîneraient des commandos kurdes, affirme le magazine.

L'ambassade d'Israël à Washington a démenti ces informations, selon le *New Yorker*, mais elles auraient été confirmées par un haut responsable, non identifié de la CIA (la centrale américaine du renseignement).

La presse turque reprenait le 22 juin à la Une l'article du *New Yorker* et rappelait que des informations de ce genre circulent déjà depuis plusieurs mois. Selon le quotidien *Radikal*, les services de renseignements turcs (MIT) ont informé le gouvernement des *"activités secrètes"* d'Israël dans le Kurdistan irakien. Ankara a demandé des explications aux autorités israéliennes qui ont démenti, selon le journal.

• **STRASBOURG: LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE SUR L'IMPOSSIBILITÉ POUR LES KURDES EXPULSÉS DE RETOURNER DANS LEUR VILLAGE ET TRAITEMENTS INHUMAINS OU D GRADANTS.** La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné le 29 juin la Turquie pour avoir, en 1994, expulsé une quinzaine de villageois de leur maison du Kurdistan du fait de l'état d'urgence alors en vigueur dans la région, et pour les avoir empêchés de reprendre possession de leurs biens.

Cette décision est la première portant sur l'impossibilité pour des Kurdes expulsés de retourner dans leur village. Quelques 1.500 requêtes similaires ont été déposées auprès de la Cour, soit un quart

environ du nombre total de requêtes introduites contre la Turquie.

Les juges européens ont estimé à l'unanimité que la Turquie avait enfreint le droit à la protection de la propriété et au respect de la vie familiale des requérants, expulsés en 1994 de Boydas, un village proche de Hozat, pendant les affrontements entre forces de l'ordre et partisans du PKK. Les villageois, qui se sont vu refuser tout accès à leurs biens jusqu'en juillet dernier, *"ont été privés de toutes les ressources qui constituent leur gagne-pain"*, relève la Cour. De plus, les autorités turques *"ne leur ont pas fourni de logements de remplacement"*.

*"Les autorités avaient le devoir primordial et la responsabilité d'assurer les conditions - et de fournir les moyens - permettant aux requérants de regagner de leur plein gré, en sécurité et avec dignité leur domicile (...), ou de s'installer volontairement dans une autre région du pays"*, estiment les juges des droits de l'homme.

La Cour relève enfin qu'un projet de loi sur *"l'indemnisation de dommages résultant d'actes terroristes ou de mesures prises pour lutter contre le terrorisme"* est actuellement à l'étude à Ankara, mais que ce projet *"n'est pas en vigueur"*, et qu'en conséquence il *"n'offre aucun remède quant aux griefs des requérants"*.

La Cour européenne des droits de l'Homme avait le 1<sup>er</sup> juin condamné la Turquie pour la destruction de la maison d'un ressortissant d'origine kurde lors d'une opération des forces de sécurité qui avaient incendié des maisons du village d'Akdoruk en 1993. La cour avait alloué au requérant, 71 ans, qui

dénonçait *“la politique officielle concernant le traitement réservé aux personnes d'origine kurde”*, 36.500 euros de dommages et intérêts et 15.000 euros pour frais et dépens. Les soldats, munis d'une liste de noms, avaient incendié le 13 novembre 1993 un certain nombre de maisons dont celle d'Abdullah Altun dont tous les biens, y compris son bétail, avaient été réduits en cendres. La Cour avait condamné la Turquie au titre de la violation des articles 3 (interdiction des peines ou traitement inhumain ou dégradants), 8 (droit au respect de la vie familiale), 13 (droit à un recours effectif) et 1 (protection de la propriété) de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Par ailleurs, la Turquie avait été condamnée le 22 juin par la Cour européenne des droits de l'Homme pour *“traitements inhumains ou dégradants”* sur deux hommes arrêtés en 1995 pour leurs relations avec le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Abdulrezzak Aydin et Abdullah Yunus avaient été arrêtés en avril 1995 dans le cadre d'une opération de police menée contre le PKK, interdit comme organisation terroriste en droit turc. A l'issue de leur garde-à-vue, aucune trace de violence n'avait été constatée sur eux mais quelques jours plus tard, à la prison où ils avaient été placés en détention provisoire, les médecins avaient constaté qu'ils souffraient tous les deux d'un oedème et d'ecchymoses aux testicules et de douleurs aux jambes. Les plaintes déposées par les deux hommes contre les policiers responsables de leur garde-à-vue avaient abouti à un non-lieu et la procédure entamée contre les deux requérants par la justice turque pour assistance à une bande armée est toujours en cours.

La Cour européenne a estimé que le gouvernement turc n'avait pas été en mesure de fournir *“une explication plausible ni concernant la discordance existant entre ces rapports, ni à propos de l'origine des blessures constatées sur les corps des deux requérants, alors qu'en tout état de cause, les violences à leur origine ne peuvent être survenues que pendant leur détention”*. *“Pareille situation relève d'un manquement de l'Etat à son obligation de protéger tout personne en situation de vulnérabilité et détenue notamment par des fonctionnaires de police”*, ont continué les juges, estimant qu'il y avait eu violation de l'article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants) de la Convention européenne des droits de l'Homme. La Cour a également condamné la Turquie à verser à chacun des deux requérants 20.000 euros pour dommage moral.

• **KIRKOUK: LE PRÉSIDENT IRAKIEN SE DIT OPPOSÉ AU CHANGEMENT DE LA COMPOSITION ETHNIQUE DE LA VILLE.** Le président irakien Ghazi al-Yaouar s'est dit opposé le 22 juin à un changement de la composition ethnique de la ville pétrolière de Kirkouk, qui a connu une arabisation forcée sous le régime de Saddam Hussein aux dépens des Kurdes. *“Kirkouk doit être une ville de coexistence pacifique et le nouvel Irak n'obligera personne à quitter son foyer”*, a déclaré M. Yaouar qui a visité la ville en compagnie de l'administrateur civil américain Paul Bremer.

Le président intérimaire, issu de la grande tribu arabe des Chammar, a violemment réagi à une demande du vice-gouverneur de la ville, Hassib Rouj Bayani, un Kurde en charge du dossier des déplacés, qui a

recommandé de *“chasser les étrangers de la ville”*. *“Je refuse ce genre de qualification, il s'agit quand même d'Irakiens. Vos propos sont durs et je ne peux les accepter”*, a répondu M. Yaouar durant une rencontre avec les responsables de la ville.

Sous le régime de Saddam Hussein, des milliers d'Arabes ont été encouragés à s'installer dans la ville pétrolière, revendiquée par les Kurdes, qui militent aujourd'hui le départ des colons arabes. Cette question crée une tension permanente dans la ville où les heurts armés entre les membres des deux communautés se sont multipliés. M. Bremer a de son côté évoqué la reconstruction de la ville, indiquant qu'une enveloppe de 500 millions de dollars avait été consacrée à 90 projets dans les secteurs de l'électricité, de l'eau et des routes. La visite de deux heures a été entourée d'un strict dispositif de sécurité assuré par les forces américaines et la police irakienne.

• **LE KOWEIT RÉTABLIT SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'IRAK.** Le Koweït a annoncé le 29 juin, au lendemain du transfert du pouvoir en Irak, le rétablissement des relations diplomatiques avec ce pays, rompues depuis l'invasion de l'émirat par l'armée de Saddam Hussein en 1990. Après la passation des pouvoirs par les Etats-Unis à un gouvernement intérimaire irakien, *“l'Etat du Koweït annonce le rétablissement de ses relations diplomatiques avec la République arabe sœur”*, a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le Koweït *“accréditera ultérieurement un ambassadeur”* à

Bagdad, a-t-il ajouté, soulignant que cette initiative témoignait du *"souci du Koweït de coopérer (avec l'Irak) dans l'intérêt des deux pays frères pour consolider les fondements de la sécurité et de la stabilité dans la région"* du Golfe.

L'émirat, qui a servi de tête de pont pour les forces américaines et britanniques ayant envahi en mars 2003 l'Irak pour renverser le président Saddam Hussein, a établi de bonnes relations avec les autorités

intérimaires irakiennes ayant succédé au régime baassiste de l'ex-dictateur.

En saluant le transfert du pouvoir, le Premier ministre koweïtien Sabah Al-Ahmad Al-Sabah a répété que la réouverture de la chancellerie avait été *"retardée pour des raisons sécuritaires et non politiques"*. Mais comme pour exprimer ses bonnes intentions à l'égard des nouvelles autorités de Bagdad, il a affirmé que le dossier des frontières, à l'origine de l'invasion de l'émirat en 1990,

*"était clos"* depuis une résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'Onu en 1993.

En décidant de rétablir les relations avec Bagdad qu'il conditionnait jusque là au retour de la sécurité en Irak, le Koweït aura immédiatement emboîté le pas aux Etats-Unis qui ont rétabli le 28 juin leurs liens diplomatiques avec ce pays, rompus en février 1991 à l'initiative de Saddam Hussein en pleine guerre du Golfe.

### PUBLICATIONS RÉCENTES

- *Histoire de la Turquie Contemporaine*, Hamit Bozarslan, coll. Repères, La Découverte, Paris 2004, 123 p.
- *Irak, An I, Un autre regard sur un monde en guerre*, sous la direction de Pierre Rigoulot et Michel Taubmann, éd. du Rocher (Jean-Paul Bertrand), Paris 2004, voir en particulier : Ismail Kamandar Fattah, *"La guerre, unique issue pour sauver le peuple irakien de la République des fosses communes"*, pp. 183-194 ; Kendal Nezan *"Choses vues et entendues en Irak"*, pp. 221-246.
- *A la source, la nuit*, Seymus Dagtekin, éd. Robert Laffont, Paris 2004, 230 p., 18 euros.
- *Les Kurdes Ardalân entre la Perse et l'Empire ottoman*; Sheerin Ardalán, coll. Société d'Histoire de l'Orient, Geuthner, Paris 2004, 226 p., 29 euros.
- *Etudes Kurdes*, revue semestrielle de recherches, n° 6, janvier 2004, publ. Fondation Institut Kurde de Paris et l'Harmattan, 158 p., 14,50 euros
- *Histoire du Kurdistan* (Storia della Regione Kurdistan et delle sette di religione ivi esistenti), Giuseppe Campanile, Naples 1818, trad. de l'italien par le R.P. Thomas Bois, Hors série 1, revue *Etudes Kurdes*, Fondation Institut Kurde de Paris et l'Harmattan, Paris avril 2004, 140 p.
- *Kurdische Studien*, revue semestrielle, 3<sup>ème</sup> année, n° 1 et 2, Berliner Gesellschaft zur Förderung der Kurdologie e.V. Berlin 2004, 267 p., 12,50 euros.

**IRAK** Le nouvel exécutif, fort de 33 membres, a été mis en place hier au cours d'une cérémonie à Bagdad alors que le CIG était dissous.

# Bush salue le nouveau gouvernement irakien

L'Irak s'est doté hier d'un nouvel exécutif, dans un climat de violence marqué par une série d'attentats meurtriers à Bagdad et dans le Nord.

Le chef tribal sunnite Ghazi al-Yaouar, 46 ans, a été choisi comme premier président de l'Irak de l'après-Saddam Hussein par le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) mis en place par les Américains en juillet 2003, et dissous hier. Il sera assisté de deux vice-présidents, Ibrahim Jaafari, chef du parti chiite al-Dawa, et Roj Nouri Shawis, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Le

nouveau président, qui aura surtout un rôle protocolaire, prendra ses fonctions le 30 juin. Il a appelé à la restauration de la « souveraineté complète » des Irakiens par une nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le nouvel homme fort de l'Irak sera le premier ministre Iyad Allaoui, un chiite proche des Américains. Il a présenté hier la liste des trente-trois membres de son gou-

vernement intérimaire, chargé de diriger le pays jusqu'aux élections générales prévues en janvier 2005. Son équipe, qui comprend six femmes, a été immédiatement investie au cours d'une cérémonie à Bagdad. La formation du nouvel exécutif est la première étape du transfert de souveraineté aux Irakiens prévu le 30 juin, après plus d'un an d'occupation de l'Irak par les forces de la coalition dirigée par les Américains.

A Washington, le président George W. Bush a estimé que la formation d'un gouvernement intérimaire « marque une étape vers la réalisation du rêve de millions d'Irakiens », mais que « de nombreux défis subsistent ». Le premier ministre britannique, Tony Blair, a salué la naissance du nouvel exécutif comme « un jour véritablement historique pour l'Irak », assurant que c'était le prélude à un Irak totalement souverain. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a, quant à lui, salué la nomination du

futur gouvernement irakien, tout en reconnaissant que le difficile processus de sélection de ses membres avait été loin d'être parfait.

A New York, le Conseil de sécurité des Nations unies discute d'un projet de résolution fixant le cadre de ce transfert et des modalités des élections. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont annoncé, hier, qu'ils allaient présenter dans la journée au Conseil de sécurité un projet révisé de résolution sur l'Irak. Ce texte est notamment amendé sur la question délicate du mandat de la force multinationale après le 30 juin, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher.

La formation du gouvernement irakien a coïncidé avec un attentat et une série d'explosions dans la capitale, qui ont fait au moins trois morts et trente-quatre blessés. Deux Polonais employés par la coalition ont été kidnappés à Bagdad hier soir. L'un d'entre eux a réussi à échapper à ses ravisseurs.

LE FIGARO MERCREDI 2 JUIN 2004



Le nouveau président irakien, Ghazi al-Yaouar (au centre en blanc. Le premier ministre, Iyad Allaoui, est au premier plan à l'extrême gauche) a présenté, hier à Bagdad, son gouvernement. Farouche partisan de l'intégrité de l'Irak, le Cheikh est cependant favorable à une large autonomie pour les Kurdes. (Photo Marwan Naamani/AFP.)

# Ghazi Al-Yaouar a été désigné président de l'Irak après de très difficiles négociations

Le nouveau gouvernement transitoire est pratiquement formé. Il entrera en fonctions le 30 juin et assumera la direction du pays jusqu'aux élections de janvier 2005

**APRÈS BIEN** des tergiversations, le conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG) a annoncé, mardi 1<sup>er</sup> juin, que le sunnite Ghazi Al-Yaouar avait été désigné président de l'Irak dans la future administration qui doit se mettre en place le 30 juin prochain.

Ce choix a été accepté par la coalition qui s'était prononcée en faveur d'Adnan Pachachi qui, dans un premier temps, avait été désigné mais qui a refusé le poste. Cet ancien chef de la diplomatie irakienne âgé de 81 ans, était le candidat favori des Etats-Unis alors que le CIG préférerait, dès le départ, Ghazi Al-Yaouar.

Les fonctions de président sont largement honorifiques. Le principal poste, celui de premier ministre, a été confié à un chiïte, Iyad Allaoui, désigné il y a quelques jours. Il bénéficie du soutien de Paul Bremer, l'administrateur civil américain. Le gouvernement tran-

sitoire devait également être annoncé dans le courant de la journée. Il devrait être composé de 26 ou 29 membres et conduire les destinées de l'Irak jusqu'aux élections générales prévues normalement au début de 2005.

Cheikh Ghazi Al-Yaouar, chef d'une grande tribu, va donc être le premier chef d'Etat à succéder à Saddam Hussein arrêté le 13 décembre et toujours prisonnier de guerre aux mains des Américains en attendant d'être jugé. Il est le neveu du chef des Chammar, une des plus grandes tribus du pays ainsi qu'un homme d'affaires avisé. En vertu de la Constitution provisoire adoptée en mars par le CIG, son rôle sera nettement protocolaire par rapport aux pouvoirs dont disposait l'ancien dictateur.

Agé de 46 ans, vêtu d'une longue djellaba blanche et d'un keffieh cerclé de deux anneaux de couleur noire, il se présente comme

un rassembleur voulant marier la culture orientale et occidentale.

Après des études d'ingénieur à l'Université George Washington dans la capitale fédérale américaine, il s'installe en Arabie où il ouvre une entreprise prospère de télécommunications. A la chute de Saddam Hussein, il rentre au pays, dans sa tribu des Chammar, qui compte trois millions d'âmes des sunnites et des chiïtes. Son territoire s'étend des confins de la Syrie au nord à l'Arabie Saoudite au sud en passant par l'Irak et le Koweït en une forme de croissant.

## QUELLE LÉGITIMITÉ ?

En juillet, Ghazi Al-Yaouar avait été nommé membre du Conseil intérimaire de gouvernement sur le quota sunnite. Anglophone, le cheikh est un farouche partisan de l'intégrité de l'Irak, même s'il est favorable à une large autonomie pour les Kurdes.

En avril, lors de la bataille de Fal-louja, le bastion rebelle sunnite à une cinquantaine de kilomètres de Bagdad, il a tenté de stopper les combats en participant activement aux négociations. Après l'assassinat d'Ezzedine Salim, le 17 mai, il lui a succédé à la présidence tournante du CIG, qui doit être dissous à la fin du mois.

Certains de ses membres, vont sans doute se retrouver dans le nouvel exécutif qui va également puiser parmi les membres de l'actuel gouvernement à commencer par les ministres de la défense et de l'intérieur qui ont été confirmés dans leurs fonctions.

La question est désormais de savoir de quelle légitimité disposera cette nouvelle instance transitoire et de quelle marge de manœuvre elle jouira vis-à-vis de l'Autorité provisoire de la coalition dirigée par les Américains, qui elle aussi devra disparaître. - (AFP.)

Mahmoud Osmane, membre du Conseil intérimaire de gouvernement

## « Un candidat indépendant, acceptable par la société irakienne »

### BAGDAD

de notre envoyé spécial

Membre du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) mis en place à Bagdad par la puissance occupante, le docteur Mahmoud Osmane, 66 ans, médecin, anglophone et francophone est un kurde indépendant, non inscrit dans un parti politique.

**Pourquoi y a-t-il eu des désaccords avec les Américains et l'envoyé spécial des Nations unies, Lakhdar Brahimi, sur le nom du futur président transitoire de la République d'Irak ?**

Il n'était pas question pour nous d'accepter la nomination d'Adnan Pachachi, le candidat commun des Américains et de l'envoyé spécial des Nations unies. Après les discussions, sont venues les menaces.

### Des menaces ?

Oui. C'est incroyable ! Inacceptable ! Paul Bremer nous a menacé d'un troisième candidat qu'il sortirait de son chapeau. Il se conduit comme Saddam Hussein. Quant à Lakhdar Brahimi, il a carrément dit à Massoud Barzani (chef du PDK, Parti démocratique kurde) que si nous continuons d'insister pour avoir Ghazi Al-Yaouar, que nous avons choisi par 22 voix contre une, celle de son adversaire

Adnan Pachachi, il arrêterait net sa mission et rentrerait à New York.

**Malgré tout, c'est votre candidat, Ghazi Al-Yaouar, qui a été nommé président de l'Irak.**

Paul Bremer nous avait encouragé à agir de manière indépendante. C'est ce que nous faisons et voilà le résultat. Mais bon sang, nous sommes en Irak. S'ils veulent faire un gouvernement américain, qu'ils rentrent à Washington ! Comprenez bien, nous n'avions rien a priori contre leur candidat sinon qu'il a un peu tendance à toujours dire oui à ce qu'ils demandent, qu'il ne représente que lui-même et qu'il a 83 ans.

A l'inverse, Ghazi Al-Yaouar est jeune, il a 46 ans, il est indépendant, non inscrit dans un parti et il est un membre éminent d'une grande tribu irakienne de plusieurs millions de personnes dont des chiïtes et des sunnites. Il est plus acceptable pour la société irakienne. Au surplus, lui, n'était même pas candidat quand nous l'avons choisi. Pachachi l'est depuis le début. Jour et nuit.

**Paul Bremer avait-il les moyens de vous imposer son choix ?**

A moins d'un coup de force,

d'un coup d'Etat, non. En outre, la loi fondamentale que nous avons adoptée dit clairement que l'Autorité provisoire de la coalition qu'il dirige et qui est dépositaire, jusqu'au 30 juin, de la souveraineté irakienne, sera dissoute avant le Conseil de gouvernement.

**Pourquoi n'avoir pas plutôt convoqué une grande assemblée irakienne, style « Loya Jirga » comme en Afghanistan, pour choisir l'exécutif ?**

Mais nous l'avons proposé dix fois ! Nous avons dit à M. Brahimi,

« Réunissons les deux ou trois mille personnes que vous allez rencontrer, les chefs de tribus, les partis, les syndicats, les professions libérales, les hauts fonctionnaires, les universitaires, tout le monde, et désignons le pouvoir transitoire aux voix ». Au début de sa mission, M. Brahimi était d'accord sur ce principe. Et puis, à son retour de New York fin mars début avril, il ne l'était plus. Bremer et ses maîtres à Washington l'avaient convaincu qu'une telle assemblée serait incontrôlable. Qu'ils ne pourraient pas sélectionner les gens qu'ils voulaient.

**Avez-vous sélectionné tous les membres du prochain gouverne-**

ment ?

Pratiquement. En plus du premier ministre Iyad Allaoui sur lequel nous sommes tous d'accord, il y aura 29 ministres dont trois sans portefeuille. Les Kurdes auront six ministres dont un vice-premier ministre et l'un des deux vice-présidents de la République. Ils contrôleront les affaires étrangères mais la défense a fini par leur échapper.

**Pensez-vous que ce gouvernement disposera d'une crédibilité dans le peuple irakien ?**

Nous verrons. Au moins la moitié des ministres sélectionnés sont déjà en place, dans le gouvernement ou au Conseil. Les Américains donnent vraiment l'impression à tout le monde de tout vouloir contrôler. Même après le 30 juin. Du reste, s'ils voulaient vraiment partir, ils ne se conduiraient pas comme ils le font. J'espère quand même que les Irakiens donneront quelque temps à ce prochain gouvernement avant de le juger.

Propos recueillis par Patrice Claude

## Letter from Barzani and Talabani to President Bush

June 1, 2004

His Excellency President George W. Bush  
President of the United States of America  
The White House- Washington, D.C.

Dear Mr. President:

We are writing this letter to your Excellency to present our views and concerns on the new Iraqi Interim Government, the Kurdish position and the future of the country.

America has no better friend than the people of Iraqi Kurdistan. A year ago, our peshmerga forces fought side by side with the American forces for the liberation of Iraq, taking more casualties than any other US ally. Today, Kurdistan remains the only secure and stable part of Iraq. We note that, in contrast to the Arab areas of Iraq, no coalition soldier has been killed in the area controlled by the Kurdistan Regional Government.

The people of Kurdistan continue to embrace American values, to welcome US troops, and to support your program for the liberation of Iraq. Our Kurdistan Regional Government has given up many of its current freedoms in the interest of helping your administering authorities reach compromises with other Iraqis. We were therefore bitterly disappointed when your special representative advised us that a Kurd could be neither Prime Minister nor President of Iraq. We were told that these positions must go to a Shiite Arab and Sunni Arab respectively. Iraq is a country of two main nationalities, Arabs and Kurds. It seems reasonable that the Arabs might get one of the top jobs (of their choice) but then the other should go to a Kurd.

We also believe the decision to use sectarian quotas for the top two jobs directly contradicts the Coalition's repeatedly stated position that democratic Iraq's government should not be based on ethnic or religious criteria, a position the US wrote into the Transitional Administrative Law. The people of Kurdistan will no longer accept second-class citizenship in Iraq. In Saddam's time and before, Kurds were frequently given the Vice President or deputy positions, which were window dressing without power. We had hoped the new Iraq would be different for the Kurdish people.

Ever since liberation, we have detected a bias against Kurdistan from the American authorities for reasons that we cannot comprehend. At the outset of the occupation, the coalition seized the oil-for-food revenues that had been specifically earmarked for Kurdistan and redistributed them to the rest of Iraq-in spite of the fact that Kurdistan received far less of these revenues per capita than other Iraqis and notwithstanding the fact that our region was the one most destroyed by Saddam Hussein. CPA actively discouraged the equality of the Kurdish and Arabic languages, and repeatedly tried to "derecognize" the Kurdistan Regional Government (Iraq's only elected government ever) in favor of a system based on Saddam's 18 governorates. US officials have demeaned the peshmerga, calling this disciplined military force that was America's battlefield comrade in arms, "militia". In official statements, it is rare for the US government or the CPA even to refer to Kurdistan or the Kurdish people.

We will be loyal friends to America even if our support is not always reciprocated. Our fate is too closely linked to your fortunes in Iraq. If the forces of freedom prevail elsewhere in Iraq, we know that, because of our alliance with the United States, we will be marked for vengeance. We do ask for some specific reassurance for this transitional period so as to enable us to participate more fully in the interim government. Specifically, we ask that: The Transitional Administrative Law (TAL) be incorporated into the new UN Security Council Resolution or otherwise recognized as law binding on the transitional government, both before and after elections. If the TAL is abrogated, the Kurdistan Regional Government will have no choice but to refrain from participating in the central government and its institutions, not to take part in the national elections, and to bar representatives of the central Government from Kurdistan. The United States commit to protect the people and government of Kurdistan in the event insurrection and disorder lead to a withdrawal from the rest of Iraq. The Coalition carry through on commitments to reverse the Arabization of Kurdish lands and move forward to settle the status of Kirkuk in accordance with the wishes of its people, excluding settlers but including those ethnically cleansed by Saddam Hussein. The oil-for-food revenues unfairly taken from Kurdistan last year be restored in the entirety, and that Kurdistan receive its per capita share of the \$ 19billion in reconstruction assistance appropriated by the Congress.

The United States support our plans to own and manage Kurdistan's natural resources, and in particular our efforts to develop new petroleum resources in the Kurdistan Region, where the previous regime sought to block all exploration and development that might benefit the Kurdistan people. The United States open a consulate in Irbil, and that it encourage other coalition partners to the same. For the people of Kurdistan, it is vital that we maintain our direct links to the outside world and not solely dependant on a Baghdad where we are not considered fully equal citizens.

The United States and the United Nations state clearly that the use of ethnic and confessional criteria for the selections of the interim government does not set a precedent for a future Iraqi government, and that Kurds are eligible for the posts of Prime Minister and President. If ethnic criteria are to be used to exclude Kurds from the top two positions in the interim government, we think it fair that Kurdistan be compensated with a disproportionate share of relevant ministries in the interim government.

Mr. President, we know that these are difficult days for all of us who believe the cause of Iraq's freedom was worth fighting for. The Kurdish people continue to admire your confident leadership, your vision of a free Iraq, and your personal courage. We are certain that you will agree that Kurdistan should not be penalized for its friendship and support for the United States.

Sincerely yours,

Masoud Barzani  
Kurdistan Democratic Party

Jalal Talabani  
Patriotic Union of Kurdistan



# “Oui à l'indépendance kurde !”

La plupart des Arabes ne l'acceptent pas, mais l'indépendance du Kurdistan ne serait pas un mal, estime *Asharq al-Awsat*.

ASHARQ AL-AWSAT  
Londres

**L**es Irakiens – et avec eux tous les autres Arabes – sont frappés d'épouvante rien qu'à l'idée que le Kurdistan puisse faire sécession. Les Kurdes étant les éléments les plus combattifs et les plus courageux de l'armée irakienne, leur départ l'affaiblirait grandement. Mais il faut se rendre à l'évidence : l'Irak n'aura plus de rôle militaire notable pour le monde arabe dans un avenir proche et les missions que devra assurer son armée ne concerneront plus que la reconstruction et la sécurité intérieure du pays.

Les Irakiens, comme la plupart des Arabes, semblent avoir oublié que la situation dégradée dans laquelle se trouve actuellement le pays est en grande partie imputable au problème kurde. Rappelons en quelques mots que, au cours de l'histoire récente, il ne s'est pas passé une décennie sans qu'éclate une guerre civile sanglante au Kurdistan, causant de lourdes pertes en vies humaines, dilapidant d'énormes sommes d'argent et annihilant les efforts de développement. Le désastre dans lequel le pays se débat ces derniers temps trouve ses racines dans les événements qui se sont déroulés au Kurdistan dès avant les années 70. Quand l'Irak se trouvait

## **M** Moqtada as-Sadr

*“Moqtada as-Sadr est tout ce qu'il y a de plus éloigné des véritables aspirations des Irakiens”, s'exclame le journal Alrafiidayn de Bagdad. “Il empêche ce projet grandiose d'une démocratie irakienne. Plus personne ne peut empêcher que des innocents dans les villes saintes chlites verseront leur sang. Car les baasistes, les mercenaires arabes et les wahhabites continueront à souffler sur la braise pour hâter l'occasion qu'ils attendent depuis plus d'un an : précipiter dans la bataille le Sud, resté jusque-là pacifique. Même les Américains sont dépassés. Seul le peuple irakien peut chasser cette ordure de ses lieux saints !”*

◀ Dessin de Kopebnitsky, Etats-Unis.



en situation de faiblesse devant l'Iran du chah Pahlavi, des concessions importantes furent concédées aux Kurdes. Mais, une fois les rapports de force inversés, toutes les promesses faites aux Kurdes furent violées. Ces derniers se soulevèrent alors contre le pouvoir de Bagdad... avec le soutien direct du chah, qui ne pouvait manquer une si belle occasion de déstabiliser son voisin. Dans l'incapacité de réprimer les Kurdes, Bagdad ne trouva d'autre solution que de céder aux demandes du chah concernant le territoire controversé du Chatt al-Arab [embouchure du Tigre et de l'Euphrate, dans le golfe Persique], afin d'acheter l'arrêt du soutien iranien aux insurgés. Lors de la guerre Iran-Irak, les Kurdes profitèrent de nouveau des difficultés du régime irakien pour se révolter, de sorte que Saddam Hussein se trouva pris entre deux feux. Accusant les Kurdes de trahison, il se retourna dès qu'il put contre eux et en décima un grand nombre au moyen de gaz toxiques. Ensuite, après sa débâcle au Koweït, les Kurdes se révoltèrent de nouveau et Saddam Hussein envoya contre eux ce qui lui restait de troupes, chassant les Kurdes par milliers vers la Turquie. C'est pour permettre leur retour chez eux que les Américains imposèrent à Saddam Hussein une zone de sécurité demeurant sous leur surveillance, devenue depuis, de fait, une province autonome.

La situation actuelle de l'Irak s'explique donc en grande partie par le problème kurde. Par conséquent, se débarrasser du Kurdistan semble être la condition pour assurer le salut de la nation irakienne. Quand le territoire est moins vaste, les habitants moins nombreux et la cohésion sociale plus forte, les chances de réussite augmentent et l'établissement d'une démocratie devient plus facile. Certes, les ressources pétrolières du Kurdistan donneront lieu à des conflits, mais on pourra trouver les moyens de les partager. De toute façon, le Sud irakien recèle ses propres ressources, autour de Basorah. Finalement, il se pourrait que les Kurdes, une fois leur indépendance acquise, découvrent que, tout compte fait, les liens avec le Sud n'étaient pas une si mauvaise chose. Alors, ils pourraient retourner vers la mère patrie et rétablir l'unité irakienne, mais, cette fois-ci, parce qu'ils l'auraient voulu. **Khaled Kishtaini**



CARETAKER GOVERNMENT

# IGC leaves mark on new Iraq regime

By James Drummond in Baghdad

The applause was long and loud but there were some notable absentees yesterday when Iyad Allawi, Iraq's prime minister designate, announced the much-anticipated new caretaker government that will assume Iraqi sovereignty on June 30.

Most notably absent was Adnan Pachachi, the former foreign minister who was UN envoy Lakhdar Brahimi's favourite candidate to become Iraq's first new president in 25 years. He had earlier fallen on his sword after recognising that he had lost the support of colleagues on the Governing Council.

Mr Pachachi was the victim of a whispering campaign, mounted late in the day, alleging liberal views and an overly close relationship with the US, the occupying power in Iraq.

Although the US-appointed council dissolved itself yesterday, it did so only after having secured the prime minister and president posts for its own members. Mr Allawi, a secular Shia, was nominated prime minister last Friday, though he is not believed to have been Mr Brahimi's favourite.

Sheikh Ghazi al-Yawar, a 45-year-old Sunni Arab with strong tribal links, had been the last president of the Governing Council. Yesterday he became Iraq's first postwar president. He will be assisted by two vice-presidents, a Kurd and a religious Shia Muslim leader.

The presidency has been billed as only a figurehead job, but Mr Yawar is likely to play an important role in one of the two important streams that characterise Mr Allawi's new government.

That stream is an alliance of tribal leaders and former governors, including the new ministers of defence and interior, who will be dominated by Mr Allawi and who will try to deal with Iraq's vicious security problems.

They will be joined by at least one of the ministers without portfolio who is also a tribal leader, and Iraq's new intelligence chief - Mohammad Abdullah al-Shahwani, a former helicop-

## Iraq: the interim government

### President: Ghazi al-Yawar

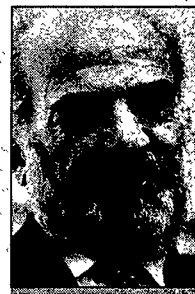
Sunni Muslim nephew of the leader of the Shammar tribe and Governing Council member who chaired the group for part of May. Born in Mosul, he trained as a civil engineer in Saudi Arabia and the US, and was recently vice-president of the Hicap Technology Company in Riyadh, Saudi Arabia



### Vice president:

#### Ibrahim al-Jaafari

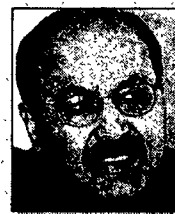
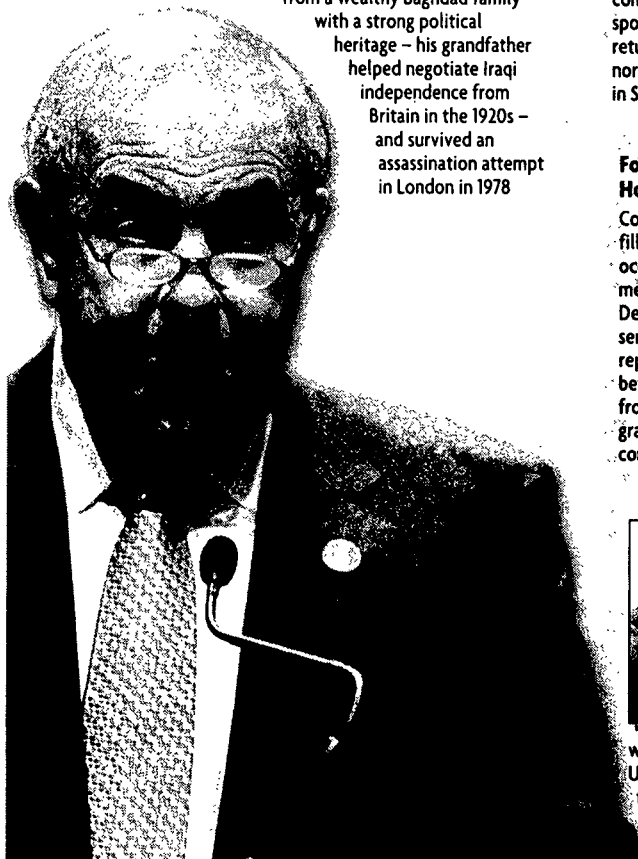
Governing Council member, representing the Daawa party - Iraq's oldest Islamist movement. Exiled to Iran and then London after the party was banned by Saddam Hussein in 1980. Graduated in medicine from Mosul University



### Prime minister: Iyad Allawi

Governing Council member and chairman of its security committee. Formerly exiled leader of the Iraqi National Accord, a CIA-backed group bringing together ex-Ba'athists and military commanders opposed to Saddam Hussein. A neurologist and businessman, he hails

from a wealthy Baghdad family with a strong political heritage - his grandfather helped negotiate Iraqi independence from Britain in the 1920s - and survived an assassination attempt in London in 1978



### Deputy prime minister for national security: Barham Saleh

Prime minister of the Patriotic Union of Kurdistan administration, based in Suleimaniya. Trained in engineering and computer science in the UK; he was PUK spokesman in Washington for 10 years before returning to the autonomous Kurdish region of northern Iraq. Survived an assassination attempt in Suleimaniya in 2002

### Foreign minister: Hoshiyar Zebari

Continues in the role he filled under the US-led occupation. Senior member of the Kurdistan Democratic Party, who served as its representative in Europe before managing its international relations office from 1988-2003. Born in Aqrah, northern Iraq, he graduated from Jordan University in Amman and completed a master's in the UK



### Oil minister: Thamir Ghadban

A technocrat who was head of planning in the oil ministry under Saddam Hussein and had been expected to take the oil portfolio under the US-led occupation - a post which instead went to Ibrahim Mohammad Bahr al-Uloum, son of a prominent Shia cleric. Educated in the UK, he has worked for the Iraqi Ministry of Oil since 1973 and written numerous technical reports on the Iraqi oil fields

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY JUNE 2 2004

ter pilot - who is an Allawi appointee.

The second stream contains the less sensitive, technical ministries - oil, electricity, health and education - which are now filled with the type of non-partisan technocrats preferred by Lakhdar Brahimi, the UN envoy.

Indeed, while the Governing Council members put their own candidates in the top posts, the UN appears to have had a bigger influence

in the choice of ministers. Kofi Annan, the UN secretary-general, said yesterday Mr Brahimi "has had to make compromises to move the process ahead. It was never going to be easy. He knew that".

The new holders of the defence and interior portfolios, traditionally the strongest ministries in any Arab government, are little-known quantities. Hazem Sha'alan, who will be defence minister, was governor of the province of Diwaniya and is a Shia tribal leader.

The new interior minister, Falah al-Naqib, was most recently governor of Salaheddin province, the gover-

**Vice president:  
Rowsch Shaways**

Speaker of the Kurdish regional parliament, and member of the Kurdistan Democratic Party. German-trained engineer who returned to Iraq in 1975 to join the Kurdish rebellion and rose to become prime minister of the Arbil-based Kurdistan regional government from 1996-99



**Defence minister:  
Hazem Sha'alan**

A surprise appointee, who is little known inside Iraq, former exile was named governor of the southern Diwaniya province after the overthrow of Saddam Hussein. Born in Diwaniya, he graduated in economics and management from Baghdad University in 1972 and worked at the Iraqi Real Estate Bank until leaving Iraq in 1985. Since managed a real estate business in the UK



**Finance minister: Adel  
Abdel Mahdi**

Formerly exiled member of the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq, serving as Sciri representative in Kurdistan from 1992-1996 and as deputy to Abdul Aziz al-Hakim, the party's leader,

on the Governing Council. Imprisoned, tortured and sentenced to death more than once in the 1960s, he was stripped of his passport in 1969 and went into exile in France, where he was most recently head of the French Institute for Islamic Studies



**Interior minister:  
Falah al-Naqib**

Formerly exiled member of the Iraqi National Movement, a Sunni-dominated breakaway from Ahmad Chalabi's Iraqi National Congress. Born in Samarra, north of Baghdad.

his father, the INM leader, was a military chief of staff in the 1960s. A US-trained civil engineer, he returned to Iraq after Saddam Hussein's overthrow as governor of Salaheddin province, which includes Mr Hussein's home town of Tikrit

norate which includes Saddam Hussein's hometown of Tikrit and other hotbeds of mainly Sunni opposition to the US-led occupation.

However contentious the process that led to its forma-

tion, the new government has its work cut out. Given the lack of credibility of the Governing Council, the caretaker government will have to show a break with the recent past and more effi-

cient management of the country. Mr Allawi, a former exiled opposition leader with links to western intelligence agencies, will have a difficult time proving to Iraqis that he can act independently of the US.

# US occupation deepens the split between Iraqi Kurds and Arabs

The reintegration of the self-governing Kurdish region into the rest of Iraq seems further away than ever, writes Gareth Smyth

Evan Rasheed Mohammad, a demure and veiled woman of 21, fled Falluja a month ago with her five sisters, two brothers and parents.

For many Iraqi Arabs, the town of Falluja symbolises resistance to US forces. But Evan is Kurdish, and she has a different view.

"After they decapitated the US contractors in a very cruel way, the Arabs shouted that the Kurds had brought in the Americans," she said. "The situation was hot, so we crept out on foot, past fires and dead bodies."

Evan now lives in Kalar, a Kurdish town 130km north-east of Baghdad in Kurdish-run northern Iraq.

"I know about 30 Kurdish families who left Falluja," she said. "We had lived there

for nine years, but suddenly the Arabs turned against us. I prefer it here, where security is better and we are among our own people."

When Saddam Hussein's regime fell last year, many Iraqis expected the reintegration of the Kurdish region, self-governing since

1991, and the rest of Iraq. Instead, divisions between Kurds, who make up at least 20 per cent of Iraqis, and Arabs, who are perhaps 75 per cent, are widening.

The divergence results partly from differing attitudes to the US occupation.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, agreed that what more and more Arabs see as "occupation" still appears to

Kurds a "liberation".

"The Kurds want to please the Americans," said Abdel-Haq Ismail, an Arab in the mixed city of Kirkuk. "The way we look at the Kurds changed because the *peshmerga* [the Kurdish military forces] fought with the Americans in Falluja."

Kurdish leaders deny that *peshmerga* were in Falluja and no convincing evidence that they were has been produced. But Iraq is rife with rumour and the charge is widely believed by Arabs.

"Most of my customers were Arabs," said Sirwan Rahim, a 19-year-old Kurdish barber who lived in Falluja

for 13 years and speaks better Arabic than Kurdish. "Most Arabs in Falluja liked

Kurds, and I think it was Syrian fighters who decapitated the Americans," he said. "But when the US attacked the town in response they made a big mistake, and things changed. The 18 to 23-year-old Arabs really started harassing us."

'The situation was hot, so we crept out on foot, past fires and dead bodies'

The flight of Kurds from Falluja is one part of growing physical separation between Kurds and Arabs.

The roads between Kurdistan and the rest of Iraq are less busy that under the for-

in February. Mr Aristide arrived yesterday in South Africa to protests from the and we face insults from the Iraqi police," said Ghazi Maqdad, a Kurdish lorry driver. "I am sure the Kurds living in Baghdad are keeping a low profile."

In the balmy days last summer after Mr Hussein's fall, many Arabs went north to mountain resorts in the Kurdish north. This summer, the flow has dried up.

"Kurdish security police became more suspicious of Arabs after the February suicide bombings [when over 70 Kurds were killed in the

regional capital Arbil]," said a Kurdish official. "This may discourage them from coming, even if the main reason is the security on the roads on the way to Kurdistan."

Satellite television coverage of Iraq is compounding the divergence between Arabs and Kurds: Arabs watch Arabic language channels such as al-Jazeera, which are regarded by Kurds as hostile to their interests; many Kurds watch Kurdish language stations instead, which are much more sympathetic to the US-led occupation.

"We get our news from al-Jazeera [the Qatar-based

channel]," said Bassam Behnan, an Arab in Kirkuk. He praised Moqtada al-Sadr, the radical Shia cleric who is leading resistance to US troops in the southern city of Najaf, as "a good man who loves Iraq".

The Kurdish view is very different. "Al-Jazeera and al-Arabiya [another popular Arabic language channel] report only those Arabs who are hostile to the Kurds," said Sarhang Salar Hama-Sa'eed, an NGO manager in Suleimaniya.

Since Kurdish replaced Arabic as the language of instruction in Kurdish schools in 1997, many

younger Kurds do not speak Arabic and prefer Kurdish television stations. Kurdish and Arab leaders on the Iraq Governing Council stress their commitment to an Iraq based on equal rights, but the divergence at popular level is creating fertile soil for hardliners.

"If Iraqi political groups can come to an understanding, then all can be well," said Asos Hardi, editor of Hawlati, an independent Kurdish newspaper. "But for sure, there are many threats."

## Bush lauds new Iraqi leadership

### Annan says selection effort 'wasn't perfect'

By Brian Knowlton

**WASHINGTON:** The United States and its coalition allies warmly endorsed the newly named interim Iraqi government on Tuesday, but Secretary General Kofi Annan of the United Nations said the process had been difficult and less than perfect.

President George W. Bush depicted the appointment of the group as historic, saying it represented "one step closer to realizing the dream of millions of Iraqis, a fully sovereign nation with a representative government." And Britain asked the world community to support the government, to be headed by Prime Minister Iyad Alawi.

But with questions still lingering over the precise powers to be ceded to the interim body by the occupying powers and the timetable for their withdrawal, it remained unclear how far the creation of the government would go toward rallying and unifying international support.

Annan welcomed the new government's appointment, but added, "I think we all have to recognize that the process wasn't perfect."

He said it "shouldn't be surprising that the United States had made its preferences known."

The United States and Britain, meanwhile, continued to work to overcome resistance from key countries at the United Nations to aspects of a draft resolution on Iraq to recognize the new government and define its powers, and those of the new force.

A Security Council group led by



Mannie Garcia/Reuters

Bush on Tuesday praised Iraq's leaders as people of talent, commitment and resolve.

China, and including Russia, France and Germany, wants a U.S.-British draft resolution to be rewritten to define Iraqi sovereignty more broadly.

Bush said he had told world leaders that "we're willing to work with them to achieve language we can live with." The United States said it would discuss alterations to the text at the UN.

With the interim government moving quickly to assert itself — even ahead of the June 30 date set for a formal hand-over of powers — diplomats at the United Nations were said to be eager to meet with Iraqi representatives before moving ahead on the resolution. A meeting was expected as early as Thursday.

The role of Lakhdar Brahimi, the special UN envoy, in nominating the interim government's leaders was widely seen to have been undercut as the United States and the now-dissolved Iraqi Governing Council maneuvered to influence the final choices.

Bush surprised many listeners Tuesday when he suggested that the United States and the Iraqi Governing Council

had played only secondary roles in selecting the major figures of the new leadership.

"It was Mr. Brahimi's selections," Bush said. "The Governing Council simply opined about names." He called Brahimi "the quarterback," or team leader.

He rejected a suggestion that the interim body might be seen as a "puppet government." Personally, he added, "I had no role" in selecting leaders.

Richard Boucher, the State Department spokesman, glossed over the issue when asked repeatedly by reporters whether Brahimi had in fact made the final choices on his own.

By the end of this process, Boucher said, "We had people in the jobs."

Bush, while strongly supporting the new government, did not venture to predict that its creation might lead to large new contributions of troops. "I don't know if there'll be a major commitment of new troops," he said.

And he cautioned that trouble would

continue from "violent people who want to stop progress." The new body drew support from Poland, another leading member of the U.S.-led coalition. Kuwait, Bahrain and Jordan endorsed its new president.

Boucher said that the changes to the draft text that the United States and Britain were putting forward at a working-group meeting would take into account discussions with Iraqis, coalition partners, Arab states and others. The changes would deal with the interim government's powers, the mandate of the multinational force, and other matters.

Bush spoke Monday to Chancellor Gerhard Schröder of Germany, urging a combined effort to pass the resolution.

Germany has supported the Chinese approach calling for a broadening of the powers of the Iraqi interim government to include control over the Iraqi Army and police. This would also require the multinational force, virtually certain to be U.S.-led, to consult with the government on military actions except those taken in self-defense.

Bush has indicated little leeway on the matter of self-defense.

"The American people need to be assured that if our troops are in harm's way, they will be able to defend them-

selves without having to check with anybody else other than their commander," he said.

Other U.S. officials have said that U.S. forces would routinely consult with Iraqi leaders at least on broad military plans.

The U.S.-British resolution would authorize American-led international forces to take "all necessary measures" to maintain security and prevent terrorism. It mentions the Iraqi Army only in reference to its need for training.

The China-led group wants a more specific commitment.

Brahimi's work of naming 30 leaders for the interim government was widely thought to have been pre-empted over the weekend when the Governing Council chose as prime minister Alawi,

whom Brahimi later accepted, and when the United States was seen publicly to be pushing for Adnan Pachachi, a council member, to become president.

Pachachi turned the post down, however.

Bush was circumspect when asked whether the United States would respect any request from the interim government for U.S. troops to leave Iraq.

"Whatever it takes to get the mission done," he said, without providing a direct answer.

He noted more than once, with approval, that Alawi had said that U.S. troops needed to remain for now.

Asked directly whether he felt confident that the new government wanted American forces to remain, at least for the short term, Bush replied, "I am confident: yes, sir."

Yet, as his administration has often said, Bush insisted that the interim government would have full powers, would oversee all ministries, and manage all state functions. "We're really going to pass full sovereignty," he said.

Bush indicated that the interim government would be consulted on the draft UN resolution.

After a phone discussion earlier in the day with Annan, Bush said, "he wants to hear from the new Iraqi government, and I don't blame him."

Such consultation would appear to make it less likely that the Security Council might vote on the resolution before Bush and other world leaders travel next week to a Group of Eight summit meeting in Sea Island, Georgia.

International Herald Tribune

## Le gouvernement irakien réclame une pleine souveraineté

### BAGDAD

de notre envoyé spécial

Les premières bombes de l'« ère nouvelle » célébrée le 1<sup>er</sup> juin à Bagdad dans un lieu clos, tenu secret jusqu'à la dernière minute – un ancien palais de Saddam Hussein –, ont commencé à exploser au moment même où les dignitaires du « nouveau » et de l'« ancien » régime intérimaire mis en place en

Irak par les puissances occupantes – avec, cette fois-ci, la caution active des Nations unies – se préparaient à la cérémonie. Un attentat à la voiture piégée à Bagdad a fait au moins trois morts. Une voiture piégée a également explosé à l'entrée d'une base américaine à Baiji (au nord de Bagdad), tuant onze Irakiens. Le message des insurgés est clair : un pouvoir fantôme est remplacé par un autre, cela ne fait aucune différence pour nous. La guerre continue.

La nouvelle équipe dirigeante, à qui il reviendra d'administrer l'Irak et d'user d'une souveraineté théoriquement pleinement retrouvée à partir du 1<sup>er</sup> juillet, saura-t-elle se montrer plus acceptable aux yeux des Irakiens eux-mêmes ?

« Très franchement », confie un diplomate européen qui, comme la plupart de ses homologues présents à Bagdad, a boycotté la cérémonie officielle de présentation du nouvel exécutif, pour des raisons diplomatiquement « sécuritaires »,

« on peut dire que les Américains, qui avaient pris un soin extrême à verrouiller l'ensemble du processus, ont réussi à mettre en place ici l'un des gouvernements les plus dévoués du monde à leur cause ». Plusieurs commentateurs et analystes politiques irakiens étaient, mardi soir, du

même avis.

« Vous autres journalistes, et pas mal de membres du Conseil [intérimaire] de gouvernement [CIG], qui avez tous cru à la fable du fier candidat antiaméricain contre le proaméricain pour le poste de président de la République, vous vous êtes tous fait "enfumer", ironise Saadoun Al-Duleimi, directeur du Centre irakien de recherches et d'études stratégiques. Le cheikh Ghazi Al-Yaouar était le vrai candidat de Washington depuis plusieurs semaines déjà. Tout le jeu a consisté à le présenter

comme moins proaméricain que son rival, Adnane Pachachi, pour le rendre plus présentable. »

Farouche partisan d'une république laïque qui aurait éliminé du jeu tous les partis religieux, notamment chiites, M. Pachachi lui-même, qui a, « conformément au scénario initial qu'il refusait de jouer jusqu' alors », selon un autre diplomate occidental, été nommé président de la République mardi matin par l'Autorité provisoire de la coalition, avant de se retirer moins d'une demi-heure plus tard pour laisser la place à M. Al-Yaouar, a rejeté l'étiquette, infamante à Bagdad, de « candidat de l'Amérique ».

« Le favori des Américains, ce n'était pas moi mais un autre », a lâché M. Pachachi, refusant « pour

le moment » d'en dire plus. Motif de la manipulation, « acceptée ces der-

niers jours » et, selon une chancelerie européenne, « après moult torsions de bras, par l'envoyé de l'ONU » ? « Après la nomination de Iyad Allaoui, candidat de la CIA et du département d'Etat, au poste de premier ministre, un second allié des Etats-Unis nommé à la présidence aurait été difficile à faire passer. »

### « FAUX-SEMBLANT »

Sans connaître le détail de la manœuvre, Hussein Hafed Al-Hukali, du Centre d'études internationales à l'université de Bagdad, n'est pas optimiste. « Ce gouvernement échouera, assure-t-il, pour les mêmes raisons que le précédent. Tout ce pseudo-processus de consultations et de bras de fer n'était qu'un faux-semblant organisé par Paul Bremer [l'administrateur américain] et Lakhdar Brahimi », l'envoyé spécial des Nations unies.

L'influent Comité des oulémas (sunnites) a, pour sa part, fait savoir que, « pour la population, ce gouvernement n'est qu'un duplicata de l'ancien ». En pleine cérémonie et tandis que les officiels américains pressaient les nouveaux « élus » de prendre place sur le podium pour une photo de famille officielle, Ibrahim Al-Jaffari, l'un

### Ahmed Chalabi et les codes secrets iraniens

Ahmed Chalabi, chef du Congrès national irakien (CNI), aurait informé l'Iran, il y a six semaines, que les Etats-Unis avaient percé les codes secrets de communication utilisés par les services de renseignement de Téhéran. Selon le *New York Times* du 2 juin, qui publie cette information, c'est l'une des raisons qui ont conduit Washington à retirer son soutien à l'ancien opposant à Saddam Hussein, longtemps très proche du Pentagone. Mis dans la confiance par un Américain « ivre », M. Chalabi aurait livré cette information au chef du renseignement iranien à Bagdad, qui lui-même l'aurait câblée à Téhéran... en utilisant le code supposé cassé.

des deux vice-présidents désignés, dirigeant du vieux parti religieux chiite Al-Daawa et personnalité populaire dans le pays, faisait part de la « réserve » que lui inspirait

« sans aucun doute la composition de ce gouvernement. » George Bush pouvait faire savoir, mardi soir, qu'il n'avait « joué aucun rôle » dans la désignation de la nouvelle équipe, beaucoup à Bagdad restaient persuadés que son représentant spécial, le discret Robert Blackwell, présent ces derniers jours à tous les conciliabules et réunions organisés entre politiciens irakiens,

américains et envoyés de l'ONU, avait été le grand marionnettiste de l'affaire. « C'est bien lui qui a tout organisé », dit Kaïs Al-Azaoui, directeur d'un journal bagdadi et de la revue en français *Etudes orientales*.

De New York, Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, a reconnu que le processus de sélection « n'a pas été parfait ». Bien sûr, « compte tenu des circonstances », il pense que son envoyé, Lakhdar Brahimi, « a fait de son mieux ». L'intéressé, qui avait averti dès lundi matin certaines capitales d'Europe de la désignation imminente de M. Al-

Yaouar – ce qui démontrerait le caractère fictif de la nomination – retrait de M. Pachachi –, a exhorté les Irakiens « à donner une chance » à la nouvelle équipe.

Insécurité générale oblige, celle-ci devait siéger et résider dans les mêmes bâtiments surprotégés. Les diplomates américains qui vont remplacer les agents américains de l'Autorité provisoire, qui sera dissoute le 30 juin, demeureront également dans le palais de la République. Dans son premier discours officiel, le premier ministre, Iyad Allaoui, a été clair. Après avoir

exprimé son « extrême gratitude à la coalition conduite par les Etats-Unis », il a jugé « impossible » que l'Irak puisse aujourd'hui s'occuper lui-même de la sécurité nationale, et demandé son « aide » et son « soutien pour défaire les ennemis » du pays. Le « partenariat » continue.

Patrice Claude

## Aux critiques adressées à l'ONU, M. Brahimi répond que Paul Bremer est « le dictateur de l'Irak » jusqu'au 30 juin

### BAGDAD

de notre envoyé spécial

Il arrive parfois, même s'agissant des plus chevronnés, qu'un grand diplomate fatigué puisse se laisser aller à un écart de langage. Quand Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial de l'ONU à Bagdad, lâche, mercredi 2 juin, devant un parterre de journalistes stupéfaits, que Paul Bremer, le proconsul américain en Irak, est « le dictateur » du pays, il est sur la défensive. Il veut répondre à ceux qui le harcèlent sur sa prétendue marginalisation dans un processus qu'il était censé contrôler de bout en bout, auquel il apporte la légitimité de l'organisation qu'il représente, et qui critiquent avec vigueur la trop grande implication apparente des Américains dans la sélection du nouveau gouvernement irakien.

« Je vous rappelle que les Américains gouvernent ce pays, dit alors M. Brahimi, que nous sommes ici à leur invitation et que leur point de vue devait certainement être pris en considération. Je ne crois pas que [Paul] Bremer me tiendra rigueur si je dis qu'il est le dictateur de l'Irak. Il a l'argent. Rien ne se produit dans ce pays sans sa signature. » Oui, confirme d'un ton extrêmement las l'ancien chef de la diplomatie algérienne, « j'ai été soumis à beaucoup de pressions ». Non, « cela n'a pas été facile ». Oui, « il a fallu accepter des compromis », c'est la règle du jeu en diplomatie.

On sait aujourd'hui – « mais je ne vous dirai pas qui étaient mes premiers choix », ajoute-t-il – que ni le président (Ghazi Al-Yaouar), ni le premier ministre (Iyad Allaoui) n'étaient les favoris du représentant de l'ONU. Mais non, l'étrange happening de mardi matin, où l'on a vu un candidat à la présidence de la République – Adnane Pachachi, qui s'est envolé dès mardi soir pour des vacances aux Emirats – être

choisi par les décideurs, pour se retirer une demi-heure plus tard en faveur de son rival, « n'était pas un coup monté, réglé à l'avance ». En émettre l'hypothèse est même, à ses yeux, « ridicule ». Le gouvernement intérimaire qui a pris ses fonctions dès mercredi matin et qui reste sous tutelle américaine jusqu'au 30 juin, « ne satisfera évidemment pas tous les Irakiens », mais « il est le meilleur qu'il nous était possible de former à ce moment ». Celui-ci comprend 33 ministres, parmi lesquels 10 chiïtes, 8 sunnites, 7 Kurdes, un Turcoman, une chrétienne, et 6 femmes au total. L'équipe, qui compte 9 personnes déjà présentes dans le précédent gouvernement intérimaire ou dans le défunt Conseil de gouvernement, « représente beaucoup de tendances de la société irakienne », pratiquement toutes ses provinces, ses ethnies, ses grandes tribus et ses confessions. La plupart de ses membres ont suivi des études supérieures – la moitié au moins aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au moins trois en France – et près des deux tiers ont connu l'exil sous l'ancien régime. Il y a en son sein des politiciens professionnels, « concentrés dans

les positions dirigeantes », mais aussi « un puissant cadre de technocrates » – 17 ministres au moins – dont le parcours professionnel est en cohérence avec le poste occupé.

Certes, M. Brahimi l'a admis : la tâche « est immense », et les problèmes à régler, urgents et très nombreux. « Il ne sera pas facile » à ces nouveaux dirigeants « de convaincre les sceptiques » et de gagner « leur légitimité ». D'autant moins qu'aucun d'entre eux « n'a été élu et que ni eux, ni personne ne doit oublier qu'au bout du compte seul un gouvernement élu pourra légitimement prétendre représenter le peuple irakien », fait remarquer M. Brahimi. En attendant ce jour – le 31 janvier 2005 au plus tard –, comment s'articuleront les relations, au quotidien, entre cette équipe, « qui aura l'autorité à partir du 1<sup>er</sup> juillet », et les 150 000 soldats étrangers qui demeureront sur place ? Les Irakiens pourront-ils s'opposer à des offensives « antiterroristes » décidées par le commandement américain ? Qui décidera ? Quelle sera la chaîne de responsabilités ?

A Bagdad, après sa première réunion de travail, mercredi, avec son équipe, Iyad Allaoui, le premier ministre, a déjà pris une décision :

parce qu'il s'attend à une recrudescence des violences – encore 13 morts et au moins 40 blessés, mercredi, dans des attentats et des affrontements entre Américains et miliciens de Moqtada Al-Sadr à Koufa –, « nous allons signer des arrangements avec les forces de la coalition, sous tutelle des Nations unies (...) pour qu'elles nous aident à vaincre les "forces du mal et de la terreur" ».

Patrice Claude

Le Monde

3 JUIN 2004

### M. Chirac pour une résolution « améliorée »

« On peut dire du projet de résolution actuel qu'il est une bonne base de discussions, mais qu'il mérite encore des améliorations », a déclaré Jacques Chirac, mercredi 2 juin, à propos du nouveau projet de résolution sur l'Irak présenté par Washington et Londres. Ces améliorations doivent notamment « affirmer et confirmer la pleine souveraineté du gouvernement irakien, en particulier dans le domaine militaire », a ajouté le président. Le chef de l'Etat a toujours insisté sur la nécessité de fixer un terme à la présence des forces étrangères mais a également demandé que le gouvernement irakien ait « une capacité de décision » sur les opérations majeures de la force internationale. Interrogé sur le nouveau gouvernement, M. Chirac a dit que son « seul vœu est que la résolution de l'ONU lui donne les moyens d'être réellement indépendant et souverain, et qu'il réussisse ». – (AFP.)

# « Les Américains nous ont libérés de Saddam, mais ils ont apporté la haine »

**BAGDAD (Al-Sadr City)**  
de notre envoyé spécial

L'élite politique irakienne célèbre, dans les palais et derrière les forteresses de béton et de barbelés

## REPORTAGE

de la « zone verte », cette enclave américaine au cœur de Bagdad, les nouveaux président et premier ministre de l'Irak, Ghazi Al-Yaouar et Iyad Allaoui. Mais à l'aube, mercredi 2 juin, dans les rues poussiéreuses d'Al-Sadr City, le vaste faubourg populaire chiite de la capitale irakienne, l'atmosphère reste à l'amertume et à la désolation.

Une patrouille de l'armée américaine est passée par là durant la nuit, comme c'est le cas presque chaque nuit depuis l'insurrection de l'Armée du Mahdi de l'imam Moqtada Al-Sadr, qui recrute ses combattants principalement dans ce quartier de Bagdad. Comme d'habitude, de jeunes rebelles ont tenté d'attaquer la colonne. Comme d'habitude, ils ont raté leur cible, endommageant des bâtiments et des étals de marchands. Et, comme d'habitude, la réplique américaine a été implacable, même si les rebelles n'ont, cette fois, perdu que deux hommes.

« Je vois beaucoup de cadavres de l'Armée du Mahdi, mais je ne vois jamais un char américain brûler, raconte Karim, un commerçant, le visage grave, le sourire légèrement moqueur. Ici, ce n'est pas comme à Fallouja, où les combattants sont encadrés par des officiers de l'armée de Saddam et sans doute par des combattants islamistes étrangers. Ici, les miliciens sont inexpérimentés, et les combats très déséquilibrés. Ils tirent souvent leurs roquettes en se plaçant trop près de leur cible, et cel-

les-ci n'explorent pas, ou alors ils tirent à côté, et infligent des dégâts à la ville. »

Karim hésite, puis lâche : « Ce n'est pas bon pour la ville... Pas bon pour l'Irak... Vous savez, très peu de gens soutiennent l'Armée du Mahdi, mais peu osent le dire publiquement. » Lui est un fidèle de l'ayatollah Ali Al-Sistani, guide suprême et vieux sage du chiisme, qui prêche l'arrêt des violences.

Son voisin, Yassin, est moins critique envers l'Armée du Mahdi. Il a perdu un fils lors des combats d'une nuit précédente. « Mon fils s'est engagé avec les moudjahidins pour défendre la patrie et l'islam contre les Américains et les juifs ! tonne-t-il. Le djihad [guerre sainte] est

l'unique solution pour libérer l'Irak ! » Amir, un jeune homme qui survivait en transportant sur sa charrette des marchandises d'un étal à l'autre, un métier misérable s'il en est, a entendu, ce soir-là, la colonne américaine arriver. Pourquoi, contrairement aux autres soirs, n'est-il pas resté à la maison jouer avec sa PlayStation ? Le père l'ignore. « Il est sorti rejoindre ses amis de l'Armée du Mahdi qui lui ont donné un RPG 7, un lance-roquettes, raconte-t-il. Avec un autre combattant, ils ont contourné le pâté de maisons et se sont postés au carrefour. Plus tard, on a frappé à ma porte pour m'annoncer qu'Amir était mort. C'est tout ce que je sais... »

### « MORT POUR RIEN »

Plus tard, loin des oreilles du père, Karim raconte le détail des combats. « Deux combattants, Amir et Hajder, se sont postés au carrefour. Ils ont attendu que la colonne américaine tourne sur l'avenue et ont visé le dernier tank. Hajder, qui



Dans le quartier d'Al-Sadr-City, à Bagdad, un cortège funéraire accompagne, mercredi 2 juin, le cercueil d'un jeune combattant de l'Armée du Mahdi tué dans la nuit par une patrouille américaine.

n'avait qu'un kalachnikov, a immédiatement eu le bras coupé par une balle de mitrailleuse. Amir a reçu une balle dans la gorge. Ni l'un ni l'autre n'ont eu le temps de tirer en direction des Américains, et la colonne a poursuivi son chemin comme si de rien n'était... » Pour Karim, Amir « est mort pour rien ». Pour Yassin, « triste en tant que père » mais « fier en tant que musulman », Amir « est mort en martyr » et « a rejoint l'autre monde ». Yassin précise que ses autres fils ne combattent pas avec l'Armée du Mahdi mais qu'ils sont « libres de leurs choix ».

Yassin s'enflamme contre les Etats-Unis. « Qu'est-ce que c'est que cette démocratie ? La situation va encore empirer en Irak. Et qu'on ne me parle pas de ce président Al-Yaouar, un chef féodal, ou de ce premier ministre, Allaoui, un ancien baasiste payé par la CIA, tous deux nommés par Washington ! Nous ne

voulons plus que Bush décide pour nous, nous voulons des élections ! »

Yassin et Karim s'entendent, comme la vaste majorité des Irakiens, sur le sujet. « La population est exténuée, dit Karim. Le peuple veut des élections aussi vite que possible, puis le calme... » Ils sont d'accord, ainsi que leurs amis rassemblés, pour affirmer que c'est désormais « l'occupation américaine qui engendre la violence ». « Les combats vont continuer sous ce nouveau pouvoir, puisqu'il a de nouveau été nommé par les Américains », affirme Ahmed, l'un de leurs compagnons, pour sa part sunnite et sympathisant de la guérilla de Fallouja.

« Nous avons été heureux d'être libérés de Saddam. Mais les Américains, murmure Yassin, songeant à son fils mort, ont aussi apporté autre chose en Irak : la haine !... »

Rémy Ourdan

## Au moins quarante personnes ont été tuées au cours du week-end en Irak

**AU MOINS** 40 personnes ont été tuées au cours du week-end en Irak, en dépit du calme revenu à Nadjaf et à Koufa après deux mois d'affrontements qui ont fait près de 1 000 morts parmi les miliciens chiites de Moqtada Al-Sadr.

Treize personnes ont été tuées et dix autres blessées dans une attaque perpétrée samedi contre un poste de police de Moussayeb, à 50 km au sud de Bagdad. Sept hommes, habillés en policiers et armés, sont arrivés dans le poste de police et ont ouvert le feu, tuant tous les occupants.

Dimanche, six civils irakiens ont

été tués et au moins soixante-huit autres ont été blessés par l'explosion d'une voiture piégée à l'entrée d'une base américaine à Taji, à la sortie nord de Bagdad. Un communiqué attribué à un groupe dirigé par l'islamiste jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, lié au réseau terroriste Al-Qaïda, a revendiqué cet attentat.

Un policier et un civil ont également été tués et neuf policiers ont été blessés dans la matinée par l'explosion d'une bombe à Al-Touz, dans le nord du pays, tandis que deux soldats américains ont été tués dans une attaque de mortier à

Bagdad, dimanche et lundi matin. Dans la capitale, les miliciens du chef chiite radical Moqtada Al-Sadr ont fait sauter à l'explosif un poste de police à Sadr City. Cinq civils irakiens ont été tués et dix-neuf autres blessés dans des combats entre miliciens chiites et forces américaines, toujours à Sadr City.

Samedi, douze autres personnes avaient trouvé la mort en Irak dans plusieurs attaques. Deux Polonais et deux Américains ont été tués par la guérilla, qui a ouvert le feu sur leurs véhicules appartenant à une société de protection, sur la route de l'aéroport de Bagdad. A Mos-

soul, dans le nord de l'Irak, un Britannique a été tué et trois autres blessés lorsque des assaillants ont tiré sur leurs véhicules.

A Abou Ghraïb, la coalition a procédé dimanche à de nouvelles libérations de prisonniers. Neuf autocars remplis de détenus relâchés ont quitté dans la matinée ce pénitencier situé à une trentaine de kilomètres de Bagdad. Le nouveau ministre de la justice irakien, Malek Dohane Al-Hassan, a affirmé que son pays allait rétablir la peine de mort après le 30 juin, et que Saddam Hussein pourrait en être passible. - (AFP.)



## La question turque

LA QUATRIÈME VAGUE d'élargissement de l'Union européenne, célébrée le 1<sup>er</sup> mai 2004, a porté de quinze à vingt-cinq le nombre des Etats membres. (...) Avec l'adjonction de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007, nous serons bientôt vingt-sept, sans compter vraisemblablement plus tard la Croatie. La Macédoine se profile déjà à l'horizon et, derrière elle, d'autres pays issus de l'éclatement de la Yougoslavie jadis soumis à la domination ottomane. Pour caractériser ce vaste ensemble en voie de formation, le mot hétérogénéité me paraît actuellement plus juste que celui, certainement plus rassurant et pour cela fréquemment employé, de diversité. C'est que l'hétérogénéité peut diviser, alors que la diversité peut unifier. En accroissant la sphère culturelle de l'orthodoxie et en continuant d'internaliser les Balkans - cela a commencé avec la Grèce -, on a bel et bien introduit une redoutable hétérogénéité.

Tel est le contexte dans lequel se pose aujourd'hui la question turque. Non, certes, qu'elle ait surgi brusquement du néant. Il suffit de rappeler que, depuis le traité d'association de 1963, les deux parties se sont toujours placées dans la perspective d'une adhésion. (...) Pour s'en tenir au passé récent, la candidature de la Turquie a fait l'objet, au moins une fois par an, depuis décembre 1997 à Luxembourg, de déclarations précises du Conseil européen. Le contenu de ces déclarations est toujours le même : la demande de la Turquie sera jugée à l'aune de critères objectifs, comme pour les autres candidats. Ces critères, formulés à Copenhague en 1993, portent essentiellement sur la démocratie et l'Etat de droit, les droits de l'homme, le respect et la protection des minorités, mais aussi sur les structures économiques.

C'est à partir du conseil d'Helsinki, en décembre 1999, que la Turquie est entrée dans la phase dite de « préaccession ». Le conseil de Copenhague, trois ans plus tard - au lendemain des élections législatives qui ont chassé les formations traditionnelles disqualifiées et porté au pouvoir l'AKP de Recep Tayyip Erdogan -, a rappelé ses positions antérieures. Etant donné que ce parti se réclame des valeurs de l'islam, la position du Conseil européen n'était pas innocente.

## « DÉMOCRATIE MUSULMANE »

Depuis lors, l'AKP a tout fait pour se présenter comme une sorte de « démocratie musulmane », comme on parle de la « démocratie chrétienne » et, au grand étonnement de nombreux observateurs, son gouvernement a accéléré le rythme des réformes. Grande aussi fut la surprise de voir Ankara soutenir avec succès le plan ohésien de réunification de Chypre, finalement rejeté par les Grecs. Le calendrier est clair : fin septembre, la Commission fera connaître son évaluation des progrès accomplis. Au conseil européen de décembre à Dublin, sur la base de ce rapport, la Commission se prononcera sur l'ouverture des négociations d'adhésion. Il convient de souligner que pareilles négociations sont par nature longues et extrêmement détaillées (...).

Comment, dans ces conditions, expliquer que, depuis bientôt deux ans, élites et opinions publiques européennes, particulièrement en France, soient entrées en guerre contre et beaucoup plus rarement pour la Turquie ? La réponse tient en un mot : la peur (...). L'évocation des Turcs renvoie à un passé lointain et confus où domine l'image d'un adversaire redoutable, engloutisseur de civilisations. La Turquie fait peur parce

qu'aujourd'hui, avec une population de l'ordre de 70 millions d'habitants et une démographie en expansion, elle aurait vocation à disposer du groupe le plus nombreux au Parlement européen.

Surtout, elle est de religion musulmane. Et, plus encore depuis le 11 septembre 2001, l'islam fait peur. On voit bien, en France, combien il est difficile de concevoir une laïcité qui, si l'on ose dire, ne soit pas chrétienne. Enfin, on a peur des effets combinés des disparités économiques et de la libre circulation. Face à ces peurs où tout se mélange, on en revient inéluctablement à l'interrogation la plus fondamentale : qu'est-ce que l'Europe ?

Avec son sens aigu du moment opportun, Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, a lancé le débat en jetant un pavé dans la mare le 7 novembre 2002. Ramené à l'essentiel, son propos tient en une phrase lapidaire : « *La Turquie est un pays proche de l'Europe, un pays important, qui a une véritable élite, mais ce n'est pas un pays européen* » (...).

Impossible, donc, d'échapper à une réflexion sur l'identité de l'Europe. Je voudrais m'arrêter d'abord sur l'histoire du projet de l'Union européenne. Celui-ci n'a jamais été explicitement formulé d'une manière commune à tous les Etats membres. Dans la mesure où il l'a été implicitement, par exemple à travers les critères de Copenhague de 1993, cela n'a jamais été pour exclure a priori tel ou tel pays. (...) Avec la péninsule Ibérique, on n'a pas altéré, comme avec la Grande-Bretagne, la nature du processus d'intégration. En acceptant la Grèce, en 1981, la Communauté s'est scindée en deux morceaux, séparés par un ruban d'Etats alors communistes. Surtout, elle a débordé de la souche culturelle issue de la chrétienté d'Occident. Non seulement la porte a été ouverte à un univers culturel très différent, celui de l'autre chrétienté, mais encore et peut-être surtout à l'univers, à la fois plus vaste et plus flou, de l'Orient en général. Ce n'est pas la Grèce de Périclès qui a rejoint la Communauté, mais une unité politique marquée par quatre siècles de domination ottomane. C'est l'adhésion de la Grèce, voulue par Valéry Giscard d'Estaing, qui a ouvert la possibilité de celle de la Turquie.

Au lendemain de la disparition de l'URSS, une nouvelle vague d'élargissement a étendu l'Union à trois pays neutres. La diversité de l'Europe a encore augmenté, mais aussi peut-être son hétérogénéité. (...)

Il est temps de revenir à la question de l'identité de l'Europe. Cette question est par essence géopolitique. (...) Ainsi toute tentative de donner à l'Europe des « frontières naturelles » est-elle vouée à l'échec. L'Oural et même le Caucase, les détroits du Bosphore et des Dardanelles ne constituent des limites que par le regard qu'on leur porte.

De même, un bornage fondé sur des considérations historiques et culturelles peut être pour certains subjectivement décisif - comme pour ceux qui voulurent l'entrée de la Grèce dans la Communauté -, mais jamais objectivement, pour deux raisons complémentaires : d'abord, par définition, un tel bornage se réfère au passé et plus précisément à des discours sur le passé ; ensuite, ces discours s'appuient sur des raisonnements *ad hoc* et donc non falsifiables au sens de Karl Popper, ou alors, s'ils sont falsifiables, ils sont aisément falsifiés. (...) Il ne s'agit pas de sous-estimer le poids du passé sur le présent et sur l'ave-

nir. Ce qui est en cause, c'est le déterminisme qui ferait dépendre le futur du passé, comme si les innovations et la liberté humaine n'avaient pas d'influence sur la construction du futur.

Si l'on veut se placer sur un terrain solide, il faut regarder l'histoire de l'idée d'Europe. Jean-Baptiste Duroselle l'a fait dans un texte intitulé « *La genèse de l'idée européenne* ». On y voit flotter le mot « Europe » depuis son apparition, dès le VII<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, dans le sens d'une simple péninsule de l'Asie aux limites orientales arbitraires, jusqu'au chaos du premier XX<sup>e</sup> siècle dont est issu le dernier des grands projets géopolitiques européens, celui que nous regardons tous avec un mélange d'espérance et de scepticisme et qui exerce une fascination croissante sur le monde.

A défaut de trouver une réponse incontestable à la question de l'identité de l'Europe, peut-on au moins caractériser le projet géopolitique actuel de l'Union européenne ? La réponse tient dans quelques concepts interdépendants au point de former un système : réconciliation, démocratie, droits de l'homme, Etat de droit, respect et protection des minorités, laïcité, sécurité, solidarité, économie de marché.

Je me limiterai ici à quelques brèves remarques sur trois points particulièrement importants pour la question turque : le lien entre démocratie et minorités, la laïcité et la réconciliation. (...)

L'éclosion des nationalités et les rivalités coloniales sont les causes géopolitiques les plus fondamentales de la première guerre mondiale, et toute l'histoire européenne du XX<sup>e</sup> siècle a été marquée par une série dramatique d'« épurations ethniques ». C'est dire l'échec des Européens, jusqu'ici incapables de régler leurs problèmes de minorités. (...) L'immense espoir de demain est de rendre ces problèmes solubles dans l'Union européenne.

C'est ainsi qu'en application des critères de Copenhague la Turquie a pris, notamment dans le domaine linguistique, des initiatives vis-à-vis de l'importante minorité kurde dont elle niait auparavant l'existence au nom du principe kémaliste de l'indivisibilité de la Nation. S'il se confirmait donc, dans les dix à vingt ans à venir, qu'un pays comme la Turquie parvenait, du point de vue des conceptions occidentales, à des solutions viables pour ses minorités, principalement pour les Kurdes, il faudrait savoir y reconnaître une innovation d'une portée considérable.

J'en viens à la laïcité. Pour l'essentiel, la laïcité traduit dans les institutions politiques la séparation des affaires temporelles et des affaires spirituelles, une question posée depuis le temps du Christ (« *Rendez donc à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu* », Matthieu 22, 21) et formulée au Moyen Age comme la « *théorie des deux glaives* ». La laïcité marque aussi une rupture au moins intellectuelle avec le principe *cujus regio ejus religio*, principe d'ailleurs réversible, qui a dominé jusqu'à ce jour l'histoire politique des religions.

(...) Sur le plan spirituel, la laïcité contient une autre idée, également issue des Lumières, à savoir qu'il est possible de formuler une morale pratique universelle, sans références explicites aux religions. Sur le plan politique, la possibilité d'une morale laïque universelle a l'immense avantage d'assurer la compatibilité de tous les concepts à la base du projet géopolitique de l'Union européenne. Ce qui nous ramène à la République fondée par Atatürk, puisque celle-ci se veut laïque au sens le plus français du terme.

La difficulté, c'est que la révolution kémaliste a ses gardiens, à savoir l'armée, jusqu'ici maîtresse du Conseil national de sécurité.

Pour satisfaire aux critères de Copenhague, la Turquie a modifié sa Constitution de façon à abolir les pouvoirs exécutifs, antidémocratiques, de ce Conseil, lequel en particulier pourra désormais être dirigé par un civil. Au nom de l'Europe, la Turquie court le risque, si ses espoirs étaient déçus, d'ouvrir ainsi démocratiquement un espace sinon la voie aux islamistes durs.

#### ŒUVRE DE RÉCONCILIATION

Reste la réconciliation. Les traités de Rome ont lancé l'œuvre de réconciliation, et aujourd'hui l'entrée de la Pologne en apparaît un complément majeur. Lorsqu'on bâtit des projets, on a le droit et même le devoir de rêver. Pourquoi donc ne pas rêver à une réconciliation entre Grecs et Turcs, entre les descendants de Byzance et ceux des Ottomans et, pour monter encore d'un cran dans l'ambition, entre les trois monothéismes ? A supposer qu'il existe aujourd'hui une chance, c'est par la Turquie qu'elle peut être saisie, et les musulmans arabes, en particulier, le savent.

Face à ces considérations, je reviens sur l'extension future de l'Union. L'essence du projet européen est donc la construction progressive d'un ensemble reposant sur l'adhésion à des principes ou à des valeurs dérivées des concepts dont j'ai parlé. Cette construction est un processus, dont l'accomplissement suppose la soumission à trois exigences. Il y a d'abord une condition d'absorption. Pour ne pas provoquer l'écroulement de l'ensemble, chaque phase d'élargissement doit être digérée. En particulier, le système institutionnel de l'Union doit être adapté et testé.

Deuxième condition : les pays candidats doivent démontrer, dans le détail et de façon objectivement vérifiable, leur disposition à adhérer effectivement aux concepts précédemment énoncés, formulés par les diplomates dans les critères de Copenhague.

Troisième condition : au terme des négociations d'adhésion, aucun Etat candidat ne peut être finalement accepté sans l'accord unanime des pays membres. A cet égard, la difficulté croît évidemment avec le nombre, et personne ne doute que, s'il s'agissait de ratifier maintenant un traité d'adhésion déjà signé avec la Turquie, les chances seraient à peu près nulles.

En fait, en spéculant à l'horizon d'une génération, ce qui est déjà beaucoup dans un monde aussi bouleversé que le nôtre, l'ensemble de ces conditions rend à peu près impensable tout nouvel élargissement massif. Au-delà, il faut d'autant moins se risquer à prévoir que l'espoir est un puissant moteur de progrès. A court terme, en tout cas, j'ai essayé de montrer que ce serait une faute grave de ne pas commencer les négociations, si le rapport de la Commission concluait positivement pour la Turquie sur la base des critères que nous avons nous-mêmes fixés. Nul ne peut prédire les conséquences de la crise politique majeure qui s'ensuivrait inéluctablement à l'intérieur de ce pays. Nationalistes anti-européens et islamistes relèveraient immédiatement la tête. Et puis, il faut le répéter : commencer n'est pas conclure.

Thierry de Montbrial pour le Monde

★ Ce texte est la version abrégée d'une communication à l'Académie des sciences morales et politiques prévue le lundi 7 juin. Le texte complet pourra être consulté sur le site [www.asmp.fr](http://www.asmp.fr)



9 JUIN 2004

## Turquie : PS et UMP tournent casaque

Inquiets de leur score dimanche, les deux partis renient leur soutien à son adhésion.

L'UMP a opéré une brutale volte-face sur une éventuelle adhésion par peur d'une nouvelle poussée des listes eurosceptiques ; plus subtilement mais avec autant d'arrière-pensées électorales, le PS a décidé d'embrasser la cause arménienne à dix jours du scrutin. Pour les deux grands partis français de gouvernement, la campagne des élections européennes a été l'occasion de déchirantes révisions sur la question turque. Une sorte de surenchère qui a même valu à Pierre Moscovici, responsable du secrétariat international du PS et ardent partisan de la Turquie, des coups de fil inquiets de responsables de la gauche turque, sur le thème : « A quoi jouez-vous ? » Revirement. L'impulsion de ce tournant dans l'histoire des relations franco-turques a été donnée il y a deux mois par Alain Juppé en personne. Lors d'une conférence de presse, le président de l'UMP a reconnu qu'il avait changé d'avis et que

désormais, sa réponse était « non ». Hasard : quelques jours plus tôt, Philippe de Villiers, le dirigeant du Mouvement pour la France (MPF), avait dévoilé l'axe de sa campagne pour les européennes : la Turquie. A l'UMP, on comprend vite que la thématique est susceptible de capter les franges eurosceptiques de l'électorat UMP. En 1999, la liste conduite par le duo eurosceptique Philippe de Villiers et Charles Pasqua n'était-elle pas arrivée devant la liste RPR ? Avec son revirement sur la Turquie, Juppé a voulu éteindre l'incendie aux premières flammes.

« Il s'agit d'une manœuvre concertée, et au final Jacques Chirac soutiendra la candidature turque », assure Pierre Moscovici, ministre délégué aux Affaires européennes pendant la cohabitation Jospin. Peut-être. Sauf qu'en matière de manœuvre le Parti socialiste n'est pas en reste, puisque François Hollande, son premier secrétaire, vient d'imposer un virage à 180° en

érigeant la reconnaissance du génocide arménien de 1915 comme « condition de l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne ». L'affaire est suffisamment cruciale pour que les associations arméniennes se soient battues en ce sens depuis des années. Jusque-là, la position socialiste était à la fois d'appuyer la candidature turque et de réclamer la reconnaissance du génocide, mais sans aller jusqu'à en faire

un préalable aux négociations. « Le génocide est une affaire complexe et, si la responsabilité des Turcs est évidente, en faire un préalable est une façon hypocrite de leur fermer la porte au nez », explique un expert socialiste. « La reconnaissance doit être exigée pour l'adhésion elle-même, mais non pour l'ouverture des négociations. Car ce sont les négociations qui permettront l'évolution de la société turque ; alors, la reconnais-

### « Et pourquoi pas l'Afghanistan ? »

Dans sa croisade antiturque, l'UMP a le mérite de la clarté. « N'entre pas dans l'Europe qu'il veut », peut-on lire sur ses panneaux de campagne. « Les frontières extérieures de l'Europe doivent s'arrêter aux portes de la Turquie », indique la profession de foi de ses candidats. Sur les estrades, les candidats en rajoutent. « Et pourquoi pas l'Afghanistan ? » lançait-il y a quelques jours Roselyne Bachelot, tête de liste dans l'Ouest. Plus sobrement, l'UMP Hervé de Charette, ancien ministre des Affaires étrangères et président du groupe d'amitié avec la Turquie à l'Assemblée nationale, dresse l'acte de décès des ambitions turques. « Il ne s'agit pas d'un double jeu. L'UMP ne ratifiera jamais l'entrée de la Turquie, et, si Chirac dit oui, il sera seul. La question est donc réglée. Il nous faut chercher des moyens d'établir une relation vraiment spéciale avec les Turcs. » E.A.



sance du génocide viendra naturellement», estime pour sa part Michel Rocard, tête de liste du PS dans le Sud-Est. **Affolement.** Mais là aussi les caulettes ont fonctionné. Il y a un an, le parti arménien Dachnak soutiendrait une menace de

présenter des listes en Ile-de-France et dans le grand Sud-Est, où vit l'essentiel de la communauté arménienne. Affolement des élus locaux PS. A la fin de l'hiver, Hollande prend langue avec le parti arménien, qui, en échange de la

promesse d'une inflexion de la ligne du PS, renonce à son projet. Placé en porte-à-faux, Pierre Moscovici tente désormais de faire la synthèse: «La reconnaissance du génocide est une condition politique. Nous restons favorables à l'adhé-

sion.» Et de réclamer que le Conseil européen de décembre 2004, qui décidera de l'ouverture des négociations demande à la Turquie d'assumer son passé. Le distingué est subtil. Trop? ◀

ÉRIC AESCHIMANN

## Turquie: L'Union bien embarrassée par sa candidate

Les droites européennes sont toujours hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'UE malgré sa motivation.

9 JUIN 2004



L'opposition à la future adhésion turque à l'Union européenne est devenue un argument électoral pour certaines droites européennes au point d'inquiéter le commissaire à l'élargissement, Günter Verheugen, qui a appelé «à ne pas nuire au processus des réformes en Turquie». Fortes du soutien d'une opinion publique à plus de 80% «euro-enthousiaste», les élites turques – la classe politique, les hommes d'affaires ou les intellectuels – dénoncent ces réflexes frileux sinon racistes de certains des dirigeants européens. L'entrée dans le club de ce pays de 70 millions d'habitants à 98% musulman, qui risque de devenir dans vingt ans le plus peuplé d'Europe, déclenche la réticence ou carrément l'hostilité. Pilier du flanc sud-est de l'Otan depuis un demi-siècle, ce pays est limitrophe de zones hautement instables comme le Caucase ou le Moyen-Orient. Les Européens doivent décider en décembre d'une date pour ouvrir des négociations d'adhésion, qui aura une portée symbolique d'autant plus forte pour Ankara que jusqu'ici ce processus a toujours abouti à l'intégration des impétrants.

«L'Union européenne se fonde sur les principes de l'Etat de droit et elle ne peut pas changer en cours de partie les règles qu'elle a elle-même fixées: si la Turquie remplit les critères exigés, les négociations doivent pouvoir commencer», rappelait récemment Yalim Eralp, ancien ambassadeur et éditorialiste de renom, lors d'un colloque organisé à Istanbul par la Commission européenne. En décembre 1999, lors du sommet d'Helsinki, les dirigeants européens avaient en effet reconnu pleinement le statut de pays candidat à la Turquie, déjà liée à l'UE par un traité d'union douanière depuis 1996 et dont «la vocation

européenne» avait été saluée il y a quarante ans par de Gaulle et Adenauer. Comme n'importe quel autre candidat, elle se doit néanmoins de satisfaire pleinement aux «critères de Copenhague», notamment en matière économique ou pour le fonctionnement des institutions démocratiques et le respect des droits de l'homme.

A la surprise générale – et au grand embarras des Européens adversaires de l'adhésion d'Ankara –, les gouvernements turcs, d'abord le nationaliste de gauche Bülent Ecevit puis, après leur triomphe aux élections

de novembre 2002, les islamistes modérés de l'AKP (Parti de la justice et du développement) de Recep Tayyip Erdogan, ont adopté en un temps record l'essentiel des changements exigés, dont la suppression de la peine de mort et des cours de sûreté de l'Etat. La Constitution a été remaniée. Pour les islamistes de l'AKP, les réformes demandées par l'UE sont un levier pour limiter le rôle politique de l'armée, sourcilieuse gardienne de la laïcité républicaine. Pour la première fois, l'Etat a aussi reconnu l'existence des langues des minorités, notamment le kurde (au moins 20% de la population). La diffusion à la télévision publique de quelques émissions en ces langues a commencé lundi en catimini, deux ans après le vote de la loi. Beaucoup de ces réformes sont restées sur le papier. D'autres ont été freinées par les résistances de l'administration, notamment par l'appareil judiciaire. Tout en dénonçant ces points noirs, le rapport d'évaluation de l'UE de novembre dernier reconnaît

«les progrès remarquables» effectués. Ankara s'est aussi activé à débloquer la question de Chypre, divisée depuis 1974, incitant les Chypriotes turcs à accepter le plan de paix de l'ONU.

L'échéance se concrétise et la polémique enfle. Les Européens commencent à s'interroger sérieusement sur les frontières et les fondements de l'identité culturelle de l'Union. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la convention chargée d'élaborer un projet de Constitution, fut le premier dirigeant européen à mettre les pieds dans le plat dès l'automne 2002, affirmant que «95% de la population turque n'est pas en Europe». Depuis, le débat divise à peu près partout les grandes familles politiques européennes. «Ankara paie en fait une peur beaucoup plus générale devant les problèmes posés par l'élargissement de mai», souligne Ahmet Insel, professeur d'économie à Paris-I.

Le courant démocrate-chrétien est le plus réticent, soulignant la nécessité «d'approfondir» l'Europe plutôt que l'élargir encore. La CDU-CSU allemande propose ainsi «un partenariat spécial» à la Turquie que celle-ci refuse avec indignation. Les fédéralistes estiment que le principal problème est représenté par le poids démographique de la Turquie. A l'opposé, les partisans d'une Europe à minima sont plutôt favorables, comme les Britanniques toutes forces politiques confondues. Paradoxalement, c'est en France que l'opposition est la plus forte. Un drame pour nombre d'intellectuels turcs qui, comme Erol Ozkoray, rappellent que «la Révolution française a forgé l'idéologie de Mustafa Kemal, qui a construit la Turquie moderne sur les valeurs essentielles que sont la république et la laïcité». ▶

MARC SEMO

La diffusion à la télévision publique de quelques émissions en kurde, langue longtemps interdite, a commencé lundi en catimini deux ans après le vote de la loi.

# On patrol in Baghdad, ambushes guaranteed

## Little respite for a hard-hit platoon

By Michael Kamber

**BAGHDAD:** For Company A of the 2nd Battalion, 5th Cavalry, this was supposed to be a quiet day, a chance to inventory equipment and take a break from the daily combat they have seen over the last two months in Baghdad's Sadr City district.

Their respite was short-lived: at about 2 p.m. Tuesday they got the call that Company C was taking fire from a mosque and school and needed backup.

Within minutes, Lieutenant Chris Cannon and the other 28 men of Company A's 3rd Platoon climbed into four Bradley fighting vehicles. They rumbled out of Forward Operating Base Eagle and onto the trash-choked streets of Sadr City to face repeated ambushes.

Sadr City, a desperately poor and overwhelmingly Shiite neighborhood of 2.5 million people, has become one of the deadliest battlegrounds in Iraq. Since Moktada al-Sadr's Shiite militia started fighting in May, the 1st Cavalry Division, which Company A belongs to, has killed 912 Iraqis here, according to verified reports.

The toll is easy to see in Cannon's platoon. It arrived here at full strength in early March; since then, nearly half the platoon has received Purple Hearts for combat wounds, and the unit has lost 10 of its original 39 members, with 2 killed and 8 seriously wounded.

The noise inside a Bradley is like an amplified meat grinder, and the smell is of choking dust and diesel, gunpowder and sweat. The four infantrymen and a reporter in the back of the Bradley sit silently in the darkness, lit only by shafts of light coming from two four-inch windows. Cannon and the gunner, Sergeant Bryan Shockey, sit up in the turret. Specialist Scott Williams, the driver, sits alone up front.

For an hour, the four vehicles maneuver through the crowded streets until they approach the mosque where Company C was attacked. They take up a box formation, about 50 meters, or 160 feet, apart from one another, keeping watch and waiting for an Iraqi police unit to come search the mosque.

In the turret, Shockey has the machine gun and 25-millimeter cannon in constant movement, his thermal-imaging scope revealing piles of garbage, broken-down cars, a poster of Sadr and

a funeral tent.

In the back, the soldiers watch a screen that shows what the gunner sees through his sights. The men's faces are lit with a green glow, and their sweat soaks into their uniforms as the air in the vehicle grows hot and close.

Suddenly, the stillness is broken by a sharp explosion, and a wall nearby erupts in a shower of concrete. Staff Sergeant Matthew Mercado grabs the radio, shouting about a rocket-propelled grenade: "On the right, an RPG hit! It went over us!" A moment later, another explosion — this one closer. The 65-ton vehicle rocks violently, and a chorus of expletives erupts from the men in the back.

Voices shout from the radio as the gunner looks for a target. "Eleven o'clock! Look 11 o'clock!" one says. The gunner swivels the turret. "No, that's not it, try 9 o'clock," Specialist Todd Singleton yells from the back.

The gunner scans again and again, but the street is deserted. There is no movement, just low, dun-colored buildings as far as the eye can see, balconies and rooftops by the hundred, alleyways by the dozen, all perfect hiding places. A few faces peek out from an doorway in the distance, but no weapon is discernible. The Bradleys hold their fire, waiting for a target.

The insurgents here play cat and mouse with the soldiers, popping out for seconds, just long enough to fire a rocket-propelled grenade or an assault rifle, then melting back into the shadows. They have picked up on the inherent shortcomings of armored vehicles: The gunners have a narrow field of view. If they are pointing even a few degrees away from the shooter, they will



Michael Kamber for The New York Times

Members of Company A patrolling the streets of Sadr City in Baghdad, one of the deadliest battlegrounds in Iraq.

JUNE 5-6, 2004

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

not see the weapon's muzzle flash.

Mercado sits smoldering. "If they let us dismount, we could kill those guys in five minutes," he says.

He grabs the radio and requests permission from Cannon to open the three-inch-thick rear hatch.

The lieutenant scans a landscape utterly devoid of cover. "Permission denied," he answers. As if seconding his judgment, another rocket explodes, this one just yards from the Bradley. Shrapnel clangs off the rear door.

Up front, Williams throws the Bradley into gear and moves 50 feet back, trying to deprive the insurgents of a stationary target.

The frustrated infantrymen in the back are glued to the screen, watching a war movie in which they, as the target, have a very intense interest.

A half-dozen more explosions rock the vehicles over the next half hour, many coming within yards. But then the commander of another Bradley, Ser-

geant George Scheüfele, spots insurgents with an RPG hiding behind a truck about 400 yards, or 365 meters, away.

Cannon radios headquarters for permission to use the vehicle's cannon and high-explosive rounds. The streets are empty, and injury to civilians is deemed unlikely, so permission is granted.

Shockey waits patiently, the cross hairs on the truck. The men come crouching around the corner again, the RPG visible. He squeezes the trigger, and the Bradley echoes as the gun fires. The first shot is dead on. He squeezes again, a three-round burst, and the men and the truck disappear in a ball of flame.

Within minutes, two dozen Iraqis emerge from buildings to push cars away from the flames and pull down a tent where gunmen had been seen taking cover. Through the gun sight it seems as if they are arguing with several men — maybe militia fighters — in an

alleyway 20 yards, or 18 meters, up the street. The residents must be haranguing the men for bringing violence down on them, the crew figures.

But Company A is moving out: over the radio, the soldiers hear that the Iraqi police have refused to check out the mosque.

Three of the Bradleys reverse direction up the street. The fourth waits for long seconds, until a man reappears from the alleyway, this time with an AK-47 rifle. The Bradley's machine gun barks, and the man tumbles backward. Then the vehicle falls into formation behind the others, and they go clanking back through the streets of Sadr City.

They waste no time getting back to the base, partly because they will probably have to go back out again before the night is over. The night missions are the violent ones, and ambushes are guaranteed. Gunfire and explosions echo through Sadr City after dark.

The New York Times

# UN, in 15-to-0 vote, backs U.S. on Iraq

## Plan calls for 'full sovereignty' transfer; Bush seen as getting a big diplomatic lift

By Warren Hoge

**UNITED NATIONS, New York:** The Security Council voted unanimously late Tuesday in favor of an American-British resolution to end the formal occupation of Iraq on June 30 and transfer "full sovereignty" to an Iraqi interim government.

In addition to giving international legitimacy to the new caretaker government, the resolution authorizes an American-led multinational force, now at 160,000 troops, to use "all necessary measures" in "partnership" with Iraqi forces to bring peace. It also defines the UN role in post-transition Iraq.

The vote will arm President George W. Bush with a major diplomatic success as he gathers with leaders of world powers for a Group of 8 summit meeting on Sea Island, Georgia.

Earlier in the day, before the vote was taken, Bush said at a news conference with Prime Minister Junichiro Koizumi of Japan: "There were some who said we'd never get one, and it looks like, if things go well, it will be a unanimous vote, thereby saying to the world that members of the Security Council are interested in working together to make sure that Iraq is free and peaceful and democratic."

Jean-Marc de la Sablière, ambassador of France, which had been the most

demanding of the Council members in seeking changes in the text, had also predicted that it would be "a unanimous vote." The resolution went through four revisions in two weeks.

[There was, however, a powerful signal of discontent from Iraq as Shiites and Kurds argued over the wording of the resolution. Kurds insisted that Iraq's interim constitution be mentioned as a way of underlining Kurdish self-rule in the north of the country, with Shiites saying such a clause would undercut the authority of the central government. Page 3]

With the approval of the UN resolution, Bush will now be able to cite support from key Council countries like France, Germany and Russia that were vigorously opposed to the American campaign.

A number of the Security Council countries that had faulted the United States for disdaining the United Nations before the war praised it for its willingness to accept suggestions and revisions in the negotiations that ended Monday night.

Gunter Pleuger, the German ambassador, said the United States and Britain, co-sponsors of the resolution, had been "very flexible and very cooperative."

Abdallah Baali, the ambassador of Algeria, the only Arab nation on the Coun-

cil, said the resolution was "the best we could get under the circumstances."

The U.S. ambassador, John Negroponte, who is going to Baghdad soon as the United States envoy there, said, "We have made a major effort to take into account the comments that have been made by various delegations, and we think it is an excellent resolution."

The latest adjustment was made to meet a French and German demand that the relationship between Iraqi troops and the American-led forces — outlined in letters annexed to the measure — be spelled out in the measure itself.

The letters, one from Iyad Allawi, prime minister of the interim Iraqi government, and the other from Secretary of State Colin Powell, describe a partnership between Iraqi forces and the United States command "on the full range of fundamental security and police issues, including policy on sensitive offensive operations."

Negroponte said that, though he believed the letters spoke for themselves, the United States had agreed to incorporate a "summary paragraph" of what they said into the resolution.

"The new text reflects our concern, it meets 90 percent of our concern, and I think we can live with that," said Pleuger, who also predicted unanimous approval.

Ambassador Heraldo Muñoz of Chile said the final text reflected suggestions put forward by his country, Spain and Brazil that the resolution state that all forces pledge to observe international human rights laws.

In Georgia, Bush seemed to acknowledge that the resolution would not necessarily mean that allies would send more troops to Iraq, but he nevertheless seemed pleased with the final outcome.

"I expect nations to contribute as they see fit," he said. "But of course the key to long-term security in Iraq is for all of us to work together to train Iraqi

troops to handle their own security measures. And that's precisely what we are doing on the ground and we will work with other nations to do as well." The resolution calls for elections no

later than Jan. 31, 2005, to choose a national assembly that will draw up a permanent constitution aimed at holding direct elections for a full-term government a year later.

The resolution also puts the new Iraqi leaders in charge of oil and gas revenues.

The New York Times

## IRAK L'ONU a adopté le texte sur la souveraineté

# Une résolution qui ressoude la communauté internationale

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, hier, à l'unanimité un projet de résolution américano-britannique sur les conditions du transfert de souveraineté à l'Irak à compter du 30 juin. L'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, John Negroponte, a estimé que le vote était « une démonstration éclatante du large soutien international » pour ce que la résolution appelle « un Irak fédéral, démocratique, pluraliste et unifié ». En Irak, au moins 17 personnes ont été tuées et 81 blessées, hier, tandis que 6 otages étrangers ont été libérés : 2 Turcs enlevés dimanche, un Polonais la semaine dernière, et 3 Italiens détenus depuis près de deux mois.

New York :  
de notre correspondant  
Jean-Louis Turlin

Il aura fallu cinq versions du texte pour lever les derniers obstacles à l'adoption, hier soir par le Conseil de sécurité des Nations unies, de la résolution qui entérine le transfert de souveraineté au nouveau gouvernement intérimaire irakien à partir du 30 juin. La France, soutenue par plusieurs pays, n'a pas obtenu l'amendement qui aurait explicitement donné aux autorités de Bagdad « le dernier mot » sur les « opérations offensives sensibles » que la force multinationale pourrait être amenée à engager, mais un ajout de dernière minute consenti par les auteurs américano-britanniques sur la coopération en matière de sécurité lui a donné satisfaction.

Le texte de la résolution reprend la formule des lettres contenues en annexe sur le partenariat militaire entre le gouvernement irakien et la force multinationale sous commandement unifié américain (voir nos éditions d'hier). Ces documents prévoient la création d'une structure de consultation permettant aux deux entités de se coordonner sur « les questions de sécurité et de politique fondamentales, y compris les opérations offensives sensibles ». Mais ils ne disent

rien sur l'éventualité d'un désaccord irakien. Sur le fond, les Américains n'ont rien cédé : l'amendement que souhaitait Paris aurait équivalu à un droit de veto des Irakiens. Mais le nouveau texte précise que les opérations sensibles requièrent leur accord et tout le monde semble se satisfaire de l'ambiguïté.

Il n'y avait donc pas de quoi, comme l'a dit le ministre des Affaires étrangères Michel Barnier, empêcher la France « d'émettre un vote positif à New York ». D'autant que Paris a largement, avec ses partenaires du Conseil de sécurité et notamment l'Allemagne, « structuré le débat » pour aboutir à un projet qui assure l'essentiel : une souveraineté réelle et mesurable du gouvernement irakien dans tous les domaines, son autorité n'étant restreinte que dans ce qui engagerait le pays sur le long terme et qui dépendra du futur gouvernement élu.

Cette ligne de conduite s'est traduite par une série d'amendements : un processus politique clairement « lisible » au-delà du 30 juin, la résolution reprenant le calendrier des différentes étapes (élection d'une assemblée avant la fin de l'année, d'où sera issu un nouveau gouvernement intérimaire en janvier 2005, et adoption d'une Constitution suivie d'élection directe d'un nouveau gouvernement).

La résolution intègre dans sa version finale une date précise pour la fin du mandat de la force multinationale coïncidant avec l'achèvement du processus politique, soit le 31 décembre 2005. Elle donne aussi dès le 30 juin prochain aux Irakiens le pouvoir de demander le départ anticipé des troupes étrangères (bien improbable puisque Bagdad en a demandé le maintien pour le rétablissement de la sécurité) et toute latitude concernant la participation des troupes irakiennes aux opérations de la force multinationale.

Pour le représentant permanent français à l'ONU, Jean-Marc de La Sablière, cette résolution « assure qu'il n'y aura pas de contradiction entre la présence de la force multinationale nécessaire pour la sécurité et le plein exercice de la souveraineté irakienne ». Et d'expliquer que « la France s'est montrée exigeante comme les enjeux l'imposaient et constructive car elle pense que l'unité de la communauté internationale est plus que jamais nécessaire ».

La France ne pouvait certes pas se montrer plus exigeante que les nouvelles autorités irakiennes. Mais les positions qu'elle a défendues avec une incontestable résonance au sein du Conseil de sécurité ont sans doute contribué aux accords conclus entre Washington et Bagdad qui ont influencé la rédaction finale de la résolution et accru d'autant ses chances d'adoption à l'unanimité. « Nous avons le sentiment d'avoir été écoutés », remarque l'ambassadeur de La Sablière en écho aux propos de Michel Barnier, qui s'est félicité du « vrai dialogue » qui s'est manifesté entre la France et les Etats-Unis « pour la première fois dans cette affaire » irakienne.

LE FIGARO MERCREDI 9 JUIN 2004

# George Bush fait entériner par l'ONU son plan pour l'Irak

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Mission accomplie. A l'issue d'une négociation magistrale, les Américains ont obtenu ce qu'ils voulaient du Conseil de sécurité, l'aval de la communauté internationale au gouvernement irakien qui prendra, à leur place, les rênes du pouvoir après le 30 juin. L'affaire a été menée en deux semaines. Introduite le 24 mai, la résolution sur le transfert de souveraineté en Irak a été votée mardi 8 juin à l'unanimité. Deux semaines, c'était le seul délai que souhaitaient les Français entre la désignation du gouvernement à Bagdad et le vote à New York, le temps de prendre la mesure de la légitimité de la nouvelle équipe qu'ils étaient censés endosser.

En quinze jours, le retournement de situation aura été complet. Le lundi 24 mai, un président Bush affaibli tentait de reprendre l'initiative dans un discours télévisé, après pratiquement un mois de flottement consécutif au scandale des tortures en Irak. Il apparaissait avec une stratégie en cinq points et annonçait que l'envoyé spécial de l'ONU, Lakhdar Brahimi, donnerait la composition du futur gouvernement irakien dans la semaine, ce dont l'intéressé n'avait pas lui-même l'air d'être très sûr. Le matin même, le projet de résolution avait été introduit.

Depuis, le scandale de la prison d'Abou Ghraib a été éclipsé, sur le

plan intérieur, par un grand bain patriotique qui, du 6 juin 1944 à la mort de Ronald Reagan, a replongé l'Amérique dans sa fierté identitaire. Au Conseil de sécurité, l'administration américaine a présenté un premier texte « dur », après avoir testé les « lignes rouges » de chacun en consultations informelles, ce qui lui a permis de l'adoucir pendant la négociation.

En même temps, la nomination à Bagdad d'un premier ministre de

confiance a aussi facilité les concessions. Iyad Allaoui n'était pas le candidat de l'envoyé spécial de l'ONU mais le Conseil n'avait « pas d'autre choix constructif que d'essayer que ça marche », comme dit un diplomate européen. Les ambassadeurs ont eu quelques insomnies sur le choix des formules. Pouvaient-ils « endosser » un gouvernement à ce point « tout bénéfique » pour Washington ? M. Brahimi les a déculpabilisés. Dans la résolution, leur a-t-il fait remarquer, ils n'approuvent que la « formation » du gouvernement intérimaire, pas sa composition.

## SUJET OMIS : LES PRISONS

Dans ce contexte d'un gouvernement « amical », l'administration Bush a accepté d'inscrire que les forces de sécurité irakiennes dépendront de leurs ministères et ne seront pas enrôlées obligatoirement dans la Force multinationale, une demande franco-allemande. Le gouvernement irakien

pourra demander le départ des troupes étrangères (mais, selon le ministre des affaires étrangères Zebari, c'est le dernier de ses souhaits pour les mois qui viennent). La force reste autorisée à prendre « toutes les mesures nécessaires » pour faire régner la paix et la sécurité, mais elle devra établir un « partenariat » avec le gouvernement irakien.

Pour le reste, le conseil se borne à prendre note ou à se féliciter des arrangements qui ont été décidés entre les Irakiens et la coalition. Dans ce registre, les Américains ont donné à peu près tout ce qui leur était demandé. Tous les ambassadeurs ou presque ont défilé après le vote de mardi pour louer l'esprit de « dialogue » et de multilatéralisme de la délégation américaine.

Le Pakistan voulait-il que la préservation des trésors archéologiques irakiens soit inscrite dans le texte ? Accordé. « Les mausolées religieux en font partie », a insisté l'ambassadeur, dans une référence implicite au sanctuaire de Nadjaf.

Pour la mention du droit international humanitaire, ils s'y sont mis à trois - Brésil, Espagne, Chili. Le « droit humanitaire » est désormais mentionné, mais dans une note du préambule. Les Russes ont de leur côté obtenu la référence à leur idée phare, de conférence internationale.

## « ON CROISE LES DOIGTS »

Le seul sujet que personne n'ait abordé concerne les prisons. « Ah

non, personne n'a osé en parler », expliquait un diplomate européen après les premières séances de consultation, comme s'il s'agissait d'une faute de goût. Seule Amnesty International se permet de jeter un froid mardi sur cette question. L'organisation relève que la force multinationale se réserve le droit de conduire des opérations antiterroristes et de procéder à des « internements » si nécessaire. Elle demande aussi des clarifications

sur le sort, après le 30 juin, des milliers de prisonniers actuellement détenus par la coalition.

La résolution 1546 est la neuvième votée en un an sur l'Irak. Aura-t-elle aussi peu d'impact que les dernières, adoptées à l'unanimité sans être suivies d'effet concret ? Les autorités américaines ont indiqué ne pas s'attendre à des renforts. Mais on indique, de source diplomatique, que la Géorgie et le Népal, entre autres, auraient émis l'intention de se joindre à la brigade de 4 000 hommes qui, au sein de la Force multinationale, aura pour mission de protéger les personnels et les locaux de l'ONU.

Le Chili s'est déclaré prêt à coopérer dans l'assistance électorale, la Chine à annuler la dette gouvernementale de l'Irak. « On croise les doigts pour que le schéma tienne au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet », soupire un diplomate.

Corine Lesnes

## La résolution 1546 : « Le 30 juin, l'occupation prendra fin »

VOICI les principaux points de la résolution 1546 adoptée, mardi 8 juin, par le Conseil de sécurité de l'ONU :

► **Gouvernement.** Le Conseil de sécurité « approuve la formation d'un gouvernement intérimaire souverain de l'Irak, tel que présenté le 1<sup>er</sup> juin 2004, qui assumera pleinement le pouvoir en Irak et prendra la responsabilité du pays le 30 juin 2004, en s'abstenant de prendre des décisions qui influeraient sur le destin de l'Irak au-delà de la période intérimaire ». Le Conseil « note avec satisfaction que, le 30 juin 2004 également, l'occupation prendra fin, l'Autorité provisoire cessera d'exister et l'Irak prendra à nouveau pleine possession de sa souveraineté ».

► **Calendrier.** Le Conseil de sécurité approuve le calendrier prévu pour la transition politique de l'Irak vers la démocratie, qui prévoit en juillet 2004 la convocation d'une conférence nationale représentative de la société irakienne chargée de désigner les membres d'un Conseil consultatif, puis l'élection démocratique au suffrage direct, avant le 31 décembre 2004 si possible et en tout état de cause le 31 janvier 2005 au plus tard, d'une Assemblée nationale de transition qui devra former un gouvernement de transition et rédiger une Constitution permanente, pour aboutir à la formation, le 31 décembre 2005 au plus tard, d'un gouvernement élu.

► **Conférence internationale** (demande russe). Le Conseil invite le gouvernement de l'Irak à examiner de quelle manière la convocation d'une réunion internationale pourrait contribuer au processus politique.

► **Rôle de l'ONU.** Elle devra aider à la préparation de la conférence nationale de juillet, à la préparation des élections et de la Constitution, à la réconciliation nationale et la réforme judiciaire en vue de renforcer l'Etat de droit.

► **Force multinationale.** Les forces de sécurité irakiennes, notamment les forces armées, seront placées sous les ordres du gouvernement intérimaire et de ses successeurs. Le Conseil note que « c'est à la demande du nouveau gouvernement intérimaire de l'Irak que la force multinationale est présente dans le pays ». Il « renouvelle donc l'autorisation qu'il a donnée à la force multinationale sous commandement uni-

fié établie » par la résolution 1511. « La force multinationale est habilitée à prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer au maintien de la sécurité et de la stabilité en Irak ».

► **Coordination** (demande française). Le Conseil de sécurité se félicite des lettres qui figurent en annexe à la résolution, où il est indiqué que « des arrangements sont en cours de mise en place pour la création d'un partenariat en matière de sécurité entre le gouvernement souverain de l'Irak et la force multinationale ».

► **Mandat.** Le mandat de la force multinationale sera examiné à la demande du gouvernement de l'Irak ou douze mois après la date de l'adoption de la résolution. Il « expirera lorsque le processus politique » sera terminé. Le Conseil y « mettra fin plus tôt si le gouvernement de l'Irak le lui demande ».

► **Droit humanitaire.** Il figure

dans le préambule. Le Conseil de sécurité note que toutes les forces qui agissent en faveur du maintien de la sécurité et de la stabilité en Irak « se sont engagées à se conformer au droit international, y compris aux obligations qui découlent du droit international humanitaire, et à coopérer avec les organisations internationales concernées ».

► **Pétrole.** Le Conseil note que les ressources du Fonds de développement pour l'Irak seront « dépendantes uniquement sur les instructions

du Gouvernement intérimaire ».

► **Deux lettres en annexe.**

**Lettre du premier ministre du gouvernement intérimaire Iyad Allaoui** qui stipule notamment : « Jusqu'à ce que nous puissions assurer nous-mêmes notre sécurité (...), nous sollicitons l'aide du Conseil de sécurité et de la communauté internationale. Nous demandons au Conseil de sécurité d'adopter une nouvelle résolution portant sur le mandat de la force multinationale pour contribuer à assurer la sécurité

en Irak. » Un Comité ministériel pour la sécurité nationale va être créé. Il définira les grandes lignes de la politique irakienne en matière de sécurité. Le commandant de la force multinationale y sera invité. C'est là que la force multinationale et le gouvernement irakien « se mettront d'accord sur l'ensemble des questions fondamentales relatives à la sécurité, et notamment la politique à suivre sur des opérations offensives délicates ».

**Lettre de Colin Powell :** « Le

commandant de la force multinationale travaillera en partenariat avec le gouvernement irakien souverain pour assurer la sécurité tout en reconnaissant et en respectant sa souveraineté. » La force multinationale pourra mener « des opérations de combat contre les forces qui cherchent à infléchir par la violence l'avenir politique de l'Irak, leur interment si nécessaire pour des raisons impératives de sécurité, et la poursuite de la recherche et du contrôle d'armes qui menaceraient la sécurité de l'Irak ».

## Le gouvernement américain a envisagé l'usage de la torture contre le terrorisme dès 2002

Une étude du ministère de la justice estimait que son emploi « peut être justifié »

**SAVANNAH (Géorgie)**  
de notre envoyé spécial

L'usage de la torture, dans la « guerre contre le terrorisme », a été débattu largement, au plus haut niveau du gouvernement américain, en 2002 et en 2003, selon des documents publiés par plusieurs journaux.

Interrogé par la commission des lois du Sénat, mardi 8 juin, le ministre de la justice, John Ashcroft, a assuré que le président George Bush n'avait jamais autorisé aucune méthode d'interrogatoire contraire à la législation américaine ou aux engagements internationaux des Etats-Unis.

C'est à la demande de la CIA (Agence centrale de renseignement) que le ministère de la justice a étudié le contexte juridique d'un éventuel emploi de la torture sur des prisonniers capturés en Afghanistan. Cette étude a pris la forme d'un mémo, adressé à la Maison Blanche, en août 2002, sous la signature d'un adjoint de M. Ashcroft. Selon ce document, torturer des membres d'Al-Qaïda détenus à l'étranger « peut être justifié » et les traités internationaux contre la torture « peuvent être inconstitutionnels s'ils sont appliqués à des interrogatoires » conduits dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Le texte affirme qu'un

fonctionnaire qui torturerait un suspect, « afin d'empêcher de nouvelles attaques du réseau terroriste Al-Qaïda contre les Etats-Unis », ne serait pas passible de poursuites.

Selon ce mémo, cité par le *Washington Post*, des arguments fondés « sur la nécessité et sur la légitime défense pourraient fournir des justifications qui élimineraient la possibilité de poursuites pénales ». Le ministre de la justice a assuré que ce mémo n'avait pas eu de conséquences pratiques, mais il a invoqué la séparation des pouvoirs pour refuser de le communiquer aux sénateurs.

Selon le *Post*, les arguments du ministère de la justice ont été repris dans un rapport établi par un groupe de juristes, en mars 2003, pour le ministre de la défense, Donald Rumsfeld. L'existence de ce rapport a été révélée par le *Wall Street Journal*. Elaboré à la demande de William Haynes, conseiller juridique du Pentagone, ce document affirme que, dans sa fonction de commandant en chef, chargé d'assurer la sécurité des Américains, le président des Etats-Unis n'est pas lié par la Constitution, ni par les lois et traités proscrivant la torture.

Les juristes consultés estimaient que des actes de torture, commis dans le cadre de directives prési-

dentielles, ne pourraient pas être poursuivis.

La Maison Blanche a assuré que M. Bush n'avait donné aucune suite à cet avis. Cependant, sur la base de ce rapport, qui a divisé les juristes du Pentagone, M. Rumsfeld a adressé, en avril 2003, au général James Hill, chef du Commandement Sud, dont dépend la base de Guantanamo Bay, à Cuba, des

### Une étude du Pentagone expose de laborieux distinguos entre l'« imposition de la douleur » et la « torture »

directives rendant licites 24 techniques d'interrogatoire. Quatre d'entre elles ne pouvaient être utilisées qu'avec l'accord exprès du ministre, qui, selon son porte-parole, ne l'a donné que dans deux cas.

Longue de plus de 100 pages, l'étude du Pentagone expose de laborieux distinguos entre « l'imposition de la douleur » et la « torture », celle-ci requérant une douleur

« sévère » et « difficile à endurer ». Le rapport affirme aussi qu'un interrogatoire qui croirait « de bonne foi que ses actes ne provoqueront pas un mal mental durable (...) n'a pas l'état d'esprit nécessaire pour que ses actes soient constitutifs de torture ». En outre, un interrogatoire utilisant des techniques douloureuses peut être à l'abri d'une responsabilité s'il « croit à ce moment que son acte est nécessaire et destiné à éviter un mal plus grand. »

Le rapport du ministère de la justice entre également dans le détail de ce qui, selon ses auteurs, peut être ou non qualifié de torture. Pour ce qui est de la torture physique, il affirme qu'une douleur modérée ou brève ne constitue pas nécessairement un acte de torture qui, lui, « doit être équivalent en intensité à la douleur accompagnant une blessure physique grave, comme une défaillance organique, l'altération d'une fonction corporelle ou même la mort ».

Le texte énumère sept « techniques » déjà qualifiées d'actes de torture par des tribunaux, comme des coups de matraque violents, les brûlures de cigarettes, des décharges électriques dans les organes génitaux ou des viols. Selon ses auteurs, « pour enfreindre la loi, les techniques d'interrogatoires devraient leur être similaires dans leur nature extrême et dans le type de douleur provoquée ». Quant à la torture mentale, « elle résulte d'une douleur psychologique importante d'une durée importante, c'est-à-dire qui persiste des mois ou même des années ».

Pour le sénateur démocrate Edward Kennedy, les arguties de ce genre mènent tout droit aux sévices subis par les détenus de la prison d'Abou Ghraïb, en Irak.

P. J.



## Résolution: Washington pense qu'un accord sera trouvé avec les Kurdes



SAVANNAH (Etats-Unis), 9 juin (AFP) - 19h10 - Les Etats-Unis estiment que les Kurdes vont trouver un accord avec le gouvernement intérimaire irakien sur les points de dissension que leurs dirigeants ont soulevé dans une lettre adressée au président américain George W. Bush.

"Ce sont des politiciens, il vont surmonter leurs divergences", a estimé mercredi un responsable de l'administration américaine interrogé par l'AFP en marge du sommet du G8 à Sea Island (Georgie, sud-est).

"Tant les Kurdes que le nouveau gouvernement irakien ont affirmé qu'ils soutenaient l'unité de l'Irak", a-t-il ajouté sous couvert de l'anonymat.

Le désaccord porte sur le fait que la résolution sur l'Irak votée mardi par les Nations unies ne reconnaît pas la Loi fondamentale irakienne comme future base de la Constitution.

Cette Loi fondamentale contient une déclaration des droits, prévoit un quota de 25% de femmes dans le futur Parlement et fait de l'Irak un Etat fédéral, une revendication fondamentale des Kurdes.

Le responsable américain a confirmé que les deux dirigeants kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani avaient adressé une lettre à M. Bush avant le vote de la résolution. Ils exigeaient que cette loi soit mentionnée, menaçant dans le cas contraire de boycotter les élections.

"Nous demandons que la Loi fondamentale soit mentionnée dans la résolution ou qu'elle soit reconnue comme loi engageant le gouvernement intérimaire avant et après les élections", ont affirmé MM. Barzani et Talabani dans cette lettre publiée sur des sites internet kurdes et datée du 1er juin.

"Au cas où la loi ne serait pas appliquée ou si elle était supprimée, il n'y aurait pas d'autres choix pour le gouvernement du Kurdistan que de cesser sa participation au gouvernement central et à ses institutions, de boycotter les élections et d'interdire l'entrée du Kurdistan aux membres du gouvernement central", ajoutent MM. Barzani et Talabani.

---

## Les partis kurdes réservent leur réaction à la résolution de l'Onu



BAGDAD, 10 juin (AFP) - 17h10 - Les partis kurdes feront connaître leur réaction à la résolution 1546 de l'Onu, qui ne mentionne pas la loi fondamentale, contrairement à leurs exigences, après des consultations entre eux, a indiqué le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani.

"Après l'adoption de la résolution 1546 du Conseil de sécurité, nous sommes en train d'étudier son contenu et après les discussions avec les différents partis politiques kurdes, nous allons déclarer, nous les Kurdes, notre position", a affirmé M. Barzani, dans des propos publiés jeudi par le quotidien du PDK, Al-Taakhi.

La loi fondamentale adoptée en mars par le Conseil de gouvernement transitoire irakien et chargée de jouer le rôle de Constitution provisoire, contient une déclaration des droits, prévoit un quota de femmes dans le futur Parlement et fait de l'Irak un Etat fédéral, ce qui est une des revendications fondamentales des Kurdes.

Plusieurs responsables kurdes se sont déclarés individuellement déçus mercredi par l'omission de toute référence à ce texte dans la résolution 1546, adoptée à l'unanimité mardi.

Le clergé chiite s'oppose catégoriquement à la loi fondamentale, à laquelle il reproche de ne pas instituer l'islam comme source unique de la législation et d'accorder aux provinces kurdes un droit de veto lors du référendum pour l'adoption de la Constitution définitive.

"Le peuple kurde ne va pas renoncer à sa revendication du fédéralisme qui était mentionnée dans la loi fondamentale et à ses droits légitimes et personne n'a le droit de jouer avec la destinée des Kurdes ni d'imposer sa volonté au peuple kurde", a pour sa part affirmé le Parlement d'Erbil (nord), "capitale" du PDK.

"C'est une ligne rouge à ne pas franchir. La loi fondamentale, malgré ses insuffisances, a été saluée par le peuple kurde qui a choisi de faire partie de l'Irak uni, démocratique, fédéral et parlementaire", a ajouté le Parlement dans un communiqué publié par le journal.

Le Premier ministre Iyad Allaoui a quant à lui nié jeudi toute discorde avec les Kurdes, minimisant les critiques des responsables kurdes à l'égard de la résolution.

"Il n'y aura aucun problème sur cette question. Le problème est résolu", a-t-il indiqué à des journalistes à Bagdad.

Le secrétaire du bureau politique du PDK, Fazel Mirani, a par ailleurs annoncé que "les députés de l'Assemblée nationale (le Parlement du Kurdistan irakien) se réuniront dans les 48 heures pour étudier la nouvelle résolution du Conseil de sécurité".

"A l'issue de cette réunion, nous rendrons publique la position officielle des Kurdes" sur la question, a-t-il dit à des journalistes, après une réunion entre les membres des bureaux politiques du PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Erbil.

"Cette résolution contient une partie des revendications kurdes : un Irak démocratique, fédéral et uni, mais le PDK et les autres partis politiques kurdes n'ont pas le droit de se prononcer avant la réunion à l'Assemblée qui représente le peuple kurde", a-t-il ajouté.



## Lakhdar Brahimi confiant sur le règlement du différend Kurdes/chiites

NEW YORK (Nations unies), 9 juin (AFP) - 23h28 - Les divisions entre Kurdes et chiites d'Irak autour de la résolution votée à l'Onu peuvent être surmontées, a assuré mercredi l'émissaire des Nations unies en Irak, Lakhdar Brahimi, qui a contribué à la mise sur pied d'un nouveau gouvernement intérimaire irakien.

Selon M. Brahimi, le grand Ayatollah Ali Sistani, chef spirituel des chiites, et les dirigeants kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani devraient pouvoir trouver un "terrain commun".

"Ce sont de vraies questions. Ce n'est pas qu'un côté ou un autre se montre déraisonnable," a-t-il dit à la presse, au siège de l'Onu à New York.

"Je suis persuadé que l'ayatollah Sistani comme les leaders kurdes sont des gens responsables," a-t-il ajouté.

Les Kurdes ont dénoncé le fait que la résolution, votée mardi par le Conseil de sécurité, ne fasse pas référence à la Loi fondamentale. Cette sorte de Constitution irakienne provisoire, adoptée en mars par le Conseil de gouvernement irakien, leur garantit un droit de veto sur la Constitution et fait de l'Irak un État fédéral, une de leurs revendications majeures.

Les chiites étaient au contraire opposés à l'évocation de cette Loi, qui ne stipule pas que l'islam est la seule source de législation.

"C'est vraiment l'exemple de deux parties parlant de deux choses différentes", a de son côté commenté un haut responsable de l'Onu, ne souhaitant pas être nommé.

"Les chiites parlent des droits de la majorité", a-t-il relevé. "Les Kurdes parlent de garanties à une minorité (...) Ils évoquent régulièrement et de manière appuyée le fait que nombre de promesses leur ont été faites dans le passé puis qu'ils ont été trahis."

---

## Le parlement kurde juge "positive" la résolution du Conseil de sécurité



ERBIL (Irak), 11 juin (AFP) - 20h29 - Le parlement kurde a adopté vendredi une "position positive" envers la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, entérinant ainsi le maintien des sept ministres kurdes au sein du gouvernement intérimaire dirigé par Iyad Allaoui.

"Le parlement kurde a décidé d'adopter une position positive à l'égard de la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu car tout le monde a affirmé son respect pour la Loi fondamentale", a dit à l'issue de la réunion Roj Nouri Shawis, qui est à la fois vice-président d'Irak et président en exercice du parlement kurde.

Il a souligné avec satisfaction que le président irakien Ghazi al-Yaouar et le Premier ministre Iyad Allaoui "avaient indiqué qu'ils étaient attachés à cette loi et le président américain George W. Bush, lors de sa récente tournée européenne, a dit avec franchise son attachement à cette loi".

Au lendemain du vote mardi par l'Onu de la résolution 1546, plusieurs responsables kurdes avaient exprimé leur déception car le texte ne faisait aucune référence à la Loi fondamentale, qui doit régir l'Irak durant 18 mois.

Cette loi, adoptée en mars par le défunt Conseil de gouvernement transitoire irakien et chargée de jouer le rôle de Constitution provisoire, reconnaît le fédéralisme et l'autonomie du Kurdistan. Elle donne aussi un droit de veto aux Kurdes lors du référendum pour la Constitution provisoire.

Le Parlement kurde a été fondé le 4 juin 1992 et compte 105 députés, dont 51 membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), 49 de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) et cinq chrétiens.

A Erbil, lors de la réunion à laquelle étaient invitées 25 autres formations, allant des islamistes aux communistes, ainsi que les Turcomans, la majorité des intervenants a estimé qu'il fallait rester au gouvernement, a constaté le journaliste de l'AFP.

"L'Irak continuera son action conformément à la Loi fondamentale jusqu'aux élections, qui suivront le vote de la Constitution", soit à la fin 2005, a souligné M. Shawis.

Le ministre des Transports du gouvernement kurde, Haïdar el-Cheikh Ali, a estimé pour sa part qu'il y avait "une grande déception dans la rue kurde alors que nous avons été les seuls à accueillir les Américains avec des fleurs. Mais ils nous ont déçus".

"Les Américains ne sont pas venus ici pour donner le fédéralisme mais pour leurs propres intérêts", a-t-il dit à l'AFP.

"Appelons les Kurdes à rester dans le gouvernement et à renforcer leurs alliances", a-t-il néanmoins ajouté.

Ahmad Charif, un membre de l'UPK, s'est dit "pessimiste quant au futur". "J'ai peur des positions des partis arabes envers les Kurdes", a-t-il ajouté.

"Appelons à faire un référendum sur le Kurdistan pour que le peuple kurde décide de son destin", a indiqué de son côté Rafour Mahmoudi, un membre du PDK.

Le 14 avril 1991, le président Bush a annoncé la création d'une zone de sécurité pour les Kurdes, avec l'institution d'une zone d'interdiction de survol pour l'aviation irakienne au nord du 36ème parallèle. C'est le début de l'autonomie kurde. Et le 21 avril, les troupes américaines ont pénétré au Kurdistan.



## Un véhicule militaire attaqué par des rebelles kurdes: Un soldat tué, 2 blessés



ANKARA, 11 juin (AFP) - 16h36 - Un soldat a été tué et deux autres blessés lorsque leur véhicule a été attaqué vendredi lors d'une patrouille dans l'est de la Turquie, a annoncé l'armée turque dans un communiqué.

Un précédent bilan fourni de source sécuritaire à Diyarbakir, principale ville du Sud-Est anatolien à majorité kurde, faisait état de deux soldats blessés.

Les blessés ont été hospitalisés dans la ville voisine d'Elazig, selon le communiqué.

L'attaque s'est produite sur une route dans une région montagneuse escarpée de la province de Tunceli.

Des hélicoptères ont été dépêchés sur les lieux pour tenter de repérer les assaillants, ajoute le document.

Le gouverneur de Tunceli était sorti sain et sauf d'une embuscade sur cette même route, en juillet 2003, alors que deux soldats de son escorte avaient été tués.

Jeudi soir, des rebelles kurdes avaient attaqué la résidence du sous-préfet de Gercus (sud-est de la Turquie), tuant deux policiers qui étaient en faction.

Les accrochages se multiplient depuis quelques semaines dans le sud-est de la Turquie entre les forces de sécurité turques et des militants kurdes de l'ex-Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) rebaptisé Kongra-Gel.

L'ex-PKK, qui luttait pour l'indépendance des zones de peuplement kurde, a mis fin le 1er juin au cessez-le-feu qu'il avait décrété unilatéralement cinq ans plus tôt et a recommandé aux étrangers de ne pas se rendre en Turquie.

---

## Deux rebelles kurdes tués dans des combats au coeur de la ville de Bingöl



DIYARBAKIR, 13 juin (AFP) - 22h27 - Deux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel) ont été tués dimanche au cours d'affrontements avec les forces de sécurité turques en plein centre-ville de Bingöl (sud-est), selon des sources sécuritaires locales interrogées par l'AFP.

Les rebelles ont tiré à la roquette sur un bâtiment de la garnison de gendarmerie de Bingöl, situé au coeur de la ville, sans faire de victimes. Deux d'entre eux ont été abattus dans les combats qui ont suivi cette attaque, ont précisé ces sources.

Le PKK, qui lutte pour l'indépendance du sud-est anatolien, à forte population turque, a mis fin le 1er juin au cessez-le-feu qu'il avait décrété cinq ans plus tôt, après l'arrestation de son chef, Abdullah Ocalan.

Depuis, les accrochages se sont multipliés entre rebelles et membres des forces de sécurité turques, mais aucun n'avait jusque là eu pour théâtre le coeur d'une agglomération.

Le Parti démocratique du peuple (Dehap, kurde) et Leyla Zana, une figure emblématique de la cause turque récemment libérée après 10 ans d'emprisonnement, ont appelé aujourd'hui le PKK à prolonger son cessez le feu.

La rébellion du PKK et sa répression par l'armée turque ont fait quelque 37.000 morts entre 1984 et 1999.

---

## Les imams turcs veulent pouvoir prêcher en kurde



DIYARBAKIR (Turquie), 11 juin (AFP) - 11h43 - Un syndicat de prédicateurs et d'hommes religieux turcs a demandé vendredi à pouvoir prêcher en kurde après le lancement des premières émissions dans cette langue, longtemps interdite en Turquie, à la radio et télévision d'Etat.

"Nous croyons que des prêches et des sermons dans la langue natale (en kurde) (...) dans les régions où cela s'avère nécessaire pourraient renforcer la paix et la fraternité sociales", souligne dans un communiqué la section du syndicat Diyanet-Sen, à Diyarbakir, principale ville du sud-est anatolien à majorité kurde.

Le syndicat des prédicateurs, dont les membres ont statut de fonctionnaire, affirme qu'une autorisation gouvernementale aidera à renforcer la cohésion du pays car "l'Islam forme l'unité du peuple turc, à 99% musulman", selon le document.

Le syndicat se félicite du lancement mercredi des émissions en kurde à la radio et télévision d'Etat, tout en estimant qu'elles doivent être développées pour ne pas rester "symboliques".

Il salue également la libération mercredi par la justice de quatre ex-députés pro-Kurdes après 10 ans de prison et espère que la Turquie deviendra "dans les plus brefs délais membre à part entière à l'Union européenne", à laquelle elle est candidate depuis 1999.

Les dirigeants de l'UE doivent décider en décembre si la Turquie a fait suffisamment de progrès en matière de démocratisation pour obtenir l'ouverture de négociations d'adhésion avec le club européen.

## Le parti pro-kurde Dehap appelle le PKK à reprendre son cessez-le-feu



ANKARA, 12 juin (AFP) - 11h48 - Le Parti démocratique du peuple (Dehap, pro-kurde) a appelé samedi les rebelles kurdes du PKK, rebaptisé Kongra-Gel, à reprendre leur cessez-le-feu, interrompu le 1er juin, qu'il avait décrété unilatéralement cinq ans plus tôt.

"Cher M. Aydar, président du Kongra-Gel, je vous demande de reprendre le cessez-le-feu pour que le dialogue puisse continuer, pour que les démarches sur la voie d'une résolution démocratique et juste du problème kurde puissent gagner en force", a déclaré Tuncay Bakirhan, secrétaire général du Dehap, lors d'une conférence de presse au siège du parti, à Ankara.

M. Bakirhan a estimé que le le cessez-le-feu décrété unilatéralement par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) en 1999, après l'arrestation de son leader Abdullah Ocalan, avait été l'occasion d'un "grand apaisement" pour la société turque et avait permis des développements positifs dans les domaines social, économique et culturel pour la minorité kurde.

"Nous vivons une période historique", a-t-il déclaré, faisant référence à la diffusion mercredi de programmes en langue kurde sur la chaîne de télévision publique TRT et à la libération le même jour de quatre ex-députés kurdes, dont Leyla Zana, "emprisonnés injustement depuis dix ans".

M. Bakirhan a par ailleurs appelé les autorités turques à faire voter une loi d'amnistie pour les combattants repentis du PKK.

Les accrochages se sont multipliés dans le sud-est de la Turquie entre les forces de sécurité turques et le PKK depuis l'annonce, fin mai, de la rupture du cessez-le-feu par ce dernier.

Une mine télécommandée a ainsi explosé samedi à l'approche d'un véhicule militaire dans la région de Tunceli (centre), blessant deux soldats, a rapporté l'agence Anatolie.

Selon des sources sécuritaires contactées par l'AFP, l'armée a lancé une opération de ratissage hélicoptérée à la suite de cet incident et des combats se poursuivent au coeur de cette région montagneuse.

---

## Les rebelles kurdes rejettent l'appel à la trêve



ANKARA, 14 juin (AFP) - 11h48 - Les rebelles kurdes de Turquie ont rejeté l'appel d'un parti pro-kurde à renouer avec leur cessez-le-feu et ont appelé à la fin de l'isolement carcéral de leur chef Abdullah Ocalan, a indiqué lundi une agence pro-kurde basée en Allemagne.

Murat Karayilan, chef militaire du Kongra-Gel, nouveau nom du Parti des Travailleurs du Kurdistan (séparatistes kurdes), a exclu de mettre fin aux mesures de "défense" contre les attaques des forces turques.

Les rebelles kurdes avaient annoncé la fin d'une trêve unilatérale, décrétée en 1999, au 1er juin dernier.

"Il n'est pas possible de revenir immédiatement sur cette décision", selon M. Karayilan, dont les déclarations à la chaîne de télévision pro-kurde Roj-TV étaient citées par l'agence de presse Mésopotamie sur son site internet.

Pour Karayilan la décision de renoncer à la trêve ne revient pas à "déclarer la guerre" à l'Etat turc et la "stratégie de défense légitime (des rebelles) est inchangée".

Mais, a-t-il ajouté, "nous allons répondre aux efforts qui visent à nous anéantir, qui visent notre peuple".

Tout en affirmant vouloir lutter au plan politique pour les droits des Kurdes, M. Karayilan a réclaté que soit mis fin aux conditions "datant d'une autre époque" sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest de la Turquie) d'Ocalan, qui y purge en solitaire une peine à vie depuis 1999.

Il a également demandé le retrait ou la dissolution des forces spéciales déployées du sud-est anatolien à majorité kurde.

Le Parti démocratique du peuple (Dehap, pro-kurde), ainsi que Leyla Zana, la dissidente kurde libérée la semaine dernière, avaient appelé ce week-end le PKK à renouer avec la trêve alors que les affrontements entre militants kurdes et forces de sécurité se multipliaient dans le sud-est anatolien.

Murat Karayilan a salué la remise en liberté mercredi de Leyla Zana et de trois autres ex-députés du Parti de la démocratie (DEP, kurde, dissous en dans l'attente d'une révision de leur procès, au terme de 10 ans d'emprisonnement pour liens avec le PKK.

"Il s'agit d'un pas important", a-t-il dit.

Mme Zana et ses anciens collègues ont été portés en triomphe dimanche par plusieurs dizaines milliers de sympathisants à Diyarbakir, principale ville du sud-est.

Le PKK a mené entre 1984 et 1999 une guerre indépendantiste avec les forces de sécurité turques. Près de 37.000 personnes ont péri au cours de ces affrontements.

Les affrontements en sommeil pendant cinq ans ont repris en intensité depuis le 1er juin. Trois "gardiens de village" --miliciens kurdes armés par l'Etat ----ont été tués dans la nuit de dimanche à lundi par des rebelles du PKK à Hatay (sud).

Dimanche, deux rebelles kurdes ont été tués dans un affrontement avec l'armée dans le centre-ville de Bingol (sud-est), événement sans précédent depuis des années au coeur d'une agglomération.

# Debating UN resolution, Kurds seek to protect self-rule

Agence France-Presse

**BAGHDAD:** Iraq's Shiites and Kurds argued Tuesday over the wording of a new United Nations Security Council resolution recognizing Iraq's sovereignty, with the political battle threatening to undermine the country's new caretaker government.

Seeking legitimacy for the cause of self-rule, the Kurdish leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani issued a statement insisting that Iraq's interim constitution be mentioned in the new UN resolution.

But representatives of Iraq's Shiite majority are up in arms about the interim constitution's guarantee of Kurdish semi-autonomy in the northern provinces of Dahuk, Arbil and Sulaimaniya.

The ethnic fault lines resurfaced as diplomats at the United Nations said they had all but clinched a deal in New

York on a new Security Council resolution, giving the stamp of approval to a sovereign Iraq.

But a Shiite religious leader, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, warned the United Nations against any reference to the charter in its resolution.

Any mention of the interim constitution "is illegal and is rejected by a majority of Iraqis," Sistani's office said in a statement.

An attempt to legitimize it by mentioning in the resolution "could have dangerous consequences," the statement read.

Sistani is a reclusive cleric who has the power to summon thousands on to

the streets in protest. When the resolution was adopted March 8, Sistani and Shiite politicians expressed anger over the fact that Islam was not the sole basis of the charter and that Kurds were granted an implicit veto over a permanent constitution to be drafted next year.

Around 2,000 Shiites marched through the streets of Baghdad on Tuesday heeding Sistani's latest call.

Waving posters with Sistani's likeness, they headed from Al-Shaab stadium and congregated on the eastern side of the Tigris river, across from the coalition's headquarters.

The crowd denounced the interim constitution as an instrument of the United States, drafted behind closed doors with the aid of the U.S.-picked Governing Council, now dissolved.

"No, no to the provisional constitution," they shouted. "Yes, yes to Ali."

"We have met here and raised our voice to try to make our claims known to the UN Security Council" and to the Secretary General Kofi Annan, said Sheik Tareq al-Baghdadi at the end of the march.

The Kurds, estimated to make up from 15 to 20 percent of Iraq's population, are determined to keep their hard-earned privileges, fearing a return to the recent past when Saddam Hussein waged war on them, expelled them from their homes and gassed them.

"We want the fundamental law to be mentioned in the UN Security Council resolution," Talabani and Barzani said, in the statement published in Al Taakhi newspaper of Barzani's Kurdistan Democratic Party.

"We want to be sure that it will be the basis of government before and after elections," which are scheduled for January.

The government elected early next year will rule until a permanent constitution is drafted and approved at the end of 2005.

"We want to obtain assurances in this interim period so that we can participate actively in the transitional government," the statement read.

"In case the law is not applied or is suppressed, there will not be any choice

for the Kurdistan government but to stop participating in the central government and its institutions, to boycott elections and forbid members of the central government from entering Kurdistan," it added.

The leaders made clear they would never relinquish the self-rule they won in the north after the 1991 Gulf War, thanks to a U.S.- and British-imposed no-fly zone that prevented Saddam's armed forces from entering the Kurdish territories.

"The people of Kurdistan will not be treated as second-class citizens after Saddam," the two leaders wrote.

The Kurds were also annoyed with the coalition:

"We hope the new Iraq will be different from that of the past concerning the rights of the Kurdish people. But after the liberation of the country, we feel that the U.S. authorities are against the Kurds for inexplicable reasons."

## Mosque and state in Turkey

**W**hen looking for hopeful signs that Islam and democracy can indeed co-exist, the international community turns to Turkey. So it was a disappointment recently when Turkey's president vetoed a law that would grant graduates of religious high schools equal access to the nation's secular universities.

The veto is a setback to religious freedom and equal opportunity in Turkey, preconditions for a flourishing democracy. That said, the debate over education reform is itself encouraging as it engages the central problem of Turkish democracy — how to build an inclusive secular state when the majority's religion, as interpreted and practiced in much of

the world, does not recognize a separation of mosque and state.

The education bill was passed by the Islamist-leaning majority in Turkey's Parliament, in power since 2002. It was opposed by Turkey's secular elite, which fears that religiously trained university graduates may become a farm team for fundamentalist

political parties. But in its fear, the secular elite runs the risk of undermining democracy. More secular education, not less, is the best protection from fundamentalism.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, who graduated from a religious school himself and supports the education reform, assumed office in 2003 on a wave of popular support but

under a cloud of suspicion for his Islamist roots. Those fears have proved unfounded.

When the education reform was passed in May, Turkish financial markets dropped on fears that the military might intervene to defend the secular order. The worst didn't happen. The president vetoed the bill on legalistic grounds and the ruling party plans to redraft the proposal.

The issue needs addressing. Turkey's 536 religious schools are coeducational and, with the exception of Koran study, teach the same curriculum as nonreligious schools. Their 64,500 students are as much Turkey's future as are the sons and daughters of the secular elite.

CONSTITUTION

# Kurdish Threat to Withdraw Is Creating a Crisis for Iraqis

By DEXTER FILKINS

BAGHDAD, Iraq, June 8 — A crisis for the new Iraqi government loomed Tuesday as Kurdish leaders threatened to withdraw from the Iraqi state unless they received guarantees against Shiite plans to limit Kurdish self-rule.

In a letter to President Bush this week, the two main Kurdish leaders, Massoud Barzani and Jalal Talabani, wrote that the Kurds would "refrain from participating in the central government" in Baghdad if any attempt was made by the new government to nullify the interim Iraqi constitution adopted in March.

Shiite leaders have said repeatedly in recent weeks that they intend to remove parts of the interim constitution that essentially grant the Kurds veto power over the permanent constitution, which is scheduled to be drafted and ratified next year.

The Shiite leaders consider the provisions undemocratic, while the Kurds contend they are their only guarantee of retaining the rights to self-rule they gained in the past 13 years, protected from Saddam Hussein by United States warplanes.

In their letter, Mr. Talabani and Mr. Barzani wrote that the Kurdish leadership would refuse to take part in national elections, expected to be held in January, and bar representa-

tives from going to "Kurdistan."

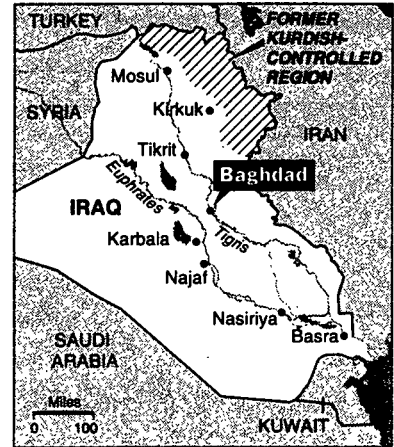
That would amount to something like secession, which Kurdish officials have been hinting at privately for months but now appear to be actively considering. "The Kurdish people will no longer accept second-class citizenship in Iraq," the letter said.

The two leaders also asked President Bush for a commitment to protect "Kurdistan" should an insurgency compel the United States to pull its forces out of the rest of Iraq.

To assure that Kurdish rights are retained, Mr. Talabani and Mr. Barzani, whose parties together deploy about 75,000 fighters, asked President Bush to include the interim Iraqi constitution in the United Nations security resolution that governs the restoration of Iraqi sovereignty.

But American officials rejected the Kurdish request after appeals from Shiite leaders, including Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the nation's most powerful Shiite, who threatened "serious consequences" if any such move was undertaken. That seemed to set the stage for a showdown between Kurdish and Shiite leaders over the future of the Iraqi state.

A senior American official in Washington cautioned against reading the letter as a firm threat to abandon the central government,



The New York Times

The Kurds in Iraq are intent on retaining their rights to self-rule.

saying he expected the Kurds and Shiites to reach an agreement ultimately.

But in Baghdad, a rupture seemed quite possible. The Shiite leaders, whose people make up a majority in Iraq but who have been historically shut out of power, say the provisions that would allow the Kurdish minority to nullify the constitution would diminish the Shiites' historic opportunity to claim political power.

Adil Abdul Mahdi, Iraq's finance minister and a leader of one of the country's largest Shiite parties, said Tuesday that the country's Shiite leadership was determined to remove the provisions that could allow the Kurds to veto the permanent constitution, even at the risk of driving them away. "It's not against the Kurds, it's against the procedure," Mr. Mahdi said.

Adam Ereli, deputy State Department spokesman, did not offer details on the American decision to refuse the Kurdish request regarding the United Nations resolution. But he offered general assurances that Kurdish rights would be protected. "We in the international community will work with you to make this democracy a success, to ensure that the rights of all Iraqis are honored and respected," he said.

But a senior United Nations official, speaking on condition of anonymity, said American officials rejected the Kurdish request because of concerns over offending the country's Shiite leaders.

In a letter released Tuesday by his office, Ayatollah Sistani warned the Security Council against incorporating the interim constitution into the United Nations resolution.

"This law, which was written by a nonelected council under occupation, and under the direct influence of the occupation, would constrain the national assembly," Ayatollah Sistani wrote. "It is rejected by the majority of the Iraqi people."

The New York Times

JUNE 9, 2004



Abdullah Callaghan for The New York Times

In Baghdad, Kurdish fighters guarded a hotel called Sinbad that houses dozens of Kurds, including ministers and officials. Top leaders have left.

The signing of the interim constitution, shepherded by American officials here, was regarded as a historic achievement that tried to reassure the country's long-suppressed Shiite majority without alienating the Kurds.

The crucial compromise was contained in the provision that the permanent constitution would pass with a majority vote of the Iraqi people unless voters in three of the coun-

try's 18 provinces opposed the constitution by a two-thirds vote. Ethnic Kurds, who make up a fifth of the Iraqi population, are a majority in three provinces.

Kurdish leaders say they are concerned that the new Iraqi government will not honor the interim constitution unless it is forced to.

Iraqi leaders and United Nations officials say that under generally accepted principles of international law, the new Iraqi government will not be bound by any of the laws passed during the American occupation.

A source close to the Kurdish leadership, who spoke on the condition of

anonymity, said Kurdish leaders concluded that the interim constitution needed some sort of reaffirmation to compel the new government to adhere to it. The Kurds say they do not expect the Shiite-dominated interim government to provide such reaffirmation, so they asked the Bush administration to make sure it was included in the United Nations resolution.

Bush administration officials have maintained publicly that the interim

constitution, as well as all the laws approved during the occupation, will continue to have legal force in Iraq after June 30. But privately, a senior official acknowledged that the interim constitution would need to be reaffirmed to have legal force.

The turning point for the Kurds, the source close to the leadership said, came last month when Robert Blackwill, President Bush's special envoy to Iraq, told the two Kurdish leaders that no ethnic Kurd would be considered for the post of either president or prime minister.

After that, Kurdish leaders began preparing to cut their ties to Baghdad. In an ominous sign, most of the senior leadership of both Mr. Talabani's Patriotic Union of Kurdistan and Mr. Barzani's Kurdish Democratic Party had left Baghdad Tuesday and gone to the Kurdish areas.

## Will the Kurds Go Home?

By Bartle Breese Bull

**W**HILE the United Nations Security Council wrangled over military chains of command in Iraq and the violence in Arab cities like Karbala and Falluja grabbed the headlines, a story far more important to the country's future has been largely ignored: the growing unease of the Kurdish minority.

So while the United Nations congratulates itself on the resolution passed last night, the Kurds see only a further undermining of the conditions that make a unified Iraq acceptable to them. And we should not take lightly their threats of boycotting the government and even seceding. While the West has gone to great lengths to appease the country's Arabs, both Shiite and Sunni, the Kurds are the only players at the table with the ability and the mettle to walk away. If they do, hopes of a democratic, multiethnic Iraq go with them.

The other day at a military hospital here, I visited a former Kurdish guerrilla who had been working as a guard at the Baghdad offices of the Kurdish Democratic Party, one of two main Kurdish political groups. His name is Saadar Khajakadir, and he says he fought Saddam Hussein's troops in the

mountains for more years than he can remember. Last week a Russian-built rocket exploded through the roof of the building he was guarding, killing one of his comrades and wounding him and four others.

I asked him if the wounds were worth it, if the political process in Baghdad was something he was happy to bleed for. "If Baghdad is where we must achieve our freedom, these wounds are an honor," he told me. "But if we do not win our freedom here, we will go home to the mountains and give up much more than blood to win it there."

That attack went entirely unreported. (One of the party's senior military commanders, Muhammad Qazi, told me they don't want to reward terrorists with publicity.) The same day, a suicide bomber killed a high-ranking member of the other Kurdish party, the Patriotic Union of Kurdistan, at its Baghdad headquarters. As a double attack on Kurdish offices, it was a grim echo of the twin suicide bombings that killed 101 people in the northern Kurdish city of Erbil in February.

In addition, smaller attacks on Kurdish targets have been occurring with greater frequency than the world knows. Three Kurdish officials were assassinated in Kirkuk in separate incidents in May; when I was there last week, I visited a Kurdish family whose house had just been hit by a rocket. While I was in Erbil over the weekend, a pipe bomb in the bazaar killed one and wounded about 20. Mr. Qazi, the military commander, told me that in Erbil an "action in progress," like a suicide bomber trying to drive through barriers outside the Interior Ministry, is foiled about once a month.

This violence comes in the context of remarkable freedom, prosperity and order in the Iraqi Kurdish entity — a calm forged during the 12 years American jets in the no-flight zone kept Saddam Hussein's troops out of the region. While Kurdish politics continues to be heavily dominated by the two main parties, there are scores of other groups in the region, including several each for the Communists, the Turk-

### Yesterday's vote at the U.N. might rip Iraq apart.

mens and the various Christian sects. Dozens of newspapers in the Kurdish area frequently criticize the two provincial administrations. Salaries for teachers, drivers and office workers have risen in the past couple of years to \$200 or more a month from \$20.

Of the 4,500 villages the Baathists are said to have destroyed, 4,000 have been rebuilt since 1991. Much of the mountainous countryside is dotted with young oak trees reclaiming the hills Saddam Hussein denuded. In Sulaimaniya, unmarried young men and women sit together at the outside tables of the MaDonal burger restaurant on the main street. Ready to defend all of this are 40,000 Kurdish militiamen, or peshmerga, drilled and in uniform, the only coherent domestic armed force in Iraq.

Bartle Breese Bull is the author of "Around the Sacred Sea: Mongolia and Lake Baikal on Horseback."

With all of this political and personal freedom long established, can the Kurds really want to be a part of a fledgling Iraq? Until now, the answer has been yes. They made a series of compromises — concessions in the interim Constitution over the oil-rich city of Kirkuk; acceptance of a new government with no Kurds in top positions — to help put the country back together.

But how much more are they willing to give up? After all, the Kurds have fought against every incarnation of the Iraqi state since the British mandate of 1920. It is almost impossible to meet a Kurd who does not have some personal horror to relate about suffering under Saddam Hussein. And now they see the chaos to the south every night on Al Jazeera. "We are the only people in Iraq with experience of functional gov-

ernment and democracy," Bruska Shaways, a Kurd who is deputy defense minister in the new Iraqi government, told me. "We want to export it to the rest of Iraq, but never at the expense of all we have earned."

This sentiment was echoed by Neseeren Berwari, a Kurdish woman who is minister of public works in the new government: "Why would we ever accept less today than we had for the last 12 years under Saddam?"

The Security Council was well aware of the situation. Yet it passed a resolution that not only explicitly fails to guarantee a federal Iraq, but also abandons the interim Constitution and its commitment to a Kurdish veto over the permanent Constitution. These guarantees have long been conditions for the Kurds' willing participation in the project of Iraqi unity.

Is it too late to mend the rift? Perhaps not. Assuming the worst about the United Nations resolution, some of the Kurdish leaders have told me they might be open to an alternative: having their rights enumerated in parallel statements from the United States, the United Nations and the new Iraqi government. Washington would do well to press ahead on this.

The alternative is for the Kurds to head back to their lands and — even in the face of a potential invasion of the Turks — set about building one of the Middle East's only prosperous democracies. The Kurds hold strong cards, and one of the strongest is that everybody else knows they have always stuck up for themselves in the past. If they don't receive their guarantees, soon there may be no Iraq — just a free Kurdistan and a burning Arabistan. □

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY JUNE 9 2004

ANNE-MARIE LE GLOANNEC

## Turkey holds a mirror to Europe's failings

**C**ampaigning for the European parliamentary elections tomorrow appears to have given momentum to critics of Turkey's entry into the European Union. In Germany, the Bavarian Christian Social Union is betting on anti-Turkish resentment, while supporters of Turkish membership have been more subdued. The debate will undoubtedly intensify until the European Commission makes its final recommendations and EU governments have to decide whether to open negotiations.

The increasingly impassioned debate has a curious quality: most of the arguments for and against can be turned round and used by advocates and opponents alike. That is because the debate is really about Europeans themselves: Turkey is the mirror that the EU and its citizens hold up to their own future.

There are many good reasons why Turkey should join the EU. The EU's successive enlargements so far have been among its best foreign policy moves. Turkish membership would anchor democracy in a predominantly Muslim country while engaging the EU more forcefully in the Middle East and in the Caucasus. It would also rejuvenate Europe's population and bolster the eurozone economy. At the same

time, there are justifiable concerns about over-extending the EU to the border of Iraq, with all its instability.

However, most reasons given for keeping Turkey outside the EU relate to European identity. A term that often resounds in arguments against Turkey is that of "Christian Europe". More importantly, some historians and politicians argue that Turkey is not — and should not be — "European" because it does not share a common past with most European states: the Renaissance and the Enlightenment — and some would add Christianity — were alien to Turkey. As Heinrich August Winkler, the German historian, put it: "Turkey will never be a western democracy because it lacks the historical preconditions for it." This argument would

Most of the arguments for and against Turkey's joining the EU can be turned around and used by advocates and opponents alike

doom to failure any attempt to build democracy in the non-western world — yet Japan and India are among many examples that prove otherwise.

More pressing, perhaps, are the arguments against Turkey's entry that relate to the EU's lack of preparation. Some federalist opponents suspect that the enthusiasm of Tony Blair, the UK prime minister, for Turkey's entry is linked to dislike of a close-knit Europe: the more EU members there are, the further the Union will be from the tight model called for in the Maastricht Treaty. The EU's current institutions can hardly cope with its recent expansion to 25 members.

The proposed new constitution will not significantly improve the Union's workings. In giving more clout to bigger states, the constitution would boost Turkey's influence, given predictions that by 2020 it would — if allowed to

join — be the EU's most populous member, with 80m inhabitants.

Finally, Turkey's integration is about the social fabric of member states. Certain countries, such as Germany, host a significant Turkish population. Some, such as France, do not. Paradoxically, however, France is far more reluctant to integrate Turkey than Germany — or at least the German government — appears to be. In part this is because France has done a worse job of integrating its population of Arab origin than Germany has of integrating its Turkish population. France is also less willing to welcome a Muslim democratic party because of its secular foundations. This may explain the strong reluctance shown in French public opinion to accept Turkish membership. French politicians dread the day that huge demonstrations of the sort seen for and against the ban on Muslim headscarves in schools coincide with open discussion of Turkey's accession.

Certainly Turkey has to show its credentials and be judged by the reforms it has passed into law, but which still require implementation. At the same time, the recent education bill opening university education to pupils from religious schools is regarded by some as a step backwards, creating uproar among those who fear a creeping "Islamisation" of society.

The decision will not come easily. The French president may still deem it necessary to call for a delay. Even if all agree to start negotiations, many politicians and analysts will secretly harbour hopes for their failure. If Turkey ever joins the EU, the whole process will have been dominated by bad faith: a number of politicians will have said Yes while meaning No. And if opposition to Turkey's membership prevails, it will have been with eyes fixed on ourselves. In any case, Europe needs to get its house in order too.

*The writer is senior research fellow at CERi in Paris and associate fellow, Centre Marc Bloch, Berlin*



FINANCIAL TIMES WEDNESDAY JUNE 9 2004

# Kurds fear for their rights as troubles fester in Kirkuk city

Saddam's 'ethnic cleansing' created tensions in the oil-rich region, writes Gareth Smyth

In a sharply worded letter to George W. Bush, US president, last week, Kurdish political leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani listed their frustrations with US policy in Iraq. Near the top of the list was the US-led administration's inaction over the troubled, oil rich city of Kirkuk.

The problems of the northern Iraqi city - where the Ba'athist regime carried out decades of what the Kurds call ethnic cleansing - have been left on the back burner for the past year, allowing hardline groups to drum up support among Arabs.

Kirkuk is now one of the biggest, and most explosive, challenges facing the Iraqi government taking office on June 30. Kurdish-Arab tension in Iraq has been exacerbated recently by clashes and disagreements over the new United Nations Security Council resolution expected last night, which Kurds fear will not guarantee their minority rights in a federal Iraq.

The proximity of Iraq's second-largest oil field has for decades made Kirkuk contested between Baghdad and the Kurdish parties. The

Kurds now insist Kirkuk - and its mixed population of Kurds, Arabs and Turkomen - should be part of an autonomous Kurdish region within a federal Iraq.

To achieve this, the Kurds want a referendum, but only after reversing demographic changes begun by the Ba'ath party regime from the 1970s.

This means, as Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, insisted in a recent interview, that any Arab who arrived as part of ethnic cleansing must leave, willingly or otherwise.

After the fall of Saddam Hussein, the Kurdish leaders told their refugees to be patient and put their hopes in the Property Claims Commission established by the US-led Coalition Provisional Authority, but the body was designed for individual disputes and not to develop overall solutions.

Progress has been painfully slow.

Kurdish officials say 300,000 Kurds were displaced from Kirkuk province. Many have spent long periods in shanty towns near the Kurdish cities of Arbil and Suleimaniya, and more recent ref-

ugees are still in tents.

But, according to Hassib Rojbayani, Kirkuk's Kurdish deputy mayor, only 6,000 Kurds have returned to the city and 2,300 Arabs have left since the fall of the Ba'athist regime.

Demands for resources to tackle the problem will now be directed to the Iraqi government taking office on June 30.

"We must prepare some money for the people brought by Saddam Hussein. Some places [for them] to go

back home," said Mr Talabani.

Resources are needed also to build houses for returning Kurds. At Kirkuk football stadium, about 500 families have created makeshift homes by knocking through walls, rigging up electricity wires and planting gardens on the edge of the pitch.

"I was born in Kirkuk and I'm happy to be back," said Ahmed Ibrahim Da'widi, who led after the 1991 uprising against Mr Hussein. "It's our city. The Turkomen also claim Kirkuk, but we were tortured more."

But this is not just a question of resources. Local Arab politicians offer a different interpretation of Kirkuk's past, present and future - and quote vastly different figures.

"Most of the Kurds who have come since the fall of the [old] regime aren't indignant," said Abdullah Sami al-Assi, a council member. "Some Kurds were expelled under Saddam, but only about 2,500 who resisted the regime."

"Many people in the football stadium have other houses and were brought by the Kurdish parties. We see Kirkuk as a city of brotherhood between Arabs, Kurds

and Turkomen, and we don't believe anyone should be forced to leave."

Mr Assi said he opposed any referendum, and preferred a census of "those whose ID cards prove they were born here". The Kurds in turn say many people expelled from the city had their ID cards confiscated by Ba'athist security.

Mr Assi stressed the need for peaceful solutions. But hardline groups have become more active among Arabs as the problems have festered.

In a spate of assassinations of Kurdish and Turkomen officials and politicians, the Kurdish civil defence chief was recently gunned down with his family. Last month a bomb in a Kurdish quarter killed four.

"There are external extremists making trouble," said a Sunni Arab shopkeeper.

"Teenagers are being paid to put up anti-Kurdish slogans, and other things."

Among residents of a housing estate named after Saddam Hussein - a set of shabby, three-storey apartments built for new Arab residents in the 1980s - there are other views.

Bassam Behnan, a Christian, said: "Iraq is all one, and should not be divided."

"The Kurdish leaders incite people by talking about 'those from the south', as if we were just chess pieces whom Saddam moved and can now just be moved back," said Abdul-Ghafar Abed-Ali, a Shia Arab. "We came because we wanted somewhere to live, not out of hostility to Kurds."

## DIPLOMATIE

# "Non à la France en Turquie !"

Les pays d'Europe qui ne veulent pas de la Turquie dans l'Union européenne n'ont même pas besoin de l'avouer ouvertement : la France s'en charge très bien à leur place. "Puisse Paris prendre les devants, pourquoi gâterions-nous nos relations avec la Turquie ?" se disent-ils. Et ils ont bien raison. Bien qu'il s'agisse de l'UE, chacun pense d'abord à ses propres intérêts. La droite française croit aussi agir dans son propre intérêt, mais son attitude a des relents de racisme et se nourrit d'un sentiment de supériorité. En résumé, cette droite ne veut pas que son paysage national soit entaché par les paysans anatoliens, qu'elle imagine déjà déboulant dans les rues de Paris. Lorsque vous les interrogez à ce sujet, les hommes politiques français ont bien sûr des tas de

raisons, parfaitement valables à leurs yeux. Mais aucun des Français anti-Turcs avec qui j'ai pu en parler ces derniers temps n'a été capable de me donner un seul argument sensé qui aille à l'encontre de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Pour un pays considéré comme étant le summum de l'intelligence, ces vues simplistes à propos des Turcs traduisent une ignorance révoltante. Si on lit avec attention les propos de Giscard d'Estaing lorsqu'il proclame que "l'adhésion de la Turquie signifiera la fin de l'UE", voici ce qu'il veut dire en réalité : si ce pays entre dans l'Union, celle-ci sera transformée en une entité socioculturelle différente ; notre style de vie judéo-chrétien en sera affecté et nous serons envahis par les paysans d'Orient. Philippe de Villiers, qui a couvert Paris d'aff-

fiches arborant le slogan "Non à la Turquie dans l'Europe", a au moins le mérite d'exprimer son opinion avec plus de franchise. Même si cela nous est désagréable, nous devrions nous indigner davantage contre les autres politiciens qui se cachent derrière de Villiers et lui délèguent le sale boulot. Quant à la Turquie, est-elle vraiment à ce point démunie face à cette campagne humiliante ? Ne pouvons-nous pas dire, nous aussi : "Non à la France en Turquie" ? Les Français ont des intérêts économiques et commerciaux énormes chez nous. Allons-nous continuer à agir comme si de rien n'était, malgré l'attitude actuelle de Paris ? Verra-t-on encore l'ancien ministre des Affaires étrangères Murtaz Soysal, si pointilleux sur les questions d'honneur national, entonner *La Marseillaise*,

Courrier INTERNATIONAL

DU 10 AU 16 JUIN 2004

la main sur le cœur, à la réception du 14 Juillet célébrée chaque année à Ankara ? Quant à OYAK [une holding contrôlée par l'armée turque, partenaire de Renault en Turquie], va-t-elle continuer à entretenir les mêmes relations avec Renault et avec les autres

entreprises françaises ? S'il fallait résumer le problème en une seule question, ce serait la suivante : allons-nous continuer encore longtemps à contribuer à la prospérité d'un pays qui barre le chemin à notre propre prospérité ? Ou allons-nous enfin savoir dire coura-

geusement : "Non à la France en Turquie !" ? Si nous osons le dire, croyez-moi, cela va faire mal, car nous vivons dans un monde où les intérêts économiques comptent plus que tout. Et les Français le savent mieux que quiconque.  
Semih Ildiz, AKSAM, Istanbul

William Safire

# America shouldn't abandon the Kurds

WASHINGTON

In his eagerness for the approval of the Shiite religious leader — and driven by desperation to get the unanimous United Nations Security Council resolution passed on Tuesday in time for the Group of Eight meeting — President George W. Bush may be double-crossing the Kurds, America's most loyal friends in Iraq.

Not a single U.S. soldier has been killed in the area of northern Iraq patrolled by the pesh merga, the army of Kurdish Iraqis that has brought order to their region. Savaged by Saddam Hussein's poison gas attacks in the '80s, Kurdistan was abandoned by the first President Bush to Saddam's vengeance after the first Gulf War. When America's conscience made Washington provide air cover in the '90s, the Kurds amazed the Middle East by creating a free, democratic mini-state within despotic Iraq.

These Kurdish Sunni Muslims — an ancient ethnic group, neither Arab nor Turk — are one-fifth of Iraq's population. They cheered America's arrival and set aside old dreams of independence, asking for reasonable autonomy in return for participating enthusiastically in the formation of the new Iraq.

In February, the Iraqi Governing Council, which included all religious and ethnic groups, hammered out its only memorable work: a Transitional Administrative Law, which laid the groundwork for a Constitution to be adopted later by elected officials in a sovereign state. Most important for Kurds, who have long been oppressed by an Arab majority, it established minority rights within a federal state — the essence of a stable democracy.

But as the UN resolution supporting that state was nearing completion, the Shiite grand ayatollah, Ali Hussein al-Sistani, suddenly intervened. He denounced the agreed-upon law as "legislated by an unelected council in the shadow of occupation." He decreed that mentioning it in the UN resolution would be "a harbinger of grave consequences."

The United States promptly caved. Stunned Kurds protested to Bush that "the people of Kurdistan will no longer accept second-class citizenship in Iraq." If the law guaranteeing minority rights was abrogated, Kurds would "have no choice but to refrain from participating in the central government, not to take part in the national elections, and to bar representatives of the central government from Kurdistan."

Massoud Barzani and Jalal Talabani, the Kurdish leaders, appealed to Bush's sense of loyalty: "We will be loyal friends to America even if our support is not always reciprocated... If the forces of freedom [do not] prevail elsewhere in Iraq, we know that, because of our alliance with the United States, we will be marked for vengeance."

I ran this pained appeal past John Negroponte, who will move from his post as America's UN representative to be U.S. ambassador to the new Iraq, at his farewell lunch on Tuesday. He pointed to a line in the preamble to the UN resolution welcoming an unspecified commitment "to work towards a federal, democratic, pluralist and unified Iraq, in which there is full respect for political and human rights."

Fine "preambular" words, but outside the action section of the resolution. That eviscerates the protective law, just as Sistani demanded.

Why does the United States take its proven allies for granted? The conventional White House wisdom holds that the Iraqi Kurds have no place else to go. It's an article of faith that if the Kurds tried to break away and set up an independent Kurdistan, with oil-rich Kirkuk as its traditional capital, Turkey, on its border, would never permit it — lest murderous separatists among its own Kurdish population of 12 million get a new lease on death.

Iraqi Kurds blundered last year in letting old grudges prevent Ankara from sending 10,000 troops south to help the coalition police Iraq. But since then, Kurdish leaders have gone all-out to establish economic and political relations with "our friends to the north."

A Turkish construction company is building a \$40-million airport in Sulaimaniya, and Kurds have been steering contracts to Turkish engineers to study sports stadiums and tunnels through the mountains. Despite grumbling from some anti-Kurdish generals, Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, has been responsive. The influential Ilnur Cevik of the Turkish Daily News urges "more attention to Iraqi Kurdish sensitivities" and asks: "Do the Arabs realize what they are getting into?"

America's Kurdish allies will do their bit to hold Iraq together. But in appeasing the south, don't push the north too far.

E-mail: safire@nytimes.com

**Why does the United States take its proven allies for granted?**

Herald INTERNATIONAL Tribune

June 10, 2004



June 10, 2004

# Kurdish rights advocates freed from Turkish prison

Reuters

**ANKARA:** A former Nobel peace prize nominee, Leyla Zana, and three other Kurdish human rights advocates were freed from a Turkish jail on Wednesday.

The move brought praise from the European Union, which had warned that their detention could damage Turkey's effort to attain EU membership.

The four former lawmakers had served 10 years of their 15-year sentences for links to Kurdish rebel guerrillas.

They were mobbed by hundreds of ecstatic supporters singing, dancing, waving Kurdish flags and hurling flowers. Zana, diminutive and bespectacled, was briefly knocked to the ground in the melee before being driven away.

A ruling by Turkey's appeals court to free them pending appeal, coincided with the inauguration of Kurdish-language broadcasts on state television, and the start of an appeal at the European Court of Human Rights on the fate of a jailed Kurdish rebel chief, Abdullah Ocalan.

"Turkey's 80-year ban on the Kurds is over today," Sirri Sakik, another former Kurdish lawmaker, said outside Ankara's Ulucanlar prison before the release of the four prisoners.

Turkey's foreign minister, Abdullah Gul, said it was unlikely that the four would serve further time in prison, even if they were found guilty in a retrial.

He said their release had been a result of far-reaching political reforms by Turkey aimed at winning a starting date for European Union membership talks.

EU's enlargement commissioner, Günter Verheugen, said in a statement: "Today's decision is a sign that the implementation of political reforms, which Turkey has been introducing in the past two years, is gaining ground."

"The commission trusts that the future sessions of the trial of Zana and her colleagues will be conducted in accordance with the basic provisions on fair trial and that the verdict of any future trial will reflect these principles," he said.

Zana has great symbolic importance, both for supporters and for those who see her as a threat to Turkish unity.

For decades Turkey denied the very existence of its Kurdish minority, terming them "mountain Turks." Courts punished public expressions of Kurdish identity, especially after the outbreak of armed separatism in 1984.

Kurds form an estimated 12 million of Turkey's 70 million population.

The EU and human rights groups have considered the four — Zana, Hatip Dicle, Şelim Sadak and Orhan Dogan — prisoners of conscience. They were jailed in 1994 after being stripped of their parliamentary immunity and convicted of having ties to Kurdish guerrillas.

"Their verdict has not been overturned. But taking into account their long imprisonment, a decision was made for their release, pending the end of the investigation," a court official said.

The 1994 conviction was upheld by a state security court in April after a retrial ordered by the European Court of Human Rights, which said Zana and the others had been denied a fair trial.

Last month, the government abolished the controversial state security courts in which the four had been tried,

and it is working to set up new civilian structures to replace them.

Zana and the others were convicted at the height of a separatist conflict waged by Kurdish guerrillas seeking an ethnic homeland in southeastern Turkey.

Violence has receded since the 1999 capture of Ocalan, although his armed Kurdish Workers Party said last month that it was calling off a five-year cease-fire. Three guerrillas were killed in fighting with Turkish forces on Wednesday in a remote area of Adiyaman province in southeastern Turkey, a security official said.

Ocalan's lawyers and the Turkish government began rival appeals in the European Court of Human Rights on Wednesday.



Agence France-Presse

Leyla Zana, wearing glasses, and Selim Sadak after their release on Wednesday.

# La carte kurde d'Ankara pour séduire l'UE

Les quatre députés kurdes condamnés pour «séparatisme» en 1994 ont été relâchés hier.

LIBERATION  
JEUDI 10 JUIN 2004

C'était l'un des gestes exigés par l'Union européenne qui doit, en octobre prochain, rendre son rapport sur l'état des réformes démocratiques en Turquie avant de décider, en décembre, de fixer une date pour l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE. Hier, en début d'après-midi, la cour d'appel d'Ankara a ordonné la libération de Leyla Zana, Hatip Dicle, Selim Sadak et Orhan Dogan, tous les quatre députés du DEP, parti prokurde dissous depuis par la Cour constitutionnelle. En 1994, ils avaient été condamnés à quinze

ans de prison accusés d'entretenir des liens avec les «séparatistes» kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui avaient lancé, en 1984, la lutte armée contre Ankara.

**Procès inéquitable.** «La sentence n'a pas été annulée. Mais, prenant en compte leur long emprisonnement, la décision a été prise de les libérer en attendant la fin de l'enquête», soulignent les juges turcs. Aux yeux des Européens, ces députés sont des prisonniers politiques et la Cour des droits de l'homme de Strasbourg avait appelé Ankara à revoir ce pro-

cess jugé «inéquitable» car mené devant une Cour de sûreté de l'Etat où, à l'époque, siégeait aussi un juge militaire. Le procès en appel avait confirmé le verdict précédent. Mais le procureur avait alors demandé que le verdict soit cassé pour vices de procédure. Des centaines de militants ont accueilli, à la porte de la prison d'Ulucanlar à Ankara, Leyla Zana et les trois autres anciens députés kurdes.

**Progrès.** A la veille des élections européennes et alors que dans plusieurs pays - dont la France - l'hostilité à une adhésion de la Turquie est forte, les

autorités d'Ankara comptent bien engranger les résultats politiques de cette libération.

«Ceux qui cherchent des prétextes pour refuser à la Turquie l'adhésion à l'UE ont perdu leur dernier atout», a estimé le ministre de la Justice, Cemil Cicek, cité par l'agence Anatolie. Les Européens ont salué cette décision. «C'est un signe que l'application des réformes politiques que la Turquie a engagées progresse», a souligné le Commissaire européen à l'Elargissement, Guenter Verheugen. ◆

M.S. (avec AFP et Reuters)

## Leyla Zana et trois autres ex-députés kurdes ont été remis en liberté par la justice turque

ISTANBUL

de notre correspondante

«Le peuple kurde est fier de vous», scandait la foule de supporters enthousiastes qui attendait Leyla Zana avec des fleurs à sa sortie de prison, mercredi 9 juin, à Ankara. Après dix ans d'emprisonnement, l'ancienne députée kurde et ses trois collègues Hatip Dicle, Selim Sadak et Orhan Dogan venaient d'être remis en liberté sur décision de la cour d'appel, en attendant la révision de leur procès. Vêtu de noir, un foulard turquoise autour du cou, Leyla Zana a brièvement disparu dans la mêlée devant la prison d'Ulucanlar à Ankara.

La confirmation de la condamnation des activistes kurdes à quinze ans d'emprisonnement, le 21 avril, par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, avait provoqué un profond embarras du gouvernement turc, engagé dans un programme de réforme pour convaincre l'Union européenne que la Turquie est prête à entamer les négociations d'adhésion. La décision des juges avait d'ailleurs été immédiatement utilisée dans la campagne des élections européennes, en France et en Allemagne notamment, par les adversaires d'une adhésion de la Turquie à l'UE.

Les autorités n'ont pas caché mercredi leur soulagement. «C'était le dernier prétexte aux mains de ceux qui cherchent des excuses contre la candidature de la



Leyla Zana à Ankara après sa sortie de prison, mercredi 9 juin. L'ex-députée, libérée avec trois de ses anciens collègues après dix ans d'emprisonnement, a appelé à la réconciliation entre la Turquie et sa minorité kurde et a invité la population à «envisager l'avenir avec espoir».

### Satisfaction à Bruxelles

La Commission européenne et le Parlement européen se sont félicités, mercredi 9 juin, de l'annonce de la mise en liberté des quatre ex-députés kurdes emprisonnés depuis dix ans, dont Leyla Zana. «La décision d'aujourd'hui constitue un signe que l'application des réformes politiques que la Turquie a engagées ces deux dernières années progresse», a souligné le commissaire européen à l'élargissement, Günter Verheugen, qui doit rendre à l'automne un rapport très attendu sur la possibilité ou non d'ouvrir des négociations d'adhésion avec Ankara.

Pat Cox, le président du Parlement européen, a estimé qu'il s'agissait d'«un développement très positif dans les réformes engagées en Turquie depuis maintenant un certain temps». Bruxelles avait vigoureusement condamné, en avril, la confirmation par un tribunal turc de la peine de quinze ans de prison, prononcée une première fois en 1994, contre M<sup>me</sup> Zana et ses homologues pour leur soutien présumé aux rebelles kurdes. - (AFP.)

Turquie», a déclaré le ministre de la justice, Cemil Cicek. La sortie de prison de Leyla Zana a en outre coïncidé avec la première émission diffusée en kurde sur les chaînes publiques de radio et de télévision. Si ces programmes d'actualité et de chants folkloriques en langues minoritaires, dont deux dialectes kurdes - le kirmanji et le zaza - sont pour l'instant largement symboliques, ils brisent un tabou et indiquent un changement profond de la mentalité officielle dans un pays qui, il n'y a pas si longtemps, niait l'existence même de minorités ethniques et linguistiques.

Le Monde 11 JUIN 2004

« L'interdit imposé aux Kurdes il y a quatre-vingts ans par la Turquie prend fin aujourd'hui », a déclaré à l'agence Reuters Sirri Sakik, un ancien député kurde qui, lui aussi, avait été emprisonné dans le passé.

Depuis la décision surprenante des juges, en avril, de confirmer la condamnation des quatre députés, en dépit d'un jugement de la Cour européenne de justice, de nouveaux amendements constitutionnels ont aboli les Cours de sûreté de l'Etat, institutions controversées utilisées surtout pour des procès politiques. Les autorités tentent actuellement de combler le vide judiciaire laissé par cette dissolution, qui a provoqué l'ajournement du procès de 69 militants islamistes suspectés d'implication dans les attentats à la bombe de novembre 2003 à Istanbul, faute de tribunal habilité à les juger.

La Cour d'appel se prononcera

le 8 juillet, sur le fond, sur la condamnation des anciens députés kurdes, mais le procureur a déjà recommandé qu'elle soit annulée. Les quatre politiciens kurdes auraient alors droit à un nouveau procès devant un tribunal pénal qui n'a pas encore été mis sur pied.

Leyla Zana, à laquelle le Parlement européen avait décerné le Prix Sakharov pour la paix en 1995, était devenue un symbole de la lutte des Kurdes. Sa libération alimente l'espoir qu'une approche différente sera adoptée par Ankara face à leurs revendications culturelles. « Ce n'est pas le moment d'alimenter les sentiments de tristesse et de douleur. Aujourd'hui est un jour pour la fraternité et la compréhension, a déclaré la députée kurde. Nous devons nous unir pour la paix, en tant que citoyens libres et égaux de ce pays », a déclaré M<sup>me</sup> Zana. Elle a néanmoins rappelé que de nom-

breux prisonniers politiques demeurent sous les verrous. Reporters sans frontières a ainsi critiqué l'interpellation de 26 journalistes kurdes à l'approche du sommet de l'OTAN, qui doit avoir lieu, début juillet, à Istanbul.

La tolérance des autorités est mise à l'épreuve par la reprise d'acrochages armés dans le Sud-Est anatolien, où le PKK, rebaptisé Kongragel, a mis fin, le 1<sup>er</sup> juin, à son cessez-le-feu déclaré en 1999. Depuis plusieurs mois, la Turquie tente en vain de convaincre les Etats-Unis, qui contrôlent désormais l'Irak, d'expulser les militants kurdes, dont le nombre est estimé à 5 000, de leurs bases au nord de l'Irak. Des centaines d'entre eux seraient rentrés en Turquie au cours des dernières semaines.

Après un long conflit qui a fait 30 000 morts, la population kurde souhaité une solution politique et pacifique. De nombreux Kurdes

misent pour cela sur l'ancrage à l'Europe. « Une ère nouvelle débute dans ce pays, une nouvelle page a été tournée, a déclaré Leyla Zana. Mon souhait est que tout le monde mette de côté ses disputes et tente de résoudre les problèmes main dans la main. »

Nicole Pope

# New leaders in Iraq have deep ties to U.S.

## Exiles will continue to play major roles

By Farah Stockman and Thanassis Cambanis

**WASHINGTON:** Iraq's newly appointed minister of communications, a former mobile network designer, owns a home in Cambridge, Massachusetts, where he is still a registered voter.

The minister of electricity, an avid Bulls basketball fan, has also kept his home, which is on the outskirts of Chicago. His voice still directs callers to leave him a message on the answering machine of the engineering firm that he left for "an indefinite leave of absence."

Iraq's new minister of industry and minerals, educated at the University of Connecticut, had lived in the United States since 1979 before returning to Iraq in 2003, where he still talks animatedly about the Huskies of the University of Connecticut, known for their championship basketball teams.

Links to the United States run deep among many in the interim Iraqi government, even as the diverse, 33-member body gears up to assert its independence from the U.S. government.

In a country where political success hangs on the ability to bridge deep differences between Sunni and Shiite, Arab and Kurd, technocrat and politician, the new government must also manage one of the most daunting divides: that between exiles who have made their lives in the West and home-grown leaders who never left Iraq.

Although about a third of the new government's leaders spent most of their lives under Saddam Hussein's

rule, five of the six leading posts in the government are held by people who lived a significant part of their lives abroad, according to the Council on Foreign Relations.

At least two cabinet members are U.S. citizens. In addition to Prime Minister Iyad Allawi, who was involved in a CIA-backed coup attempt against Saddam, at least seven others were members of exile groups financed by the United States.

The high-profile role of exiles, both in the previous U.S.-appointed government and the one that the UN envoy Lakhdar Brahimi announced Tuesday, irks many Iraqis and could present a lingering challenge for the political transition in Iraq.

"Honestly, most of the ministers I think are British, American or French passport holders," said Dr. Raja al-Khuzai, a Shiite gynecologist who during Saddam's regime ran a clinic in the southern Iraqi town of Diwaniya. "Very few of them are Iraqis. That was not the idea when Brahimi first came here and sat next to me and said, 'We want people like you who stayed in Iraq.'"

Resentment may be exacerbated by the fact that many members of the disbanded U.S.-appointed Governing Council who did not receive posts in the new government are preparing to return to homes in Europe and elsewhere.

The halls are deserted in the building where the former Governing Council members still have offices. Many never brought their families with them to Iraq; nor did they quit their jobs at

banks and consulting companies but took yearlong leaves of absence.

This week, Fuad Hussein, former minister of social affairs, prepared to return to the Netherlands, where his family awaits him. He will stay there for a couple of months before deciding whether to return to Iraq or resume consulting for international corporations that do business in the Middle East.

"I wanted to bring my family here, until the fall," when violence surged, Hussein said. Now, he added, he may not come back.

Samir Shakir Mahmoud al-Sumaiday, a London businessman who was minister of interior from April until the new government was announced Tuesday, said two days later that he was planning to head back to Britain, where his family had remained.

"I'm a man of leisure now," he said.

He said that after about two months he would probably come back to seek a role for himself in a future government. He was not sure whether he would run for elective office.

Even Adnan Pachachi, who narrowly missed becoming president of Iraq after his colleagues on the council threw last-minute support behind another candidate, immediately withdrew to his exile base in the United Arab Emirates, where he is deciding whether to run in next year's elections.

"It's an issue," Joseph Siegle, a fellow at the Council on Foreign Relations. "How do you reconcile these dynamics in these countries where you have had a long civil war or a period of tyranny that has driven a majority of educated or middle-class leaders out of the country?"

Years in exile have added to lingering questions of legitimacy for Hamid Karzai, Afghanistan's leader, Siegle said.

The Boston Globe

THE CONSTITUTION

The New York Times

JUNE 11, 2004

# Kurds Find U.S. Alliance Is Built on Shifting Sands

By STEVEN R. WEISMAN

WASHINGTON, June 10 — Before the war to oust Saddam Hussein, the Bush administration counted on the Kurdish minority in northern Iraq as its closest ally. But now ties with the Kurds have reached a bitter new phase, with some Kurdish leaders charging that they have been betrayed by Washington.

New Analysis

The problem, in the Kurds' view, was reflected in an administration decision this week to rebuff Kurdish pleas to have the United Nations Security Council give its blessing to the temporary Iraqi constitution, which they see as protecting their rights.

Kurds value the document because it gives the three Kurdish provinces the effective power to veto a permanent constitution, which is to be written next year. They fear that the Shiite majority may try to impose Islamic law through the new constitution, or dilute Kurdish control of oil fields in their region.

"It's not just that we have been misled by the Americans," said a high-ranking Kurdish official. "It's also that they change their position day to day without any focus on real strategy in Iraq. There's a level of mismanagement and incompetence that is shocking."

The temporary constitution, hammered out under American supervision in March, was hailed by the American authorities at the time as one that would prevail until a new constitution is written and ratified and a permanent government takes office under its provisions.

But Iraq's new leaders, in statements this week, described it as only operative until the beginning of next year, when a newly elected national assembly convenes to write the permanent charter.

Iraq's new prime minister, Iyad Allawi, who was picked under a process led by the United Nations, said in Baghdad that the document approved last March remains the law of the land for now. His comment was intended to reassure Kurds, but Kurdish spokesmen said Thursday that it may have had the opposite effect.

The reason is that Dr. Allawi's comments implied that the newly elected national assembly could well change the ratification process for the permanent constitution, endangering the Kurds' veto.

The omission of references in the Security Council resolution to the temporary constitution, known as the transitional administrative law, came at the insistence of the supreme Shiite cleric, Grand Ayatollah Ali al-Sistani.

Kurds, stunned at the omission, are threatening to withdraw from any Iraqi government unless the temporary constitution is reaffirmed through next year.

Ayatollah Sistani, the most revered figure among Iraq's Shiites, who constitute about 60 percent of the population, has gained enormous power in the waning months of the American occupation, which formally ends in two and a half weeks.

Administration officials say they have had no choice but to follow his dictates. When he called for an end to the American offensive against Shiite rebels in Najaf, American military commanders complied, even lifting their order for the arrest of a rebel leader, Moktada al-Sadr.

In the end, the officials say, Kurds are going to have to make their own arrangements with the Shiites for ratifying the constitution.

"The Kurds are saying to us, 'We are your true allies, the only people in Iraq who truly like you and who respect your values,'" said Noah Feldman, a New York University law professor who advised on the drafting of the temporary constitution.

"The U.S. is saying, though maybe not explicitly, 'We want you to have power, but if Sistani is going to put his name on a letter to the U.N. demanding things be done his way, we're not going to go to the mat over it,'" Mr. Feldman added. "Frankly, the U.S. is a little scared of Sistani."

Another former adviser to the American occupation, Larry Diamond, said the problem stemmed not from Ayatollah Sistani's position, but from the original demand by the Kurds that they be given an effective veto over a future constitution.

"I am profoundly sympathetic to the concerns of the Kurds, but I think they overreached in these negotiations," said Mr. Diamond, a senior fellow at the Hoover Institution at Stanford University. "They wound up obtaining a settlement that was unsustainable in light of continuing Shiite objections."

Mr. Diamond said the United States should try to negotiate some kind of a deal between the Shiites and Kurds to avoid a worse confrontation later.

He added that it was possible that without such an arrangement, Shiite religious leaders would press the new Iraqi government to take other steps to change the law, including a repeal of a ban on extending Islamic law to such matters as marriage and divorce.

"We have a budding crisis here," said Mr. Diamond. "My fear is that if we don't get a broad societal consensus behind this document, the whole thing could unravel down the road. I would rather fix it now with a compromise."

Responding to Kurdish criticism, Richard A. Boucher, the State Department spokesman, said Wednesday that the failure to include the transitional law in the United Nations resolution was insignificant, because the resolution endorsed the law's principles of pluralism and minority rights in general.

"What the resolution did was stick to the basic principles that are embodied in that law," Mr. Boucher

*Kurds thought they had a protective veto but the U.S. didn't press the issue.*

said.

American officials deny that they betrayed the Kurds and reject the idea that American diplomats should try to mediate a solution to Iraqi federalism.

Rather, they said, the United States had created a situation where the Kurds will have to negotiate their future with supporters of Ayatollah Sistani, and seek their own accommodations.

"This is going to become the first big test of the government in Iraq," said a United Nations diplomat. "You've got a government. Now let's see how much internal and external pressure they can take."



Face à face, le géopolitologue Laurent Murawiec et le patron de « Marianne », Jean-François Kahn : celui qui croit à l'Amérique de Bush et celui qui n'y croit pas.

# Un Irak démocratique est-il encore possible ?

A l'unanimité, l'ONU vient de voter la résolution américano-britannique sur le retour prochain de l'Irak dans sa souveraineté. Vraie solution ou issue de secours pour George W. Bush ? Un débat ardent entre Laurent Murawiec et Jean-François Kahn.

Propos recueillis par Alexis Lacroix

**D**ans le *Camp de la guerre. Critique de la déraison impure*, Jean-François Kahn dresse un bilan très sévère de la dernière en date des guerres conduites au nom de la démocratie (la guerre des Etats-Unis en Irak) et pourfend les intellectuels qui ont soutenu cette intervention. Directement mis en cause par le fondateur de *Marianne*, le géopolitologue Laurent Murawiec, directeur de recherche au Hudson Institute de Washington et auteur de *la Guerre d'après* (Albin Michel), lui donne la réplique et met en garde contre le « fantasme d'une conspiration néoconservatrice manipulant la Maison-Blanche ».

■ *Le Figaro Magazine* – Dans « le Camp de la guerre », vous dressez un bilan extrêmement négatif de la guerre d'Irak. Cette guerre pour la démocratie a-t-elle finalement profité aux ennemis de la démocratie ?

**Jean-François Kahn** – Emportée par son enthousiasme démocratisateur, l'administration américaine a tout simplement oublié les leçons de l'histoire. Deux siècles avant l'équipe néoconservatrice de Washington, les Conventionnels français ont succombé à l'illusion qu'ils allaient exporter à loisir l'idéal démocratique, en installant des Républiques jacobines en Suisse, en Italie ou dans les Pays-Bas. On a vu la suite ! Les Espagnols, et parmi eux les mieux

disposés à l'égard du « messianisme » français, se sont dressés contre leur libérateur. En Irak, aujourd'hui, l'inexorable scénario se reproduit : apporté par un « libérateur » aux allures de conquérant brutal, l'idéal démocratique est défiguré. Depuis quand la démocratie n'irradie-t-elle précisément plus au Moyen-Orient ? Depuis quand apparaît-elle comme le nom de code de l'oppression, de l'arbitraire et du cynisme ? Depuis quand les libéraux ne cessent-ils de reculer dans le monde arabe, et les islamistes d'engranger les ralliements ? Depuis le lancement d'une désastreuse aventure irakienne où la promesse démocratique – à laquelle tant de musulmans ont cru – se confond avec des GI



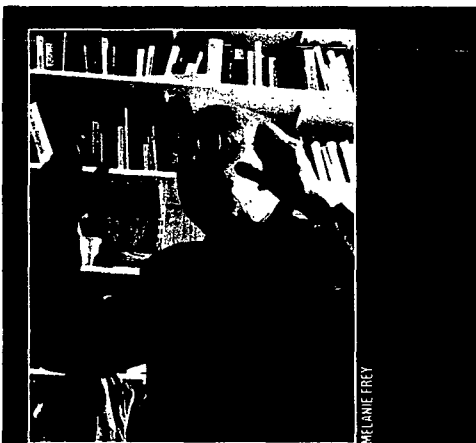
qui bombardent, qui exécutent et qui torturent !  
**Laurent Murawiec** - En menant une guerre contre le terrorisme dont la première étape était la bataille d'Afghanistan (mise à bas du régime proterroriste taliban et désanctuarisation du pays), et la seconde, le renversement de Saddam Hussein et un processus de *nation building* en Irak, les Etats-Unis ont voulu prendre à bras-le-corps le problème des tyrannies arabes et des parrains du terrorisme. Ils ont voulu - c'est leur mérite et leur courage - répondre au saisissement qu'a été pour eux le 11 Septembre en s'attaquant enfin à la racine du mal. Les fautes et les bévues commises dans cette riposte antiterroriste n'attachent pas la moralité et n'annulent pas la nécessité de l'entreprise.

**J.-F. K.** - Arracher une dent cariée est salutaire. Mais que penseriez-vous d'un dentiste qui le ferait de telle façon qu'il produirait un abcès généralisé aux conséquences fatales pour le patient ?

**L. M.** - La métaphore buccale est jolie, mais s'applique-t-elle à ce que l'Amérique a entrepris en Irak et, plus largement, au Moyen-Orient ? Ce qu'on appelle parfois la quatrième guerre mondiale est une guerre de très longue durée. Quitte à critiquer tel ou tel aspect de la démarche des Etats-Unis, il serait juste de reconnaître préalablement que le président George W. Bush s'est fixé le bon cap. Dans *le Camp de la guerre*, vous faites le contraire. Vous déduisez a posteriori des difficultés, voire des ratés, de cette guerre, qu'elle n'a aucun sens, et que son projet même était calamiteux. Curieuse justification rétroactive. Frappés en tant qu'Occident nous sommes engagés dans une lutte extrêmement âpre contre des ennemis implacables, les « nazislamistes », qui ne reprochent pas aux Occidentaux ce qu'ils font mais ce qu'ils sont. N'oubliez jamais que l'acte de guerre d'al-Qaïda, pour reprendre les mots prononcés dans un tout autre contexte par l'amiral japonais Yamamoto, a réveillé le « géant assoupi » qu'est l'Amérique. Que se serait-il passé si le géant réveillé avait décidé de ne rien faire ?

**J.-F. K.** - Eh bien, justement ! De la même façon que les Japonais ont eu tort tactiquement d'attaquer les Etats-Unis à Pearl Harbor, les Américains ont réveillé, en Irak, un autre « géant assoupi » qui n'avait pas besoin de cela : le nationalisme arabe. Et ils ont provoqué une convergence inédite entre le nationalisme arabe et l'islamisme. Les Etats-Unis portent la responsabilité intellectuelle de la fabrication de ce mutant redoutable, le « national-islamisme ».

**L. M.** - Les Américains n'ont fabriqué aucun « mutant » idéologique ! La catalyse était déjà accomplie, et la fusion « national-islamiste », largement préparée par cinquante ans de décervelage idéologico-propagandiste d'un monde arabe qui a, progressivement, perdu les chemins de sa grandeur et de sa créativité. Relisons Bernard Lewis qui a analysé la rétrac-



●● *Les Etats-Unis portent la responsabilité intellectuelle et la fabrication de ce mutant redoutable, le « national-islamisme »* ●●

tion du monde arabe autour d'une identité mythifiée. Dans ses variantes panarabiste ou panislamiste, cette mythologie identitaire verrouille depuis lors l'accès des pays arabes à l'altérité, à la réalité, au progrès. Le déni de la réalité est la grande maladie d'un monde arabo-musulman en pleine stagnation. L'hyperprolifération terroriste est une arme collective développée, depuis trente ans, par la majeure partie des régimes arabes et réactivée dans la croisade généralisée de l'islam extrémiste contre la civilisation occidentale.

**J.-F. K.** - Quand un Etat communiste, la Pologne, a laissé tirer sur les grévistes à Gdansk, il a précipité l'effondrement de l'idée socialiste... *Mutatis mutandis*, je me demande si la guerre d'Irak n'a pas hâté, dans l'ensemble du monde musulman, le discrédit et la faillite des aspirations démocratiques. Je n'ai jamais été suspect d'indulgence à l'égard des « maladies de l'islam », et j'ai mené un combat assez solitaire contre la complaisance dont l'intelligence française de gauche a fait preuve, dans les années 90, à l'égard de l'islamisme algérien. En 2001, j'étais favorable à la campagne d'Afghanistan. Mais contrairement à vous, j'ai la conviction que la guerre engagée contre l'Irak fait le jeu du parti terroriste. J'aurais vraiment préféré qu'on crée préalablement les conditions d'une authentique sécurité dans un Afghanistan lentement reconquis par les talibans et qu'on s'intéresse davantage au Pakistan à la dérive.

**L. M.** - Avant la guerre en Irak, l'idée démocratique dans le monde arabe était virtuellement inexistante. Pour son propre malheur, le monde arabe a importé d'Europe au XX<sup>e</sup> siècle, non pas le libéralisme, mais le pire de ce qu'elle avait à offrir - le bolchevisme et les fascismes,

à la source du baasisme syrien et irakien et du fameux « socialisme arabe ». Dans le monde arabe, la démocratie est une idée neuve, exportée par les GI !

■ *Justement. L'Amérique est entrée en guerre en Irak au nom d'une certaine idée de la morale internationale. Après la révélation des vexations et des tortures pratiquées dans la prison d'Abou Ghraïb, l'exemplarité morale des Etats-Unis n'a-t-elle pas subi une atteinte irréversible ?*

**L. M.** - Dans la guerre que les Etats-Unis mènent contre le terrorisme, depuis le lendemain des attaques du 11 Septembre, les revers et les échecs dissimulent l'étendue des réalisations et des acquis. Des bavures graves ont été perpétrées à Abou Ghraïb. Ces actes injustifiables doivent-ils être l'aune à laquelle sera jugé l'ensemble de l'entreprise ? Les mêmes qui se sont indignés, à juste raison, des traitements réservés aux détenus d'Abou Ghraïb n'ont pas toujours été aussi prompts à s'émouvoir quand un assassin palestinien tuait de sang-froid une mère enceinte et ses quatre enfants dans un kibboutz !

**J.-F. K.** - A vous entendre, tous les opposants à la guerre en Irak auraient été des pleutres doublés d'esprits faux, disculpant systématiquement les tyrannies arabes. 100 000 personnes ont défilé à Paris contre le terrorisme ! Après la révélation du scandale d'Abou Ghraïb, les Américains, eux, ne sont pas descendus dans la rue... Or si les tortures d'Abou Ghraïb sont intolérables, c'est justement parce qu'elles ont été perpétrées, comme d'ailleurs l'ensemble de l'attaque américaine contre l'Irak, au nom de la démocratie et des plus hautes valeurs que les Etats-Unis sont censés incarner. En matière d'ivresse impériale, les Etats-Unis de Bush évoquent tristement l'URSS de Staline.

**L. M.** - Les actes barbares et stupides commis à Abou Ghraïb ont été immédiatement condamnés par les autorités américaines ! Et ce sont d'autres Américains qui ont publié en une des quotidiens les clichés photographiques pris par les tortionnaires. Où est la dérive « stalinienne » dans cette Amérique qui sanctionne sans hésiter l'abjection de ses rares soldats dévoyés dans le sadisme ?

**J.-F. K.** - Une partie de la presse américaine a fait, bien sûr, son travail, et l'état-major a désavoué les tortionnaires, mais qu'est-ce que cela prouve ? Que l'Amérique de Bush n'est pas tombée au niveau de l'Arabie saoudite ou de l'Irak de Saddam Hussein ? Encore heureux ! De telles comparaisons peuvent-elles d'ailleurs avoir le moindre sens ? Les tortures d'Abou Ghraïb m'ont stupéfié, parce qu'elles s'écartent des pratiques le plus souvent utilisées pour provoquer des aveux. C'est le côté sexuel gratuit de ces humiliations qui m'a plongé dans une grande perplexité. Tout s'est passé à Abou Ghraïb comme si les GI paumés du 372<sup>e</sup> régiment





avaient cherché à annihiler l'humain dans l'humain ! Logique : lors d'un récent bombardement antiterroriste en Irak, un général en chef américain a d'ailleurs évoqué en des termes tout à fait révélateurs le but de l'opération : « *Il s'agit d'un nid de rats qu'il va falloir nettoyer intégralement.* » Les tortures ne sont-elles pas la suite logique d'un type de guerre impériale et coloniale, où l'on bestialise la population locale en déniaut sa résistance le caractère d'insurrection nationale ?

**L. M.** - C'est une de nos divergences essentielles dans l'analyse de la situation irakienne ! Contrairement à ce que vous affirmez, il n'y a pas d'insurrection nationale en Irak. On n'y trouve que la synthèse terroriste national-islamiste que nous évoquions tout à l'heure, c'est-à-dire toute une série de foyers d'agitation séditeuse et criminelle dont le seul objectif est,



●● Les néoconservateurs ont l'audace de s'attaquer aux terribles menaces au lieu de prétendre que « tout va très bien madame la marquise » ●●

selon l'expression d'André Glucksmann, de « *foutre la merde* » : d'un côté, le travail de sape terroriste de la milice islamo-fasciste de Moqtada Sadr, d'ailleurs ultraminoritaire chez les chiïtes, depuis que l'appareil des dignitaires chiïtes irakiens a lancé des appels au désarmement ; de l'autre, le petit groupe des anciens dignitaires sunnites baasistes ne veut pas perdre totalement ses privilèges. Ajoutons les djihadistes d'importation. Autant de factions qui ne font pas une nation en armes !

**J.-F. K.** - Mais non, vous le savez bien ! L'ensemble de la population irakienne rêve aujourd'hui de buter les Américains hors d'Irak, tous les reporters ont pu en témoigner. C'est cela qui est tragique et qui jette une lumière désastreuse sur toute l'entreprise de Bush !

■ Depuis sa visite officielle en France, le président

*des Etats-Unis, désireux de renouer des relations confiantes avec Paris, avouerait-il à mots couverts qu'il a été trop loin ?*

**L. M.** - Je ne crois pas qu'une telle interprétation soit recevable. L'une des bévues fondamentales des Etats-Unis dans l'année écoulée tient à l'aggravation des divisions et des dysfonctionnements au sein du cabinet de George W. Bush. D'où le côté « marche du crabe » de la politique étrangère américaine. Le Pentagone et le Département d'Etat partent désormais presque ouvertement dans des directions opposées. Le Département d'Etat, sous couvert de maintien de la stabilité du Moyen-Orient, incline, depuis longtemps, à une grande mansuétude pour les dictateurs et les despotes arabes. Le Pentagone soutient en revanche George W. Bush dans sa volonté de rupture avec une politique qui faisait du Moyen-Orient un havre d'immunité pour des dictateurs sanguinaires. En automne 2002, le Pentagone a voulu former plusieurs milliers d'opposants irakiens en exil pour en faire les interfaces des forces de la coalition avec la population irakienne.

■ Le Pentagone voulait-il créer une sorte d'« Alliance du Nord » irakienne ?

**L. M.** - Exactement. Mais le Département d'Etat ne l'a pas suivi. Et il a commis, à mon sens, une faute historique, avec le soutien de la CIA, en opposant son veto au Pentagone. Résultat : les Américains sont entrés à l'aveuglette en Irak, sans disposer d'interface locale avec la population irakienne.

**J.-F. K.** - Si on avait armé les opposants irakiens, on aurait pu effectivement les ériger en avant-garde d'une guerre de libération du peuple tout entier. Mais les seules « manigances » du Département d'Etat et de la CIA, comme vous l'insinuez, ont-elles suffi à entraver ce projet ? Ce serait bien trop simple ! Si aucune « Alliance du Nord » à l'irakienne n'a été créée et soutenue, c'est tout simplement parce que George W. Bush, et son administration après lui, ont cru possible de « bombardier la démocratie ». Bombarder la démocratie, bombardier l'ouverture d'esprit, cela n'a aucun sens ! Le débarquement américain, il y a soixante ans, fut le couronnement d'un mouvement de résistance. Dans le cas de l'Irak, les Américains ont agressé la nation irakienne, avec les meilleures intentions du monde, et sans y associer le peuple irakien.

■ A quelques mois de la présidentielle américaine, quel peut être l'avenir du néoconservatisme ?

**J.-F. K.** - Même s'il surgit de la souche conservatrice, le néoconservatisme est un succédané du conservatisme, au point que, par bien des aspects, on peut aisément considérer les *neo-conservative* comme des progressistes, voire comme des révolutionnaires qui s'ignorent. Ils

ont échoué en Irak, la cause est entendue. Mais on ne peut pas leur ôter leur idéalisme réformateur. Ce sont des utopistes et des ennemis du *statu quo* international. Là où le bât blesse, c'est que leurs conceptions diplomatiques sont en même temps tributaires des vieilles lunes reaganiennes.

**L. M.** - Les vieilles lunes ont gagné la guerre froide. La politique traditionnelle de soutien aux tyrans a abouti par contre à engendrer des monstres. Les néoconservateurs ont l'audace et la clairvoyance de s'attaquer aux terribles menaces au lieu de se boucher les yeux, le nez et les oreilles en prétendant que « tout va très bien, madame la marquise », l'hymne des Munichois. George W. Bush, c'est son mérite, a osé s'écarter largement de cette tendance lourde de la diplomatie américaine. Mais pourquoi n'y a-t-il pas eu une manifestation à Paris pour féliciter Bush d'avoir rompu avec la politique pétrolifère qui fut celle des Etats-Unis pendant cinquante ans ?

**J.-F. K.** - Je ne suis pas certain que l'ère Bush ait donné le signal de cette rupture radicale. Si Bush comme Reagan peuvent être qualifiés tous deux de néoconservateurs, c'est qu'ils s'inscrivent dans la tradition des présidents animés par le messianisme américain. L'un des fondateurs intellectuels des Etats-Unis, le poète anglais John Milton, qui fut un républicain révolutionnaire, appelait les Etats-Unis la « Jérusalem terrestre ». Le messianisme d'origine protestante est la source fondamentale de la politique étrangère américaine, et il continue d'inspirer Bush. Le néoconservatisme n'est pas un conservatisme classique, c'est une stratégie extrêmement volontariste et ambitieuse de conquête du pouvoir et d'installation, au cœur de la démocratie américaine, d'hommes qu'à tort ou à raison, on considèrerait il y a quinze ans comme des suppôts de l'extrême droite !

**L. M.** - Gare au fantasme, médiatiquement exploité, d'une conspiration néoconservatrice manipulant la Maison-Blanche. L'étiquette d'extrême droite n'a jamais été attachée à aucun des membres du courant néoconservateur américain ! Historiquement, le terme de néoconservateur renvoie simplement aux prises de conscience et aux révisions déchirantes d'un certain nombre de *liberals* et de fidèles du parti démocrate qui, selon leur expression, se sont « *fait casser la gueule par la réalité* ». Les néoconservateurs ont donc été historiquement marqués par la lucidité dont un certain nombre d'entre eux ont fait montre, à l'intérieur de la gauche, face aux crimes communistes. C'est à une clairvoyance peut-être plus exigeante encore que nous convient les années à venir : la lucidité face à ceux qui, en Occident même, sont résolus à collaborer avec les suppôts de la terreur islamiste. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXIS LACROIX

# Kongra Gel engulfed by troubles – again

12 June 2004

KurdishMedia.com - By Lorin Hevidar

## The History

For many people who watched Abdullah Ocalan's defence from the island of Imrali live on Turkish televisions, their initial relief at seeing their leader alive was later replaced by a deep disappointment at his refusal to defend the Kurdish struggle for liberation. More than five years have passed since that fateful day and it seems that the PKK (now Kongra Gel) has done little in terms of pushing the movement forward. The Kurdish struggle of the North has taken a heavy beating and rather than seeing a transformation of the struggle politically and diplomatically, we are witnessing its captivity along with its most influential leader.

Only recently have we begun to see the visible signs of the problems that were sure to follow when PKK decided to follow the orders of their imprisoned leader. The PKK (and Kongra Gel) have consistently viewed "Apo" as a free soul whose body may be captive but whose thoughts are untainted by the harsh conditions of solitary confinement. Indeed, at times, he is described not as flesh and bones but rather the stuff of myth and legend. While this has given morale for the rank and file of the PKK, it has also given a near superhuman quality to the statements that Abdullah Ocalan has regularly made from his prison cell in the last five years. They are followed scrupulously and defended with the utmost severity. All of the strategic changes that the PKK has made in the last five years in order to transform itself to its present form, Kongra Gel, has been the result of the suggestions – nay, the directives -- of one man. The Turkish state, on the other hand, has been all too willing to give free reign to the weekly interviews of Ocalan with his lawyers, the latter acting as messengers to deliver the directives meant for the Kurds.

The Kurds of the North were enamoured by the idea that a "democratic republic" could be achieved between the Kurds and the Turks. They were convinced that Abdullah Ocalan was negotiating with Turkish officials and that Kurdish rights would soon be on the way. Judging by Ocalan's own admission, there were indeed discussions in prison between Ocalan and Turkish military officials, but it is now apparent that it was in no way a dialogue meant to solve the Kurdish problem. The Kongra Gel admitted this much when they recently resumed the armed struggle ostensibly based on the premise that the Turkish state had not made significant reforms affecting the Kurds. What was the real purpose of these discussions?

## The Present

Until recently, only a handful of highest-ranking officials of PKK, KADEK, or Kongra Gel dared to question publicly the leadership provided by the imprisoned Abdullah Ocalan. As Kurdish Media reported on May 16, 2004, Mizgin Sen, Kongra-Gel Vice President, Party of Free Women (PJA) President, and the Former PKK Europe spokesperson became the first woman to voice her disapproval publicly and cite her loss of faith in Ocalan as a reason for her resignation from the party. The response to her resignation demonstrates why only a few others before her had the courage to defend their views. Since her letter of resignation, there has been no news of the whereabouts of Mizgin Sen and it is reported by Rizgari Online ([www.rizgari.org](http://www.rizgari.org)) that she has been arrested by the Kongra Gel. The reaction of Abdullah Ocalan to Ms. Sen's resignation is disconcerting and suggests that Ms. Sen may be in danger of ill treatment. In his May 12 interview notes, Ocalan warns that "Mizgin cannot leave in this way...They must be put in a position where they cannot harm us." And on May 19, Ocalan is very strict that a suicide order must be implemented by those high officials who run away from the party, or who betray the values of the party. Ocalan explains that they must be given a gun to commit suicide like under the orders of the Roman general Patus. The question of Mizgin Sen's whereabouts remains unanswered to this day.

Readers of Kurdish Media may remember that before Mizgin Sen, a whole group of Kongra Gel officials, led by Vice Presidents Osman Ocalan and Nizamettin Tas, had split from the party. Outsiders had little by way of information in order to judge the reason for their split, except to assume that there was a power struggle between the Kongra Gel leadership council. Abdullah Ocalan responded to the split by urging Osman Ocalan and his group to return to the Kongra Gel and assuring them protection while on the other hand heavily criticizing Cemil Bayik, Riza Altun, Duran Kalkan, and others. Recently, Zubeyir Aydar, the current Kongra Gel president, confirmed rumours in an interview with Ozgur Politika on June 7 that Osman Ocalan and Nizamettin Tas had left the Kongra Gel – once again. In this week's interview, the lawyers inform Abdullah Ocalan that his brother Osman Ocalan (aka Ferhat) as well as Nizamettin Tas (aka Botan) were among other recently married officials who left the Kongra Gel and were now in the PUK-controlled region. The lawyers give some insight as to the root of the problems: "They are against the policy of Turkification. In his evaluations, Ferhat also finds the coalition made with the Turkish leftist



forces useless likening it to doing business with bankrupt merchants. Instead of this, he states that a coalition with Kurdish tribes would have been more beneficial. At the same time, there is a great sympathy for the United States in his evaluations."

Abdullah Ocalan's reaction this time around was unsympathetic: "We are saying, let's be united with the Turkish people. There is the impact of Jalal Talabani's nationalism. They are ignoble and terrible. They will want to inflame [the Kurdish] nationalism. I am living here in hard conditions but we are still not an enemy of the Turkish people. These people also destroyed the Turkmen people... Barzani and Talabani are very dangerous and vulgar. Arafat's nationalism is more valuable than theirs. Nationalism of Barzani and Talabani is primitive nationalism... My inheritance cannot be used based on nationalism..."

The dissent to Abdullah Ocalan's policies, emanating chiefly from Imrali, has now spread to other Kurdish organizations. The Kurdistan National Congress (KNK) was established with great hopes to act as a supra political body uniting the representatives of the four parts of Kurdistan on the basis of the inherent right of self-determination of the Kurds. Practically, it was dominated by the PKK, but nevertheless, it did allow Kurdish intellectuals from all parts of Kurdistan to act under one body. After Abdullah Ocalan's capture and consequent policy shift predicated upon the denial of Kurdish aspirations for independence, the tie that bound members of the KNK weakened considerably. In an extraordinary meeting held on June 5 and 6, called by the KNK President, Professor Ismet Cheriff Vanly, several prominent members of the KNK such as Musa Kaval, Cabbar Kadir, M. Emin Pencewin officially resigned from their posts, including President Vanly. Those members who remain are known to be within the close circle of the PKK. The reason for their resignation was their disapproval of Abdullah Ocalan's new policies as well as the recent decision made by Abdullah Ocalan and implemented by Kongra Gel to merge the KNK and the Kongra Gel. Professor Vanly also authored a lengthy critical reading of Ocalan's new policies and his defence. The book is to be published soon and will shed some light on the inner dimension of the problems within the KNK.

It is becoming apparent that one by one the Kurdish people are beginning to question the wisdom of following the orders of a leader who is in the hands of the enemy. The recent election in Turkey was a strong message that the Kurdish people are no longer supporting what the PKK/Kongra Gel stands for. As an answer to Dehap's internalization of Ocalan's call for Turkification and an embrace of Kemalism, the party suffered a major setback in the elections. In the coming days, we will surely see other developments that foretell the unravelling of a once powerful freedom movement. How many others must voice their dissent before the Kongra Gel rejects the orders of an imprisoned leader and acts in the name of Kurdish freedom once again?

## La résolution 1546 a été bien accueillie en Irak à l'exception des dirigeants kurdes

Ils lui reprochent d'ignorer la Loi fondamentale

LA RÉOLUTION 1546 du Conseil de sécurité de l'ONU sur le transfert de souveraineté a été bien accueillie par une grande majorité des partis irakiens ainsi que par les chiïtes alors que les formations kurdes ont émis des réserves. « C'est un grand jour dont les générations futures se souviendront comme étant celui où l'Irak est passé d'une période d'occupation à une nouvelle période, et où il a retrouvé une totale souveraineté », a déclaré, mercredi 9 juin, Iyad Allaoui, le premier ministre irakien. Il a, par ailleurs, indiqué que le nouveau gouvernement négocierait avec les forces internationales les « mécanismes » de leur déploiement, rejetant les critiques contre l'absence, dans la résolution, de droit de veto sur les opérations militaires.

Les responsables de la communauté chiïte qui représente 60 % de la population se sont déclarés soulagés que la résolution n'ait pas mentionné la Loi fondamentale, sorte de Constitution provisoire adoptée le 8 mars par le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) aujourd'hui dissous. Cette loi a été beaucoup critiquée par la hiérarchie religieuse chiïte, et notamment le grand ayatollah Ali Al-Sistani. Ce dernier reproche à ce texte de ne pas disposer que l'islam est la seule source de législation et d'accorder aux Kurdes un droit de veto lors du référendum pour l'adoption de la Constitution définitive.

Dans une mise en garde adressée, dimanche, aux membres du Conseil de sécurité, Ali Al-Sistani avait prévenu le Conseil de sécurité

contre toute référence à la Loi fondamentale dans la résolution indiquant que ce serait « considéré comme un acte contraire à la volonté du peuple irakien et que cela pourrait avoir des conséquences dangereuses ».

De leur côté, les deux dirigeants kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani, avaient, dans une lettre commune adressée à George Bush et publiée mardi, exigé que cette Loi soit mentionnée, sous peine de « cesser [leur] participation au gouvernement central et à ses institutions, de boycotter les élections et d'interdire l'entrée du Kurdistan aux membres du gouvernement central ». La Loi fondamentale contient une déclaration des droits, prévoit un quota de 25 % de femmes dans le futur Parlement et fait de l'Irak un Etat fédéral, une revendication fondamentale des Kurdes. Elle doit rester en vigueur jusqu'à la fin de la période transitoire prévue pour la fin 2005.

A Bagdad, un porte-parole du gouvernement, Gurgis Sada, a affirmé que les dirigeants irakiens étaient engagés envers la Loi fondamentale et n'avaient pas besoin d'une résolution de l'ONU pour le prouver. - (AFP.)

## L'Iran salue « un pas vers la souveraineté »

« La résolution 1546 constitue un pas vers la souveraineté totale du peuple irakien sur son propre avenir et sur ses ressources naturelles », a déclaré Hamid Reza Assefi, porte-parole iranien du ministère des affaires étrangères. Ce texte « reconnaît l'autorité du gouvernement irakien pour mettre fin totalement à la mission des forces étrangères et à l'occupation du pays », a-t-il ajouté, précisant que « la République islamique d'Iran accueille favorablement toute action contribuant à renforcer la souveraineté du peuple irakien ». L'Iran n'a cessé de dénoncer l'occupation de son voisin irakien et de réclamer, au plus vite, le départ des forces occupantes. - (AFP.)

Le Monde

11 JUIN 2004

# Sadr signals intention to enter Iraq politics

By Edward Wong

**BAGHDAD:** The fiery anti-American cleric Moktada al-Sadr is starting a political party that will likely take part in general elections early next year, a spokesman for the cleric said on Sunday. The move shows that Sadr, the young leader of a 10-week insurgency, is making a bid to get involved in the mainstream political process here.

Sadr softened his hard-line stance last week when he conditionally approved the new interim government, which he had previously mocked. But Sadr's spokesman, Qais al-Khazali, said in an interview that Sadr would not disband his militia, the Mahdi Army.

Khazali argued that the militia was not an organized army but a popular uprising, and so there was no way to break it up. That claim runs counter to demands by the Americans and the new interim government that all illegal private armies be dissolved. "A militia is a group of trained fighters supplied with weapons that has military rankings," Khazali said. "We don't have any of these things in the Mahdi Army."

If Sadr does take part in general elections scheduled for January 2005, then he will do so in defiance of an order signed last week by L. Paul Bremer 3rd, the American administrator in Iraq. The edict barred people associated with illegal militias from taking part in elections in the near future.

The Americans have also been trying to execute an arrest warrant for Sadr in connection with his role in the grisly murder last year of an American-backed cleric.

The participation of Sadr in mainstream political life and possibly in the election could both help and hinder the Americans and the interim government. Critics of the American administration have denounced Bremer for marginalizing the 31-year-old Sadr at the start of the occupation and for barring him from having a seat on the Iraqi Governing Council or taking part in occupation politics. That drove Sadr to build his militia and ignite the armed struggle. Allowing him to get involved in politics could cool off his insurgency, the critics say.

But Sadr's hard-line Islamic beliefs — his followers have established Sharia law, the Islamic legal code, in parts of the country — and anti-American vitriol are antithetical to the desires of the Bush administration for a primarily



Sabah Arar/Agence France-Presse

Members of victims' families outside a morgue in Baghdad on Sunday after clashes between Sadr's Mahdi Army and U.S. troops resulted in the deaths of six people.

secular Iraqi government. Sadr also has strong ties to Iran and a zealous following based on the popularity of his martyred father, Muhammad Sadiq al-Sadr.

Sadr's willingness to fight the Americans has increased his popularity in many parts of Iraq, even if some residents of the holy cities in the south criticize him for bringing violence to their streets. A recent poll showed that Sadr was the second most popular figure in Iraq, next to Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the country's most influential Shiite cleric.

"I certainly expect the Sadrist to contest the election, and I also expect them to do relatively well," said Professor Juan Cole, an expert on Shiite Islam

at the University of Michigan. "If Bremer does succeed in sidelining some of the Sadrist leaders from running for office because of their association with the Mahdi Army, that really doesn't matter, since they will just put up proxy candidates."

Ahmad Shaibani, an aide to Sadr, said it was too early to say for sure whether the cleric would take part in the 2005 elections, when Iraqis will be asked to choose members of a constitutional assembly.

"It's an important issue, and it requires a lot of discussion," Shaibani said. Increasingly strong signs have emerged over the last week of Sadr's desire to participate in the country's politics.

On May 5, Sadr met with the more moderate Ayatollah Sistani, an indication of rapprochement between the two clerics. Then an aide to Sadr said at Friday Prayers in the mosque in Kufa, a Sadr stronghold, that Sadr was approving the new interim government as long as it set a timetable for the departure of the occupation forces. That appeared to be a face-saving way for Sadr, whose mi-

litia has suffered hundreds of deaths in combat against the Americans, to offer a hand to the new government and to negotiate with it to let him participate.

Hamid Majid Mousa, leader of the Iraqi Communist Party and a member of a committee helping to organize elections next year, welcomed Sadr's potential involvement in the electoral process.

"If this is true, then it's a positive step," Mousa said. "Everybody should be able to participate in the elections, especially if they pledge to comply with the rules of the political process."

Mousa added that the issue of the existence of Sadr's militia is one for the courts to tackle and should be divorced from whether Sadr can take part in politics. A senior occupation official said that, despite Bremer's order, it was up to the interim government to define whether someone was involved with an illegal militia and thus should be barred from elections.

Last Monday, American and Iraqi officials said they had won commitments from nine of the country's largest militias to disband. But the agreement did not include the Mahdi Army, which numbers in the thousands or more. The Mahdi Army has continued to fight American and Iraqi security forces in the holy cities of Kufa and Najaf, where Sadr lives, despite two recent truces hammered out by the parties.

But a representative of Sadr, Sheik Jabir al-Khafaji, told followers at Friday Prayers last week to "obey the supreme leader's orders," indicating that Sadr wanted guerrillas to stop fighting. Sadr is not especially charismatic, but he has made his political mark through his relentless anti-American oratory.

He stands in sharp contrast to the more reserved Sistani and more senior clerics. Sadr's followers are generally destitute young men from areas such as Sadr City, a slum of 2.2 million people in northeastern Baghdad.

The New York Times

An Iraqi employee of The New York Times contributed reporting from Najaf.

## Moqtada Al-Sadr, chef de la principale milice chiite, serait prêt à fonder un parti qui participerait aux élections

L'UN des plus farouches ennemis des Américains en Irak, Moqtada Al-Sadr, déposerait-il les armes pour lier son sort au verdict des urnes ? Le chef radical chiite et ses partisans envisageraient de fonder un parti, qui participerait aux élections en Irak - prévues avant janvier 2005 - pour exploiter la popularité acquise grâce à leur opposition armée à l'occupation américaine, a déclaré, samedi 12 juin, un porte-parole du leader religieux.

« Nous pouvons fonder un parti qui exprime ce dont les gens ont besoin parce qu'ils ont placé leur confiance en nous », a déclaré Qaïs Al-Khazaali au nom du chef de l'Armée du Mahdi, le nom de la milice de Moqtada Al-Sadr. « Nous avons cette idée et nous en discutons », a-t-il ajouté, sans toutefois préciser qui participait à ces discussions et à quel stade de maturité celles-ci étaient arrivées.

Dans la lettre de Moqtada Al-Sadr qui a conduit à une trêve avec l'armée américaine à Nadjaf, le 27 mai, figure l'ouverture de négociations avec la « Maison chiite », soit l'ensemble des responsables politiques, religieux et tribaux chiites, sur l'avenir de l'Armée du Mahdi. « Si nous fondons ce parti politique, il participera aux élections et s'appuiera sur notre base

populaire », a expliqué, samedi, le cheikh Al-Khazaali. A la question de savoir si les partisans de Moqtada Al-Sadr posaient comme condition préalable à leur participation au futur scrutin le retrait des forces étrangères, il a répondu de façon évasive : « Nous y participerons si ce sont des élections libres et honnêtes. » Il a ajouté, sans autre précision : « Ces élections devraient être supervisées par une partie honnête. » Ce qui tendrait d'accréditer

l'idée que la mouvance du chef radical serait prête à jouer le jeu de la politique classique, après avoir agi jusqu'ici en dehors de ce cadre, les armes à la main.

### « RÉSISTANCE POLITIQUE »

Toutefois, à sept mois de l'échéance électorale fixée, le cheikh Al-Khazaali a souligné que le bureau de Moqtada Al-Sadr et l'Armée du Mahdi continueraient à exister, même en cas de créa-



A Al-Sadr City, banlieue déshéritée du sud de Bagdad, le dirigeant chiite Moqtada Al-Sadr jouit d'une vaste audience. Dimanche, une patrouille américaine circulant dans le quartier a essuyé le feu des partisans de l'imam radical. Six Irakiens ont été tués lors des accrochages.

tion d'un parti pour établir « une connexion entre la direction religieuse et la base populaire ». Une fois de plus, il a rejeté sur l'armée américaine la responsabilité des affrontements qui ont fait de nombreux morts, dont plusieurs centaines - voire plus d'un millier, selon certaines sources - dans les rangs de la milice chiite. « Nous avons été forcés à la résistance armée (...) et nous y reviendrons si nous y sommes contraints. Sinon, nous retournerons à la résistance politique », a-t-il soutenu.

L'Armée du Mahdi s'est soulevée, en avril, à l'appel de Moqtada Al-Sadr, après l'interdiction de son journal par la coalition pour « incitation à la violence » et un mandat d'arrêt lancé par un juge irakien contre le chef de milice, pour le meurtre d'un dignitaire chiite pro-occidental.

Son duel aussi inégal qu'acharné avec la coalition a coûté à Moqtada Al-Sadr un lourd tribut de sang, jusque dans les rangs de ses lieutenants, dont nombre ont été tués ou arrêtés. Mais la contestation armée et le défi lancé aux forces d'occupation coalisées lui ont permis d'élargir considérablement son audience, au-delà de la jeunesse déshéritée du faubourg chiite d'Al-Sadr City, à Bagdad, son bastion dans la capitale.

Selon un sondage réalisé sur un échantillon de 1 800 personnes et publié, à la fin avril, par le Centre irakien des recherches et d'études stratégiques, la popularité de Moqtada Al-Sadr a progressé auprès de 81 % des Irakiens au cours des trois derniers mois. Depuis la formation du nouveau gouvernement, le 1<sup>er</sup> juin, des responsables chiites ont exhorté le chef radical à

intégrer la compétition démocratique. « Tout mouvement politique,

peu importe s'il est extrémiste, qui croit en la démocratie et utilise des moyens pacifiques pour lutter pour ses droits, a une place dans un futur gouvernement élu », avait déclaré, lors de l'investiture du nouvel exécutif, le conseiller national à la sécurité, Mouaffak Roubai, destinataire de la lettre d'Al-Sadr.

### UN « DIALOGUE RATIONNEL »

Le premier ministre, Iyad Allaoui, également chiite, a pour sa part invité Moqtada Al-Sadr, le 8 juin, à un « dialogue rationnel », expliquant : « Nous aurons des élections, et là le peuple aura son mot à dire et élira les dirigeants qu'il souhaite, que ce soit Al-Sadr ou un autre. »

Il semble avoir été entendu, bien que Moqtada Al-Sadr ait prononcé un vœu d'abnégation, peut-être pour apaiser les Américains. « Moqtada Al-Sadr a répété qu'il ne voulait aucune fonction politique. Cela ne veut pas dire qu'il ne soutiendra pas des gens pour en occuper », a souligné, samedi, son porte-parole.

Le 7 juin, un responsable des forces coalisées en Irak avait indiqué que le chef de l'Armée du Mahdi ne pourrait pas légalement occuper une fonction politique durant trois ans, même s'il acceptait de dissoudre sa milice. - (AFP.)

### La traque d'Ezzat Ibrahim à Mossoul

L'armée américaine a lancé, dimanche 13 juin en fin d'après-midi, à Mossoul, à 375 km au nord de Bagdad, une importante opération qui viserait le numéro deux du régime de Saddam Hussein, Ezzat Ibrahim. D'importantes forces bénéficiant d'un soutien aérien ont isolé un secteur de la ville, coupant des rues et lançant des opérations de recherche dans les habitations. Le secteur ratissé se trouve dans Mossoul Al-Jadida, un quartier historique proche des souks. Pendant l'opération, des patrouilles à pied ont parcouru le secteur, survolé à basse altitude par des hélicoptères. Un porte-parole de l'armée américaine s'est refusé à donner des précisions, mais un officier de la police locale, qui n'est pas impliquée dans les recherches, a indiqué sous couvert d'anonymat que les soldats américains seraient « à la recherche d'Ezzat Ibrahim », l'ancien vice-président du Conseil de commandement de la révolution (CCR), dont la tête a été mise à prix à hauteur de 10 millions de dollars. De sources concordantes, il se trouverait à Mossoul, une ville sunnite conservatrice où il comptait de nombreux soutiens. - (AFP.)

## **IRAK** *Un attentat suicide a fait treize morts dans la capitale, dont cinq étrangers parmi lesquels un Français*

# A Bagdad, flambée de violence à deux semaines du transfert du pouvoir

La violence continue de faire rage en Irak, où attentats et attaques ciblées ont fait plus de treize morts hier, dont cinq étrangers, à un peu plus de deux semaines du transfert du pouvoir aux nouvelles autorités irakiennes. Seize personnes, dont cinq ressortissants étrangers, ont été tuées et 60 blessées dans un attentat suicide à la voiture piégée perpétré lundi matin à Bagdad. Dans le nord du pays, la situation reste chaotique. Cinq recrues kurdes de la nouvelle armée irakienne ont été tuées et leurs corps brûlés par des inconnus. Et un général de la police de Kirkouk a annoncé avoir échappé lundi à un attentat et fait état de deux blessés parmi ses accompagnateurs.

Bagdad :  
Delphine Minoui

Ahmad Heydar a du mal à trouver ses mots pour expliquer son émotion. « On aurait pu y passer », soupire, encore tremblotant, ce père de famille, tout en contemplant les carcasses fumantes des voitures, et les façades défigurées des boutiques. L'homme aux cheveux gris s'appretait à garer son véhicule, pour déposer son fils de 16 ans au travail, quand la déflagration est survenue à quelques mètres de lui.

Il était exactement 8 h 15, heure de pointe dans ce quartier commerçant, en bordure de la place de la Libération, qui donne, de l'autre côté, sur le

pont de la République. « J'ai hurlé à mon fils de rentrer à la maison. Il est jeune, je ne veux pas qu'il voie ces images de violence. J'ai mis ma voiture dans un coin. J'ai continué à pied pour m'approcher du lieu de l'incident. J'ai vu quatre corps inertes, affaissés sous les décombres des bâtisses. Il y avait du sang partout. C'était une scène de chaos », raconte-t-il.

Autour de lui, la foule grogne encore. « A bas les Etats-Unis », hurle un groupe d'hommes, déterminé à jeter la

faute sur le dos des Américains. « Ils doivent partir au plus vite, car ils sont la cause de tous nos troubles », lance Hussein Fatah, un homme en chemise noire. En face de lui,

les « boys » sont sur la défensive, le doigt sur la détente, perchés sur leurs véhicules Bradley. Ils se sont empressés de quadriller le périmètre de fils barbelés pour empêcher les curieux de s'approcher. A leurs côtés, les policiers irakiens s'efforcent de faire respecter l'ordre.

L'explosion de la voiture piégée, au passage de trois véhicules tout-terrain, - souvent utilisés par les Occidentaux - a provoqué la mort d'au moins cinq étrangers, qui travaillaient pour le compte de la société américaine General Electric. Il s'agit de deux Britanniques, d'un Américain, d'un Philippin, et d'un Français. Leurs corps ont rapidement été évacués. « En tout, une quinzaine de personnes sont mortes et une cinquantaine d'autres ont été blessées par l'explosion », commente le lieutenant-colonel Robert Campbell, de la première division de cavalerie.

Depuis le 1<sup>er</sup> juin, date de l'annonce de la composition du nouveau gouvernement irakien, qui prendra officiellement ses fonctions dans deux semaines, au moins quinze voi-

tures piégées ont explosé en Irak.

Casquette vissée sur la tête et moustache noire, le policier Ali Mohammad tient la garde devant les décombres. « La situation va empirer dans les jours qui précèdent le transfert de souveraineté politique aux Irakiens », pressent-il. « Les Américains sont une cible, les étrangers sont une cible, et les policiers sont une cible », poursuit-il. « Bien sûr que j'ai peur, moi aussi, des attaques. Mais si je n'assume pas mes responsabilités, qui le fera à ma place ? », lâche-t-il. Quelques heures après l'explosion, le nouveau premier ministre, Iyad Allaoui, lançait, de son côté, un appel au calme. « Ces attaques essayent de faire avorter le processus de démocratisation, mais elles ne nous empêcheront pas de continuer à travailler », disait-il à la presse.

Difficile pourtant de faire abstraction de cette violence, qui guette les Irakiens à tous les coins de rue. « L'explosion a fait voler en éclats toute ma vitrine, et endommagé la moitié de mon matériel », se lamente Ali Abdul, gérant d'un magasin de caméras. « Mes clients ne vont plus oser venir ici », continue-t-il. Au loin, les klaxons retentissent à travers la ville. La fermeture de plusieurs artères, à la suite de l'explosion, a tout d'un coup paralysé la moitié des habitants de Bagdad, bloqués dans les embouteillages. « Ces attaques nous font perdre du temps et de l'argent, s'insurge Shakir al-Saadi, professeur au chômage. On a du mal à voir la lumière au bout du tunnel. »



Peu après l'explosion, une foule hostile se constitue autour de ce qu'il reste de la voiture piégée. Depuis le 1<sup>er</sup> juin, date de l'annonce de la composition du nouveau gouvernement, quinze attentats similaires ont été perpétrés. (Photo F. Kheiber/Reuters.)

## Cinq recrues kurdes de l'armée irakienne tuées et leurs corps brûlés



KIRKOUK (Irak), 14 juin (AFP) - 15h40 - Cinq recrues kurdes de la nouvelle armée irakienne ont été tuées et leurs corps brûlés par des inconnus au nord de Bagdad, a annoncé lundi un responsable kurde à Kirkouk (nord), à l'occasion de leurs funérailles.

"Les cinq tués sont affiliés à des partis kurdes et ils suivaient un entraînement dans la région de Taji (10 km au nord de Bagdad)", a déclaré à la presse Jalal Jawhar, responsable de l'Union patriotique du Kurdistan dans la ville pétrolière de Kirkouk.

"Il s'agit de cinq Kurdes qui ont été tués samedi entre Berjil (25 km au nord de Bagdad) et Samarra (75 km plus au nord) par des inconnus qui ont placé leurs corps dans leur voiture avant de la brûler", a-t-il ajouté.

Leur voiture était tombée en panne dans cette zone et ils s'étaient adressés à un garage pour la réparer avant d'être attaqués sur place.

M. Jawhar a accusé des "ennemis des Kurdes et des affidés de l'ancien régime de Saddam Hussein" d'avoir mené cette attaque. Il a cependant assuré qu'elle n'empêcherait pas les "Kurdes de maintenir leurs demandes en faveur d'un Irak fédéral, démocratique et pluraliste".

"Nous ne cesserons pas non plus de pourchasser les terroristes et de nous opposer aux actes terroristes", a poursuivi le responsable kurde dans une déclaration à l'AFP.

Les funérailles des cinq jeunes recrues ont été organisées dans le quartier kurde de Rahimawa, dans le nord de Kirkouk. La police et les combattants kurdes en armes ont empêché les journalistes d'y assister.

Turcomans, Kurdes et Arabes vivent à Kirkouk, à 255 km au nord de Bagdad, où de nombreux accrochages se sont produits entre les trois communautés depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003.

## Dix habitants de Samarra enlevés à Kirkouk pour venger cinq Kurdes



KIRKOUK (Irak), 19 juin (AFP) - 18h01 - Des Kurdes armés ont enlevé samedi dix chauffeurs de taxi originaires de Samarra à Kirkouk pour venger cinq recrues kurdes de l'armée irakienne qui avaient été kidnappées et tuées au nord de Bagdad, a annoncé un responsable de la police.

"Des Kurdes armés ont enlevé dans la gare routière de Kirkouk dix chauffeurs de taxi originaires de Samarra près de laquelle cinq Kurdes avaient été récemment kidnappés, tués et leurs corps brûlés", a indiqué à l'AFP un officier de police de la ville du nord de l'Irak.

Les dix hommes ont été conduits vers une destination inconnue, selon lui.

Le 14 juin, un responsable kurde de Kirkouk avait annoncé que cinq recrues kurdes de la nouvelle armée irakienne avaient été tuées et leurs corps brûlés par des inconnus au nord de Bagdad.

"Les cinq tués sont affiliés à des partis kurdes et ils suivaient un entraînement dans la région de Taji (10 km au nord de Bagdad)", avait déclaré Jalal Jawhar, responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

"Il s'agit de cinq Kurdes qui ont été tués entre Berjil (25 km au nord de Bagdad) et Samarra (75 km plus au nord) par des inconnus qui ont placé leurs corps dans leur voiture avant de la brûler", avait-il ajouté.

Leur voiture était tombée en panne dans cette zone et ils s'étaient adressés à un garage pour la réparer avant d'être attaqués sur place.

M. Jawhar a accusé des "ennemis des Kurdes et des affidés de l'ancien régime de Saddam Hussein" d'avoir mené cette attaque. Il a cependant assuré qu'elle n'empêcherait pas les "Kurdes de maintenir leurs demandes en faveur d'un Irak fédéral, démocratique et pluraliste".

Les funérailles des cinq jeunes recrues avaient été organisées dans le quartier kurde de Rahimawa, dans le nord de Kirkouk. La police et les combattants kurdes en armes avaient empêché les journalistes d'y assister.

Turcomans, Kurdes et Arabes vivent à Kirkouk, à 255 km au nord de Bagdad, où de nombreux accrochages se sont produits entre les trois communautés depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003.

## Iran: le directeur d'un hebdomadaire kurde arrêté



TEHERAN, 16 juin (AFP) - 14h38 - Le directeur d'un hebdomadaire kurde iranien a été arrêté pour avoir publié des articles "favorisant les dissensions" et "les idées indépendantistes", a indiqué mercredi l'agence de presse iranienne Irna.

La justice reproche notamment à l'hebdomadaire "Message du peuple" d'avoir publié des informations sur Ghazi Mohammad, le chef historique kurde, et Abdullah Ocalan, le chef kurde de Turquie.

Arrêté mardi pour "trouble à l'ordre public, publication d'articles favorisant les dissensions religieuses et ethniques et les idées indépendantistes", le directeur de l'hebdomadaire, Mohammad Sadigh Kaboudvand, a été incarcéré dans la prison de Sanandaj (ouest), selon Irna.

M. Kaboudvand pourrait être libéré sous une caution de 80 millions de rials (9.300 dollars), selon Jalal Ghavami, membre de la rédaction de l'hebdomadaire publié à Sanandaj, chef lieu de la province du Kurdistan.

Le "Message du peuple" est publié en persan et en kurde. Il a été lancé début 2004 et était à son 13e numéro.

Une douzaine de journalistes iraniens sont actuellement emprisonnés par la justice, qui a fermé ces dernières années plus de 100 publications pour la plupart réformatrices.

## Barzani: la Turquie accepte désormais un statut fédéral pour les Kurdes d'Irak



LE CAIRE, 18 juin (AFP) - 18h28 - Le chef kurde irakien Massoud Barzani a révélé vendredi que la Turquie l'avait informé qu'elle n'était plus opposée à un statut fédéral pour le Kurdistan d'Irak, dans le cadre d'un Etat unifié.

"Une délégation turque de haut niveau nous a rendu visite le 9 juin, et nous a informés d'une position extrêmement positive selon laquelle la Turquie n'est pas opposée au statut fédéral du Kurdistan dans le cadre de l'Irak", a déclaré M. Barzani à la télévision satellitaire qatariote al-Jazira.

Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a ajouté que la délégation l'a assuré que la Turquie "est disposée à avoir les meilleures relations avec la province du Kurdistan, aux côtés de ses relations avec le gouvernement irakien".

Il a indiqué que la délégation lui avait également transmis une invitation à se rendre à Ankara, qu'il a acceptée.

La Turquie avait proclamé jusqu'à présent son opposition à la création d'une fédération sur une base ethnique dans le nord de l'Irak où sont concentrés les Kurdes. Ankara craint qu'une plus grande autonomie des Kurdes d'Irak n'encourage les Kurdes de Turquie à renouer avec la rébellion sécessionniste qui a fait des milliers de morts entre 1984 et 1999.

M. Barzani a souligné à ce propos que "nos frères" kurdes en Turquie, en Syrie et en Iran "observent avec optimisme et soutiennent" les développements concernant le statut des Kurdes en Irak.

La Loi fondamentale, adoptée en mars et qui doit régir l'Irak durant 18 mois, reconnaît le fédéralisme et l'autonomie du Kurdistan.

"Ces pays doivent comprendre que les Kurdes sont une nation (...) qui a des droits et qui a été victime d'une injustice historique", a-t-il dit. "Ces pays doivent faire preuve de compréhension à l'égard de ces droits et se comporter d'une manière civilisée et démocratique et cela renforcer l'unité nationale" de chaque Etat, a encore dit M. Barzani.

"Si ces droits sont ignorés et si les Kurdes sont traités d'une manière policière et non-civilisée, les problèmes seront au contraire amplifiés", a-t-il dit.

---

## Irak: Ankara contre l'autonomie des Kurdes mais respectera la volonté du peuple



ANKARA, 21 juin (AFP) - 13h06 - La Turquie est opposée à l'autonomie des Kurdes dans le nord de l'Irak mais respectera toutefois la volonté des Irakiens sur le système futur de leur Etat, a affirmé lundi le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gul.

Le ministre a démenti des propos d'un dirigeant kurde irakien, Massoud Barzani, ayant assuré vendredi que la Turquie l'avait informé ne plus être opposée à un statut fédéral pour le Kurdistan d'Irak, dans le cadre d'un Etat unifié.

"Ce n'est pas vrai", a dit M. Gul aux journalistes.

"Nous souhaitons que la période de transition mène à la paix et la stabilité (...) et à la sauvegarde de l'unité politique et territoriale de l'Irak", a-t-il poursuivi.

Le chef de la diplomatie turque a expliqué que l'une des priorités de son pays en Irak était le maintien de l'intégrité (territoriale) de son voisin. "Nous n'approuverons pas des structures (administratives) dangereuses qui provoqueraient des divisions et un éclatement", a-t-il souligné.

Il a cependant indiqué que la Turquie respecterait la décision du peuple irakien sur le système administratif futur du pays, à condition que celui-ci ne porte atteinte à l'unité de l'Irak.

M. Gul s'exprimait avant une visite à Ankara de Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui contrôle le Kurdistan irakien avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Barzani.

Le chef kurde devrait s'entretenir mardi avec des responsables du ministère des Affaires étrangères.

La Turquie est opposée à la création d'une fédération sur une base ethnique dans le nord de l'Irak. Ankara craint qu'une plus grande autonomie des Kurdes d'Irak n'encourage les Kurdes de Turquie à renouer avec la rébellion sécessionniste qui a fait des milliers de morts entre 1984 et 1999.

---

## Cinq rebelles kurdes tués, un soldat blessé dans l'est de la Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 21 juin (AFP) - 8h00 - Cinq rebelles kurdes ont été tués et un soldat blessé lors de violents affrontements dans la nuit de dimanche à lundi dans la province de Tunceli (est), ont annoncé des sources de la sécurité locale à Diyarbakir (sud-est).

Des militants de l'ex-parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), rebaptisé Kongra-Gel, ont attaqué un poste militaire dans la zone rurale de Mazgirt, et les militaires les ont ensuite pris en chasse, a-t-on précisé de même source.

Le PKK a mis fin le 1er juin au cessez-le-feu unilatéral décrété cinq ans plus tôt, après l'arrestation de son chef, Abdullah Ocalan, qui purge une peine de prison à vie.



William Safire

# Mr. Annan, tear down this UN stonewall

WASHINGTON

The secretary-general of the United Nations tapped me on the shoulder at a recent luncheon and said, "May I have a word with you?"

Because several columns of mine had zapped the United Nations for its cover-up of the costliest financial rip-off in history — even calling it "Kofigate" — I braced myself for an icy rebuke. But Kofi Annan assured me, in his courteous way, that the committee he had appointed to look into the oil-for-food scandal, headed by Paul Volcker, a former Fed chairman, would do a thorough job.

I respectfully asked if this included an inquiry into his own potential conflict of interest: When Annan's son was a consultant to Cotecna Inspections, that Swiss company won the lucrative UN contract to monitor the shipments of food and medicine to Saddam Hussein's sanctioned regime. Annan revealed that a competitor had protested undue influence in that contract award, and that an internal UN report would be delivered to the Volcker committee.

But that was further evidence of corruption containment. When the House International Relations Committee on May 20 requested 55 internal UN audit reports on oil-for-food, Annan wrote to the committee's chairman, Henry Hyde, on June 2 that Volcker "believes the policy of the Organization not to release non-public documents is entirely appropriate."

I suggested that the United Nations was using Volcker, a man of spotless reputation, to control all information about the scandal. Annan said "I will look into this further and ask Mr. Volcker to call you."

Annan was true to his word. In came a call two days later from a very tall former central banker who prefers that his name not be used. "I thought I had a large staff together weeks ago, but they backed out on me. Now we have some top-flight investigators coming on and we'll announce them soon. The budget crunch hasn't come yet, but the United Nations will have to come through with the amounts we need."

A UN official tells me the Volcker committee's first choices were turned off not just by lack of subpoena or oath-requiring powers — which Volcker considers "not fatal" — but by an inadequate budget to dig into the largest financial rip-off in history. As a result, after nearly three months, a foot-dragging bureaucra-

cy has successfully frustrated the independent committee dependent on it. "Some people have indicated eagerness to show us what they have, but we haven't had the staff, the office space, the administrative structure. I haven't even had a press person."

My Nixon-era colleague was a tad testy about any imputation to the secretary-general that his retention was being used to block outside inquiries backed by the force of law. "I don't think it's a great idea to have parallel investigations of UN contracts." Not even by the House of Representatives? "Henry Hyde wants to be supportive; whether his staff agrees with him is another matter."

This well-meaning financial wizard is determined to resist all investigative competition. "Take BNP Paribas," he says of the French-owned bank central to the financing of the UN's oil-for-food debacle. "Government authorities can get their stuff, but to the extent that they're contractors of the United Nations, no bank can give that up without due judicial procedure. That would violate banking law."

Let's advance this story. Two BNP Paribas sources tell me this: In a storage facility in Lower Manhattan, the bank had 5,000 oil-for-food file folders. Each

The UN purchases were supposedly to supply desperate Iraqis with food or medicine.

folder contained a copy of the bank's letter of credit authorized by a UN official to pay a contractor for its shipment; a Notice of Arrival monitored by Cotecna at the Iraqi port of Umm Qasr if by ship, or the Jordanian border crossing of Trebil if by truck; and a description of the contract. The original paperwork went to the Rafidain bank in Amman, Jordan; copies of the damning documents are stored by BNP Paribas in New Jersey.

Though the UN purchases were supposedly to supply desperate Iraqis with food or medicine, most of this evidence deals with items like construction equipment from Russia, hundreds of Mercedes-Benz limousines from Germany and thousands of bottles of perfume from France.

The money trail grows cold. Won't some lawful authority — Henry Hyde? Treasury Secretary John Snow? Eliot Spitzer, New York state's attorney general? — issue a subpoena that would start "due judicial procedure"?

CAFOUILLAGE

## Les mauvais calculs du PKK

■ L'écrivain journaliste turc Ahmet Altan s'étonne sur le site <Gazetem.net> que le Kongra-Gel (ex-PKK) annonce la rupture de son cessez-le-feu au moment même où des progrès démocratiques sont réalisés en Turquie, notamment sur la question kurde. Dans un récent communiqué, le Kongra-Gel souligne que "le gouvernement islamiste turc (AKP) provoque la reprise des combats pour affaiblir l'armée turque". Toujours dans le communiqué, le Kongra-Gel accuse l'AKP "de s'emparer de l'Etat"... "Voilà donc ce qui dérange tellement le mouvement séparatiste kurde ! ironise Altan. Il doit certainement s'agir du premier mouvement de guérilla au monde à se plaindre qu'une armée qualifiée pourtant d'ennemie soit en train de s'affaiblir. Le Kongra-Gel semble ne pas vouloir que la Turquie puisse entrer un jour dans l'Union européenne. On ne laisse pas de s'étonner que le Kongra-Gel utilise désormais une logorhée digne des nationalistes turcs. Serait-on en train d'assister à une nouvelle alliance dirigée contre les progrès de la démocratie en Turquie ?"

COURTIER INTERNATIONAL

DU 17 AU 23 JUIN 2004

INTERNATIONAL TRIBUNE  
Herald Tribune  
June 15, 2004



le nouvel  
**Observateur**

DU 17 AU 23 JUIN 2004

# IRAQ

## Bush CHERCHE LA SORTIE

● Lundi 14 juin, un nouvel attentat à la voiture piégée à Bagdad fait 16 morts dont 5 agents de sécurité étrangers employés de la firme américaine General Electric. C'est le douzième attentat suicide de cette importance dans la capitale irakienne depuis la destruction du siège de l'ONU en août dernier.

A la veille de l'élection présidentielle, la résolution votée par le Conseil de Sécurité sur le transfert du pouvoir aux Irakiens offre un répit à l'administration américaine... tout en ouvrant la porte à un retrait éventuel moins déshonorant que celui du Vietnam

**D**epuis des semaines, les responsables occidentaux de tous bords, qu'ils soient pro ou anti-guerre, répètent sur tous les tons qu'un échec américain en Irak aurait des conséquences incalculables. Et c'est parce que le risque d'un tel échec est aujourd'hui évident que les dirigeants américains ont eux-mêmes commencé à en calculer les conséquences. L'addition est si lourde qu'elle fait peur. Comme pour conjurer un fantôme qu'ils n'osent pas nommer, celui de la défaite, les plus hautes autorités – de George Bush à

Donald Rumsfeld en passant par Colin Powell – répètent avec une singulière insistance qu'on mettra le nombre d'hommes qu'il faudra, le temps qu'il faudra et qu'il n'est en aucune façon envisagé de se retirer d'Irak. Or la question de la « stratégie de sortie » est bien à l'ordre du jour. C'est même elle qui explique le mystère du succès fulgurant de la résolution 1546 votée la semaine dernière à l'unanimité par le Conseil de Sécurité.

Ce texte donne tout à la fois au nouveau gouvernement de Bagdad qui vient d'être constitué la souveraineté pleine et entière sur

l'Irak, et à l'armée américaine la responsabilité presque pleine et entière du maintien de la sécurité et des opérations militaires. Mais à partir du 30 juin les troupes de la coalition américano-britannique s'appelleront « force multinationale » et elles bénéficieront de la bénédiction de l'ONU, qui confère par la même occasion au gouvernement irakien mis en place par les Américains la qualité d'autorité légitime au regard de la loi internationale. Le camouflage est parfait et, théoriquement, l'Irak ne sera plus un pays occupé. Cette résolution est une sorte de chef-d'œuvre de l'ambiguïté. Ses contours



flous et ses formulations alambiquées laissent en effet ouvertes deux options rigoureusement contradictoires : un, la reprise en main ultérieure de l'Irak par les forces multinationales sous commandement américain, dans le cas où le nouveau gouvernement se montrerait trop dangereusement indépendant ; deux, le départ des Américains au cas où l'évolution militaire deviendrait ingérable. Ceux-ci laisseraient alors derrière eux une situation certes catastrophique mais pas trop déshonorante dans la mesure où les institutions prévues par la résolution auront été mises en place. Le choix de l'une ou de l'autre des deux possibilités ne dépendra pas seulement de la conjoncture sur place, mais aussi des batailles bureaucratiques à Washington et, après novembre, du résultat de la présidentielle.

Mais pourquoi George Bush a-t-il accepté tout à coup de passer sous les fourches Caudines de l'ONU, et pourquoi les Européens sont-ils passés sous celles du président américain en lui accordant, contre quelques concessions, le blanc-seing qu'ils lui refusaient jusqu'à présent ?

Le motif, chez les uns et les autres, est le même : la prise de conscience du risque d'une catastrophe imminente. Pour les Américains, le réveil est venu avec l'humiliation de Fallouja, suivie par celles de Kerbala, de Nadjaf et de Tuba. En avril et en mai, les meilleures unités américaines ont dû plier bagage devant les insurgés locaux. A Fallouja ils ont même été obligés de négocier avec d'anciens officiers de Saddam Hussein et de leur laisser le contrôle de la ville. Un scénario presque identique s'est déroulé dans les villes chiites contrôlées par le mollah extrémiste Moqtada al-Sadr. Pour le seul mois d'avril, les militaires américains ont eu 140 morts et plus de 1 000 blessés. Les mercenaires payés par l'armée et les contractuels des sociétés privées travaillant en Irak sont morts par dizaines. Plus d'un an après la fin de la guerre, des obus de mortier et des roquettes sont tirés au centre même de Bagdad sur le quartier général de la coalition. Il est devenu évident que l'armée américaine, avec les troupes disponibles, n'est plus en mesure de contrôler la situation.

Les élections approchant (pour Bush mais aussi pour Blair), un vent de panique s'est mis à souffler à Washington et à Londres. Le climat créé dans l'opinion publique mondiale par les révélations sur la torture systématique infligée aux prisonniers dans les centres de détention américains en Irak par l'armée et la CIA, avec la bénédiction des plus hautes autorités des Etats-Unis, a imposé la recherche urgente sinon d'une porte de sortie, du moins d'un répit. Seul un geste à la fois spectaculaire et rassurant pouvait le fournir. C'est Tony Blair, soutenu par les responsables de la campagne électorale de Bush, qui a pris le président américain par la main pour le traîner devant l'ONU. Il s'agissait d'obtenir de l'organisation internationale, par un vote positif au Conseil de Sécurité, l'indispensable feuille de vigne destinée à cacher provisoi-

rement l'ampleur de la catastrophe irakienne.

Si l'opération a si parfaitement réussi, c'est que les Européens, inquiets devant les conséquences dramatiques qu'aurait à terme, au Moyen-Orient et dans le monde, une défaite américaine éventuellement sanctionnée par un retrait brutal d'Irak, avaient tout intérêt à offrir à Washington la possibilité d'une sortie par le haut. L'échec patent de l'opération occidentale en Afghanistan et les perspectives sombres qui pèsent sur l'avenir de l'Arabie Saoudite ont provoqué, notamment en France et en Allemagne, une révision de leur stratégie face à l'Amérique. Aucun des deux pays ne veut une aggravation de la rupture transatlantique



Les Américains en action après l'attentat du 14 juin

Strong - Reuters

provoquée par la politique de l'administration Bush, même si certains pensent aujourd'hui que la fracture est devenue irréparable. De plus les Européens, placés devant d'importantes échéances, ont intérêt à surmonter les divisions intervenues entre eux au moment du déclenchement de la guerre contre l'Irak et à réduire, entre autres, le fossé qui sépare la France et l'Allemagne d'un côté, et la Grande-Bretagne de l'autre. L'unanimité manifestée au moment du vote de la résolution sur l'Irak au Conseil de Sécurité a donc servi également de thérapie pour les maux dont souffre l'Europe.

Il est vrai que la rémission fut de courte durée, et si la détente euro-américaine est réelle, elle est aussi d'une ampleur limitée. Bush l'a appris à ses dépens au lendemain du vote de l'ONU, quand il a reçu les chefs d'Etat du G8 à Sea Island, en Géorgie. Ce sommet fut un échec lamentable et il eut si peu de résultats que la presse américaine, habituellement prompt à célébrer les succès diplomatiques du pays, n'en a pratiquement pas parlé. Le plan pour le « Grand Moyen-Orient » que le président américain espérait faire adopter tambour battant est devenu un petit « partenariat pour un avenir commun ». Aucun des participants ne pouvait sérieusement croire que l'Amérique, dans les circonstances actuelles, était en mesure de jouer un rôle moteur en faveur de la démocratisation des pays arabes. Quant à



Iyad Alaoui

Balwin - AP

l'engagement de l'Otan en Irak, appelé de ses vœux par l'administration Bush, il s'est heurté à un refus net non seulement de la France et de l'Allemagne, mais aussi d'autres pays membres de l'Alliance, particulièrement sensibles aux yeux des Américains, comme le Canada et la Turquie. L'engagement direct de l'Otan apparaîtrait dans le contexte actuel comme une « simple continuation de l'occupation américaine », estime Paris. Dans une allusion lourde de reproches à l'égard de la politique américaine, Jacques Chirac a exprimé le refus de la France d'entrer dans une logique d'« affrontement entre l'Occident chrétien et l'Orient musulman ». George Bush et son équipe – qui, de l'aveu même d'anciens responsables militaires et diplomatiques en activité sous Ronald Reagan et sous Bush père, ont entraîné l'Amérique par leur incompétence et leur arrogance dans un isolement international dramatique – devront donc se débrouiller tout seuls en Irak, du moins jusqu'aux élections. Le succès ou l'échec à court terme de leur entreprise dépendra en grande partie d'un homme qu'ils ont sorti in extremis de leur chapeau : Iyad Alaoui.

Ancien fidèle de Saddam Hussein, entré dans l'opposition pour lutter contre le régime avec l'aide de la CIA, il a été nommé Premier ministre par les Américains la semaine dernière. A la surprise générale, cet homme de l'ombre semble avoir réussi à séduire les factions les plus opposées de la scène irakienne : les Kurdes, pourtant mécontents de la résolution de l'ONU qui ne leur assure pas explicitement une future autonomie dans le cadre d'une Constitution qui serait fédérale ; les chiites, divisés entre eux, mais qui attendent tranquillement que le pouvoir, selon la règle démocratique, tombe entre leurs mains parce qu'ils sont majoritaires ; les sunnites et les baassistes, adeptes ou non de l'ancien régime. Ce consensus n'est peut-être que provisoire. Mais il s'explique à la fois par l'attentisme des chefs des divers clans politiques, qui ne se prononceront réellement qu'après les élections américaines, et par le souhait général de la population irakienne de retrouver un minimum de paix et de sécurité.

Iyad Alaoui n'est pas un parangon de démocratie. Son mouvement de l'Entente nationale irakienne fonctionne, semble-t-il, selon les principes baassistes. Tout dépendra de sa capacité à « irakiser » la guerre civile en cours en constituant une force irakienne capable de rétablir la sécurité dans le pays, en obtenant que les forces américaines se tiennent éloignées des villes. Il semble prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour y arriver, y compris en recrutant massivement les anciens hommes de Saddam, militaires, policiers, agents secrets et fonctionnaires, sans regarder de trop près leurs curriculum vitae. L'allure étrange que prend ainsi la démocratisation de l'Irak traduit bien l'extrême fragilité de la posture américaine dans un conflit que l'administration Bush a déclenché et dont elle ne sait plus comment se sortir.

FRANÇOIS SCHLOSSER

la Croix  
Jeudi 17 juin 2004

## REPORTAGE

En Turquie, les habitants de l'ancienne capitale religieuse s'intéressent peu à peu à l'UE

# Konya la conservatrice observe l'Europe avec prudence

KONYA  
De notre envoyée spéciale

Une quarantaine d'étudiants en relations internationales sont réunis dans une classe de l'université Selcuk à Konya, ville symbole du conservatisme religieux en Anatolie, à 300 kilomètres au sud d'Ankara. Construite à une vingtaine de kilomètres de la ville, l'université est bordée d'un terrain militaire. Dans le ciel, les vrombissements des F16 et F18 américains d'une base militaire de l'Otan (la Turquie en est membre depuis février 1952) ne perturbent guère les étudiants. Au menu du cours, la Turquie et l'Union européenne (UE). Tour à tour, les étudiants en dernière année d'études s'expriment.

Pour l'un d'entre eux, l'Union égale travail, pour un autre, l'adhésion devrait permettre de développer la démocratie. Un troisième proteste: «L'Europe dit une chose et fait l'inverse. Elle nous demande de respecter les droits de l'homme, et regardez en Irak et en Afghanistan, ce que font les Britanniques et les Américains. C'est de l'hypocrisie.»

### Le port du foulard est interdit à l'université

Seuls les garçons parlent. Puis, la sonnerie marquant la fin du cours retentit. Les garçons quittent la classe pour se rendre à la mosquée du campus. C'est vendredi et l'heure de la grande prière. Les filles s'attardent, elles ne vont pas à la mosquée. «Vous savez, dit l'une d'elles, il faut comprendre que pour nous, l'Union européenne, c'est l'espoir d'avoir du travail. Dans deux mois, les cours seront terminés et plus de la moitié d'entre nous ne trouveront pas d'emploi, malgré nos diplômes.»

Le département des relations internationales est dirigé par le professeur Saban Çalis, qui est aussi le coordinateur général du tout nouveau centre d'informations européennes, ouvert début mai à Konya. Trois de ses frères et une de ses sœurs vivent en France. Il regrette qu'aucun d'entre eux ne veuille rentrer en Turquie. «Mais les conditions économiques ici ne sont



Danse des Derviches tourneurs, à Konya. C'est dans cette ville qu'est né le fondateur de cet ordre mystique de l'islam. Les confréries soufies sont officiellement interdites depuis 1925, deux ans après l'avènement de la République turque.

**Davut, un habitant de Konya:**  
«La religion façonne notre mentalité [...] Je voudrais plus que tout autre entrer dans l'Europe, mais il faut tenir compte de notre réalité.»

pas assez bonnes», reconnaît-il.

Ce jour-là, une conférence est organisée dans l'université sur le thème du projet américain de Grand Moyen Orient, dans lequel la Turquie est supposée jouer le rôle de modèle pour les pays de la région. «Quel modèle pouvons-nous être alors que, chez nous, on interdit de porter le foulard dans les universités? Nous ne sommes pas une véritable démocratie, juste une semi-démocratie», s'exclame Saban Çalis, visiblement très contrarié. Son collègue Önder Kutlu, professeur d'administration publique, approuve et

### REPÈRES

#### UN PIB PAR HABITANT QUATRE FOIS PLUS FAIBLE QUE LA MOYENNE DE L'UNION EUROPÉENNE

■ La Turquie, qui saura à la fin de l'année si l'Union européenne décide d'ouvrir des négociations d'adhésion avec elle, a un produit intérieur brut (PIB) par habitant près de quatre fois inférieur à la moyenne de l'Union à 25, selon des estimations de l'Office européen des statistiques publiées le 3 juin. La Bulgarie et la Roumanie, autres pays candidats mais qui ont, eux, entamé leurs négociations d'adhésion, ont un PIB par habitant plus de trois fois inférieur. Parmi les 10 nouveaux arrivants, ce sont les Chypriotes qui viennent en tête (avec toutefois une richesse 17 % inférieure à la moyenne) devant même les Grecs et les Portugais. Ces derniers, avec les Slovènes et les Maltais, sont entre 20 % et 30 % moins nantis que la moyenne. Viennent ensuite les Tchèques (31 % moins riches que la moyenne), les Hongrois (39 %), les Slovaques (49 %), les Estoniens, les Lituaniens et les Polonais (entre 52 et 54 %) et, enfin, les Lettons (58 %).

déplore le manque de «liberté d'expression»: «En Iran, on force les femmes à mettre le foulard, ici, on les force à ne pas le mettre.» Cette interdiction vaut dans tout le pays pour les étudiantes, mais aussi pour les femmes qui travaillent dans les administrations. Une mesure de plus en plus critiquée en Turquie, où beaucoup revendiquent le droit de le porter, estimant que c'est une expression de leur identité religieuse.

Konya est une ville conservatrice. Elle fut pendant longtemps l'un des fiefs de l'ancien leader islamiste, Necmettin Erbakan. Mais aux dernières élections, en 2002, ce dernier

a connu un échec cuisant car Konya s'est mise au diapason du pays en élisant un maire de l'AKP, le parti de la justice et du développement de l'actuel premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Venue de l'islamisme, cette formation devait son succès, selon les politologues, aux petits entrepreneurs anatoliens conservateurs et sonnerait la revan-

che de l'Anatolie sur la zone ouest du pays (la mer Egée et Istamboul) où 60 % de la richesse nationale est concentrée.

Uzeyir Ozyurt a installé sa boutique de souvenirs, tapis et antiquités dans le centre historique de la ville. En français, en italien, en anglais, ce bouillant commerçant âgé d'une trentaine d'années conseille les touristes et leur fait découvrir les mystères qui entourent le culte de Mevlana Celaleddin Rumi, fondateur de l'ordre des Derviches tourneurs, ordre mystique soufi dont Konya est le berceau. Les confréries soufies sont officiellement interdites depuis 1925, deux ans après l'avènement de la République turque, dirigée par Mustafa Kémal.

Uzeyir Ozyurt a vécu quinze ans en France, à Marseille. Si un sujet provoque chez lui une vive réaction, c'est bien l'Europe. «Tous les politiciens turcs nous vendent l'Europe, parce qu'ils pensent que cela leur permettra de devenir riches, mais moi je pense que nous ne sommes pas prêts. On est encore à la porte, parce que notre société est très traditionnelle et que, chez nous, la religion est très importante.»

Son frère Ukcél est pressé, au contraire. Tous les jours, il se poste

à quelques mètres du mausolée de Mevlana, une mosquée dont l'architecture rappelle la période où Konya, au temps des Turcs seldjoukides, était la capitale religieuse et artistique du pays. Là, il repère des étrangers et engage aussitôt la conversation dans un anglais tout à fait au point. À 25 ans, c'est un parfait "rabatteur" de touristes vers... le magasin de tapis de son frère! Ukcél voudrait en finir avec cette vie et accéder à l'eldorado. «Une fois en Europe, je suis sûr que je me débrouillerai. Je ferai des affaires. Et ce sera facile pour moi d'obtenir un visa. Alors qu'aujourd'hui, pour en avoir un, il faut épouser une Européenne et encore attendre deux ou trois mois!»

### La Turquie écartelée entre les laïques et les islamistes

Habitant de Konya, Davut y occupe un poste important. Il connaît bien l'Europe, où il voyage fréquemment. «En Turquie, dit-il, une partie de la population a l'esprit tourné vers l'Europe en raison de son éducation. Mais la réalité, c'est que dans beaucoup de domaines, notre pays n'est pas au niveau. Nous avons du retard à rattraper dans l'éducation, la santé, l'industrie. Si nous voulons entrer dans l'Union, il faut absolument que nous progressions. Mais je vois aussi que la religion pose problème aux Européens. Elle façonne notre mentalité, notre vie de tous les jours et fait que nous sommes différents. Je ne suis pas d'accord avec cette vision kémaliste, laïque, que l'on donne de la Turquie. Je voudrais plus que tout autre entrer dans l'Europe, mais il faut tenir

compte de notre réalité.»

Davut exprime le conflit entre deux visions qui s'opposent de plus en plus en Turquie. Celle des kémalistes, «véritables fondamentalistes de la sécularisation», selon un diplomate occidental, qui défendent l'héritage des réformes entreprises par Kemal Atatürk et l'idéologie qui s'est forgée sur ce socle (1). Et celle des «nouveaux islamistes» incarnés par Recep Tayyip Erdogan, des conservateurs décomplexés pour qui l'intégration dans l'Union européenne ne pose aucun problème.

«Pour les islamistes, explique un industriel du ciment français implanté depuis 1990 à Konya, l'Union européenne est un moyen de casser la véritable force d'opposition à leur pouvoir, l'armée, et c'est l'occasion de donner un grand dessein à la Turquie. Mais les Turcs ne réalisent pas les contraintes que cela entraîne. Et s'ils pensent envahir l'Europe avec leurs produits, ils ne se rendent pas compte à quel point l'inverse aussi est vrai.»

Dans sa boutique de literie encore ouverte à 22 heures «tant que les clients se présentent», un verre de thé chaud en main, Cıçım Hali Sarayı réfléchit à l'avenir: «L'Europe, oui j'aimerais bien, mais je crois que c'est encore très loin de Konya!»

AGNÈS ROTIVEL

(1) On les résume souvent en six principes: républicanisme (contre le califat et le sultanat), laïcisme, progressisme, populisme, étatisme (l'État dont l'armée est le pilier principal, est fort et contrôle l'économie) et nationalisme.

June 18, 2004

## Bush insists Al Qaeda and Saddam were linked

By Maria Newman

**NEW YORK:** A day after the staff of the commission investigating the 9/11 attacks reported that it had found no evidence of a "collaborative relationship" between Al Qaeda and Saddam Hussein, President George W. Bush reiterated Thursday that he felt there were links between the terror group and the Iraqi dictator.

"The reason I keep insisting that there was a relationship between Iraq

and Saddam and Al Qaeda is because there was a relationship between Iraq and Al Qaeda," Bush said after a cabinet meeting.

The commission's lengthy chronology of the events of the Sept. 11 plot showed that Osama bin Laden was much more involved in the attacks than previously thought and that the attacks, under original plans, would have been even larger and more deadly.

But investigators also found that the Saddam government had rebuffed or ignored requests from Qaeda leaders for help in the 1990's. That conclusion contradicted a series of public statements that Bush and Vice President Dick Cheney made before and after the invasion of Iraq last year in justifying the war.

"We have no credible evidence that Iraq and Al Qaeda cooperated on attacks against the United States," one of the staff reports released on Wednesday said. "Bin Laden is said to have requested space to establish training camps, as well as assistance in procuring weapons, but Iraq apparently never

responded."

The report said that despite evidence of repeated contacts between Iraq and Al Qaeda in the 90's, "they do not appear to have resulted in a collaborative relationship."

The White House said on Wednesday that it did not see the commission's staff reports as a contradiction of past statements by Bush and Cheney and that the administration had always been careful not to suggest that it had proof of a link between Saddam and Sept. 11.

On Thursday, Bush tried to make some distinctions in what he said before and his current beliefs about Iraq's involvement.

"This administration never said that the 9/11 attacks were orchestrated between Saddam and Al Qaeda," Bush said. "We did say there were numerous contacts between Saddam Hussein and Al Qaeda. For example, Iraqi intelligence officers met with bin Laden, the head of Al Qaeda, in the Sudan. There's numerous contacts between the two."

The president's critics, including his presumed Democratic opponent, Sena-

tor John Kerry of Massachusetts, have been saying for some time that the president did not have enough justification for the war in Iraq. Kerry said Wednesday that the commission's reports were evidence that the "administration

misled America, the administration reached too far."

But Bush said Thursday: "I always said that Saddam Hussein was a threat. He was a threat because he had used weapons of mass destruction against

his own people. He was a threat because he was a sworn enemy to the United States of America, just like Al Qaeda."

The New York Times

## Car bombings in Iraq kill 41 and wound scores

By Edward Wong

**BAGHDAD:** A powerful suicide car bomb ripped into a throng of men waiting to sign up for the new Iraqi Army outside its main recruiting station in the heart of the capital Thursday morning, killing at least 35 people and wounding more than 135, officials said.

Another car bomb exploded in front of a city council building in the early afternoon in a village north of Baghdad, killing six members of the Iraqi security forces and wounding four.

The bomb in Baghdad went off around 9 a.m. in the upscale Mansour neighborhood, sending a thick plume of smoke over the city skyline. The explosion threw bodies into the air and scattered them across a four-lane road.

Cars burst into flames, and bits of charred shrapnel rained from the sky.

The car bomb was the single deadliest one in Iraq since the same station

was bombed in February.

The assault Thursday came after several days of bombings in Baghdad and at a critical time for the Iraqi Army.

Many soldiers refused to fight during the uprising in April, and the United States is now desperately trying to recruit and train a reliable force that could begin taking over security after June 30, when the interim Iraqi government is to assume limited sovereignty.

But the explosion — caused by artillery shells packed into a car — raised questions about whether the Americans and the Iraqi security forces could protect those men willing to sign up.

"I just heard a loud explosion, a strong explosion," said Abdullah Shadhan, 31, who had been waiting outside the recruiting center in sweltering heat with five cousins and 10 friends. "I was thrown into the air. Then I blacked out for a couple of minutes. I didn't know what was happening.

"When I woke up, I didn't think I was injured. But I couldn't stand up. Something was wrong with my legs."

Shadhan was speaking as he coughed up blood in a bed in Yarmouk Hospital. An intravenous drip ran into his left arm. Dried blood covered his sheets.

A man in a bed next to him held a white cloth over his head and moaned. Tears welled up in Shadhan's eyes as he said that one of his cousins had been killed. He began sobbing. "I have seven children, and now what am I supposed to do?" he said. He grabbed a bloody sheet and wiped away his tears.

When the same recruiting station was bombed in February, at least 47 men waiting in line were killed.

Though the front of the station was protected Thursday by a perimeter of double-tiered sandbags, people at the scene said hundreds of recruits were forced to stand outside for hours. Many had come to listen for their names to be

called over a loudspeaker, which meant they could return for interviews.

"I was outside talking with an old friend from the army, and we were talking about how we wanted to join the army again," said Hassan Jasim, 35, lying in a hospital bed with white gauze bandages around his forehead.

"Then we heard the explosion. Some of the people with me are dead, some are injured, some escaped."

Many of the victims complained that there was neither security nor stability in Iraq and that the Americans were to blame.

Hatred of the occupation is running higher than ever and there appears to be no sign of a change of mood during this volatile period. A recent poll commissioned by the Coalition Provisional Authority showed that a majority of Iraqis want American soldiers to leave their country immediately.

The New York Times



Victims of a car bombing Thursday at an army recruitment center lie in Yarmouk Hospital in Baghdad. The explosion killed at least 35 people and wounded almost 140.

Herald INTERNATIONAL Tribune

June 18, 2004

# Iraq Political handover dealt blow as insurgents wreck crucial pipelines and assassinate top industry executive

## Vital oil exports halted after sabotage

Jonathan Steele in Baghdad and Terry Macalister

The export of oil from Iraq was brought to a halt yesterday after attacks on two key pipelines and the assassination of a top oil executive dealt a fresh blow to US plans to hand over sovereignty at the end of the month.

The attacks sent the global price of American light oil up 26 cents to \$37.45 (£21.52) a barrel and forced Opec, already pumping out extra oil to meet soaring demand, to step in. It promised to prevent any "real shortage" while calling on producers from outside their cartel to increase supplies to make up for the shortfall.

The attacks yesterday and on Tuesday north of Faw were the worst since US forces toppled the regime in April last year. It could take a week to repair the damage, said Samir Jassim, the spokesman for the Southern Oil Company.

The two sabotaged pipelines fed crude oil from storage tanks to terminals at Basra and Khor Amaya. Iraq was exporting virtually all of its 1.6m barrels a day of Basra light crude from the Basra terminal, while a few tankers were loading at the nearby Khor Amaya port.

Repairing the smaller of the two pipelines would allow exports to resume at about

700,000 barrels, an Iraqi oil industry source said.

Saboteurs blew up the southern oil export network in early May, cutting Basra light exports to a million barrels a day for nearly two weeks before repairs were completed. The damage this time is more serious.

In a further attack on the oil industry, gunmen in the city of Kirkuk yesterday killed Ghazi Talabani, the top security officer in the state-run Northern Oil company. They fired at his

car after his bodyguard briefly left the vehicle in a crowded market. The bodyguard was wounded.

The security chief was the cousin of Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two main Kurdish political parties. He is the third senior government official to be murdered in the past four days. His death would not affect output directly but was bound to damage morale, officials said.

With fires still raging on two pipelines leading to oil terminals on the remote Faw peninsula near Basra, a senior source in the oil ministry told the Guardian they would have to rely on local tribesmen to ensure security. "They're trying to step up security. There is a foreign security firm but they will be seeking additional help from local tribespeople," he said. Saddam Hussein relied heavily on locals, who possess an intimate knowledge of the terrain, to defend the oil industry in the border region from Iranian saboteurs. Now protection is largely organised by Erinys, a South African firm, which holds a lucrative contract for the work.

Using tribesmen as informal security guards is one return to sovereignty which was not originally planned. But Iraq depends on oil for 97% of

its revenue, apart from the money coming from the US and other donors. With two attacks on pipelines in two days the industry is having to rethink its security plans. One estimate yesterday was that the loss of revenue could be as much as \$1bn.

That news came on a day of continued violence in Iraq which saw three US soldiers killed and more than 20 people wounded in a rocket attack on a US base near Balad.

Ayad Allawi, Iraq's prime minister, suggested earlier this week that violence would increase between now and June 30, when political power is transferred, and probably thereafter.

Opec is already pumping out extra oil to meet demand, and the cartel's president, Purnomo Yusgiantoro, said he wanted Russia, Mexico and others to help out. "They have spare capacity to increase production," he said. Opec had decided to raise its output by 2m barrels a day at a meeting earlier this month.

But oil industry experts voiced doubts about whether the traders, who determine prices in the crude oil market, were underplaying the situation in Iraq. "I am surprised oil prices have not really reacted

but clearly there is a two-way pull with fear of supply issues being countered by Opec's extra output and inventories [stocks] building in America," said Jon Wright, an oil analyst with the banking giant Citigroup, based in London.

"The fear must be that Saudi Arabia and almost everyone else is pretty much producing flat out. If we did lose someone else it would be extremely serious."

Similar views were expressed by Leo Drollas, the chief economist at the Centre for Global Energy Studies in London. "I'm surprised at this muted reaction because spare capacity in the world is only 2.2m barrels, which is only 2.7% of expected third quarter world demand."

Although Iraqi oil officials were unable to say how long the 1.6m barrels a day of output would remain shut in, western oil traders appeared to be resigned to these supplies coming and going because of the violence.

[guardian.co.uk/iraq](http://guardian.co.uk/iraq)



Police in Iraq patrol the pipelines near Faw yesterday after the attacks which could set the country back \$1bn in revenues Photograph: Nabeel Al-Jurani/AP

The Guardian

June 17 2004



Attaques contre les installations en Irak et attentats contre les occidentaux en Arabie saoudite

# Al-Qaida, la guerre du pétrole

C'est une véritable guerre qui semble désormais déclarée contre l'or noir du Golfe. Une vague d'attentats contre le secteur pétrolier en Irak a ainsi provoqué un arrêt des exportations, tandis que les attaques contre des expatriés continuent à déstabiliser l'Arabie saoudite.

Le sabotage d'oléoducs a entraîné l'arrêt des exportations de pétrole par les terminaux du sud de l'Irak pour « au moins deux jours », selon un responsable du ministère du pétrole. Les deux pipelines ont été attaqués mardi soir, bloquant l'approvisionnement des terminaux de Bassora et de Khor al-Amaya, d'où est exporté 85 % du brut irakien.

Dans le nord du pays, le chef de la sécurité de la Compagnie des pétroles du nord, Ghazi Talabani, a été assassiné à Kirkouk. Talabani, un Kurde, parent du chef de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani, travaillait avec les forces américaines et la société de sécurité sud-africaine Erinys à la protection des champs pétrolifères du Nord. Dans la région, un oléoduc utilisé pour alimenter le marché intérieur a également été coupé par un attentat.

En Arabie saoudite, où plusieurs at-



Le sabotage d'oléoducs a entraîné l'arrêt des exportations de pétrole par les terminaux de Bassora et de Khor al-Amaya, par où passe 85 % du brut irakien. (Photo Murad Sezer/AP)

tentats ont déjà visé des acteurs du secteur pétrolier, la peur se répand au sein des communautés d'expatriés. Al-Qaida a menacé, dans un communiqué qui lui est attribué, de tuer un Améri-

cain que l'organisation dit retenir en otage depuis le 12 juin si ses partisans détenus dans ce pays ne sont pas libérés d'ici à vendredi.

LE FIGARO JEUDI 17 JUIN 2004

## En Irak, le retour de l'insécurité pétrolière

Thierry Oberlé

L'industrie pétrolière ne résiste pas à la déferlante de violence en Irak. Dans le sud, les sabotages d'oléoducs gèlent totalement les exportations. Dans le nord, une explosion a éventré mardi un pipeline, provoquant un gigantesque incendie. Et hier, Ghazi Talabani, le patron de la sécurité des champs pétrolifères de Kirkouk, est tombé devant son domicile sous les balles de la guérilla.

La mort de ce Kurde apparenté à Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique kurde (UPK), a valeur de symbole. Elle marque les limites des efforts pourtant considérables accomplis par les forces de la coalition pour rétablir la sécurité autour des installations pétrolières irakiennes.

Nommé à la fin de l'automne, Ghazi Talabani était à la tête de plus de 6 000 fusils peshmergas, les combattants kurdes plus ou moins démobilisés depuis la chute de Saddam. Ses hommes avaient été recrutés pour rem-

placer les policiers de la Compagnie pétrolière du nord (NOC) en poste sous l'ancien régime. Formés par des mercenaires sud-africains et britanniques, ils doivent notamment veiller sur les centaines de kilomètres de tuyaux de la ligne d'exportation Kirkouk-Ceyhan. Capital, cet oléoduc franchit la frontière turque via le Kurdistan irakien et débouche sur la Méditerranée à Ceyhan.

Avec l'aval de l'Autorité provisoire irakienne, l'ensemble du dispositif de surveillance est placé sous l'autorité de la société de sécurité britannico-sud africaine Erinys. « Erinys a décroché un budget de 40 millions de dollars. Ils payent les gars. Moi, je fournis des hommes qui connaissent le terrain. Et l'armée américaine supervise le tout », expliquait en décembre dernier au Figaro Ghazi Talabani. La formule présentait l'avantage de marier la compétence des soldats privés et la force de l'armée américaine à l'expérience des « employés » kurdo-irakiens.

En dépit du scepticisme ambiant, la sauce avait fini par

prendre. De l'avis général, la sécurité des acheminements pétroliers semblait s'être globalement améliorée au cours des derniers mois. Les équipes d'Erinys patrouillaient sur les routes à bord de pick up Toyota équipés d'automitrailleuses. Des sentinelles pédestres se re-

layaient jour et nuit tout au long du parcours avec l'aide des chefs de tribus acquis à la cause contre quelques avantages financiers.

Mise sur le compte du nouveau système de contrôle, une diminution du nombre de sabotages avait été enregistrée. Les attaques de la guérilla et des bandes organisées de trafiquants de pétrole avaient également baissé en degré de gravité. Les exportations avaient ainsi retrouvé le niveau précédant l'intervention américaine en Irak. Mais elles demeuraient sous la menace d'un accès de fièvre terroriste. Et l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, qui emprunte des chemins montagneux et accidentés, n'avait jamais fonctionné normalement.

Pour la guérilla nationaliste, les mercenaires sont des ennemis à abattre sans distinction et les gardes irakiens des collaborateurs. Dans le nord, le recrutement à dominante kurde ag-

grave encore la haine des combattants arabes. A Kirkouk, l'assassinat de Ghazi Talabani a été perpétré sur fond de rivalités exacerbées entre Kurdes, Turkomans et Arabes. Une lutte pour le pouvoir local se greffe sur la guerre du pétrole et de fréquents accrochages opposent des membres des trois communautés. Mardi soir, la maison du directeur de l'Université de Kirkouk, Abbas Mohammad al-Attar, a été la cible d'une attaque au RPG et à la grenade.

Prompts à minimiser l'importance de la résistance intérieure, les responsables kurdes et américains voient derrière les terroristes la main des réseaux islamistes internationaux. Le groupe Ansar al-Islam proche du Jordanien Abou Moussab al-Zarqoui est, il est vrai, implanté dans le nord irakien. Mais le nom de Zarqoui revient surtout à propos des attaques commises dans la région de Bassora.



**The New York Times** JUNE 20, 2004

**NORTHERN IRAQ**

# Kurds Are Reclaiming Land Held by Iraqi Arabs

By **DEXTER FILKINS**

**MAKHMUR, Iraq, June 17** — Thousands of ethnic Kurds are pushing into lands formerly held by Iraqi Arabs, forcing tens of thousands of them to flee to ramshackle refugee camps and transforming the demographic and political map of northern Iraq.

The Kurds are returning to lands from which they were expelled by the armies of Saddam Hussein and his predecessors in the Baath Party, who ordered thousands of Kurdish villages destroyed and sent waves of Iraqi Arabs north to fill the area with supporters.

The new movement, which began with the fall of Mr. Hussein, appears to have quickened this spring amid confusion about American policy, along with political pressure by Kurd-

ish leaders to resettle the areas formerly held by Arabs. It is happening at a moment when Kurds are threatening to withdraw from the national government if they are not confident of having sufficient autonomy.

In Baghdad, American officials say they are struggling to keep the displaced Kurds on the north side of the Green Line, the boundary of the Kurdish autonomous region. The Americans agree that the Kurds deserve to return to their ancestral lands, but they want an orderly migration to avoid ethnic strife and political instability.

But thousands of Kurds appear to be ignoring the American orders. New Kurdish families show up every day at the camps that mark the landscape here, settling into tents and tumble-down homes as they wait to reclaim their former lands.

The Kurdish migration appears to

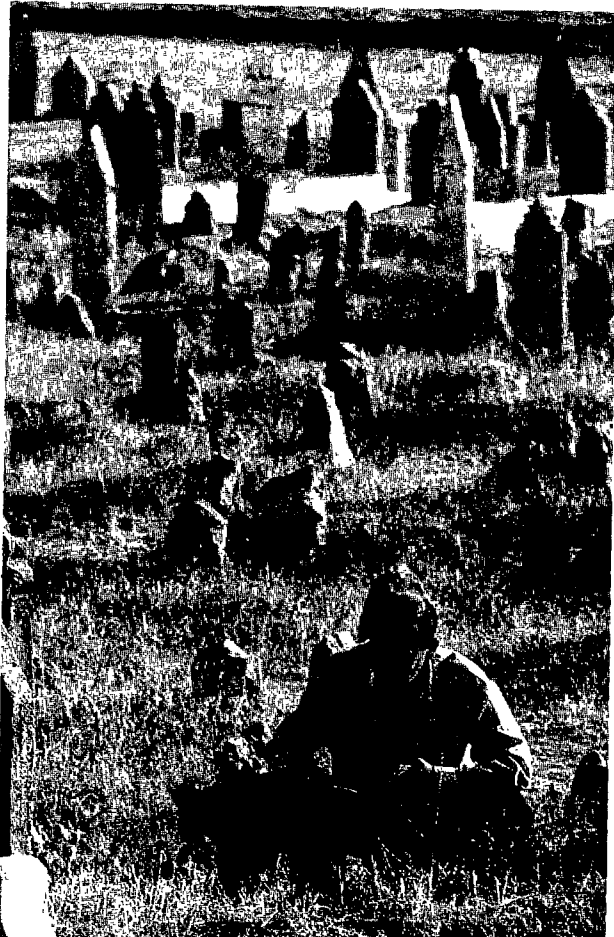
be causing widespread misery, with Arabs complaining of expulsions and even murders at the hands of Kurdish returnees. Many of the Kurdish refugees themselves are gathered in crowded camps.

American officials say as many as 100,000 Arabs have fled their homes in north-central Iraq and are now scattered in squalid camps across the center of the country. With the anti-American insurgency raging across much of the same area, the Arab refugees appear to be receiving neither food nor shelter from the Iraqi government, relief organizations or American forces.

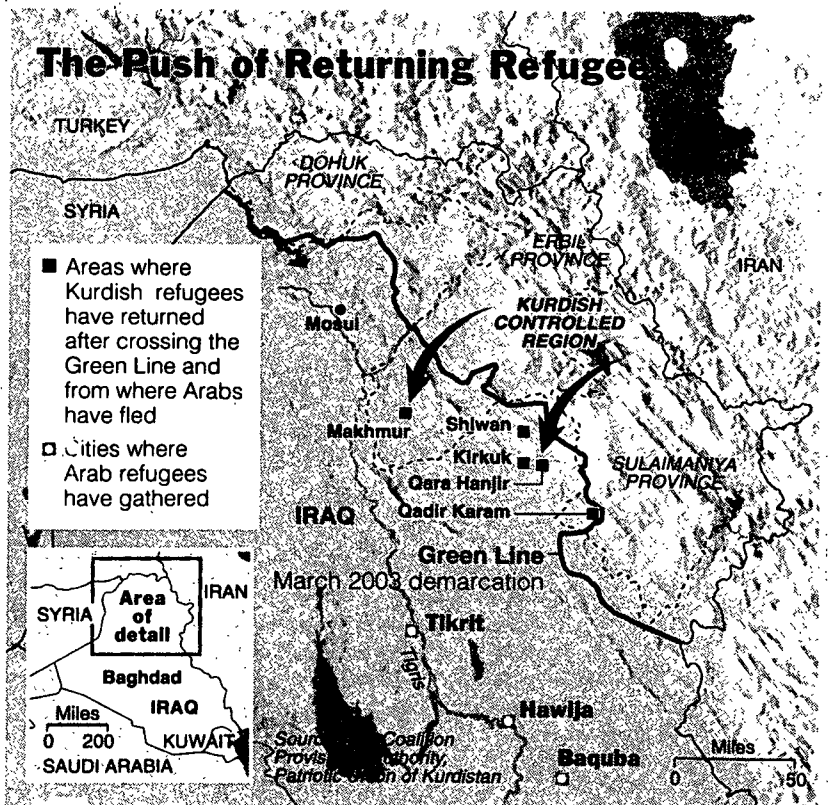
"The Kurds, they laughed at us, they threw tomatoes at us," said Karim Qadam, a 45-year-old father of three, now living amid the rubble of a blown-up building in Baquba, northeast of Baghdad. "They told us to get out of our homes. They told us they would kill us. They told us, 'You don't own anything here anymore.'"

Ten years ago, Mr. Qadam said, Iraqi officials forced him to turn over his home in the southern city of Diwaniya and move north to the formerly Kurdish village of Khanaqaan, where he received a free parcel of farmland. Now, like the thousands of Arabs encamped in the parched plains northeast of Baghdad, Mr. Qadam, his wife and three children have no home to return to.

The push by the Kurds into the formerly Arab-held lands, while driven by the returnees themselves, appears to be backed by the Kurdish



Ashley Gilbertson for The New York Times



The New York Times

A Kurd at his mother's grave in Makhmur, in northern Iraq. He and thousands of other Kurds, expelled years ago, have returned to the area.

government, which has long advocated a resettlement of the disputed area. Despite an explicit prohibition in the Iraqi interim constitution, Kurdish officials are setting up offices and exercising governmental authority in the newly settled areas.

The shift in population is raising fears in Iraq that the Kurds are trying to expand their control over Iraqi territory at the same time they are suggesting that they may pull out of the Iraqi government.

American officials say they are trying to fend off pressure from Kurds to move their people back into the area. "There is a lot of pressure

in the Kurdish political context to bring the people who were forced out back into their hometowns," said a senior American official in Baghdad, speaking on the condition of anonymity. "What we have tried to do so far, through moral suasion, is to get the Kurds to recognize that if they put too much pressure on Kirkuk and other places south of the Green Line, they could spark regional and national instability."

But local occupation officials appear in some areas to have accepted the flow of Kurds back to their homes. According to minutes of a recent meeting of occupation officials and relief workers in the northern city of Erbil, an American official said the Americans would no longer oppose Kurds' crossing the Green Line, as long as the areas they were moving into were uncontested.

And Kurdish and American officials say the occupation authority has been financing projects here in Makhmur, a formerly Arab area recently resettled by Kurds.

The biggest potential flash point is Kirkuk, a city contested by Arabs, Kurds and Turkmen. Kurdish leaders want to make the city, with its vast oil deposits, the Kurdish regional capital and resettle it with Kurds who were driven out in the 1980's.

To make the point, some 10,000 Kurds have gathered in a sprawling camp outside Kirkuk, where they are pressing the American authorities to let them enter the city. American military officers who control Kirkuk say they are blocking attempts to expel more Arabs from the town, for fear of igniting ethnic unrest.

"The Kurds are pushing, pushing," said Pascal Ishu Warda, the minister for displaced persons and migration. "We have to set up a system to deal with these people who have been thrown out of their homes."

To treat the burgeoning crisis, American officials last month approved spending \$180 million to compensate Arab families thrown out of their homes; earlier they set up a similar program, with similar financing, for the Kurds.

The Americans have distributed handbills in Arab and Kurdish

camps calling on Iraqis to file claims and produce ownership documents.

But some Iraqi and American officials say those claims could take months or even years to sort out, and will provide little immediate help to the families, Arab and Kurdish, languishing in the camps.

Some people said American officials waited too long — more than a year — to set up a mechanism to resettle displaced Iraqis. By then, they said, the Kurds, tired of waiting, took matters into their own hands.

Peter W. Galbraith, a former United States ambassador, who has advised the Kurdish leadership, said he recommended a claim system for Kurds and Arabs to Pentagon officials in late 2002. Nothing was put in place on the ground until last month, he said, long after the Kurds began to move south of the Green Line.

"The C.P.A. adopted a sensible idea, but it required rapid implementation," Mr. Galbraith said. "They dropped the ball, and facts were created on the ground. Of course people are going to start moving. If the political parties are encouraging this, that, too, is understandable."

Kurdish leaders say they are merely taking back land that was stolen from them over four decades. Publicly, the Kurdish leaders say that they are committed to working within the Iraqi state as long as their federal rights are assured, and that no Arabs have been forced from their homes.

But in the villages and camps where the Kurds have returned, Kurdish leaders are more boastful. They say they pushed the Arab settlers out as part of a plan to expand Kurdish control over the territory.

"We made sure there wasn't a

single Arab left here who came as part of the Arabization program," said Abdul Rehman Belaf, the mayor of Makhmur, a large area in northern Iraq that was emptied of Arabs and is now being resettled by Kurds.

Mr. Belaf is a member of the Kurdish Democratic Party, one of the two main Kurdish political parties active on the other side of the Green Line; virtually all of Makhmur's officials belong to the party, too.

"We haven't stopped yet," he said. "We have more land to take back."

Before the war began in 2003, Arab settlers worked the fields in the areas surrounding Makhmur. Most of the settlers were brought north by successive waves of Mr. Hussein's campaign to populate the north with Arabs, killing or expelling tens of thousands of Kurds.

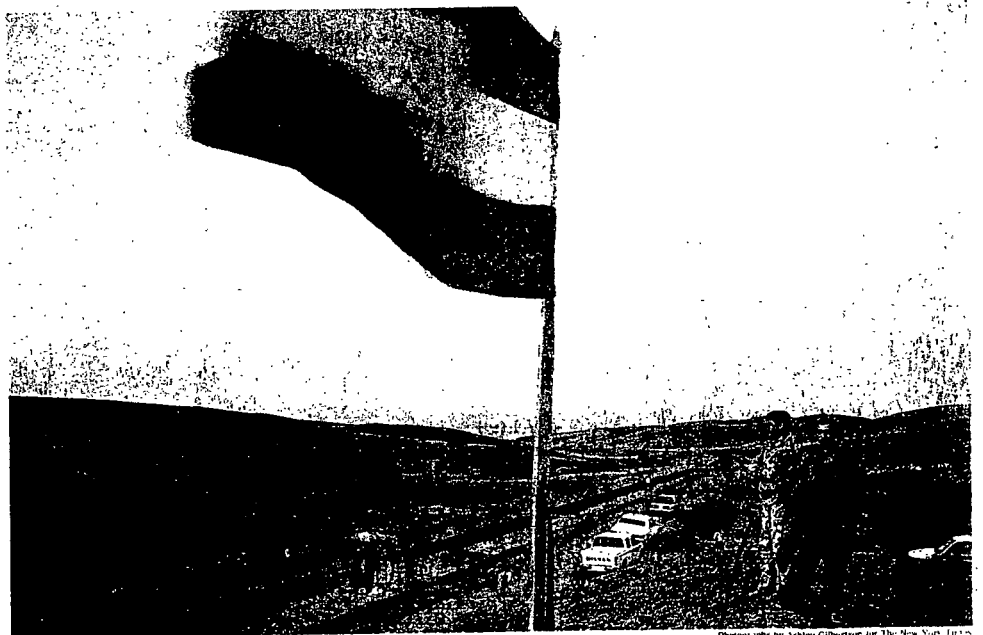
Exactly what happened when Mr. Hussein's army collapsed is disputed. Kurdish officials say the Arab settlers fled with the army. No expulsions were necessary, they said.

But some Arab families, like those who settled around Makhmur long ago, have largely been left alone.

"Saddam's people asked me to take Kurdish lands in 1987, and I said no," said Salim Sadoon al-Sabawi, a 60-year-old Arab farmer in the village where his family has lived for generations. "When the Kurds returned, they left me alone. There was no violence. We are like brothers."

Asked what the Kurds did to the Arabs who migrated into the area recently, Mr. Sabawi paused, and his son, Arkan, broke in. "They threatened people with death," Arkan said. "They told them to get out."

"Let's be honest," Mr. Sabawi told his son. "The Arabs who left all came here as part of the Arabization pro-



A Kurdish flag near Makhmur, northern Iraq. Before the war, the area was mostly Arab. Now Kurds, once displaced by Iraqi Arabs, are returning.

gram. They kicked out the Kurds. It wasn't their land to begin with."

Mr. Belaf, the Kurdish mayor, said that before the war, the area around Makhmur was 80 percent Arab. A year later, he said, it is 80 percent Kurdish, as it used to be.

As hard as life is for Arabs in refugee camps, it seems to be hardly better for the Kurds displacing them.

Adnan Karim, 34, said his home was burned by the Iraqi Army in 1987. He began a life on the run after

that, fighting Mr. Hussein as a pesh merga, marrying, having children and moving from one place to another. Last year he returned to an old military camp near Kirkuk, Qara Hanjir, hoping the new government would set aside some land for returnees like him. Nearly a year later, he is still waiting in a camp.

Mr. Karim said he was trying to provide for his wife and three children with a \$40-a-month pesh merga pension and money from odd jobs.

But much of his money is spent buying water from a truck.

Watching his children play in the dirt around him, Mr. Karim, a be-draggled man, gave in to despair.

"I have spent my whole life this way," he said, "just as you see me."

The Economist June 19th 2004



Iraq

## A fresh start?

BAGHDAD

### Iraq's new government: hope amid the bombs

IT IS early days for Iraq's new government and certainly too soon to claim any reduction in violence. No sooner had ministers attended one official's funeral this week than it was time for another. When five foreigners working for General Electric, an American firm, were killed by a car bomb, the new prime minister, Ayad Allawi (pictured above), displayed his determination to fight the insurgents by parading his five top security officials before the press. An early worry is that, to keep themselves alive, officials of the new regime will become as distant from the people as their American predecessors were.

It is also plainly premature to see signs of the economy starting to improve. Electricity cuts in the searing heat remain frequent. Oil exports this week dropped by 80% after saboteurs hit pumping stations, with technicians saying it would take ten days to put right. The third senior official to be assassinated this week was the head of the Northern Oil Company's security in ethnically-troubled Kirkuk; he was a relative of one of the Kurds' two main leaders.

Yet Iraqis, on the whole, sound unusually hopeful. Mr Allawi and his president, Ghazi al-Yawar, are enjoying a honeymoon. Newspapers that used to hail the insurgents as "the national resistance" now

sing the new government's praises and forecast national reconciliation. "The resistance is losing its value," says a former mouthpiece for the insurgents. "People need a break."

Popular enthusiasm for the government is all the more surprising given its composition. Mr Allawi spent 30 years outside Iraq and is widely seen as a CIA and MI6 man. All but four of his ministers are secular-minded: his government has a narrower base than the previous Governing Council, which had eight Islamists among its 25 members. Officials of Saddam Hussein's regime won more posts in the new cabinet than the religious parties.

The new ministers are already playing to the nationalist gallery—and scrapping with the Americans. The president has told them to hand over Saddam Hussein's Republican Palace, which has been the American-led coalition's headquarters.

The question of who controls the detainees is particularly sensitive. Mr Allawi has also asked America to hand over Mr Hussein for trial before Iraqis. He says his government will take care of Mr Hussein and the thousands of other detainees now held by the Americans immediately after the formal handover of power at the end of the month. Mr Allawi said this week

that Mr Hussein and other former Iraqi leaders would be transferred to the Iraqi authorities in the next two weeks. But the Americans are circumspect about exactly when the transfer will take place.

They still have some 6,000 locked up in Iraq, down from 9,000-odd in February; the British have just 65. Virtually all those suspected of ordinary crimes, such as looting, have already been handed over to the Iraqis for trial in normal courts. Most of the rest, known as "security internees", are civilians deemed to threaten security. There are also 93 "high-value detainees", including more than 40 of the 55 most-wanted of Mr Hussein's former henchmen in America's "deck of cards".

#### Is he yours or ours?

Under the Geneva conventions, prisoners-of-war may be held without trial or charge until the end of an occupation or the cessation of hostilities, and must then be freed or charged with a criminal offence. But the Americans' spokesman in Baghdad said this week that the outgoing authority was not obliged to hand Mr Hussein over "until the cessation of active hostilities", which were "unfortunately" continuing. It was the Americans' "goal" to get Mr Hussein into Iraqi hands "at an appropriate time" after June 30th, once the Iraqis' special war-crimes tribunal was "ready to receive him". Mr Bush has declined to be pinned down on a date for Mr Hussein's transfer.

The cases of the other detainees are under review. More than 500 were freed from Abu Ghraib jail this week. The Americans expect some 4,000-5,000 to remain at least in their physical custody after June 30th. But who will have legal responsibility for ▶▶

► them after that date is still fuzzy.

The Iraqis are clearly eager to get control at least of Mr Hussein and other high-profile detainees likely to be tried by their special war-crimes tribunal. Salem Chalabi, an American-educated lawyer in charge of setting up the new court, said this week that he hoped to be able to issue arrest warrants for up to 100 detainees by June 30th. No date has yet been set for any war-crimes trial. Mr Hussein's is unlikely to be among the first. Mr Chalabi suggests it might not start for another couple of years.

For many Iraqis, Mr Allawi's strongest card is his reputation as a strongman who has promised to bring back security. He has kept the groups run by former exiles on board by promising to convert their militias into the core of a national rapid-reaction force. And he is speeding up the recruitment of former loyalists of Mr Hussein's Baath party and army, who have been at the heart of the insurgency.

Meanwhile, President Yawar is focusing on winning over the tribal warriors. A scion of the powerful Shammar federation of tribes, which straddles the border with Syria, Mr Yawar could help stop the flow of jihadi zealots into the country. Some of his followers in Mosul, in the north, and in Baghdad have taken to the streets to fire guns in support.

Not everyone is on side. The Kurds are disgruntled because the UN Security Council resolution, which endorsed the new government, made no promise of federalism; nor did they get either of the two grandest jobs in the new administration.

#### Losers and bombers

But the biggest losers, so far, are the religious groups. Some, like Dawa, a mixture of Shia clerics and laymen, have gone quiet. Others remain vicious. Young followers of the turbulent cleric, Muqtada al-Sadr, still harass the American-led forces, though some 800 of them, according to some reports, may have been killed in the past two months just in the Baghdad slum where he gets most of his support. Mr Sadr sounds interested in President Bush's offer to go into peaceful politics. But it is unclear, in any case, who controls his movement.

The Sunni Islamist rebels, who supply car-bombers and suicide squads, are harder to win over. Many of their cells come under an umbrella group, the Islamic Front for the Iraqi Resistance, which derides Mr Allawi's team as a fig-leaf for "the hidden occupation". Car-bombs are still going off regularly, with at least 17 explosions in the first fortnight of this month. On June 17th, a suicide-bomber blew up some 35 Iraqis, mostly would-be army recruits, in Baghdad. The majority of those being assassinated are Shias, whom the Sunni jihadis denigrate as "apostates". Don't expect Mr Allawi to get on top of the insurgency in a jiffy. ■



Iran

## The Revolutionary Guards are back

TEHRAN

Iran's conservatives are now underpinned by military ideologues

THE ramshackle traffic police in Tehran are nowadays backed up by muscular paramilitaries in camouflage fatigues. Dozens of seats in parliament and a brace of top posts have recently been filled by ex-servicemen. The generals have stopped President Muhammad Khatami's reformist government from putting a showpiece airport into operation. The Iranian Revolutionary Guard Corps (IRGC), set up more than two decades ago as an ideological counterweight to the less politically-minded (and now less well-equipped) regular army, may be quietly taking control.

The reformists, once dominant but now being squeezed out of power, fear so. Last year their conservative opponents helped a former guardsman become Tehran's mayor. In May, another was appointed to head the broadcasting monopoly. One reformist newspaper reckons that some 90 out of 290 deputies in Iran's new parliament have a "background in revolutionary and military institutions".

These rising men get on well with Ayatollah Ali Khamenei, the conservative "supreme leader" who is resented by some of his fellow clerics. But in General Rahim Safavi, the IRGC supremo, he has a loyal ally. In a recent speech, the general strayed from the specifications of Iran's latest missile to the importance of "efficiency" and "accountability", favourite themes of Mr Khamenei, whose name is invoked in barracks everywhere.

The IRGC's top brass is flexing its muscles. In May, it forced Tehran's new airport to close, in protest against the government's decision to ask a consortium of for-

eigners (Turks) to run it. At home, its agents track dissidents. In Iraq, it seeks to influence fellow Shias. Western diplomats reckon that an Iranian diplomat who was assassinated in Baghdad in April may once have been a guardsman.

Promoting the IRGC may be part of a conservative response to the clergy's own waning prestige. Last month, Iran got its first lay parliamentary speaker. When Mr Khatami, a reformist clergyman, stands down next summer, powerful right-wing ayatollahs may try to manoeuvre a lay conservative into his place.

Reformists also look askance on the IRGC's commercial activities. The previous, reformist parliament tried in vain to probe the alleged misuse of IRGC jetties for smuggling goods into the country. A prominent trade liberaliser, Khosro Nasirzadeh, reckons that more than \$9.5 billion-worth of goods are smuggled into Iran every year. Some 72 jetties, he thinks, operate illegally.

General Safavi, more than the carping clerics, now appears to be Mr Khamenei's natural ally. On issues like Iraq, Iran's strained links with the European Union over nukes, and the extent to which "un-Islamic" social mores can be rolled back, he takes a hard line. The alliance's biggest test is over how to respond to outside pressure over Iran's nuclear programme. Last autumn, the IRGC obeyed Mr Khamenei's order to open sensitive sites to UN inspectors. Since then, the UN has complained of inadequate access, while America's claim that the IRGC has a nuclear programme of its own—for military purposes—has become more insistent (see next article). ■

# Rebels With a Cause

## Iraq's well-armed Kurds could go their own way

BY BABAK DEGHANPISHEH

**A**T FIRST GLANCE, ARI NASSER seems like a splendid guardian for Iraq's future. In recent months he and other recruits in the newly formed Iraqi Civil Defense Corps have patrolled Kirkuk, helping U.S. forces keep order in the volatile northern city. The local troops have earned high marks for their professionalism; many of them, like the 24-year-old Nasser, got years of military training in the fight against Saddam Hussein with the *peshmerga* guerrillas of the Patriotic Union of Kurdistan. That's where Nasser's loyalty remains, he readily admits. "I'm still a peshmerga," he says, laughing. "I only wear this uniform because our party's leadership told us we have to join the ICDC." How long they'll tell him to stay is an open question. "If our leaders decide to pull out of the government," he says, "we will leave with them. It will be easy for us to go to the mountains and fight the new government."

It's no idle threat. Iraq's Kurds have spent many years rebelling against the Baghdad government, and recent developments have intensified the ethnic disputes that could ultimately rip apart Iraq. Behind-the-scenes intervention barely averted a revolt last week within the new interim government after language guaranteeing Kurdish rights was excised from a U.N. Security Council resolution on Iraq. The Kurdish deputy prime minister, Barham Salih, threatened to quit even before being sworn in, and the leaders of the two main Kurdish political parties sent a letter to President George W. Bush warning that the Kurds would boycott the new interim government if it reneged on Kurdish rights.

The political threats are backed by muscle. The peshmerga have an estimated troop strength as high as 75,000. Their troops are professional and heavily armed with tanks, armored personnel carriers and artillery. If the Kurdish-rights dispute bursts into war, it's likely to center on the Kurds' oil-rich capital, Kirkuk. Saddam leveled entire neighborhoods to drive out the Kurds and encouraged Arab tribes to relocate from southern Iraq. Now the Kurds want the place back. In the

days after Saddam's fall, the peshmerga evicted some 2,000 Arabs from homes in and around the city. Since then the Kurds have begun using less violent tactics, setting up land offices to help displaced Kurdish families buy out the Arabs. One local real-estate agent calculates that 5,000 or so Arabs have sold their homes to Kurds in the past year.

Most of all, Kurds don't want other Iraqis telling them what to do. Their leaders have managed to get serious guarantees of Kurdish rights written into the "transitional administrative law," the interim constitution that was approved by U.S. and Iraqi authorities in March. The constitution recognized Kurdish as an official language. It allowed the Kurdistan regional government to retain control over local security forces, and it promised that victims of Saddam's Kirkuk



**STORM CLOUDS:** Kurds guard their homeland

relocation campaign would get their homes back or be given compensation.

The Kurds don't trust their countrymen to keep the deal. In an effort to give the constitution international standing, Kurdish leaders tried to get it mentioned in last week's Security Council resolution. The attempt was foiled by the objection of one man: Iraq's most influential Shiite leader, Grand Ayatollah Ali Sistani. With the June 30 deadline for Iraqi sovereignty less than three weeks away, no one had time to argue. The reference was dropped. The country's new interim prime minister, Ayad Allawi, acknowledged the Kurds' trepidations. "There are reasons [for the Kurds] to be concerned," the Shiite politician said. "Absolutely. It's something I sympathize with." But sympathy won't mollify the Kurds for long. ■

TURQUIE

# Kurdistan : la paix en armes

*Les gestes d'ouverture d'Ankara trouvent un écho chez un peuple las des violences. Mais la guérilla séparatiste rompt la trêve*

De notre correspondant

**C**ela fait dix ans que Leyla Zana n'a pas revu Diyarbakir. Dix années que cette députée, figure emblématique de la lutte pour les droits des Kurdes, a passé en prison, tout comme trois autres élus arrêtés en 1994 pour leurs liens supposés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Lors de leur retour dans cette ville à forte population kurde, des centaines de femmes, la tête coiffée du traditionnel foulard brodé de fils rouges, jaunes et verts – les couleurs kurdes – et des grappes d'enfants sont venus les applaudir sous un soleil brûlant. Et entendre un message de paix. « Nous ne serons jamais le camp qui provoque la violence ! » lance Leyla Zana, d'une voix pleine d'émotion. Car, dans la montagne, les combats ont repris. Le 1<sup>er</sup> juin, le PKK, rebaptisé « Kongra-Gel », a rompu le cessez-le-feu observé unilatéralement depuis cinq ans. Un choix qui laisse perplexes de nombreux Kurdes : il intervient alors que, pour la première fois, l'Etat turc vient d'octroyer aux Kurdes les droits culturels si longtemps attendus.

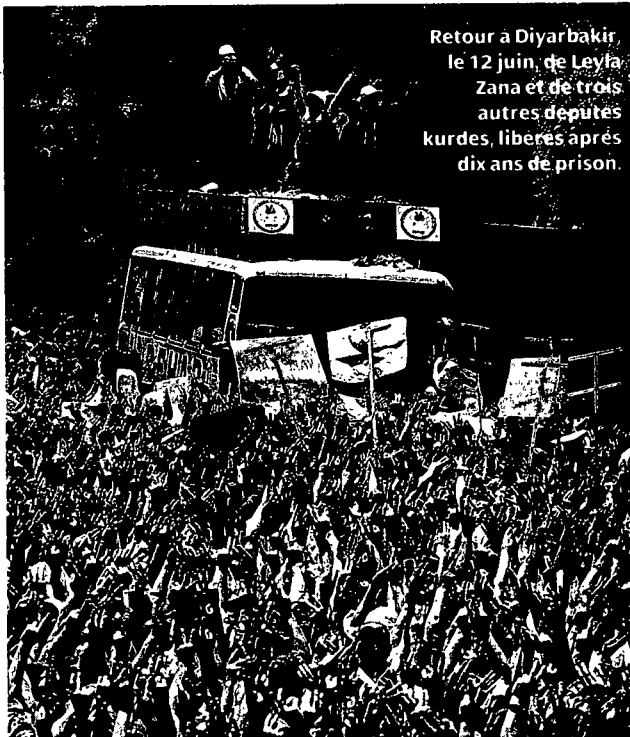
C'est après avoir prononcé un discours en kurde à la tribune de l'Assemblée nationale que Leyla Zana avait été emprisonnée. Ce 12 juin à Diyarbakir, c'est de nouveau dans sa langue maternelle qu'elle s'adresse à la foule. La République turque, qui, depuis

quatre-vingts ans, s'appliquait soigneusement à nier l'identité des Kurdes, allant jusqu'à réfuter l'existence de leurs langues, accepte désormais le multiculturalisme. Encouragées par la perspective d'une adhésion à l'Union européenne, les autorités d'Ankara ont mis en œuvre de nombreuses réformes. Des écoles de langue kurde ont été ouvertes. La radio et la télévision d'Etat ont inauguré, il y a une quinzaine de jours, des programmes d'information dans les deux principales langues kurdes. Même si le ton est un peu langue de bois, c'est la fin d'un tabou. « C'était comme si je me réveillais au milieu d'un rêve », confie l'intellectuel kurde Seyhmus Diken.

Mais les équilibres demeurent fragiles, dans un pays où les nationalistes brandissent depuis toujours le spectre de l'éclatement. Une reprise du terrorisme kurde pourrait mener à la fin de cet exercice

démocratique. Lorsque Tuncer Bakirhan, président du Parti démocratique du peuple (Dehap), qui accueillait à Diyarbakir les quatre élus, a affirmé qu'il était « à égale distance du PKK et du gouvernement », il s'est fait aussitôt vertement tancer par le Premier ministre. « Personne ne peut mettre dans la même balance une organisation terroriste et le gouvernement », a tonné Recep Tayyip Erdogan. « Nous aussi, nous voulons la fin de l'isolement pour Ocalan [chef du PKK, NDLR] et la réintégration des maquisards. Mais faut-il pour cela recourir aux armes ? dit Sezgin Tanrikulu, le chef du barreau de Diyarbakir et l'un des avocats des députés emprisonnés. Le peuple kurde ne veut plus de cette violence. » La situation n'est plus celle qui prévalait dans les années 1990. En rompant la trêve, le PKK pourrait bien, cette fois, perdre le soutien de la population. ●

Nûkete V. Ortaç



Retour à Diyarbakir, le 12 juin, de Leyla Zana et de trois autres députés kurdes, libérés après dix ans de prison.



## Ankara Says Kurdish Separatists Are Rekindling Insurgency

RFE/RL

By Ron Synovitz

June 22, 2004

Prague -- Reports from southern Turkey suggest that Turkish authorities have launched a crackdown against Kurdish separatists since the remnants of the Kurdistan Workers Party (PKK) declared an end to the unilateral cease-fire it announced five years ago.

Kurdish separatists in the PKK had waged an insurgency for nearly two decades in southeastern Turkey in their failed bid to win autonomy for the Kurdish minority there. The now-defunct PKK declared the cease-fire in 1999 after its leader, Abdullah Ocalan, was captured the previous year and urged his followers to conduct their campaign for autonomy through legitimate political means.

**"The PKK based in northern Iraq is about to disintegrate."**

But the PKK's successor group, Kongra-Gel, called off the cease-fire at the start of June, saying Turkish security forces have refused to respect the truce.

Turkish security forces are reported to be increasingly involved in clashes with Kurdish separatist fighters. Ankara claims that about 2,000 Kurdish fighters have crossed into Turkey from hideouts in mountainous northern Iraq in recent weeks.

Seyfi Tashan is director of the Foreign Policy Institute at Bilkent University in Ankara. He notes that the Kurdish separatist movement has been disintegrating since many of its militant members fled into northern Iraq after Ocalan's capture.

Tashan says what now remains of the separatist movement is divided between moderates and splintering militant groups.

"The PKK based in northern Iraq is about to disintegrate," he says. "Some of their members are joining the peshmerga [force that the PKK had fought against in the past]. A group of the PKK -- its name now is Kongra-Gel - - have decided to renew action, infiltrating eastern Turkey from Iraq."

Tashan says that by rekindling violence in southern Turkey, militant faction leaders hope to maintain unity within the disintegrating separatist movement.

"It would be to keep at least a certain part of the people together because, without fighting a war, keeping a group of [militants together] in a camp in the middle of nowhere in northern Iraq is a difficult feat," Tashan says.

However, international lobbyists for Kurdish rights say it is a misrepresentation to equate Kongra-Gel with militancy and terrorism.

Estella Schmid, coordinator of the London-based Kurdistan Solidarity Committee, told RFE/RL that

although Kongra-Gel includes some former militants, the group in recent years has developed a political platform that renounces terrorism.

"Kongra-Gel is a congress. And following the dissolution of the PKK in 1999, this is quite a completely different organization in terms of its strategy and tactics. It is entirely based on the democratization of the Middle East. So they are putting forward a proposal of a federation of the Middle East in which the Kurds are part of the resolution of the problems in the Middle East -- entirely by political and peaceful means," Schmid says.

Schmid concludes that it is Ankara's ban against Kongra-Gel, as well as some 700 attacks conducted by Turkish security forces against Kurds during the last five years, that make a peaceful, political resolution to Kurdish issues so difficult in Turkey.

Rochelle Harris, a spokeswoman for the London-based Kurdish Human Rights Project, says it is hard to find objective opinions about Kurdish issues inside of Turkey.

"The difficulty in finding an objective opinion on the Kurdish situation in Turkey is that the Kurdish side itself has been censored for so many years. For a number of years, it has been illegal to speak as a Kurd in the Kurdish language. However, the European Court of Human Rights is surely one body that could be expected to have an objective opinion. And it has condemned Turkey on a number of occasions for violating the right of freedom of association, of the right to a fair trial, for torture and for other human rights violations," Harris says.

Turkey has been enacting cultural rights for its estimated 12 million-strong Kurdish population as part of efforts to persuade the European Union to open entry talks.

But at the same time, ethnic clashes appear to be on the rise. Private Turkish broadcasters -- including NTV and the Turkish-language division of CNN television -- have reported in the past week that the Turkish military is preparing large-scale operations in southeastern Turkey to hunt down separatist militants.

Other reports confirm that raids already have been launched by Turkish authorities in the southern city of Adana near the Mediterranean coast.

In one raid in Adana last week, six Kurdish men and two Kurdish women were arrested on charges of plotting terrorist attacks. Turkish news reports say evidence seized from the suspects by police included 10 kilograms of plastic explosives along with detonators and documents on bomb making. Earlier this month, four members of the former PKK also were arrested in Adana on suspicion of planning attacks.

More than 37,000 people have been killed in Turkey as a result of separatist violence and the subsequent crackdowns by security forces since Kurdish militants launched their insurgency in the mid-1980s. Most of those killed have been Kurds in the southeast of the country.



## Kurd Issue Likely to Fuel Chaos in Future Iraq

Amir Taheri  
Arab News (Saudi)  
June 23, 2004

With the end of the 14-month occupation, Iraq is likely to be faced, once again, with some of the problems it has had ever since it was put on the map as a nation-state in 1921.

The most complex of these concerns the Kurds whose leaders are playing a game of bluff and counter bluff in the hope of exacting maximum advantage in a period of uncertainty.

Both Massoud Barzani and Jalal Talabani, the two most prominent leaders of the Iraqi Kurds, have dropped hints that they might decide to "part ways" if their demand for a Kurdish veto on some key national decisions is not included in the new constitution.

This may or may not be a bluff. But the threat of Kurdish secession has already met with two different reactions from Iraq's non-Kurdish leadership elite.

Some Iraqi Arab leaders are horrified at the thought of the Kurdish problem dominating the nation's agenda once again. They are prepared to do all they reasonably can to satisfy Kurdish demands within a multi-ethnic pluralist system.

### Others, however, manifest some frustration against the Kurds.

"The Kurds have been the source of all our national miseries from the start," says one Iraqi Arab leader on condition of anonymity. "We became involved in several wars because of them. We also had to submit to dictators because we believed they would prevent the Kurds from secession. But now that Iraq is free why should we return to the failed policies of the past just to keep the Kurds under our flag?"

Many Iraqis, and some policy-makers in Washington, see the Kurdish secession as the worst case scenario for the newly-liberated nation. Barzani and Talabani, arguably the most experienced politicians in Iraq today, know this and try to exploit such fears.

A closer look at the reality of the situation, however, would show that there is little chance for a breakaway Kurdish state in northern Iraq.

There are several reasons for this. To start with Iraqi Kurds do not constitute a single ethnic entity let alone a "nation" in the accepted sense of the term.

Iraqi Kurds speak two different, though mutually intelligible, languages, each of which is divided into several sub-dialects, with distinct literary and cultural traditions.

Iraqi Kurds are also divided into half a dozen religious communities, including a number of heterodox creeds.

Some of the people generally labelled "Kurdish" are, in fact ethnic Lurs and Elamites with their distinct languages, cultures and histories. At the same time the predominantly

Kurdish area is also home to some non-Kurdish communities, including ethnic Arabs, Turcomans, Assyrians and Armenians.

To make matters more complicated, at least a third of Iraqi Kurds live outside the area that might one day become an independent Kurdish state. (There are more than a million Kurds in greater Baghdad, for example.) The creation of a breakaway Kurdish state in Iraq could trigger a process of ethnic cleansing, population exchanges, and displacements that could plunge the whole region into years of conflict.

A Kurdish mini-state in northeastern Iraq might not even be viable. It would be landlocked and will have few natural resources.

Almost all of Iraq's major oil fields fall outside the area under discussion. Also, the area's water resources would be vulnerable to manipulation from Turkey and Iran where the principal rivers originate.

But what about a greater Kurdistan, encompassing all who describe themselves as Kurds? After all there are millions of people who, despite the objective diversity of their languages, histories, and ways of life, feel themselves to be Kurds.

Such a state, including Kurds in Syria, Turkey, Iran, Armenia and Azerbaijan as well as Iraq, would have a population of 30 million in an area the size of France. To create this greater Kurdistan one would have to reorganize a good part of the Middle East and re-draw the borders of six states, including the two largest in the region: Turkey and Iran. Even then the greater Kurdistan would still be a weak landlocked state with few natural resources, and surrounded by powers that, if not hostile, would not go out of their ways to help it get along.

Such a greater Kurdistan would face numerous internal problems also. To start with it will have to decide which of the four alphabets in use for writing the various Kurdish languages should be adopted as the national one.

If the view of the majority is to prevail the alphabet chosen should be Turkish because almost half of all Kurds live in Turkey. At the same time, however, the bulk of Kurdish historic, literary, political, religious and other significant texts are written in the Persian alphabet, itself an expanded version of the Arabic. And where would be the capital of the greater Kurdistan?

If history, myth and, to some extent, the number of inhabitants, are the yardsticks the Iranian cities of Sanandaj and Mahabad would be strong candidates. And, yet, the city with the largest number of Kurdish inhabitants is Istanbul, Turkey's cultural and business capital which is home to more than 16 million ethnic Kurds.

In a greater Kurdistan the intellectual elite would come from Iran and the business elite from Turkey. Would they then allow Iraqi Kurds to provide the political elite? That is hardly likely. What is certain, however, is that in a greater Kurdistan Barzani and Talabani, now big fish in the smaller Iraqi pond, could end up as small fish in a much bigger pond.

All that means that Barzani and Talabani have no interest,

personal or otherwise, to provoke the disintegration of Iraq only to end up as local player in a bigger Kurdish state. Nor do a majority of Iraqi Kurds have an interest in leaving Iraq now that it has, for the first time, a real opportunity to build a state in which Kurds can enjoy full autonomy plus a leading position in national power structures.

The experience of the 3.5 million Iraqi Kurds who have lived a life of full autonomy thanks to US-led protection since 1991 is a mixed one. The area was divided into two halves, one led by Barzani the other by Talabani, showing that even limited unity was hard to achieve in a corner of Iraq let alone throughout the vast region where the Kurds live. The two mini-states respectively led by Barzani and Talabani developed a complex pattern of shifting alliances in which, at times, one allied itself with Saddam Hussein against the other. The two mini-states even became involved in numerous battles, including a full-scale war.

Like pan-Arabism and its promise of unity, Kurdish unification is easy to talk about but hard to implement even on a small scale.

Barzani and Talabani should stop bluffing about "walking away". Other Iraqis, meanwhile, should realize that a shrunken Iraq, that is to say minus its Kurds, would be a vulnerable mini-state in a dangerous neighborhood.

The preservation of Iraq's unity is in the interests of both Kurds and Arabs. It is also in the best interest of regional peace.

At the start of the 21st century, the Kurds cannot pursue their legitimate aspirations through the prism of 19th century romantic nationalism which has mothered so many wars and tragedies all over the world.

The Kurds, wherever they live, must be able to speak their languages, develop their culture, practice their religions and generally run their own affairs as they deem fit. These are inalienable human rights, and the newly-liberated Iraq may be the only place, at least for the time being, where the Kurds can exercise those rights.

In other words this is not the time for the Kurds to think of leaving Iraq nor for other Iraqis to deny the legitimate rights of their Kurdish brethren.

---

## **BARZANI INTERVIEWED ON KURDISH STANCE**

### **RFE/RL IRAQ REPORT**

**By Kathleen Ridolfo**

**25 June 2004**

Kurdistan Democratic Party (KDP) head Mas'ud Barzani told Al-Jazeera television in an interview aired on 18 June that the Kurdish parties welcomed UN Security Council Resolution 1546, despite the resolution's failure to recognize the Transitional Administration Law. The law serves as Iraq's interim constitution and is the sole post-Hussein document to expressly recognize Kurdish rights.

Barzani said that the UN resolution had two positive points. "One point is its reference to the identity of Iraq. It said Iraq will be a federal, democratic, and pluralist country. The second point...is that Paragraph 3 of Article 7 said the permanent constitution must be adopted with a consensus."

These points, Barzani said, helped ease the anxiety felt among Kurds because they met the two most important Kurdish needs outlined in the Transitional Administration Law. U.S. officials also gave assurances about their support for the Transitional Administration Law in subsequent meetings with Barzani and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jalal Talabani. Barzani warned, however, that should the interim or future Iraqi government attempt to repeal the law, the Kurds would "certainly take a completely different stand."

Regarding Kurdish aspirations, Barzani told Al-Jazeera that a Kurdish state remains the dream of all Kurds, adding: "Wishes are something and reality is something else. It is difficult to achieve this now, but I do not think it will be impossible to achieve one day." The KDP chief also reiterated earlier statements, saying that the Kurds

remain committed to the Iraqi state. "We consider the interim government our government and we are part of this government, starting with the prime minister down to all the brother ministers."

He did admit however, that the Kurds felt slighted over the awarding of posts in the interim government named on 1 June, saying that one of the top two posts should have gone to a Kurd. "The important question is: are the Kurds partners in the central decision [-making apparatus] or not? The answer is yes, the Kurds are now partners. This is the basic issue and this is what concerns us more than the position we occupy," Barzani contended. On the question of Kirkuk, Barzani said, "This issue is very important and must be solved as agreed," but did not elaborate further. The issue appears to have been placed on the back burner by all parties involved in recent weeks, but remains a hotly debated issue in the Iraqi media, with Iraqi Arab media contending that Kurds are buying up land in the city and forcing Arabs to leave the city. One website operated by supporters of Muqtada al-Sadr alleged on 21 June that Arabs were being forced into refugee camps by Kurds in the city. The report further claimed that Kurdish returnees to Kirkuk threatened the Arab residents with death if they refused to leave. Thousands of Kurds were forced out of Kirkuk by the Hussein regime's Arabization program in the 1980s.

Meanwhile, Kurdistan Satellite Television reported on 22 June that Coalition Provisional Authority adviser Lianne Saunders told Kurdish political and social figures in a recent briefing that the United States supports the return of displaced people to Kirkuk.

Saunders reportedly also said that the U.S. Embassy intends to open missions in Kirkuk, as well as in Mosul.

## If civil war erupts after handover, Kirkuk may be its starting point

**Knight Ridder Newspapers**  
**by Mark McDonald**  
**24 June 2004**

KIRKUK / The children at the Shorja middle school in Kirkuk raise the flag and sing the anthem every morning - the Kurdistan flag and the Kurdish national anthem. There's not an Iraqi flag in sight.

"Look at our past, how red it is with blood," they sing. "Let no one say the Kurds are no more. They are here, and their flag never falls."

The Kurdish anthem, like the Kurdish past, is blood-soaked and dramatic, and many people in northern Iraq expect more bloodletting very soon. If there's going to be a civil war in Iraq - and many believe that's inevitable - the first cut, and the deepest, could well come in Kirkuk.

The U.S.-led Coalition Provisional Authority yields control of the Iraqi government on June 30, and the stability of the country, perhaps even the region, could be determined by what happens in oil-rich Kirkuk.

"The worry is that when we go, the political vacuum will get filled in a cataclysmic way," said Paul Harvey, the Kirkuk coordinator for the CPA.

The violence has already started. A spate of unsolved political murders has hit Kirkuk in recent weeks, and coalition officials now use bodyguards and armored cars at all times. The U.S. airbase has been taking light but regular mortar attacks, especially after Friday afternoon prayers.

Saboteurs also have blown up two pipelines in the last month, one of them an important export pipeline.

Kirkuk is a sprawling, dust-choked city of nearly 1 million people. It's made up of Kurds, Arabs, Turkmen and Assyrian Christians. The size of each community is a matter of hot debate. All but the Assyrians claim to be predominant.

The Kurds are Muslims, but they're neither Arab nor Persian. They're a separate ethnic group with their own language and customs. Most of the estimated 4.5 million Iraqi Kurds live in the north.

The Turkmen are an ethnic group with linguistic and cultural ties to Turkey, and they practice a moderate form of Shiite Islam. Assyrians have lived in the region for centuries.

"There's so little trust among the different groups that it's hard to see how civil war can be avoided," said Ismael Shukir, a professor of modern Kurdish history at the University of Salahaddin. "Kirkuk could be the flashpoint for all of Iraq. All the nationalities are preparing for a big fight."

The ultimate prize is the oil, and Kirkuk sits atop an ocean of it. The Kirkuk fields hold an estimated 40 percent of all the oil in Iraq.

The state-owned Northern Oil Co. controls the Kirkuk

crude, which is pumped north to the Turkish port of Ceyhan on the Mediterranean. Exports have been halted for pipeline repairs, but outflows reportedly have never reached more than one-fourth capacity since liberation.

Harvey, a career British diplomat who'd never been to the Middle East before, thinks a war in Kirkuk isn't inevitable, although he admits that there are "huge challenges ahead . . . and every problem here has an ethnic dimension to it."

Foreign powers and various Baghdad regimes have been fiddling with the ethnic makeup of Kirkuk for the better part of a century. Now it's the locals who are doing the tampering.

Kirkuk and its outlying farming villages are being flooded with Kurdish refugees, many of whom Saddam Hussein brutally displaced 20 years ago.

When Saddam kicked out the Kurds, he moved in Arabs. Since liberation, the returning Kurds have been reclaiming their homes and farms, sometimes ejecting the Arab tenants at gunpoint. Arab-Kurd tension is unmistakable and nasty.

Meanwhile, Kurdish political parties have been paying Kurds to move to Kirkuk before elections and a census.

After liberation last year, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party quickly seized the city's broadcast center and set up their own TV stations.

They transferred squads of Kurdish police officers to Kirkuk. And the Kurdish president of the university in the city of Irbil exhorted his Kurdish professors to move to Kirkuk to claim teaching posts there.

Turkmen political agents, meanwhile, have been conducting covert censuses of their people in the city. And the Arabs, like the other groups, cite dusty historical tracts to substantiate their claims that Kirkuk is traditionally theirs.

If things do turn cataclysmic, the Kurds could mobilize 70,000 armed men, most of them well-trained guerrilla fighters. These Kurdish peshmerga, "those who face death," fought alongside U.S. Special Forces teams against Saddam's troops.

Turkmen parties also claim to have a military force in ready reserve. Turkey continues to make baleful statements about coming to the aid of its Iraqi brethren.

Sunni insurgents and Shiite volunteers could intervene on behalf of Kirkuk's Arabs.

There are reports of thousands of armed Shiite volunteers mustering across the border in Iran, and the Shiite cleric Muqtada al Sadr also seems to be anticipating a fight in Kirkuk. He's been busing some of his followers into the city.

"They come on Fridays, they pray at the mosque, then they create chaos in the streets," said Mudhafer Obed, whose TV and appliance shop is around the corner from the mosque.

There are other new faces, as well.

"All the intelligence services are here making problems: the Mossad (Israel), the CIA, (the Russian) FSB, the (Turkish) MIT. It only takes one of these agencies to make a lot of mischief," said Mahmoud Chalabi, a Turkmen political analyst.

Tahssin Kahya, the chief of the Kirkuk city council, believes al-Qaida and Ansar al Islam terror cells are operating in the city. Muhammad Ihsan, the minister for human rights in the Kurdistan regional government, also blames "ex-Baathists, Iran, Saudi fundamentalists and Syrian agents" for inciting ethnic hatred.

The 40-member Kirkuk city council, which will take over from the CPA, is composed of 13 Kurds, 10 Arabs, 10 Turkmen and seven Assyrians. The council has been fractious, dithering and ineffective.

"Every council member comes to meetings representing only his own nationality," said Kahya, a Turkmen. "It's like all these uneducated policemen we had to hire. They're out there representing only their own nationality, not the law."

The immediate future of Kirkuk will have a direct bearing on the possible creation of an independent Kurdistan. There are some 25 million Kurds spread across eastern Turkey, northern Iraq, Syria, Iran and Azerbaijan.

They're a distinct nationality, but they've never had their own nation.

"We have the right to have our own country. It's the dream of every Kurd," said Jabar Abdullah, a senior Kurdish leader in Irbil. "But for the time being, our future is with Iraq."

And with the United States. The Kurdish leadership is hoping that a new airport being built outside Irbil will double as a permanent base for the U.S. military.

"Kurds represent the nucleus of a democratic, pluralistic system, and our values match those of the Americans," said Abdullah. "Until now, the U.S. has had only one democratic ally in the Middle East - Israel. Now it has two."

But even with U.S. backing, Kurdistan would have no direct access to the sea, complicating its oil exports, trade relations and economic viability.

What's more, Kurdistan would find itself in a tough neighborhood: Iran, Turkey, Syria and a new, Arab-dominated Iraq aren't likely to tolerate an independent, oil-rich Kurdish nation in their backyards.

If nationhood is the Kurds' No. 1 goal, then having Kirkuk as their capital runs a close second. Future petro-billions from Kirkuk's oil fields are critical to Kurdish independence.

"This Kurdish compulsion to join Kirkuk to Kurdistan is a major problem," said Kahya. "The Kurds believe that unless they achieve this goal, they'll have achieved nothing."

---

---

## Political fiction

**Washington Times**  
**By Hiwa Osman**  
**June 23, 2004**

A sense of shock and humiliation swept through Iraq's Kurdish population this week following the New Yorker magazine report that alleges their sheep-like cooperation with Israeli intelligence and security agencies, ostensibly so the Kurds can "kill off the leadership of the Shiite and Sunni insurgencies."

Ignoring any possible Kurdish motivations and depicting them as Israel's "Plan B" guns for hire, the Kurds are accused of allowing their territory to be used as a base for covert operations to "target suspected Iranian nuclear facilities" and "incorporate anti-Syrian and anti-Iranian activity."

To many Kurds, these allegations echo the fear-mongering conspiracy theories that have been floating around Iraq like stale smoke in a Baghdad tea house; conspiracies generally fueled by neighbors who've been doing their utmost to deprive Iraq of any possible post-Saddam success.

Any intelligent reading of the history of the Kurds and a reasoned assessment of their current situation would raise serious questions about the veracity of the information upon which the story is based.

Although there is no anti-Semitism in Kurdistan, it is simply illogical and unreasonable for the Kurds to

become embroiled in covert ventures for Israel against their fellow Iraqis and neighboring countries.

The premise of the story runs contrary to the Kurdish strategy for their place in the region and in the new Iraq.

For better or for worse, the Kurds have made a concerted decision to be part of Iraq. Kurdish performance in Baghdad over the past year demonstrates that they are keen to forge a new relationship with their Arab compatriots.

Dodgy deals with Israel, which is roundly vilified by the Arabs of Iraq, would do little to encourage this new partnership.

Despite the noise the Kurds made about their exclusion from top government posts and of the U.N. Security Council resolution that lacked the guarantees they demanded, they did not pull out of the government. This illustrates their commitment to the project of building a united Iraq that is democratic, federal and pluralistic.

For now at least, Iraqi Kurds have eschewed a future as a tiny enclave surrounded by hostile neighbors. Independence, despite shrill media reports -- usually instigated by the neighboring countries -- is simply not on the Iraqi Kurdish plate.

Since the early 1990s, the Kurds have bent over backward to ensure good relations with Syria, Turkey and Iran. Going against Kurdish popular sentiment, the Iraqi Kurds went so far as to engage in armed clashes with outside Kurdish opposition groups to prevent them from

using Iraqi territory to launch attacks against their respective governments.

Nothing in the geopolitics of the region has altered to the point where Iraqi Kurdish policy would need to become hostile toward neighboring countries. In fact, the leadership realizes that good relations with these countries today are key to a stable, prosperous and secure Iraqi Kurdistan.

The Kurds have been actively encouraging Turkish companies to locate in Iraqi Kurdistan -- a deliberate plan to strengthen ties with Turkey, which they see as a gateway to Europe and the West.

Iraqi Kurds need Iranian cooperation on counterterrorism. The al Qaeda affiliate, Ansar al-Islam, was flushed out of Iraq during the war last spring, but hundreds of its members fled into Iran and are today kept in check by Iranian security.

But that could change tomorrow if the Kurds were instigating covert operations with Israel against Iran. The Kurds have no desire to see a return of those Ansar operatives, who tried to assassinate their political leaders and terrorized civilians with car bombs and armed attacks.

Aside from Kurdish need for stable relations with powerful neighbors and Iraqi compatriots, the Iraqi Kurds simply have nothing to gain by Israeli cooperation.

While it is true that the Kurds had deals with Israel in the 1960s and 1970s, the situation then was completely different from now. In their desperation for a powerful ally, the isolated Kurds saw Israel as a path to Washington.

At any rate, many Kurdish leaders who were involved at the time, today say they regret that relationship. In the end, they were sold out anyway.

Today, Washington is in Iraq and the Kurds are in daily contact. Any need for an alliance with Israel has vanished. Kurdish leaders are wise enough to see relations with Israel as a regional liability.

Painting the Kurds as patsies of the Israelis seriously undermines the credibility one of America's staunchest allies in the Middle East. Sadly, it also plays into the hands of the hard-line Islamists who are trying to ignite a civil war in Iraq.

Hiwa Osman is a Baghdad-based journalist.

---

---

## **Iraqi Kurdish leaders are realists**

**Turkish Daily News**  
**by Ilnur Cevik**  
**June 24, 2004**

If you read the mainstream Turkish newspapers and believe what they write, Turkish leaders spoke very tough to Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani on the issues of Kirkuk, federalism and the PKK.

Those who are privy to what has been discussed between Talabani, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and Foreign Minister Abdullah Gul in separate meetings know well that this is not the case.

Yes, Turkey has serious reservations and even concerns about the future of Iraq as well as the future of Kirkuk, on a federal structure designed to encourage secessionism and splits in Iraq and the presence of the PKK terrorists in the mountains of northern Iraq but Turkish leaders have seen that Talabani also has such concerns and is prepared to share them and find solutions in a brotherly manner and in a spirit of full cooperation.

Talabani as well as the Kurdistan Democracy Party (KDP) leader Masoud Barzani detest the PKK and regard it as a harmful terrorist group that has hurt the Iraqi Kurdish people in every manner. They are totally against the PKK resuming violent acts inside Turkey and are prepared to encourage the PKK militants holed up in the mountains of northern Iraq not to embark on a new adventure. They see many PKK militants reluctant to join in the terrorist campaign against Turkey and they do not know what to do with them. They want the Turkish leaders to help them

deal with this dilemma.

**Isn't this a pragmatic and realistic approach?**

On Kirkuk Talabani is very clear. He wants the city to be run by a joint administration of Kurds, Turkmens and Arabs and that is how this should be done and decided in a democratic manner. He realizes the strong Turkish influence in Kirkuk and respects Turkey's sensitivities. He is prepared to fully cooperate with Turkish leaders to hammer out a solution for Kirkuk to the benefit of the Turkmens and the Kurds with the help of Ankara.

**What more can the Turkish leaders want?**

Then of course there is the issue of federalism. Talabani like Ankara feels the Iraqi people should decide the shape and structure of a federal system in Iraq. So the Kurds do not want to impose a federal system that enhances their self rule. On the contrary the Kurds say they have given up most of their gains regarding self rule by accepting to be in Baghdad and be a part of the new Iraq. They say they have made many sacrifices and expect Ankara to acknowledge this.

So there are many areas where Ankara and the Kurds see eye to eye but with some minor problems that need to be ironed out regarding nuances.

We are told that the Turkish leaders have been very positive to Talabani during this visit and we can safely say a new chapter has been opened in the relations between the Iraqi Kurds and Ankara. Let us hope this is further consolidated with a Masoud Barzani trip to Turkey.

# Iyad Allaoui veut réorganiser les forces de sécurité pour lutter contre le terrorisme en Irak

Le premier ministre veut mobiliser 200 000 hommes et envisage l'imposition de la loi martiale « pour des durées limitées ». L'armée sera reconstituée avec « 40 % à 55 % » d'anciens soldats

## BAGDAD

de notre envoyé spécial

On ne saura sans doute pas avant longtemps qui, du gouvernement irakien ou de ses alliés américano-britanniques, est le véritable auteur du vaste plan de restructuration des forces de sécurité présenté, dimanche 20 juin, à Bagdad par le premier ministre intérimaire, Iyad Allaoui, pour combattre le terrorisme.

Mais pour l'heure, excédés par les attentats et les sabotages quotidiens qui leur gâchent la vie et l'espoir d'une nouvelle ère, les Irakiens s'en moquent. Ils le disent dans tous les sondages et dans toutes les conversations : avant toute autre chose, avant le redressement économique, avant même le départ des forces d'occupation, ils veulent le rétablissement de la sécurité publique. Si tant est que ce plan réussisse, peu leur importe sans doute qu'il ait été mis au point ces derniers jours à Bagdad avec le numéro deux de la défense américaine, Paul Wolfowitz, et un haut responsable de la défense britannique, Kevin Tebbit.

Le docteur Allaoui, neurologue de profession et, dans les années 1970, agent double pour le Baas irakien et le renseignement britannique extérieur (MI6), a décidé de « prendre la responsabilité ultime » du combat contre ce qu'il appelle « les forces du mal ». Pour ce faire, a-t-il expliqué, lisant son papier d'un ton morne devant la presse internationale, « j'ai fixé comme

priorité immédiate la mise en place d'un système de contrôle et de commandement efficace » destiné « à intégrer toutes les forces nationales » pour les jeter dans la bataille contre ce terrorisme « constitué d'éléments de l'ancien régime et de non-Irakiens inspirés, financés et aidés dans leur logistique, de l'étranger ».

En clair, autour de 200 000 hommes, incluant la police, les gardes-frontières, la Force de protection des sites publics, les 30 000 hommes de la Garde nationale fondée en 2003 par la coalition sous l'appellation de Corps irakien de défense civile (CIDC) et désormais intégrée dans l'armée nationale, les services embryonnaires de renseignement intérieur rétablis au début de cette année et enfin l'armée nationale en pleine restructuration et réentraînement, seront mobilisés.

## « TEMPS DIFFICILES »

« Aux avant-postes du combat, a encore précisé M. Allaoui, se trouveront des "Forces spéciales" qui seront notre priorité en termes d'entraînement et d'équipement. » Ces forces, dont le nombre n'a pas été précisé, seront formées et équipées pour pouvoir « frapper les terroristes et les rebelles avant qu'ils ne puissent nuire ». Au cas où cette mobilisation générale ne suffirait pas, le chef du gouvernement pourra continuer de faire appel, y compris après le 30 juin - date de la fin de l'occupation officielle - à la for-

ce multinationale qui restera sur place.

En accord avec elle, le gouvernement étudie la possibilité d'imposer des couvre-feux et de déclarer la loi martiale « pour des durées limitées » dans tout ou partie du pays. Le gouvernement pourrait notamment s'inspirer de la loi n° 4 de 1965, décrétée sous la présidence d'Abdel Salam Aref (1963-1966), pour élaborer une législation spé-

tre à un journal américain, le gouvernement veut reconstituer au moins cinq divisions - environ 45 000 hommes - de l'ancienne armée irakienne supprimée d'un trait de plume en 2003 par Paul Bremer, l'administrateur civil américain. « Une erreur », a répété dimanche M. Allaoui. Ancien baasiste lui-même jusqu'à sa rupture avec Saddam Hussein en 1971, le premier ministre a vitupéré la poli-

## Ultimatum pour un Sud-Coréen pris en otage

La Corée du Sud est restée ferme, lundi 21 juin, sur son engagement à déployer 3 000 soldats supplémentaires en Irak début août, faisant d'elle la troisième force militaire, en dépit des menaces d'islamistes proches d'Al-Qaïda promettant de décapiter un otage sud-coréen. Kim Sun-il, 33 ans, a été pris en otage jeudi par trois hommes disant appartenir au groupe Tawhid Wal Jihad (Unification et guerre sainte), proche d'Al-Qaïda, qui ont menacé de l'égorger et de le décapiter dans les 24 heures si Séoul ne renonçait pas à son engagement en Irak. Arrivé le 15 juin à Bagdad, cet homme travaillant comme traducteur pour la Gana General Trading Company, filiale du groupe industriel sud-coréen Gana chargée de la fourniture de vivres aux forces américaines, a été pris en otage près de Fallouja. La Corée du Sud compte déjà 660 ingénieurs et personnels soignants dans le sud de l'Irak. Une dizaine d'étrangers sont actuellement pris en otage ou disparus. - (AFP.)

cielle. Ce texte, qui n'a jamais été abrogé par Saddam Hussein, limite les libertés publiques, permet de détenir des personnes sans mandat, d'expulser des étrangers et de dissoudre les associations comme les partis politiques.

« La situation dans le pays exige des mesures fermes », a commenté Bakhtiar Amine, ministre des droits de l'homme. « Mais, a-t-il déclaré à l'AFP, tout sera fait pour que l'application de telles lois respecte les droits humains. » Pour Iyad Allaoui, qui a passé les 22 dernières années de sa vie en exil, « les temps difficiles » vécus par l'Irak justifient ces mesures d'exception, qui incluront le déploiement, « à l'intérieur du pays, d'effectifs substantiels de l'armée pour aider à lutter contre les menaces terroristes ».

Le gouvernement intérimaire, a ajouté le docteur Allaoui, « est déterminé à faire face à ces éléments qui s'opposent à nos préparatifs pour les élections [prévues pour janvier 2005] et à notre redressement économique ». A terme, confiait le 10 juin le premier minis-

trique de « débaasisation » tous azimuts décrétée par l'occupant et entend réintégrer dans l'armée nationale « 40 % à 55 % » de ses anciens cadres et hommes de troupe.

Dimanche à Bagdad, le docteur Allaoui n'a pas parlé du coût de toutes ces réorganisations. Mais on sait que la facture pour l'entraînement, l'équipement en armes et moyens de communication et la remise en état des bases pour toutes ces forces s'élèvera dans un premier temps à 3 milliards de dollars, dont le financement est d'ores et déjà accepté par les Etats-Unis.

Le général américain David Petraus, qui coordonne à Bagdad la reconstruction de l'armée irakienne, estimait la semaine passée qu'une « masse critique » de soldats et combattants divers, y compris un bataillon spécial entraîné au combat urbain et prochainement déployé dans la capitale, pourrait être à pied d'œuvre au début de l'an prochain.

Patrice Claude

## L'avis de Bill Clinton sur la guerre contre l'Irak

Dans un entretien à *Time* à propos de son livre *Ma vie*, Bill Clinton approuve la décision de George Bush d'être parti en guerre contre l'Irak, mais affirme qu'il aurait attendu la fin de la mission des inspecteurs de l'ONU pour le faire. « Je ne pense pas qu'on soit allé là-bas pour le pétrole. Nous n'y sommes pas allés pour des raisons impérialistes ou financières », a indiqué l'ancien président, avant d'ajouter : « Nous y sommes allés parce que Bush a épousé l'analyse Wolfowitz-Cheney selon laquelle les Irakiens se porteront mieux [sans Saddam Hussein], que nous pouvions ébranler les régimes autoritaires arabes au Proche-Orient et que notre capacité à inciter les Palestiniens et les Israéliens à faire la paix s'en trouverait accrue. »

Bill Clinton affirme également dans son autobiographie avoir dit à son successeur que « sa plus grande déception était d'avoir échoué à capturer Ben Laden » et que ce serait « l'un de ses plus gros problèmes », avec notamment « l'absence de paix au Proche-Orient, les liens unissant les Pakistanais aux talibans et à Al-Qaïda, la Corée du Nord et enfin l'Irak ». - (AFP.)

# Rebels stage attacks in 5 cities in Iraq

## Violence on rise as transition nears

By Edward Wong  
and Jeffrey Gettleman

**BAQUBA, Iraq:** Insurgents staged what appeared to be coordinated assaults in five cities across central and northern Iraq on Thursday, overrunning police stations, ambushing American patrols and driving car bombs right up to government buildings.

The assaults were reminiscent of the uprising in early April, when guerrilla fighters in the south seized a string of cities while separate groups in the west battled marines.

The attacks Thursday rippled across the so-called Sunni triangle and demonstrated that as the planned of limited sovereignty on Wednesday

draws near, the violence here will almost certainly increase in ambition if not frequency.

Plumes of smoke boiled up from the streets of Falluja, Ramadi, Baquba, Mosul and Baghdad as masked insurgents battled American and Iraqi security forces.

"We were expecting such an escalation, and we will witness more in the next few weeks," said Iraq's prime minister, Iyad Allawi, whom terrorists have threatened to assassinate. "We will deal with it and crush it."

A spokesman for the Iraqi Health Ministry, which tracks Iraqi casualties nationwide, said the death toll Thursday was 69 Iraqis dead and 276 wounded, with 44 killed in Mosul

alone. The spokesman said he expected the death toll to climb.

Brigadier General Mark Kimmitt, deputy director of operations for the U.S. Army in Iraq, said the clashes appeared to have mostly subsided by noon. "With the exception of what we are seeing in Baquba, most seem to be under control right now," he said, according to Reuters.

Here in Baquba, 55 kilometers, or 35 miles, northeast of Baghdad, about 150 insurgents seized two police stations and began hoarding weapons in buildings around a stadium in the city center.

Two American soldiers were killed and seven were wounded, said Lieutenant Colonel Steve Bullimore, commander of Task Force 1-6 Field Artillery of the 1st Infantry Division. At least 25 insurgents were killed, he said.

In addition, at least seven Iraqi police officers were also reported killed.

In the northern city of Mosul, multiple car bombs exploded at police stations. And in Falluja, guerrilla fighters battled marines in street combat for the first time since late April, when the marines began negotiations to turn over control of the volatile city to an Iraqi militia.

The fighting began in Falluja, a center of resistance and one of the tensest places in Iraq, at dawn, with American helicopters firing missiles into several houses. American armored personnel carriers and several dozen soldiers then stormed into the city, which has been off limits to American troops for the seven weeks since a truce was declared.

The American military said that marines and the Iraqi Falluja Brigade had responded to attacks from insurgents in and around Falluja. The brigade is the all-Iraqi force entrusted with providing security for the city.

"The fighting was very heavy and there are too many people killed to count," said Qasim Muhammad Abdul Satar, who sits on Falluja's shura council, a body of town elders.

By midafternoon, another uneasy truce was struck, and a message blared from mosque minarets for insurgents to put down their guns and go home.

Jasim Muhammad Saleh, a former Iraqi Army general in Falluja, said, "The big people of the city — the sheikhs, the tribes, the police and the mayor — met with Americans to halt their fire and the Americans agreed to withdraw to their base."

In Baquba, the seven Iraqi police officers were killed by guerrillas at one of the two police stations. The Americans sent in Apache attack helicopters and armored vehicles, including M-1 Abrams tanks, and had to call in an airstrike.

Pillars of smoke curled up above the skyline. Helicopters swooped through the sky. Columns of vehicles carrying American soldiers rolled along the roads leading to the city center, where three buildings were reduced to rubble by bombs dropped from U.S. aircraft.

A group called Jamaat al-Tawhid and Jihad took responsibility for the attack

## Iran's nuclear challenge

If international treaties to prevent the spread of nuclear weapons have any power, now is the time to flex it on Iran. Last week the United States, Europe, Russia and China jointly condemned Iran's refusal to explain how it got blueprints and equipment usable for making nuclear bomb fuel. That criticism must be followed up with concerted pressure to keep Iran from joining the growing list of states armed with nuclear weapons.

Tehran has been defying the spirit, and probably the letter, of the Nuclear Nonproliferation Treaty in order to acquire the technology and fuel needed to build nuclear weapons. If it is allowed to continue down this path, it could begin building bombs in two to five years. If Europe, Russia and China now toughen their stands, as Washington is urging, Iran, unlike North Korea, can probably still be stopped.

Tehran has been concealing suspicious nuclear activities from the International Atomic Energy Agency since at least 1985, testing how far it could go in developing the capacity to produce weapons-grade uranium while insisting it was only interested in lesser-grade uranium for power reactors. Its deceptions were discovered more than a year ago. Last autumn Tehran promised Britain, France and Germany that it would suspend its uranium-enrichment activities and

cooperate more fully with the IAEA. Iran's active reform movement, with a solid parliamentary majority, encouraged hopes for further dialogue. Since then, conservative clerics have crushed the reformers, taken over Parliament and hardened Iranian policies. In recent days, Tehran has threatened to resume work on uranium-enrichment equipment.

In light of this new belligerence and Iran's failure to cooperate with the IAEA, Europe should overcome its qualms about referring the Iranian nuclear issue to the United Nations Security Council. The Security Council is designed to deal with threats to international peace and security. A potential Iranian breakout from the Nuclear Nonproliferation Treaty clearly qualifies.

Other steps should be taken as well. Russia should continue to refrain from delivering fuel for Iran's Russian-built nuclear power reactor until Tehran renounces uranium enrichment and fully cooperates with the IAEA. China should order its companies not to cooperate with Iranian enrichment or bomb-making efforts, and should urge North Korea and Pakistan to impose similar bans.

The unhappy experience of Iraq showed that unilateral military action is not a very useful antiproliferation tool. This is the moment to make multilateralism, pursued with determination and firmness, work with Iran.



and urged residents to comply with the "instructions of resistance." The group is linked to the Jordanian terrorist Abu Musab al-Zarqawi and was responsible

for the beheading on Tuesday of a South Korean worker who had been kidnapped near Falluja.

American officials have said that Zarqawi was also behind the threat issued in a statement on Wednesday to assassinate Allawi. In April, the same group staged a bold daylight assault on the main police station in Falluja.

If the attack in Baquba was the work of the group, it would be the first time it

had taken part in an assault outside the Falluja area.

Bullimore said he did not know whether Zarqawi or any group linked to him was behind the strike. "I always thought of him as an up-and-coming worldwide terrorist," he said.

Many of the insurgents wore black clothing with red headscarves wrapped around their faces. An American platoon leader, Lieutenant T. J. Grider, said the enemy used complex tactics that he had not seen guerrillas here employ before. For example, he said, they set up ambushes in which they fired on Amer-

icans after setting off roadside bombs. The battle began after a night in which an American sniper team killed two insurgents trying to set up a roadside bomb south of the city center, Bullimore said. A platoon of Bradley fighting vehicles returning from that mission ran into heavy fire in the Mufrek district.

The New York Times

## Bomb in Istanbul kills 4 ahead of NATO summit

By Susan Sachs

**ISTANBUL:** A small bomb exploded Thursday on a crowded public bus here, killing 4 people and wounding at least 14, as security officials prepared to close off swaths of the city in advance of the NATO summit meeting on Monday.

The Turkish authorities said they believed the bomb was in the lap of a young female passenger who was probably on her way to detonate it in another part of the city.

Their conclusion was apparently based on the discovery of a young woman in her mid-20s, her body cut in two at the waist, who was found in the mangled bus after the explosion, witnesses said.

"The bus was not the target," said Muammer Guler, the governor of Istanbul, after visiting the hospital in a residential district on the European side of the city where some of the wounded were being treated. "The bomb was being carried from one place to another."

Earlier on Thursday, a small percussion bomb exploded outside an Ankara hotel where President George W. Bush is scheduled to spend Saturday night before meetings with the president and prime minister of Turkey.

Two police officers, members of a large security force that was already setting up around the hotel, suffered minor injuries, according to reports from private Turkish television stations.

The hotel, a Hilton, is located at the junction of a large public park and several busy café-dotted streets in the center of the Turkish capital.

A White House spokesman said there were no plans to cancel the president's trip to Turkey.

Turkish security forces have been especially active in the last few weeks preparing for the two-day summit meeting, which has already provoked a handful of anti-NATO and anti-American demonstrations across Turkey.

Antiterrorism police officers said earlier this week that they had broken up a radical Islamic terrorist cell that had been training to carry out suicide bomb attacks at unspecified locations.

But the two bombs that exploded on Thursday were attributed to obscure leftist forces.

"Taking into account similar explosions that have recently occurred in some parts of Istanbul, there's a high possibility this is an illegal left-wing organization with a Marxist inclination," said Guler, the city's governor.

Turkey, which hopes the NATO meeting will prove a showcase for its aspira-

tions to join the European Union, has invested close to \$40 million to spruce up the parks and streets of Istanbul and to provide security.

Officials have said that ships carrying hazardous cargo will be banned from the normally busy Bosphorus shipping lane that divides Istanbul into Asian and European sectors.

Parts of the center of the city, on the European side where the bus explosion

occurred, will be sealed off; public transit will be rerouted or shut down in some areas; and many government offices and factories will close.

Last November, Istanbul was rocked by four truck-bomb attacks in five days. Two synagogues, the British Consulate and the headquarters of the HSBC bank were hit, and the British consul general was killed.

The New York Times

International Herald Tribune  
June 25, 2004



The Associated Press

Rescuers inside a bus that was hit by a bomb blast Thursday in Istanbul preparing to help a victim onto a waiting stretcher. At least 14 people were hurt in the explosion.

## Le président irakien pour le maintien du statu-quo ethnique à Kirkouk



KIRKOUK (Irak), 22 juin (AFP) - 13h54 - Le président irakien Ghazi al-Yaouar s'est dit opposé mardi à un changement de la composition ethnique de la ville pétrolière de Kirkouk, qui a connu une arabisation forcée sous le régime de Saddam Hussein aux dépens des Kurdes.

"Kirkouk doit être une ville de coexistence pacifique et le nouvel Irak n'obligera personne à quitter son foyer", a déclaré M. Yaouar qui a visité la ville en compagnie de l'administrateur civil américain Paul Bremer.

Le président intérimaire, issu de la grande tribu sunnite des Chammar, a violemment réagi à une demande du vice-gouverneur de la ville, Hassib Rouj Bayani, un Kurde en charge du dossier des déplacés, qui a recommandé de "chasser les étrangers de la ville".

"Je refuse ce genre de qualification, il s'agit quand même d'Irakiens. Vos propos sont durs et je ne peux les accepter", a répondu M. Yaouar durant une rencontre avec les responsables de la ville, située à 255 km au nord de Bagdad.

Sous le régime de Saddam Hussein, des milliers d'Arabes ont été encouragés à s'installer dans la ville pétrolière, revendiquée par les Kurdes, qui militent aujourd'hui pour leur départ.

Cette question crée une tension permanente dans la ville où les heurts armés entre les membres des deux communautés se sont multipliés.

M. Bremer a de son côté évoqué la reconstruction de la ville, indiquant qu'une enveloppe de 500 millions de dollars avait été consacrée à 90 projets dans les secteurs de l'électricité, de l'eau et des routes.

## Paul Bremer a choisi de visiter ses "amis kurdes" avant de quitter l'Irak



SOULEIMANIYAH (Irak), 23 juin (AFP) - 13h16 - L'administrateur américain Paul Bremer a choisi de consacrer deux de ses derniers jours en Irak à une tournée dans le nord du pays où il est allé visiter ses "amis kurdes", qui connaissent des jours prospères sous l'occupation américaine.

Beaucoup d'entre eux, qui appréhendent le transfert de pouvoirs au gouvernement intérimaire irakien prévu le 30 juin, lui ont demandé de rester, alors que de nombreux Irakiens le considèrent comme responsable de leurs malheurs.

"Je viens dire adieu aux amis que je me suis fait cette année", a affirmé à l'AFP M. Bremer, qui termine mercredi son voyage dans le nord.

A son arrivée à Souleimaniyah, il a été reçu par des enfants, vêtus d'habits traditionnels, qui chantaient "Bienvenue, bienvenue", à celui qui fut le proconsul de l'Irak durant plus d'un an.

Ils lui ont offert un grand bouquet de fleurs à l'hôtel où il devait rencontrer des responsables de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani).

Dans la ville, les habitants félicitaient la coalition pour ses réalisations, une attitude totalement différente du reste des Irakiens. Cette région échappe depuis 1991 au contrôle de Saddam Hussein grâce aux Etats-Unis qui ont dirigé la coalition internationale lors de la guerre du Golfe de 1991, et elle a été relativement épargnée durant la guerre de mars 2003.

"Nous sommes très content avec Bremer. C'est un homme honnête qui a aidé les Kurdes à faire entendre leur voix", affirme Nazaline Sarid, un percepteur des impôts de 40 ans, venu avec 40 autres habitants pour entrevoir le responsable américain.

L'UPK lui est également reconnaissant car l'occupation lui a permis d'avoir son mot à dire au gouvernement, avec sept ministres, dont un vice-Premier et un vice-Président. En outre, bien qu'ils ne représentent que 15 à 20% de la population, ils ont obtenu un droit de veto sur la future Constitution, la création d'un Irak fédéral et la reconnaissance de leur langue à côté de l'arabe.

"Il est notre ami. Il a travaillé très dur cette année et nous le regretterons", confie Farad Khodar, un haut responsable de l'UPK.

Si comme tous les Kurdes, Kadar espère que la paix sera rétablie durant le mandat du gouvernement intérimaire qui doit organiser les élections générales fin janvier, il reconnaît que la coalition part en laissant derrière elle de nombreux problèmes.

"Nous devons compter sur nous-même dans l'avenir, mais le principal problème est la sécurité et nous ne pouvons pas nous en occuper seuls", dit-il.

Dans les rues de Souleimaniyah, les travaux de construction vont bon train depuis des magasins jusqu'à d'imposants bâtiments gouvernementaux.

Lors de sa tournée d'adieu, M. Bremer s'est rendu aussi à Salaheddine, le fief de la formation rivale, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) pour y rencontrer notamment Massoud Barzani.

Les deux hommes ont développé une solide relation en travaillant ensemble durant 14 mois, ont indiqué des responsables de la coalition. Alors au lieu d'une cérémonie d'adieu formelle, les deux hommes ont préféré effectuer une ballade champêtre en voiture dans cette région montagneuse.

Résumant l'action de Paul Bremer, Fazel Mirani, un très haut responsable du PDK affirme qu'il a mené au mieux sa mission difficile.

"Il ne connaissait rien de l'Irak en arrivant mais petit à petit il a commencé à le comprendre. Personne ne peut faire ce travail sans commettre des erreurs", dit-il.

## Un dirigeant kurde dément qu'Israël monte des opérations secrètes au Kurdistan



ANKARA, 22 juin (AFP) - 11h36 - Le dirigeant kurde irakien Jalal Talabani a démenti une information parue dans la presse américaine selon laquelle des agents israéliens se trouvent au Kurdistan irakien pour monter des opérations contre l'Iran.

"Ces informations sont des chimères", a-t-il déclaré tard lundi, cité par l'agence Anatolie, à son arrivée à Ankara où il devait s'entretenir mardi avec le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul.

"J'invite ceux qui rapportent (ces informations) à venir voir de leur propres yeux" dans le nord de l'Irak, a ajouté M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui contrôle le Kurdistan irakien avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Selon un article du journaliste américain Seymour Hersh paru dans l'édition de dimanche du magazine New Yorker, des agents israéliens opéreraient au Kurdistan irakien et auraient fait des incursions en Iran pour surveiller des installations nucléaires.

Ces agents, parmi lesquels figurent des membres du service secret israélien Mossad, entraînent des commandos kurdes dans le nord de l'Irak, affirme le magazine.

L'ambassade d'Israël à Washington a démenti ces informations, selon le New Yorker, mais elles ont été confirmées par un haut responsable de la CIA (la centrale américaine du renseignement).

En s'alliant aux Kurdes, Israël a des yeux et des oreilles en Iran, en Irak et en Syrie, selon le magazine.

La presse turque reprenait mardi à la Une l'article du New Yorker et rappelait que des informations de ce genre circulent déjà depuis plusieurs mois.

Selon le quotidien Radikal, les services de renseignements turcs (MIT) ont informé le gouvernement des "activités secrètes" d'Israël dans le nord de l'Irak. Ankara a demandé des explications aux autorités israéliennes qui ont démenti, selon le journal.

Depuis l'intervention américano-britannique contre l'Irak, la Turquie est irritée par les aspirations autonomistes des kurdes irakiens, alliés aux Américains. Ankara craint qu'une autonomie kurde en Irak encourage ses propres kurdes à renouer avec la rébellion sécessionniste qui a fait des milliers de morts entre 1984 et 1999.

---

## Peines de prison pour 7 Kurdes en Syrie: Amnesty dénonce un "jugement injuste"



BEYROUTH, 29 juin (AFP) - 18h06 - Amnesty international a appelé mardi à la "libération immédiate" de sept Kurdes condamnés à des peines de prison par un tribunal d'exception en Syrie, dénonçant un "jugement injuste".

"Amnesty condamne le jugement injuste de la Cour de sûreté de l'Etat de sept Kurdes" syriens, selon un communiqué reçu au bureau de l'AFP à Beyrouth.

L'organisation appelle "les autorités syriennes à annuler les peines de prison et à libérer immédiatement" les condamnés. Elle accuse Damas de "violation des droits d'expression" reconnus par la Constitution syrienne et la Convention des droits civils et des partis ratifiés par la Syrie.

La Cour de sûreté de l'Etat en Syrie a condamné dimanche quatre Kurdes à un an de prison et trois autres, dont un avocat, Mohammad Moustapha, à deux ans de prison, a annoncé dimanche l'Association des droits de l'Homme en Syrie (ADHS).

Les sept Kurdes étaient accusés d'"appartenance à une organisation secrète" et de "tentative d'amputation d'une partie du territoire syrien pour l'annexer à un Etat étranger". La Syrie est farouchement opposée à la création d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak.

Des diplomates étrangers dont ceux des Etats-Unis, de l'Union européenne et du Canada, ainsi que dix avocats ont assisté à la séance du tribunal.

Les sept Kurdes avaient été arrêtés fin juin 2003 lors d'une manifestation à proximité du siège du Fonds de l'Onu pour l'enfance (Unicef) à Damas à l'occasion de la journée mondiale pour la protection de l'enfance, le 25 juin.

Durant cette manifestation, les protestataires avaient réclamé "la nationalité syrienne ainsi que la reconnaissance des droits culturels du peuple kurde", selon des associations des droits de l'Homme.

La Syrie compte près de 1,5 millions de Kurdes, vivant principalement dans le nord-est du pays, près de la frontière irakienne. Outre la reconnaissance de leur langue et de leur culture, ils demandent à être traités comme des citoyens à part entière "dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays".

Un entretien avec le ministre des Affaires étrangères de la Turquie

## Abdullah Gül : « Non à une partition de l'Irak »

Économiste de formation, Abdullah Gül est, depuis mars 2003, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement AKP (Justice et Développement) de Recep Tayyip Erdogan. Avec le premier ministre, il mène une campagne de réformes afin de convaincre l'Union européenne de fixer, en décembre, une date pour l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie. Élu régulièrement député, depuis 1991, sous les couleurs de partis plus ou moins ouvertement islamiques, il avait auparavant travaillé durant huit ans à la Banque islamique de développement, à Djedda, en Arabie saoudite.

**LE FIGARO.** - Le PKK, la guérilla kurde de Turquie, a recommencé ses attaques. Mille cinq cents maquisards auraient quitté leurs refuges irakiens et passé la frontière. Des chefs séparatistes sont signalés à Mossoul. Qu'attend l'armée américaine pour remplir ses promesses et mater les maquisards retranchés en Irak du Nord ?

**Abdullah GÜL.** - C'est évidemment une des questions que nous soulèverons dans nos conversations avec le président des États-Unis. Le PKK figure sur la liste américaine des organisations terroristes. Al-Qaïda est important pour les États-Unis. Le PKK l'est encore plus pour nous. Nous espérons donc qu'ils régleront ce problème d'une façon satisfaisante.

**Comment expliquez-vous que l'armée américaine ait attaqué les Moudjahidins du peuple iranien, un groupe, catalogué terroriste, qui combat l'Irak depuis l'Irak, alors qu'elle laisse le PKK attaquer la Turquie, son allié ?**

Nous poserons la même question aux Américains. Nous n'avons pas encore reçu de réponse satisfaisante. A chaque fois cependant, ils confirment que le PKK est une organisation terroriste et qu'ils agiront en conséquence. Le renouvellement de cet engagement est à nos yeux important.

**L'indifférence des États-Unis à vos mises en garde contre la guerre et les critiques qu'ils vous ont**

**adressées depuis, vous ont-elles rapproché de la « Vieille Europe » ?**

C'est tout à fait clair. Les États-Unis ont été déçus du vote du Parlement turc interdisant le passage de leurs troupes sur notre territoire. L'Europe au contraire l'a apprécié. Le rapprochement des attitudes turques et européennes sur l'Irak s'est confirmé depuis. Nos attitudes sont comparables.

**Passons à l'Irak du Nord. Votre opposition à l'autonomie du Kurdistan irakien, qui est une réalité depuis la première guerre du Golfe, ne s'est-elle pas atténuée ?**

La situation a changé. Durant toutes ces dernières années, la Turquie avait accordé sa protection à l'Irak du Nord contre les menaces en provenance du régime de Saddam Hussein. C'est à l'abri de ce parapluie que les Kurdes irakiens ont pu bâtir les structures politiques qui existent actuellement. Mais Saddam Hussein a disparu de la scène. La raison d'être de cette situation a disparu. Il ne doit y avoir qu'un seul Irak.

Chaque pays a ses particularités. On doit en tenir compte. Mais on ne doit pas pour autant ouvrir la voie à un découpage de l'Irak. Nous y sommes formellement opposés. Les Irakiens aussi d'ailleurs. Les États voisins de l'Irak également. La dernière résolution de l'ONU insiste sur l'unité politique et l'intégrité territoriale de l'Irak.

Il appartiendra au peuple irakien dans son ensemble de décider du système institutionnel sous lequel il souhaite vivre. Nous respecterons son choix.



**Abdullah Gül :** « Chaque pays a ses particularités. On doit en tenir compte. Mais on ne doit pas pour autant ouvrir la voie à un découpage de l'Irak. »

(Photo Yuri Kadobnov/AFP.)

**La Turquie laissera-t-elle faire si les Irakiens optent pour une fédération ou une confédération et que les Kurdes y conservent leur autonomie ?**

Si les Irakiens, tous les Irakiens, décident de se doter d'un système institutionnel, la Turquie l'acceptera quel qu'il soit. Mais il est clair que les Irakiens et leurs voisins sont contre tout système qui ouvrirait un jour la voie à une partition. Car cela constituerait un danger pour toute la région, ainsi que pour les Irakiens : leur pays deviendrait une source de conflits.

**Vous insistez pour que Kirkouk ne soit pas incluse dans une région autonome d'Irak du Nord. Pourquoi ? A cause de la présence des Turcomans ? Ou parce que, enrichi des pétroles de Kirkouk, le Kurdistan d'Irak exercerait sur les Kurdes de Turquie une attraction irrésistible et donc inquiétante ?**

Premier point. Selon un accord conclu avant la guerre, les ressources essentielles du pays appartiennent à tous les Irakiens. L'unité de l'Irak est la clé de sa stabilité.

Second point. Comme les Kurdes, les Turcomans ont été

opprimés sous Saddam Hussein. Aujourd'hui, nous pensons qu'ils ont le droit d'être traités équitablement. L'Irak est comme un petit Moyen-Orient. Et Kirkouk, comme un résumé de l'Irak. Si l'on veut un Irak stable, il faut préparer avec précaution le statut de Kirkouk.

**Malgré les démentis d'Israël, la presse turque évoque d'hypothétiques activités d'agents israéliens en Irak du Nord.**

Nous en avons parlé avec les Israéliens. Ils disent que c'est faux. Nous voulons les croire. C'est tout. Mais cela ne nous empêchera pas de surveiller la situation. Il s'agit en effet d'une affaire potentiellement pleine de risques pour nous et pour toute la région. Nous la suivons donc avec une grande attention.

**Le Parlement d'Ankara vient d'adopter un nouveau train de réformes pour mettre la Turquie en conformité avec les fameux critères de Copenhague. Que vous reste-t-il à faire avant l'échéance européenne de décembre ?**

Même si rien n'est parfait, nous avons fait tout ce que nous devons en vue de satisfaire les critères de Copenhague. Ce sont des changements révolutionnaires. Je suis convaincu que la Commission européenne le reconnaîtra dans son rapport. Je crois personnellement que nous avons dépassé le seuil critique. Cette évolution va se poursuivre. Ce n'est pas parce qu'on a beaucoup fait qu'on a le droit de se reposer sur ses lauriers. Ce travail va continuer.

**Vous paraissez confiant.**

Les États membres vont devoir prendre une décision historique. S'ils ont en tête une petite Europe, il leur faut de petits pays. Mais s'ils ont une vision stratégique, s'ils pensent que l'Europe doit jouer un rôle important dans les affaires du monde, alors la Turquie sera pour elle un atout.

**Propos recueillis par C. L.**

LE FIGARO  
25 JUIN 2004

**IRAK** A une semaine du transfert de pouvoir à Bagdad, près de 90 personnes ont été tuées à Baqubah, Faludja et Ramadi, ainsi qu'à Mossoul, la grande ville du Nord

# La guérilla attaque sur tous les fronts

A moins d'une semaine du transfert de souveraineté aux Irakiens, le pays s'est de nouveau embrasé hier. A l'aube, la guérilla a montré sa force en frappant en quelques heures dans une remarquable coordination, à Baqubah, Faludja et Ramadi, trois villes du « triangle sunnite », ainsi qu'à Mossoul et dans une moindre mesure à Bagdad.

Selon un dernier bilan officiel, ces attaques ont tué au moins 89 personnes, dont 3 soldats américains et un agent de sécurité, et blessé plus de 320 autres. La police irakienne, que le premier ministre Iyad Allaoui a décidé de lancer dans la guerre contre les rebelles, était plus spécialement visée. Ainsi, à Mossoul, ville la plus touchée, cinq attentats suicides à la voiture piégée en moins d'une heure et demie contre des commissariats ont provoqué la mort de 44 personnes. Pour la première fois, les rebelles y ont affronté dans des combats de rue les forces américaines, alors

que jusqu'à présent ils ne lançaient que des attaques ponctuelles. Il en a été de même à Baqubah, où 11 policiers sont morts et où la maison du chef de la police a été détruite. L'aviation américaine a dû y intervenir, larguant des bombes de 250 kg sur des insurgés masqués.

Ces attaques « ont pour but d'empêcher le transfert de souveraineté, mais elles ne réussiront pas », a réagi un porte-parole de Tony Blair. « Nous nous attendions à quelque chose de

ce genre, mais c'est la première fois que la guérilla atteint ce niveau de coordination. Ils ont trouvé les personnes pour faire dérailler la transition », a déclaré un officier américain tandis que l'armée précisait que jamais le contrôle de la situation n'avait été perdu. Un haut responsable militaire américain a accusé en premier lieu les affidés du président déchu Saddam Hussein et d'anciens militaires d'avoir mené ces raids, mais a estimé qu'il pouvait y avoir une coor-

dination avec des extrémistes étrangers. De son côté, le premier ministre, Iyad Allaoui, a expliqué que ces actes étaient en partie l'œuvre de l'organisation du Jordanien Abou Moussab al-Zarqoui, considéré par les Américains comme l'homme de main le plus important d'al-Qaïda en Irak. Hier, la milice du chef radical chiïte Moqtada Sadr a annoncé une trêve « immédiate » à Bagdad et s'est dite prête à collaborer à la protection de l'Irak des attaques « terroristes ».

Dans un tract distribué à Baqubah, l'organisation de l'islamiste a revendiqué les attentats. « Nous demandons aux habitants de se conformer aux ordres de la résistance. Les jours qui viennent connaîtront des attaques contre l'occupant et ceux qui collaborent avec lui », avertit le texte.

Par ailleurs, en Iran, les six royal marines et les deux marins britanniques faits prisonniers lundi dans les eaux iraniennes du Chatt al-Arab ont

été libérés. Ils ont été transférés dans leur ambassade à Téhéran et devraient s'envoler aujourd'hui pour Londres. Annoncée dès mercredi, la libération a été retardée par les Gardiens de la révolution. L'armée idéologique du régime islamique, n'acceptait pas de rendre les trois bateaux arraisonnés et refusait que les marins regagnent directement l'Irak, l'Iran ne reconnaissant pas l'occupation de son voisin.

(AFP.)

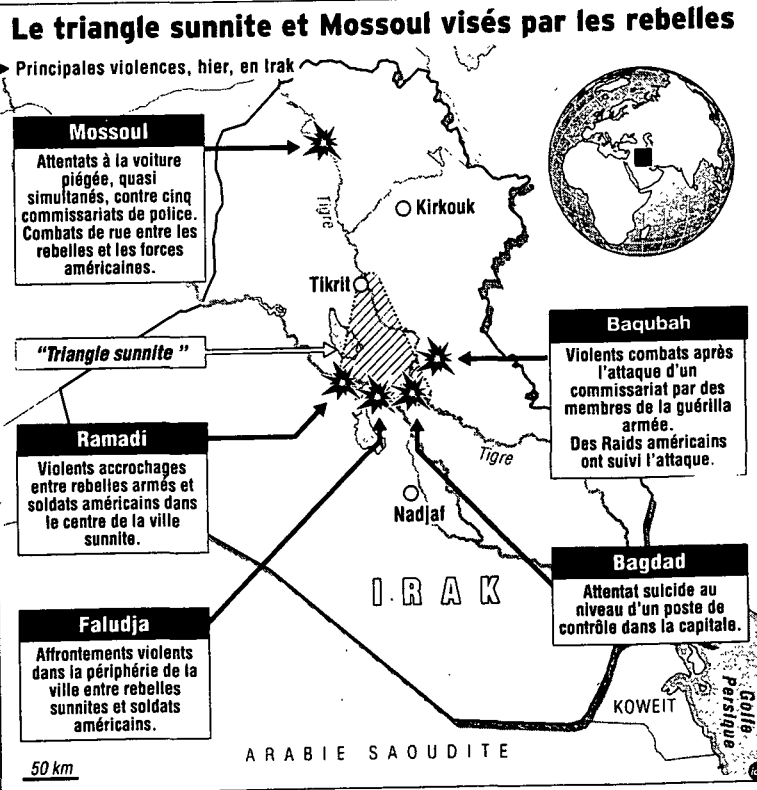
20 minutes

23 JUIN 2004

## L'otage sud-coréen exécuté en Irak

**Le Sud-Coréen pris en otage par des extrémistes en Irak a été décapité hier**, selon une information livrée par la télévision qatarienne, Al-Jazira. Hier soir, Séoul a confirmé que le corps avait été retrouvé. Kim Sun-il, 33 ans,

était employé d'une société sud-coréenne livrant des équipements militaires aux Américains. Dimanche, les terroristes avaient menacé de le tuer si Séoul ne retirait pas ses troupes d'Irak. Un chantage rejeté en Corée du Sud.



AL-JAZIRA / EPA / SIPA

# A Bagdad, Moqtada Al-Sadr ordonne une trêve pour se démarquer des « terroristes »

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Tirera, tirera pas ? Il est un peu plus de 14 heures, ce vendredi 25 juin, sur la grande avenue

■ REPORTAGE

## L'Armée du Mahdi commence à entrevoir de réelles possibilités politiques

Al-Thawra, qui traverse d'est en ouest l'immense et misérable faubourg chiite de Bagdad, l'ex-Sadam City rebaptisée l'an dernier Al-Sadr City. Le grand marché alimentaire de fin de semaine a commencé à remballer ses caisses. Des volées de gamins en haillons et des dizaines de mendiantes, enveloppées, comme toutes les femmes du cru, dans d'amples abayas noires empoussiérées, se disputent les fruits et légumes pourris abandonnés au milieu des détritres. Un jeune berger dépenaillé pousse devant lui un troupeau de moutons qui trottent sur le macadam surchauffé. Al-Sadr City, où s'entassent près de la moitié des 5,5 millions d'habitants de Bagdad, est resté le quartier damné des dieux dans la ville.

### NUÉE D'ENFANTS

Au grand carrefour d'Al-Thawra et d'Al-Qods Street, une demi-douzaine d'hommes, armés de lance-grenades et de fusils d'assaut, montent la garde, contrôlant les occupants des voitures qui veulent pénétrer dans le quartier. Des dizaines d'autres vaquent un peu plus loin, entourés d'une nuée d'enfants admiratifs. Surgissent quatre chars d'assaut américains sur la grande avenue. Ils roulent vite, leurs tourel-

les de tir tournent doucement sur elles-mêmes prenant en enfilade les petits immeubles décatés du coin. Vont-ils tourner à droite, essayer de pénétrer dans la rue Al-Qods, qui mène au quartier général local de l'imam radical Moqtada Al-Sadr ?

Uniformes noirs, cagoules ou keffieh enroulés autour de la tête, les hommes de l'Armée du Mahdi les observent sans bouger du coin de l'œil. Les chars passent leur chemin. Il n'y aura pas d'affrontement armé aujourd'hui. En fait, pour la première fois depuis l'insurrection populaire déclenchée par le jeune Al-Sadr le 4 avril, et qui a fait plus d'un millier de morts dans toutes les villes chiites du Sud, les trois dernières nuits ont été calmes à Al-Sadr City.

Jeudi, le jeune hodjatolislam rebelle que nul ne prenait au sérieux l'an dernier et qui commande aujourd'hui, selon tous les sondages, le respect voire la sympathie d'environ 80 % des Irakiens pour sa résistance

antiaméricaine, a ordonné un cessez-le-feu unilatéral. Une trêve, plus ou moins bien respectée, avait été décidée fin mai dans les villes saintes chiites de Najaf, Koufa et Kerbala, où les combats avaient fait rage. A Al-Sadr City, où le « Bureau du deuxième martyr », la branche politico-religieuse de l'Armée du Mahdi, compte des milliers de militants armés, les affrontements se poursuivaient sporadiquement, faisant chaque nuit plusieurs morts.

L'ordre formel de suspension des hostilités, signé Moqtada Al-Sadr, a finalement été transmis jeudi soir via les haut-parleurs de toutes les mosquées du faubourg. « *Considérant les circonstances exceptionnelles traversées par notre peuple, il a été décidé qu'à partir de ce soir, dans le périmètre d'Al-Sadr City, toutes les opérations militaires sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Tout combattant de l'Armée du Mahdi est tenu de respecter cette décision sous peine d'exclusion.* »

Vendredi, face à la mosquée Hikmah du faubourg, devant plusieurs milliers de fidèles sagement assis

sous des ombrelles et parasols multicolores, l'un des porte-parole du jeune imam antiaméricain, le cheikh Aous Al-Khafadji, turban blanc et longue cape immaculée des « candidats au martyr » sur le dos, a réitéré cet ordre « *qui s'applique à tous tant que les infidèles américains ne nous attaquent pas* ».

### NÉGOCIATIONS EN COULISSE

Pressé par les autres mouvements chiites, politiques et religieux, et par le premier ministre intérimaire, Iyad Allaoui, qui a visiblement su trouver les mots - « *et les menaces* », assure un journaliste

irakien - pour le convaincre, le fils de 30 ans du grand ayatollah Mohammed Sadeq Al-Sadr, assassiné en 1999 par des séides du régime déchu, semble avoir décidé de donner une petite chance au gouvernement de transition.

Le Bureau du deuxième martyr ne « *croit pas au transfert supposé de la souveraineté irakienne* » par la coalition le 30 juin, explique le cheikh Al-Khafadji. « *Mais nous ne voulons pas que les Américains puissent dire que c'est l'Armée du Mahdi qui l'a empêché.* » Surtout, le mouvement commence à entrevoir de réelles possibilités politiques dans l'Irak de demain. Il a été invité à participer à la Commission suprême de 60 personnalités qui désignera la future Conférence nationale de mille personnes, laquelle élira ensuite un Conseil national intérimaire.

Le Bureau a, pour l'instant, refusé d'y participer au motif qu'il n'y serait pas assez bien représenté. Les négociations se poursuivent en coulisse. Mais, en attendant, l'Armée du Mahdi, qui propose son aide « *pour protéger les installations vitales du pays* », ne veut pas être confondue, comme dit le cheikh Al-Khafadji, avec « *les terroristes et les saboteurs qui s'en prennent aux intérêts et aux citoyens irakiens* ». Sa résistance à lui, qu'on se le dise, « *est honorable et dirigée contre l'occupation et la colonisation du pays* ».

Patrice Claude



Un « ninja » appartenant à l'Armée du Madhi monte la garde dans une rue d'Al-Sadr City sous le regard d'une bande d'enfants désœuvrés.

Le Monde

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 JUIN 2004

## Nouveau raid et vingt morts à Fallouja

Les forces de la coalition ont mené un nouveau raid à Fallouja, vendredi 25 juin, contre ce qu'elles ont présenté comme étant un repaire d'Abou Moussab Al-Zarkaoui. L'opération s'est soldée par une vingtaine de morts, selon l'armée américaine. Le nouveau ministre de la défense irakien envisage d'imposer l'état d'urgence dans certaines régions du pays. « *Nous avons un plan d'urgence pour Bagdad et aussi pour les autres provinces* », a déclaré le ministre Hazem Chaalane. L'alerte maximale a été décrétée dans la ville pétrolière de Kirkouk, dans le nord. Deux corps sans tête ont été trouvés vendredi dans cette ville, a-t-on appris de source policière. Mossoul vivait un véritable état de siège vendredi. Plusieurs dignitaires sunnites irakiens ont fustigé la vague d'attentats et de combats de jeudi, qui a fait près de cent morts, certains estimant que cela faisait le jeu des Américains. - (AFP.)



## ■ POINT DE VUE

La « feuille de route »  
pour un Irak souverain

par Paul Wolfowitz

LE PRÉSIDENT BUSH a récemment dévoilé un plan en cinq étapes pour aider les Irakiens à passer de l'occupation à un gouvernement pleinement constitutionnel qui rejette les armes de destruction massive et le terrorisme, préserve l'intégrité territoriale de l'Irak et vive en paix avec ses voisins.

**Transfert de souveraineté.** La première phase du plan deviendra effective le 30 juin, lorsque le transfert de souveraineté se fera de l'Autorité provisoire de la coalition vers le gouvernement intérimaire irakien. Les membres de ce nouveau gouvernement seront en charge des affaires courantes jusqu'à ce que des élections soient organisées, en janvier 2005, et seront pleinement associés au maintien de la sécurité en Irak.

Après l'accession de l'Irak à la souveraineté, le 30 juin, une nouvelle ambassade des Etats-Unis ouvrira le 1<sup>er</sup> juillet, à la tête de laquelle sera placé John Negroponte.

Le caractère de notre engagement changera, mais notre détermination ne changera pas. Les Irakiens prendront les décisions sur la façon de gouverner leur pays. Mais nous serons prêts à continuer en plein partenariat à aider à établir la démocratie et la sécurité en Irak. Pendant cette phase, l'essentiel de notre tâche sera de favoriser la transition politique en Irak, d'équiper et d'entraîner les forces de sécurité irakiennes et d'aider à mettre en œuvre les élections nationales en fin d'année.

**Sécurité.** C'est le fondement de la victoire en Irak – sur lequel tous les autres succès reposent –, et la clé de cette sécurité, c'est de permettre aux Irakiens d'assumer leur propre défense. En outre, les Irakiens amènent des avantages uniques contre le genre d'ennemis que nous combattons en Irak aujourd'hui.

Les Irakiens, qui possèdent une connaissance innée de toutes choses, depuis les banlieues des villes et les accents régionaux jusqu'aux sensibilités religieuses et même les plaques d'immatriculation des véhicules, ont des avantages sur n'importe quelle force étrangère pour affronter les problèmes de sécurité

dans l'Irak d'aujourd'hui, et particulièrement dans son environnement urbain.

Il y a actuellement plus de 200 000 Irakiens en activité ou en apprentissage dans les cinq branches des forces de sécurité irakiennes – la nouvelle armée, le corps de défense civile irakien, la police irakienne, les gardes-frontières et le service de protection des bâtiments. Bien que ces chiffres soient impressionnants pour des forces qui n'existaient pas il y a un an, ils peuvent tromper. Les forces irakiennes sont encore lourdement déficientes en entraînement, en équipement et en commandement.

Nul ne s'attendait que les forces irakiennes de sécurité seraient prêtes en avril dernier à affronter le genre de combat qu'elles ont dû mener à Fallouja et dans la région de Nadjaf-Karbala. Il n'est pas étonnant que de nombreuses unités irakiennes de sécurité aient obtenu de médiocres résultats dans ces combats récents, mais de nombreuses autres ont tenu le terrain et se sont conduites honorablement.

A l'issue du long processus d'enchères très disputées de contrats sous tutelle de l'Iraq Reconstruction Supplemental autorisées par le Congrès à l'automne dernier, des quantités substantielles d'équipement commencent à venir combler les manques des forces irakiennes. De plus, dans les deux derniers mois, les Irakiens ont rajouté 1 milliard de dollars en fonds irakiens pour suppléer à des besoins supplémentaires de sécurité. L'entraînement des forces de sécurité irakiennes a récemment été amélioré sous la supervision d'un général américain trois étoiles. Et nous appliquons les leçons apprises des succès et des échecs des forces irakiennes dans les combats récents : l'importance d'un bon commandement irakien, placé sous les ordres d'une hiérarchie irakienne de commandement, épaulée et approuvée par les forces armées de la coalition.

Dans les tout prochains mois, notre but est de préparer les forces de sécurité irakiennes à assumer de plus grandes responsabilités, actuellement entre les mains des forces de la coalition, de permettre aux Irakiens d'assurer le contrôle local des villes au fur et à mesure que les forces de la coalition se reporteront sur des missions de soutien et ne fourniront des forces armées qu'en

cas de nécessité.

Nous continuerons le processus d'intégration d'officiers irakiens au sein des forces de la coalition et d'incorporation d'officiers de la coalition dans les forces irakiennes. Ce genre de parrainage contribuera à créer des responsables de sécurité irakiens plus compétents.

Pour encourager un véritable sentiment d'unité et d'indépendance, les forces de sécurité irakiennes ont aussi besoin d'un point de ralliement irakien : les Irakiens veulent recevoir leurs ordres d'Irakiens. L'une des premières tâches des nouveaux ministres de la défense et de l'intérieur sera de créer des hiérarchies irakiennes. Au fur et à mesure que ces structures de commandement se rempliront, les forces de sécurité irakiennes sauront que ce sont des compatriotes qui les dirigent depuis le haut de l'échelle.

D'ici à janvier 2005, nous nous attendons que l'armée irakienne passera de 6 bataillons à 27, soit approximativement 35 000 soldats. Une initiative irakienne – une division spéciale appelée « force de combat nationale irakienne » – est en train de prendre forme. Le premier bataillon de cette force devrait être dans les rues de Bagdad en juillet. Selon les plans, le corps de défense civile irakien devrait atteindre cet automne 45 bataillons (environ 40 000 personnes).

Il y a maintenant près de 90 000 personnes qui servent dans la police irakienne, et des dizaines de milliers d'autres dans d'autres forces du ministère de l'intérieur, mais la plupart n'ont guère de formation en police moderne. L'accent sera mis dans les mois qui viennent sur le développement de la formation et du commandement de telle sorte que s'appliquent la loi et l'ordre dans une société qui respecte le primat de la loi.

Toutefois, les forces américaines et celles de la coalition sont indispensables pour préserver la sécurité pendant que les forces irakiennes montent en puissance. Pour contrer les saddamistes et les terroristes qui essaient désespérément de miner la transition de l'Irak vers la démocratie, nous garderons nos troupes sur place au niveau qui sera requis. Notre commandement en Irak réévalue constamment le nombre de soldats nécessaires pour remplir la mission. Nous l'avons souvent dit – et le président l'a réitéré dans son récent discours à la nation –, si notre commandement sur le terrain demande une augmentation des troupes, il l'obtiendra.

**Rebâtir les infrastructures de l'Irak.** La troisième phase du plan implique la reconstruction des infrastructures civiles, largement endommagées par des décennies de négligence sous Saddam. La

majorité des ministères (santé, éducation, transports publics et municipalités) ont déjà été rétrocedés aux Irakiens, processus qui viendra à terme le 1<sup>er</sup> juillet.

Il faut maintenant  
que les Irakiens  
saisissent l'avenir  
de leur pays  
entre leurs mains

Déjà, grâce à une combinaison de revenus du pétrole et de fonds existants, près de 20 milliards de dollars de fonds irakiens ont été cédés au Fonds pour le développement de l'Irak pour financer les opérations de gouvernement et les projets de reconstruction. Un supplément de 8 milliards de dollars de revenus du pétrole doit abonder ces fonds à la fin de l'année. Ces fonds paient le salaire de 350 000 instituteurs et professeurs, et de 100 000 médecins et travailleurs de santé. Ils ont aussi fourni 1,2 milliard de dollars pour l'amélioration de l'infrastructure électrique, 300 millions de dollars pour l'eau, les égouts et les projets d'irrigation, et 660 millions de dollars pour soutenir et augmenter la production de pétrole. Les dépenses de santé en Irak ont été multipliées à peu près par 30 par rapport au niveau d'avant la guerre, permettant aux enfants de recevoir de cruciales vaccinations pour la première fois depuis des années. En utilisant une

partie des 800 millions de dollars de réserves fournis par les gouvernements et les commandements locaux, les forces de la coalition et les autorités locales ont réhabilité plus de 2 200 écoles et 240 hôpitaux.

Aujourd'hui, l'économie irakienne est aussi sur le chemin de la guérison. Le nouveau dinar irakien a été introduit et s'est maintenu à un niveau de change stable dans les quatre derniers mois. L'électricité est un des facteurs les plus importants dans la vie quotidienne des Irakiens. A un niveau d'environ 4 000 mégawatts de capacité maximale, la production d'électricité a retrouvé son niveau d'avant la guerre; nous préparons de plus hauts pics pour cet été. Toutefois, avec l'augmentation de la prospérité en Irak, la demande augmente rapidement et, le système électrique étant l'une des principales cibles du sabotage ennemi, ce secteur demeurera un défi dans les mois à venir.

Principale source de revenus



pour le nouveau gouvernement irakien, la production de pétrole est une autre cible principale de l'ennemi. Durant les mois récents, la production a atteint le niveau d'avant la guerre : environ 2,4 millions de barils par jour. Sous Saddam, le revenu pétrolier a été utilisé pour des palais et des armes ; aujourd'hui, il sert à construire des écoles et à vacciner les enfants. L'Irak pourrait atteindre des niveaux de 3 millions de barils par jour - des niveaux jamais revus depuis l'opération « Tempête du désert » -, et il a la capacité de produire plus.

**S'assurer le concours de l'aide internationale.** La communauté internationale tout entière a intérêt à ce que l'Irak soit un succès. La quatrième phase du plan nécessite une plus large participation internationale à la transition démocratique en Irak. Les Nations unies ont déjà joué un rôle majeur en formant le conseil de gouvernement l'été dernier, avec l'héroïque assistance de Sergio Vieira de Mello, le représentant spécial du secrétaire général, qui y a laissé la vie. Plus récemment, l'ambassadeur Brahimi a

joué un rôle-clé au nom du secrétaire général des Nations unies, ce printemps, avec la formation du gouvernement intérimaire. Une équipe onusienne de spécialistes des élections travaille en Irak pour faciliter la prochaine étape électorale. Trois résolutions unanimes du Conseil de sécurité de l'ONU ont fourni les bases des efforts de la coalition en Irak, avec la force multinationale sous commandement américain. Le Conseil de sécurité vient d'approuver unanimement le calendrier de transition adopté par les Irakiens et a encouragé les autres membres des Nations unies à fournir leur appui.

**Le gouvernement de l'Irak par les Irakiens.** La cinquième phase du plan implique que soit reconnue et accompagnée la capacité de l'Irak à posséder un gouvernement représentatif qui doit aboutir à un gouvernement constitutionnel à l'horizon de fin 2005.

Lorsque l'expédition des affaires courantes sera transférée, le 30 juin, les travaux sur la phase suivante du processus défini par la Loi de transition administrative, sorte

de Constitution intérimaire écrite par des Irakiens en mars, seront en bonne voie de réalisation. Le gouvernement intérimaire servira jusqu'à la fin de 2004, date à laquelle les Irakiens se rendront aux urnes pour élire leurs représentants pour le premier gouvernement national élu librement dans l'histoire de l'Irak. Offrir un maximum de sécurité à ces élections sera un défi majeur et impliquera la protection des forces de la coalition.

A la fin de 2005, les Irakiens voteront sur une nouvelle Constitution qui protégera les droits de tous les citoyens, à quelque groupe ethnique et religieux qu'ils appartiennent.

Les assassins et les tortionnaires qui ont maintenu Saddam au pouvoir pendant toutes ces années et leurs alliés terroristes, qui redoutent aussi un Irak libre, feront tout ce qui est en leur pouvoir, en utilisant la terreur et la violence, pour bloquer ce processus. Ce sont des experts qui sèment la mort et la destruction, et il ne faut pas les sous-estimer. Mais ils n'offrent rien de positif au peuple irakien, et le mal

qu'ils représentent est une chose que peu d'Irakiens souhaitent pour eux-mêmes ou leurs enfants. En permettant aux Irakiens de prendre la tête du combat pour l'avenir de l'Irak, nous amènerons les saddamistes et les terroristes à la défaite que Zarkaoui redoute.

Rien n'est plus important pour la sécurité du monde que de défaire les forces du mal en recueillant et en protégeant les semences de la liberté - surtout en Afghanistan et en Irak. Nos ennemis comprennent qu'il s'agit là de champs de bataille centraux dans la guerre contre le terrorisme. Mais le fardeau ne repose pas sur nos seules épaules.

Il faut maintenant que les Irakiens se montrent à la hauteur du défi, qu'ils saisissent l'avenir de leur pays entre leurs mains.

**Paul Wolfowitz**

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Jean Vaché.

Une version développée  
de ce texte a été publiée  
par le Wall Street Journal.

© 2004, Dow Jones & Company,  
Inc. Tous droits réservés.

## Le Monde

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 JUIN 2004

# Ankara s'inquiète du sort du Kurdistan irakien

## La Turquie refuse que les Kurdes prennent le contrôle de Kirkouk

**ISTANBUL**

de notre correspondante

Pour la Turquie, seul pays musulman membre de l'OTAN, le sommet des chefs d'Etat qui aura lieu à Istanbul les 28 et 29 juin est une « occasion historique » de présenter ses récentes réformes aux dirigeants occidentaux et d'exposer son point de vue sur les défis auxquels est confrontée l'Alliance atlantique, notamment sur la situation en Afghanistan et en Irak.

La visite du président américain George W. Bush à Ankara à la veille du sommet signale qu'après une période de tension causée par le refus turc de participer à la guerre contre l'Irak, les relations entre les deux pays ont trouvé un nouvel équilibre. Le premier ministre turc a des relations cordiales avec le président Bush, mais il est conscient que la population n'a guère de sympathie pour la politique américaine en Irak.

En tant que pays musulman laïc et démocratique, la Turquie est perçue par Washington comme un modèle dans le cadre de l'Initiative pour le Grand Moyen-Orient. Pour

sa part, Ankara accepte le besoin de réforme dans la région et dans le monde musulman mais estime que le changement ne peut pas être imposé de l'extérieur. « Nous pensons que les réformes devraient venir du monde islamique lui-même. Nous devons développer nos propres initiatives et trouver nos propres solutions », a déclaré le ministre des affaires étrangères Abdullah Gül.

La situation en Irak, notamment au nord du pays, demeure la préoccupation principale d'Ankara. Les Turcs vont, une fois de plus, insister auprès des Américains sur l'importance de préserver l'intégrité territoriale de l'Irak et de ne pas autoriser les Kurdes à prendre le contrôle de la ville pétrolière de Kirkouk. « Tout le monde est au courant de la sensibilité des Turcs à l'égard de Kirkouk. Nous n'accepterons jamais un fait accompli », a averti Abdullah Gül.

Ce message était au centre des discussions cette semaine avec le dirigeant kurde irakien Jalal Talabani, en visite à Ankara, et il le sera également au cours du dialogue avec George Bush. « Le sujet

principal est l'intégrité territoriale de l'Iraq. Le gouvernement turc doit insister sur ce point. J'espère que Bush va parler aux Kurdes irakiens et les convaincre de ne pas prendre Kirkouk, explique le Ümit Özdag, du Centre de recherches stratégique eurasiennes à Ankara. Si les Américains acceptent que les Kurdes contrôlent Kirkouk, l'Irak sera divisé dans moins de dix ans. »

La fin du cessez-le-feu du PKK ou Kongra-Gel, qui durait depuis 1999, et la reprise des affrontements dans le Sud-Est anatolien, même s'ils demeurent limités, n'ont fait que renforcer les craintes turques. Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision NTV avant sa visite, George Bush a affirmé que les Etats-Unis et la Turquie travailleraient ensemble contre le PKK. « Lorsque nous déclarons qu'un groupe est un groupe terroriste, nous sommes sérieux », a-t-il déclaré. Mais les diplomates à Ankara affirment qu'il est peu probable que des mesures concrètes soient annoncées.

**Nicole Pope**

LE FIGARO VENDREDI 25 JUIN 2004

*Deux bombes ont fait trois morts et seize blessés*

## Attentats en Turquie avant la visite de George W. Bush

Trois personnes ont été tuées et au moins 16 blessées dans l'explosion de deux bombes hier, devant un hôtel à Ankara et dans un autobus municipal à Istanbul, alors que le président américain George W. Bush se rend demain en Turquie pour le sommet de l'Otan. La Maison-Blanche a immédiatement annoncé qu'aucun changement n'était prévu dans le programme de la visite de M. Bush en Turquie à la suite de ces attentats. A Bruxelles, le secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer a assuré avoir « pleine confiance » dans les autorités turques pour assurer la sécurité du sommet d'Istanbul, les 28 et 29 juin. A Istanbul, trois personnes ont été tuées et au moins treize blessées quand une bombe a explosé dans un autobus bondé, dans la partie européenne de la métropole turque. A Ankara, une bombe a explosé à quelques mètres de l'hôtel où est attendu demain soir le président américain George W. Bush, blessant trois personnes, dont deux policiers. Les attentats ont relancé la psychose, notamment à Istanbul où des militants islamistes, liés au réseau al-Qaida, avaient tué quelque 60 personnes lors d'attentats suicide à la voiture piégée en novembre.

Ankara :  
de notre envoyé spécial  
Claude Lorieux

Avant l'invasion de l'Irak, George Bush aurait débarqué à Ankara comme en pays conquis. Tout au long de la guerre froide, la Turquie fut l'allié occidental le plus fidèle des Etats-Unis, chef de l'Alliance atlantique, dont le sommet s'ouvre lundi à Istanbul.

Bush arrive demain soir dans un pays traumatisé par les sanglants attentats d'hier à Istanbul et Ankara, frustré de n'avoir pas été écouté quand la guerre d'Irak était encore évitable, et profondément inquiet de l'évolution de la situation dans ce pays voisin, où 16 citoyens turcs, des camionneurs notamment, ont déjà été kidnappés, et où les séparatistes kurdes du PKK s'activent sous le regard indifférent de l'armée américaine.

La visite du premier ministre Recep Tayyip Erdogan à Washington, en janvier, avait apaisé les esprits, au moins dans les rangs du gouvernement AKP (Justice et Développement), un parti ramasse-tout à dominante musulmane et conservatrice. Sa participation au sommet du G 8 avait remis de l'huile dans les rouages.

Néanmoins, l'amertume persiste.

L'establishment civil et militaire kémaliste, qui dirige la République depuis sa fondation par Mustafa Kemal, garde une dent contre George Bush. Il ne lui a pas vraiment pardonné d'avoir accueilli à la Maison-Blanche les épouses voilées du premier ministre et du ministre des Affaires étrangères Abdul-

### La visite du premier ministre Recep Tayyip Erdogan à Washington, en janvier, avait apaisé les esprits

lah Gül. Le très laïc président de la République, Ahmet Sezer, refuse obstinément de les recevoir dans son palais de Cankaya, à Ankara. Il ne fera pas exception à la règle pour la visite de George Bush. C'est à la résidence officielle de son premier ministre de mari que M<sup>me</sup> Erdogan rencontrera Laura et George Bush !

Ce double « psychodrame » fait partie des méurs politiques locales depuis la victoire électorale de l'AKP le 3 novembre 2002. Il projette les relations Ankara-Washington dans le jeu politique intérieur d'une Turquie qui, « malgré des désac-

cords sur les méthodes se rapproche de l'Amérique sur les objectifs », souligne un diplomate turc.

Même si, candidature à l'Union européenne oblige, l'armée turque coopère de façon inattendue au fantastique travail de réforme entrepris par Erdogan, ses réticences vis-à-vis du gouvernement AKP ne sont un secret pour personne. Les spécialistes de la chose militaire racontent comment des généraux en mission à Washington alertent l'administration sur les dangers des dérives islamistes dans cette partie du monde...

En Turquie, bien sûr. Mais aussi en Irak. Ce pays est au cœur des malentendus turco-américains, depuis qu'en mars 2003, le Parlement d'Ankara interdit le transit des forces d'invasion à travers le territoire national. Meimduh Hacıoglu, député d'Istanbul (opposition), se souvient de la « stupéfaction de la « Vieille Europe » qui voyait la Turquie dire non à l'Amérique ». Paul Wolfowitz, le numéro 2 du Pentagone, piqua une colère que les généraux turcs n'ont pas digérée.

Soucieux d'apaiser Washington, Erdogan fit voter, en novembre, l'envoi de 10 000 soldats dans le « Triangle sunnite ». Les Irakiens, Kurdes en tête, dirent non. Le député d'Istanbul relève que « la Turquie se trouva dans une situation ridicule ». Ankara autorise néanmoins environ 1 500 camions à passer quotidiennement la frontière pour approvisionner les forces américaines en carburants et en produits alimentaires.

Empêtrée dans la crise irakienne, l'Amérique attend davantage. En s'opposant, lors du sommet du G 8, à l'emploi de l'Otan en Irak, « Jacques Chirac avait soulagé le gouverne-

ment Erbakan d'un gros poids », note un éditeur. Deux fois échaudée, la Turquie doute que « des forces étrangères puissent assurer la sécurité en Irak », relève un diplomate.

Ankara est également concerné par l'ambitieux projet de redéploiement des forces américaines dans le monde, engagé par Washington pour tenir compte de la chute de l'URSS et de ses propres ambitions proches-orientales. Un représentant du Pentagone était à Ankara la semaine dernière. Les Etats-Unis envisageraient le transfert à la base Otan d'Incirlik (près d'Adana) de F 16 stationnés en Allemagne. L'utilisation de la base de Konya est également en cours de discussion.

Özdem Sanberk, ancien secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, ne s'attend pas à une négociation facile. L'opinion publique est très remontée contre George Bush. Ankara insiste donc pour que le marchandage se déroule dans le cadre limité de l'accord de coopération militaire de 1980, une façon d'éviter un vote, et donc une nouvelle rebuffade de la part du Parlement.

Toute dépendante qu'elle soit du grand allié américain, l'armée turque n'est plus inconditionnelle. Le professeur Umit Gizré, spécialiste des questions de défense, révèle l'existence dans ses rangs d'un « Groupe eurasien » partisan d'une coopération avec la Russie et même l'Iran.

Bush aborde donc une Turquie à la fois perturbée et plus sûre d'elle-même. L'élection sans précédent d'un Turc au secrétariat général de l'OCI (Organisation de la conférence islamique) et les « bons points » récoltés à Chypre ont mis du baume au cœur des dirigeants d'Ankara. C'est un pays dynamique qu'Erdogan veut présenter au chef de la Maison-Blanche.

Depuis le retrait des Américains, la ville rebelle du « triangle sunnite » s'est transformée en petite république autonome

# A Faludja, l'ordre des islamistes radicaux

Faludja :  
de notre envoyé spécial  
Charles Lambroschini

A Faludja, la population a trouvé la réponse à l'éternel dilemme des généraux occidentaux face aux guérillas du tiers-monde. Si, en avril dernier, des civils seulement équipés de kalachnikov ont pu faire reculer l'armée des Etats-Unis avec ses hélicoptères Apache, ses missiles et son artillerie, ils le doivent à un miracle. « Au moment où les chars américains allaient écraser nos moudjahidin, raconte l'imam Kassem Hamdallah, des cavaliers tout de blanc vêtus sont tombés du ciel. Ils ont foncé sabre au clair vers les blindés et bousculé l'ennemi, tandis qu'une main invisible détournait le feu des canons vers les nuages. »

Dans la salle de prière des kâderistes, une secte soufi, les combattants redevenus bouchers, épiciers ou marchands de tissus, approuvent d'un hochement de tête le saint homme drapé dans la habaya traditionnelle. Une main caressant sa barbe, l'autre égrenant un chapelet d'ambre, l'imam ajoute : « Quand ensuite les Américains ont négocié le cessez-le-feu, ils ont demandé que les cavaliers blancs leur soient livrés. Mais, bien sûr, la cavalerie divine était déjà remontée au ciel. »

A 60 km de Bagdad, cette ville de 400 000 habitants, est, au cœur du « triangle sunnite », un véritable bastion de la résistance. Début avril, les accrochages avaient tourné à la bataille rangée : une centaine de marines étaient tombés, tandis que du côté irakien il y avait eu 300 morts et 800 blessés. Devant les risques d'un combat de rue trop coûteux en hommes, l'état-

major américain préféra laisser à lui-même cet abcès de fixation. Comme au sud, où ils ont jugé plus sage de s'entendre avec le chef des rebelles chiïtes, Moqtada al-Sadr.

Faludja s'est transformée en république autonome, avec pour

seule règle la loi du plus fort. La décapitation mardi de Kim Sun-il, le Sud-Coréen qui avait été enlevé le 17 juin, en est la dernière manifestation sinistre. Le groupe islamiste Tawhid Wal Jihad, dont le chef est Abou Moussab al-Zarqaoui, un Jordanien lui-même membre d'al-Qaida, n'a pas choisi sa victime par hasard. L'objectif affiché était d'obtenir le départ du contingent de Séoul en Irak. Comme pour les précédentes exécutions, notamment celle de l'Italien Fabrizio Quattrocchi le 14 avril, Zarqaoui savait qu'il avait peu de chances de faire céder le gouvernement sud-coréen. Mais désormais le message est clair : même s'il s'agit d'un civil, même s'il est venu pour travailler à la reconstruction de l'Irak, tout ressortissant d'un Etat participant derrière Washington à la « coalition des volontaires » est passible de la peine de mort.

Tout en offrant au reporter du *Figaro* la meilleure brochette du plateau de viande grillée qu'il a commandé en signe de bienvenue, Ali, un vétéran de quatre

ans de tranchées pendant la guerre contre l'Iran, remarque froidement : « Les Coréens ont déclaré qu'ils allaient renforcer leur corps expéditionnaire de 3 000 soldats. Eh bien maintenant ils savent ce qui les attend ! »

Selon l'accord conclu le 25 avril, les GI se contentent d'encercler Faludja de loin. A l'intérieur, le maintien de l'ordre a été confié à une brigade irakienne constituée d'ex-soldats vi-

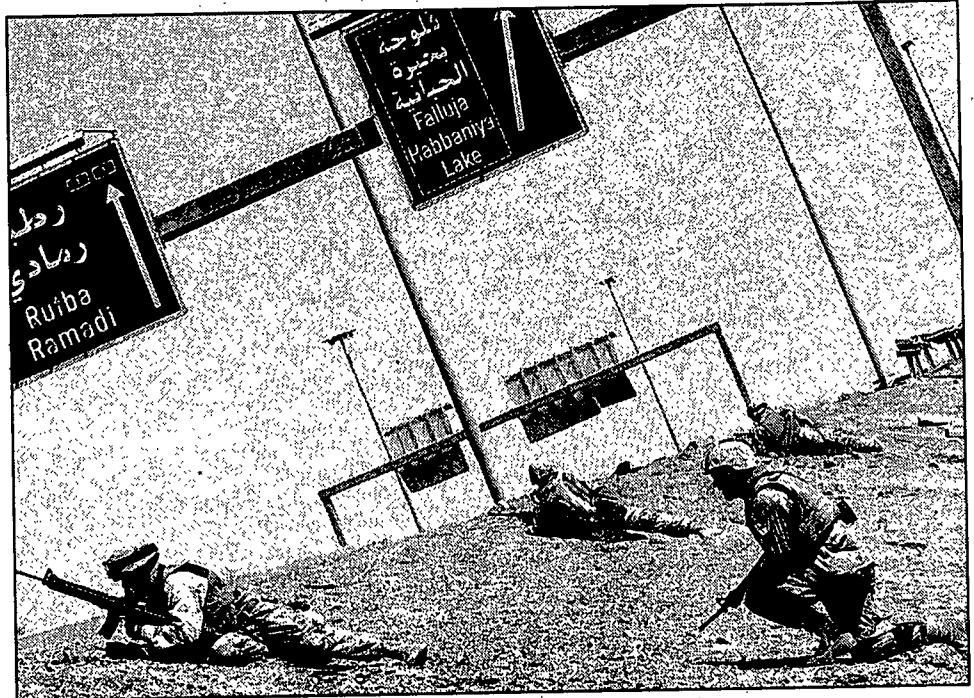
vant dans la ville et commandée par un général, Mohammed Latif, qui s'est trouvé soudain rappelé au service. Ce retournement était un premier aveu de l'erreur commise par Paul Bremer, le consul américain, qui, en ordonnant le démantèlement de l'armée irakienne, n'avait plus laissé d'autres débouchés à des hommes sachant manier le revolver que le terrorisme ou le banditisme.

Les Américains se réservent un « droit d'ingérence ». Ils ont donc frappé samedi, lorsque des informateurs les ont prévenus

que des militants d'al-Qaida s'étaient retranchés dans une maison de Faludja. Certains renseignements faisaient état de la présence de Zarqaoui, dont la tête a été mise à prix 10 millions

de dollars. Maki Abdali, un ancien officier des transmissions reconverti dans le commerce des voitures d'occasion, affirme : « Les Américains savaient certainement que Zarqaoui n'était pas là. Ils cherchent seulement des prétextes pour tuer et détruire. » Moins diplomate, un jeune militant esquisse, deux rues plus loin, un scénario à la James Bond. Selon lui, les gens qui ont apporté leur petit-déjeuner aux résistants cachés dans la maison, avaient glissé dans la nourriture des puces informatiques. Pour tirer au but, les aviateurs n'ont eu qu'à se brancher sur le signal électronique.

Ici, la violence n'épargne personne. C'est ainsi que l'offensive des GI en avril avait pour but de punir l'horrible assassinat, le 30 mars, de quatre employés américains d'une entreprise pri-



Véritable bastion de la résistance, Faludja a renoué hier, en l'espace d'une matinée d'accrochages avec les marines, avec les jours sombres de la bataille sanglante d'avril. (Photo Mauricio Lima/AFP.)

vée qui avaient été brûlés vifs dans leur voiture puis coupés en morceaux par une foule ivre de joie. Assis dans un bureau de la jolie mosquée Osmanli, qui dresse son minaret de briques vernissées au bord de l'Euphrate, le cheikh Jammal n'exprime qu'un demi-regret : « *Dé-couper des corps, c'est une barbarie. Mais pourquoi les Américains tiennent-ils tellement à venger ces quatre morts alors qu'ils ont tué des centaines et des milliers d'Irakiens ?* »

Dans cet engrenage infernal, il n'y a plus de limites. A Faludja, les traîtres supposés sont égorgés en public. « *Pour l'instant, précise Ali, nous n'en avons dé-masqué que trois ou quatre.* »

Mais quand ils auront été tous attrapés, nous leur couperons la tête un par un. De toute façon, nous avons plus d'espions chez les Américains que les Américains chez nous. »

Même logique pour expliquer le meurtre de six camionneurs de Nadjaf, la ville sainte des chiites, qui ont été tués lors de la traversée de Faludja parce qu'ils transportaient du matériel destiné à l'armée américaine. Les chiites ont aussitôt répliqué en liquidant trois camionneurs de Faludja, donc sunnites, et juré qu'à l'avenir la proportion des représailles serait de trois pour un. Ali reste impavide : « *Tant pis ! Pour les collabos, il ne peut pas y avoir de pitié.* »

Tout cela augure mal des chances du nouveau premier mi-

nistre Iyad Allaoui à qui Washington compte passer le relais le 30 juin. A Faludja, il n'y a personne pour regretter Saddam Hussein. Mais chacun reproche aux Américains de n'avoir tenu aucune des promesses faites après la chute du tyran. Au lieu de relever les ruines de l'Irak, le plus puissant pays du monde ne peut fournir à la ville que deux heures d'électricité par jour. La rue ayant été abandonnée aux voleurs et aux assassins, plus personne n'est en sécurité. Le chômage est massif parce que les Etats-Unis détournent à leur profit l'argent du pétrole. La liste des plaintes de Faludja n'en finit pas : « *Pendant les combats, insiste l'imam Kasseïm, les marines montaient au sommet des minarets pour regarder à la jumelle les femmes en train de se déshabiller dans leur chambre ; ils ont déchiré les corans ; comme dans la prison d'Abou Ghraïb, ils ont torturé des innocents.* »

D'avance, le gouvernement, qui, selon George W. Bush, « doit

rendre l'Irak aux Irakiens », est dénoncé comme une marionnette de Washington. A en croire Ali, le premier ministre Allaoui est « *un agent de la CIA qui fera ce que ses maîtres lui ordonnent* ». L'ancien militaire Maki Abdali renchérit : « *Je ne crois pas qu'un pays est libre quand l'occupant étranger garde son pied sur la tête des patriotes.* » Quant au cheikh Jammal, il s'étrangle d'indigna-

tion : « *Nous ne voulons pas d'un gouvernement irakien qui nous imposerait la démocratie à l'américaine, un système qui accepte que des hommes et des femmes se retrouvent tout nus dans des piscines ou des discothèques.* »

L'unanimité n'est que de façade. La tension est palpable entre les réalistes qui préféreraient négocier avec les Américains, même s'ils se dédouaient en jugeant tout compromis im-

possible, et les radicaux qui rêvent de rompre la trêve à la première occasion. Les uns acceptent de parler à un journaliste français puisque son pays s'était opposé à l'intervention des Etats-Unis. Les autres font savoir que si le visiteur ose revenir, ils le tueront comme le Sud-Coréen : « *Les journalistes ne sont que des espions camouflés.* » Ceux-là refusent de distinguer entre « bons » et « mauvais » étrangers : « *Tous les infidèles doivent être chassés de Faludja.* »

Paradoxe, les « saddamistes »

de la ville voient dans Allaoui leur meilleur espoir d'un retour en grâce. Le premier ministre ne tient-il pas le discours musclé qui a toujours été celui du parti Baas pour contrôler l'Irak, cette mosaïque d'ethnies et de religions ? Et lorsque ses ministres disent vouloir imposer la loi martiale après le 30 juin, ne font-ils pas du « Saddam sans Saddam » ? En abandonnant

Faludja, les Américains n'ont pas rendu la tâche facile à Allaoui. Ils ont ressuscité la vieille équation : durs du Baas contre durs de l'islam.

La population en est certaine : le combat avec les Américains va forcément reprendre. Les laïcs parient sur les tactiques éprouvées de la subversion : « *On frappe et on se cache, on attaque et on se replie.* » Mais les religieux comptent de nouveau sur les recettes de Mahomet. « *Après l'assaut des cavaliers, raconte l'imam Kasseïm, des araignées de 3 m de large, si grandes qu'on les appelle des chameaux, ont attaqué les soldats améri-*

*cains. Empoisonnés par un venin à la novocaïne, pas un n'a survécu. Vérifiez sur Internet, vous trouverez tous les détails.* » Un fidèle se mêle à la conversation : « *Regardez le minaret derrière vous. Les Américains ont tiré à la mitrailleuse pour faire taire le muezzin qui appelait au djihad. Toutes les balles ont ricoché et sont revenues transpercer les tireurs.* »

Question au cheikh Jammal : « *Comment pouvez-vous croire à ces fables ?* » Réponse : « *Vous croyez bien aux miracles de Jésus !* »

## Vive tension religieuse en Irak

### Attentats contre les chiites à l'approche du 30 juin.

LIBERATION  
28 JUIN 2004

Bagdad envoyé spécial

**P**as de soldats de la coalition dans ce quartier, pas davantage de forces de sécurité irakiennes. L'attentat perpétré samedi soir avec deux voitures piégées dans une rue commerçante de Hilla, ville à majorité chiite à 100 km au sud de Bagdad, n'avait d'autre but que de faire le maximum de victimes dans la population. Hier, le bilan officiel s'élevait à au moins 23 tués et 58 blessés, certains très grièvement. Parmi les morts se trouvent de nombreux enfants, selon le communiqué du détachement polonais ba-

sé dans la région. Survenu près de l'ex-mosquée Saddam, fréquentée par de nombreux fidèles chiites, à l'heure de la prière du soir, cet attentat a relancé les craintes d'une guerre entre sunnites et chiites. Jusqu'alors, la cité avait été épargnée par les attentats. Auparavant, les sièges de deux partis politiques chiites avaient été attaqués à Baaqouba, au nord-est de Bagdad. « *Ilya actuellement un grand danger d'affrontements entre sunnites et chiites. Selon mes informations, ce risque va durer encore deux mois après le transfert de pouvoir, soit environ jusqu'à*

*septembre. Si nous réussissons à empêcher ce genre d'attaques, tout ira bien ensuite. Mais si nous échouons...* », déclarait hier à Libération un haut responsable de la sécurité irakienne, proche du vice-ministre des Renseignements, Hussein Ali Kamel.

**Haines.** Jeudi soir, un dignitaire religieux chiite, l'hodjatoleslam Hussein Harithi, a été assassiné à Bagdad. Ce meurtre a provoqué la colère d'Ali Safi, représentant du grand ayatollah Ali Sistani. « *Les assassinats de chiites se sont multipliés, atteignant un niveau inquiétant* », a-t-il pré-

ché dans le mausolée de l'imam Hussein à Kerbela. Evoquant les attentats de jeudi qui ont fait près de 90 tués et plus de 300 blessés, il a dénoncé la mouvance extrémiste sunnite : « *Ceux qui ont commis les massacres d'hier sont des bâtards élevés dans la haine de toute vertu et des chiites.* Abou Moussab al-Zarqoui, Ayman al-Zawahiri (dirigeants d'Al-Qaeda ou proche de l'organisation terroriste, ndlr) et Oussama ben

●●● *Laden sont nés dans la haine de l'imam Ali et de sa descendance.* » Ces attentats semblent aussi expliquer la décision du jeune leader radical chiite Moqtada al-Sadr de décréter jeudi une trêve dans ses attaques contre la coalition.

**Attentats.** Les Kurdes ont eux

aussi été la cible samedi d'un attentat à la voiture piégée à Erbil, où le « ministre de la Culture » du Parti démocratique du Kurdistan, Mahmoud Mohammad, a été blessé, ainsi que 17 autres personnes, et l'un de ses gardes tué. Hier,

plusieurs déflagrations ont été entendues dans la « zone verte », le périmètre sécurisé du centre de Bagdad qui abrite le quartier général de la coalition, où un soldat américain a été tué. Un avion américain a également été touché en vol

au-dessus de la capitale, mais a pu se poser. Cette poussée de violence a poussé le nouveau Premier ministre, Iyad Al-laoui, à annoncer un possible report de deux mois des élections prévues en janvier 2005. Il a aussi averti que la violence

augmenterait après le transfert du pouvoir à son gouvernement le 30 juin. ♦

JEAN-PIERRE PERRIN

*Le chef de la Maison-Blanche s'est attaché à raffermir les liens avec son allié turc, mis à mal par la guerre en Irak*

# Washington vante une démocratie musulmane

LE FIGARO LUNDI 28 JUIN 2004

**Ankara, Istanbul :**  
de notre envoyé spécial  
Philippe Gélle

George W. Bush est plus généreux avec ses amis turcs sur l'Europe que sur l'Irak. Pour resserrer une alliance malmenée par la guerre, il s'est fait le promoteur de cette démocratie musulmane « exemplaire » auprès de l'Union européenne (UE) et des pays du Moyen-Orient.

A Ankara, hier matin, le président des Etats-Unis a insisté sur l'ouverture de négociations formelles entre les Européens et la Turquie. « Vous devriez obtenir une date pour votre accession à terme à l'UE », a-t-il déclaré à l'annonce d'un entretien avec le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. La veille, en présence des dirigeants de l'Union, il avait déjà plaidé pour le lancement du processus d'adhésion « dès que la Turquie remplira les conditions ». A ses

yeux, c'est déjà le cas de cette « nation fière qui mélange avec succès une identité européenne et les traditions islamiques. »

Ce soutien à la candidature turque permet à Bush de démontrer sa solidarité sur un sujet crucial pour Ankara. Mais il est clair que son administration regarde avec envie ce modèle qui, s'il pouvait se décliner en Irak, dépasserait toutes ses espérances. « L'actuel gouvernement turc est un exemple fascinant d'un parti islamique moderne occupé à faire entrer son pays dans l'Union européenne, c'est vraiment une chose formidable », a commenté un responsable dans l'entourage présidentiel.

Pour montrer aux Européens où sont leurs intérêts, Bush a joint le geste à la parole. Répondant à ceux « qui voient l'Europe comme une sorte de club chrétien », selon la formule d'un de ses conseillers, il s'est entretenu hier après-midi avec six représentants des principales reli-

gions, du grand mufti d'Istanbul au grand rabbin de Turquie en passant par le patriarche œcuménique Bartholomé, l'une des principales autorités orthodoxes. Un rendez-vous qui visait à « démontrer combien (dans ce pays) toutes les grandes religions sont pratiquées dans une atmosphère de tolérance » selon Condoleezza Rice, la conseillère du président pour la sécurité nationale.

La première visite de Bush en Turquie n'a pas échappé aux manifestations hostiles qui ponctuent ses voyages à l'étranger. La popularité des Etats-Unis sur les bords du Bosphore s'est effondrée sous son mandat. Mais le chef de la Maison-Blanche s'est efforcé de faire oublier les malentendus de l'année dernière. En mars 2003, le Parlement turc avait rejeté une demande de transit de l'armée américaine qui souhaitait envahir l'Irak sur deux fronts. Dans la foulée, le Pentagone a retiré de la base d'Incirlik cinquante avions char-

ges depuis dix ans de surveiller l'espace aérien au-dessus du Kurdistan. Ils n'y sont toujours pas revenus. En novembre, le département d'Etat avait maladroitement négocié l'envoi de troupes turques en Irak, avant de réaliser que la présence armée de ce voisin était inacceptable pour les Kurdes et la majorité des Irakiens.

Aujourd'hui, c'est toujours leur frontière avec l'Irak qui cause du souci aux Turcs. La rébellion kurde du PKK a mis fin à un cessez-le-feu de six ans et a repris ses attaques dans le sud du pays. Ankara voudrait que l'armée américaine la prive de ses bases arrière dans le nord de l'Irak, mais les forces d'occupation ont d'autres chats à fouetter. « Nous travaillerons ensemble sur le PKK, avec les gouvernements turc et irakien, a assuré Bush. Une fois que nous dési-

gnons un groupe comme terroriste, nous ne le lâchons pas. »

D'autres manœuvres inquiètent encore davantage le gouvernement d'Erdogan : celles prêtées à Israël, qui aurait déployé les agents secrets au Kurdistan irakien et encouragerait ses aspirations séparatistes. Le dirigeant kurde Jalal Talabani a démenti, de même que les autorités israéliennes, qui comptent la Turquie parmi leurs rares alliés dans la région. Dans une interview à des journaux arabes, Colin Powell a dit n'avoir aucune lumière sur la question.

Là encore, Bush s'est efforcé de rassurer sans prendre d'engagement concret. « Nous sommes d'accord sur le fait qu'un Irak démocratique, un Irak pacifique dont l'intégrité territoriale demeure intacte est dans l'intérêt de tous », a-t-il déclaré. Selon son entourage, il ne fait plus de doute désormais que « les intérêts de la Turquie et des Etats-Unis en Irak sont parallèles et complémentaires. »



Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté hier sur la rive orientale d'Istanbul pour protester contre la venue de George W. Bush au sommet de l'Otan et la politique en Irak du président américain.



**Thomas Fuller**

*Letter from Europe*

# What role for Europe in cleaning up Iraq?

## BRUSSELS

A little more than a year ago, Kadim Saleh, a bank teller in the southern Iraqi city of Basra, approached a visitor to deliver an urgent message.

"There is a bomb in my garden but it did not explode," Saleh said.

He had pleaded with British troops in the area three times, he said, but they were too busy to remove the unexploded munition, which fell one night into the small flower bed inside his walled compound.

When Saleh told me the story and showed me the bomb, it seemed to carry a message about the war in Iraq: If you invade a country and ordnance accidentally lands in someone's front yard, you should help get rid of it.

One can presume that the British did eventually come around and take away the bomb.

But what about countries that were not involved in the invasion of Iraq

and that opposed the war? Should they help remove the bombs from gardens, help restore peace and generally help clean up America and Britain's mess in Iraq?

These questions will be at

the heart of discussions in Istanbul starting on Sunday night, when leaders gather for a summit meeting of the North Atlantic Treaty Organization.

France and Germany, having so vehemently opposed the war, are against NATO leading a military operation in Iraq.

The French say the country does not need more troops but a working government; the Germans say they are overstretched with peacekeeping operations in Afghanistan, Bosnia and Kosovo.

In the face of strong U.S. pressure to do more, leaders are set to agree to a creaking compromise: a commitment from NATO to train Iraqi troops.

Iraq's prime minister, Iyad Allawi, sent a formal request to NATO this week for help providing unspecified "technical" assistance and training for as many as 120,000 soldiers.

Yet as the security situation in Iraq worsens and the June 30 handover approaches, many analysts and diplomats are wondering if Europe — and France and Germany in particular —

should do more.

There appears to be a consensus in Brussels that Europe will become more deeply involved in Iraq some day. The question is how much, and when?

"We have a key interest in Europe to see the place become stabilized as soon as possible and not go up in flames," said Pieter Feith, deputy director general for political and military affairs at the European Union's Council, the EU's main decision-making body.

Two central, but conflicting, considerations are behind the European political calculus.

On the one hand, more help in Iraq might avert the emergence of a failed state on the Union's southeastern flank, a scary prospect that would bring further instability to the Middle East and probably more terrorism.

On the other hand, helping out in Iraq now might mean giving President George W. Bush a leg up in the November election.

"I don't think there are many leaders here in Europe who want to do anything that would bail out Bush and help with his re-election campaign," said William Drozdiak, head of the Transatlantic Center, a research organization in Brussels.

The notion that France, Germany or Spain might wait until Nov. 3, the day after the U.S. presidential election, to

offer help to Iraq is the sad reality of an enormously divisive war.

Never mind that the late arrival of help would be terrible news for the Iraqi government, which presumably could use lots of help now and in the first tender weeks after the handover of power.

Drozdiak calls the reluctance of many European leaders "human nature."

"Bush is coming back, he's got big problems in Iraq and says Europe has a moral responsibility to bail them out," Drozdiak said. "Well, I think the initial reaction of many leaders is to say, 'Hold on a minute. We told you this was going to be a disaster and you disregarded our advice.'"

Some analysts in Brussels say that France and Germany might be more comfortable helping Iraq through the European Union rather than NATO. And the Union's foreign policy office in Brussels recently set out a preliminary strategy for greater engagement with Iraq.

Feith said in an interview that EU countries theoretically could provide police forces.

"One can imagine that we could do an advisory police mission," he said. "We can provide expertise in an overall effort to strengthen the rule of law."

This modest plan seems to reinforce the hackneyed Brussels aphorism that the United States cooks the dinner and Europe does the dishes.

That cliché refers to the United States leading military operations and the Europeans taking over the peacekeeping.

And yet clearly in the case of Iraq, there is more work to be done than simply washing up.

Three U.S. senators last week urged France and Germany to change their stance and to allow NATO to assume a military role in Iraq.

"It's time for NATO, and particularly the French and the Germans, to act more responsibly now, notwith-

## Few European leaders 'want to do anything that would bail out Bush.'

standing their frustration with President Bush," said Senator Joseph Biden, a Democrat.

One problem with this plea is that NATO has other fires to put out. Hamid Karzai, the Afghan leader, will request at the summit meeting that the alliance add a few thousand peacekeeping troops before the Afghan elections in September. There are currently about 6,000 NATO peacekeepers in Afghanistan.

As for Iraq, Steven Everts, a defense expert at the Center for European Reform in London, says there is a better solution than more troops. The most important thing for Iraq today is that the nascent government should come out from under the shadow of the United States, he said.

"What Iraq needs right now is a political showdown between the new Iraqi government and the Americans — and which the Iraqis have to win," Everts said. "They need to show their own population that they can tell the Americans to get lost."

This, Everts said, would give the government the legitimacy that it needs to fight the insurgency and would help Iraq more than any NATO soldiers or EU assistance.

International Herald Tribune  
June 26-27, 2004



# Bush courts Turks and presses NATO

## Summit talks to focus on Iraqi security

By Elisabeth Bumiller and Christine Hauser

Just days before the handover of sovereignty in Iraq on Wednesday, President George W. Bush arrived in neighboring Turkey on Sunday for a NATO summit meeting that is expected to deal with issues in Iraq, including approval by the group's heads of state and government of an agreement to help train Iraqi security forces.

Bush said in a meeting in Ankara with Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, that he was looking forward to working on regional matters, including Iraq, and on how to strengthen NATO.

Bush expressed support for Turkey's bid to join the European Union.

"I would remind the people of this good country that I believe you ought to be given a date by the EU for your eventual acceptance into the EU," he said.

"I appreciate so very much the example your country has set on how to be a Muslim country and at the same time, a country which embraces democracy and rule of law and freedom," he said in a photo session with Erdogan, according to a White House transcript.

Bush's courtship of Turkey was complicated by terrorist threats to decapitate three Turks held hostage in Iraq unless the country's companies stopped aiding U.S. forces. Turkey has rejected the demands.

Bush's trip to Turkey, his first, brought out tens of thousands of demonstrators in Istanbul protesting U.S. policies in the region.

"Get lost Bush, get lost NATO," the protesters chanted, according to the Reuters news agency, and, "Murderer U.S.A. get out of the Middle East."

Protesters had also dogged Bush's visit to Ireland, where he said on Saturday that the "bitter differences" between the United States and Europe over the war in Iraq were over, and that NATO had a responsibility to help Iraqis with their own security.

As Bush spoke at an outdoor joint news conference in Ireland with Prime Minister Bertie Ahern of Ireland and Romano Prodi, the president of the European Commission, the anti-Iraq war protesters blocked at least one of the main roads leading to Dromoland Castle, a 16th-century fortress turned luxury resort where Bush had stayed.

Bush had said he hoped NATO would agree at the talks in Istanbul to help with the training of Iraqi security forces.

The training commitment, which is close to alliance agreement, represents a greatly lowered expectation on the part of the White House since it became clear in recent weeks that NATO was not willing to commit any more troops to Iraq.

"NATO has the capability and I believe the responsibility to help the Iraqi

people defeat the terrorist threat that is facing their country," Bush said.

Prime Minister Iyad Allawi of Iraq,



Larry Downing/Reuters

Bush with President Ahmet Necdet Sezer of Turkey in Ankara on Sunday. NATO chiefs meet Monday and Tuesday in Istanbul.



Protesters rallying in Istanbul on Friday against the NATO meeting, which opens Monday. The Iraq war is widely unpopular in Turkey, and officials have ordered tight security.

June 28, 2004

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**



he noted, had asked NATO for training help and equipment in a recent letter. "I hope NATO responds in a positive way," Bush said.

In Brussels on Saturday, the NATO secretary general, Jaap de Hoop Scheffer, confirmed that the alliance had reached a deal to train Iraqi armed forces. "NATO heads of state and government are expected to approve this agreement at their summit meeting in Istanbul on June 28," he said in a statement.

Bush has acknowledged that he is not especially well-liked in Europe.

When asked in Ireland by a White House reporter how he could explain his unpopularity in opinion polls here and whether Americans should be concerned about it, Bush replied that he was most concerned about his re-election

campaign in the United States.

"I must confess, the first polls I worry about are those that are going to take place in early November this year," he said. "Listen, I care about the image of our country." He added that "as far as my own personal standing goes, my job is to do my job" and that "I'm going to set a vision, I'm going to lead, and we'll just let the chips fall where they may."

Bush said Ahern had questioned him in a meeting on Saturday morning about the Abu Ghraib prison abuse and

the American treatment of other prisoners held at Guantánamo Bay, as did President Mary McAleese of Ireland in her own meeting with Bush.

"I told them both I was sick with what happened inside that prison," Bush said. "The actions of those troops did not reflect what we think. And it did harm."

Bush said he told both Ahern and McAleese that the United States would deal with the investigations into the prison abuse scandal "in a transparent way."

Ahern said: "These things happen. Of

course, we wish they didn't, and it's important then on how they're dealt with."

Bush was in Ireland for an annual EU-U.S. summit meeting, and both he and Ahern emphasized what they called the progress they had made: signing joint agreements on counterterrorism, counterproliferation, HIV and AIDS.

The New York Times

Elisabeth Bumiller reported from Ireland and Christine Hauser reported from New York for this article.

## Iran plans to resume building centrifuges

The Associated Press

**TEHRAN:** Iran will resume building centrifuges for its nuclear program on Tuesday despite international objections, but will continue to hold off enriching uranium, the Foreign Ministry said Sunday.

The announcement, which marks a major setback in international attempts to resolve the standoff with Iran over its

nuclear program, was met with disapproval from the head of the International Atomic Energy Agency and from the United States.

Mohamed ElBaradei, the director of the atomic energy organization, a UN agency, said, "I hope that this decision is of a temporary nature. I hope it will be reversed."

ElBaradei reacted to the Iranian announcement in Moscow, where he was attending a conference on nuclear power. "Iran needs to do the maximum to build confidence after a period of confidence deficit," he said. "I look at this whole suspension of enrichment as part of this confidence building."

The White House spokesman, Scott McClellan, said Sunday, "Iran needs to come clean and fully cooperate with its international obligations."

Iran had suspended the building of centrifuges, along with the enrichment of uranium, amid international pressure and attempts by ElBaradei's

agency to determine whether the program was aimed at producing weapons, as the United States contends, or was for peaceful purposes.

Iran reversed the suspension after the agency approved a European-drafted resolution that rebuked Iran for past cover-ups in its nuclear program.

A Foreign Ministry spokesman, Hamid Reza Asefi, invited the agency to monitor the centrifuge construction.

He said, however, that Iran would remain committed to the suspension of actual uranium enrichment — injecting gas into centrifuges.

Uranium in its natural form contains too low a concentration of fissionable isotopes to be used as fuel for reactors or weapons material and must be put through an enrichment process.

The United States has accused Iran of trying to build nuclear weapons. Iran maintains that its nuclear program is entirely peaceful, geared toward production of nuclear energy.

Turkey and Israel

## A strategic friendship cools

ANKARA

The two old allies are getting on each other's nerves. Why?

**W**HEN Tayyip Erdogan, a former Islamist, swept to power alone in 2002 to become Turkey's prime minister, Israelis were worried that relations with their closest friend in the region might cool. True, Mr Erdogan had publicly disavowed his Islamist past and insisted he would still look to America, Europe and Israel for friendship. But the Israelis wanted proof.

They are not getting it. On the contrary, a year ago Mr Erdogan snubbed a request by Ariel Sharon, Israel's prime minister, to visit Turkey. Neither Mr Erdogan nor his foreign minister, Abdullah Gul, have been to Israel. Officials on both sides say the

"special relationship" is secure. A pact signed in 1996 still lets Israeli fighter pilots train in Turkish airspace, to the irritation of many Arabs. Trade still booms.

But the bad blood is still being stirred. This week Silvan Shalom, Israel's foreign minister, said that Israel could not "restrain itself" for much longer in the face of Mr Erdogan's scratchy remarks, which were harming the very fabric of the two countries' relationship. Mr Erdogan has accused Israel of "state terrorism" against the Palestinians in the Gaza strip. Last month he asked an Israeli minister to explain the difference between "terrorists who kill Israeli civilians and Israel's killing of civilians too". Similar bluntness earlier this month annoyed a group of Jewish Americans whom he met in the United States.

So why the change? Mr Erdogan's proclaimed distaste for Mr Sharon's policies is probably genuine. It is certainly shared by many millions of Turks who have been watching television pictures of Israeli tanks demolishing Palestinian houses. Besides, he has to appease conservatives in

his ruling Justice and Development party. They are disgruntled by his failure, among other un-Islamist things, to lift the ban on the wearing of headscarves by women in government offices and schools.

Some, however, say that the most compelling reason for Mr Erdogan's new tone of hostility is his belief that Israel has been encouraging Iraq's Kurds to form their own independent state that would not only become Israel's new ally in the region but might also rekindle separatism among Turkey's own restive Kurds. Such fears have grown since the *New Yorker* magazine said that Israeli agents now train Kurdish guerrillas in Iraq. Israel denies it.

Mr Erdogan knows he must tread warily. If he annoys Israel or the Jewish-American lobby too much, it will be harder for Congress to spike resolutions calling for recognition of the massacres of Armenians by the Ottoman Turks in the first world war as genocide. ■

## Osman Ocalan is in Mosul: Talabani

NTV/MSNBC  
June 23, 2004

The brother of the imprisoned leader of the terrorist group the PKK/KONGRA-GEL, and one of the organisation's senior commanders was in the Northern Iraqi city of Mosul, the head of one of Iraq's Kurdish factions said Tuesday.

Jelal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), acknowledged that Osman Ocalan was in Mosul but that he had not been contacted because the PUK did not want to discomfort Turkey.

The brother of imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan has reportedly fled the organisation's headquarters in Northern Iraq after splits within group and taken refuge in Mosul. His presence in the city had previously been denied by the PUK.

Talabani was speaking after meeting with Turkish Foreign Minister Abdullah Gul in Ankara. During the talks, Gul warned the PUK leader of Turkey's concerns over the oil rich city of Kerkuk and the activities of the PKK/KONGRA-GEL in Northern Iraq. Turkey has claimed that the Iraqi Kurds are trying to force the ethnic Turkmen community out of the region and gain control of the oil resources there.

Talabani said he was also concerned over the PKK/KONGRA-GEL issue and added that fighting against Turkey was like a fight against the Kurdish people.

"All logical powers in Turkey are against war. In our opinion a large majority of PKK is against it as well," he said.

He also added that one reason for him opposing any war was that Turkey would join the European Union and that thus Iraq would be a neighbour to the EU.

It was up to the Iraqi National Parliament to decide if the country would have a federal structure in the future, Talabani said, commenting of Turkish fears that such a federation could lead to the disintegration of Iraq.

"What is important is to have the independence and integrity strengthened," he said.

On the controversial issue of oil rich city Kerkuk Talabani denied suggestions that the Iraqi Kurds were trying to change the demographic nature of the region.

"It is the Kerkuk people that should decide the future of Kirkuk," Talabani said. "Kirkuk should become the symbol of unity in Iraq."

---

## Kurdish Iraq leader hints at secession

UPI  
June 29, 2004

Baghdad, Iraq -- Kurdish Iraqi leader Massud Barzani warned Tuesday that the Kurds will not honor Iraq's unity unless a federal and democratic system is installed.

"Kurds are not less important than Arabs in Iraq ... We cannot accept to remain second class citizens and if Iraq does not become a federal and democratic country we will not live in it," Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party said in an interview with the Saudi daily al-Hayat.

He called on Iraq's new interim government under Iyad Allawi to honor the terms of the State Administration Law,

which upholds the Kurds' right to autonomy in northern Iraq, when drafting the country's permanent constitution. "Unless these terms are met, we won't have any commitment toward Iraq's unity," he said, in a veiled threat to secede from Iraq.

Barzani argued that the Kurdish nation exists in itself, "a matter that the Arabs should acknowledge."

"The Kurdish nation was divided by force exactly like the Arab nation ... This is a fact and this nation is destined to reunite eventually and become an independent state," he said, airing Kurdish aspirations for an independent entity comprising regions they claim in Iraq, Turkey, Syria and Iran.

---

## Kurds surprised by Turkey's stand on autonomy

Seb Walker  
Reuters  
June 28, 2004

SALAHADDIN - Kurdish leader Masoud Barzani insists Turkey assured him it no longer opposed autonomy for Iraq's Kurds, and expressed surprise at statements from Turkish leaders denying a change in policy.

Barzani said a high-level Turkish delegation which visited

the Kurdish capital Arbil this month had told him that "new circumstances" in Iraq meant Turkey had "no objection to a federal structure" for Kurds in a united Iraq.

"They wanted to develop bilateral relations and extended an official invitation for me to go to Turkey," Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party that is one of two main Kurdish parties in Iraq, told Reuters in an interview at his Arbil residence this week.

"But if their official position is the one which was followed

by recent statements I will review my stance on the visit," said Barzani, whose party controls 50 percent of Iraq's northern Kurdish zone stretching to the border with Turkey.

Following Barzani's claims of a policy shift after talks with the Turkish delegation, Turkey's prime minister and foreign minister both denied a change in their country's long-held opposition to autonomy for Kurds in northern Iraq.

Turkish leaders fear autonomy for Iraq's five million Kurds would provoke similar demands from Turkey's own 10-million Kurdish minority. Barzani said the issue should not be determined by Turkey.

"It is not for Turkey or any other country to decide the future of Iraq, or the future arrangement that the Kurdish people want to have with the rest of Iraq in a federal structure," Barzani said.

"It's for the Kurdish people inside Iraq to decide. We will not tolerate any intervention from Turkey or anyone else," Barzani added. No Israeli-run camps

Relations between Turkey and Iraq's Kurds have improved in recent months as the stability of Iraq's Kurdish zone provides a stark contrast to the violent insecurity in the rest of Iraq.

But Turkey remains wary of signs of growing Kurdish strength to the south; there were warnings from Ankara over recent reports of military cooperation between Israel and Iraqi Kurds, a development strongly denied by Barzani.

"There is no truth or reality in these reports, there is no such presence," Barzani said of claims that Israeli agents were helping to train Kurdish commandos at camps in northern Iraq. He said there was "no official relationship" between Iraqi Kurds and Israel.

---

## Kurdistan: Iraq's Silicon Valley?

**KurdishMedia.com**  
**By Karen Dabrowska**  
**30 June 2004**

The Kurdish area is to Iraq what Silicon Valley is to the USA, Jonathan Thompson, Director of Communications & Public Affairs in the Coalition Provisional Authority's Programme Management Office told a recent London forum.

"Oil is just the tip of the ice berg. Iraq would still be the most powerful economic engine in the Middle East for the next five generations even if there was no oil the people have a drive second to none. They are not waiting for handouts. They are doing business in every town and village", Thompson said.

He tried to woo potential investors who attended the Kurdistan trade forum with construction contracts in the area controlled by the Kurdistan Regional Government (KRG): in Dohuk contracts worth \$344m for 37 projects, in Erbil contracts worth \$398m for 54 projects and in Sulaimaniya contracts worth \$439m for 40 projects.

Thompson admitted that Iraq was still a dangerous place. "I was shot at driving to the airport. People are trying to stop progress but you can't put the genie back into the bottle".

The Kurdistan Trade Forum was organised by the Kurdistan Development Corporation (KDC) and the Department of Trade and Industry's UK Trade & Investment's trade services. The KDC is a public-private partnership with offices in London and Erbil which promotes collaborative ventures and acts as a consultant for companies wishing to do business in Iraqi Kurdistan the gateway to Iraq as a whole.

In his keynote address, Nechirvan Barzani the Prime Minister of the Kurdistan Regional Government assured the forum that the Iraqi Kurdistan region is open for business.

"Since the regime of Saddam Hussein fell on April 9, 2003 business activities in this area of Iraq have been growing at a phenomenal rate. Kurdistan is stable, secure and peaceful. Since the start of the war in March 2003 not a single coalition soldier has died in the territory administered by the KRG. We have developed two 24

hour-hour satellite television stations, dozens of local radio and TV stations, scores of newspapers, magazines and other publications. The people of Kurdistan have been connected to the wider world through the internet for several years and internet cafes are everywhere in Kurdistan long before other Iraqis were given similar opportunities. The KRG is prepared to work with investors who are serious about doing business in the region. Depending on the size of the planned investment and the benefits expected to the region and its people, the government is prepared to expedite land allocations and assist in providing public services such as water, electricity or roads".

Mike O'Brien, Minister of State for Trade & Investment, UK pointed out that Iraqis will become major trading partners in the international economy. "When you look at the tv in the evening and see appalling images remember that Iraq is a large country and what is happening in one part is not happening in another. You will find working in the Kurdistan region a rich and rewarding experience".

Some 25 % of the oil and up to 50 % of gas is located in the north of Iraq some in the areas under the control of the KRG, but there has been no comprehensive exploration in the Kurdistan region for decades. The potential capacity of the Kirkuk pipeline is 1.6m b/d.

Dr Ashti Abdullah, Chairman & CEO of Exploration Consultants Ltd told the forum that Iraq does not have an energy policy. Only production sharing contracts will bring investment to the country and after 120 years the oil will run out.

Dr Zeki Fattah, the KRG's advisor on Economic Affairs rejected public-private partnerships. "They take the public sector with its inefficiencies and link it to the private sector with its deficiencies". He advocated a new role for the government in Iraqi Kurdistan as a manager and policy formulator which supports the development of the private sector so it can run the economy until it reaches the stage where it links with the global economy.

Dr Fattah identified numerous business and investment opportunities in the Kurdish region: increased dairy production to serve the Iraqi and Middle Eastern market, transport, storage and cooling facilities, upgrading schools and houses, the manufacturing of building

materials, reform of the health and education sector, the development of natural resources and tourism. He advocated making English the working language as the Kurdish region is land locked and its people can create a link with the rest of the world through the internet.

Nazaneen Wosu, the KRG's Minister of Public Works & Housing said a master plan for the development of the region was being prepared. The shortage of construction materials cement and asphalt - was so acute that even if firms worked 24 hours a day seven days a week they would not keep up with the demand.

It was also pointed out that investment laws passed by the KRG would not change after the hand over of power on June 30 and investors were guaranteed compensation in the event of nationalisation. But contracts granted during the time when the Transitional Administrative Law (TAL) was in place may have to be renegotiated as this law no longer applies.

The presentations were enthusiastically received by the forum's participants. Eileen Hoare of TMG IT Consultancy which specialises in 'electronic government' told MEI she would be exploring opportunities to be involved in Iraqi Kurdistan.

Charlie Young, a consultant with clients interested in

investing in cement, construction and manufacturing in Iraqi Kurdistan commented that many people know so little about that part of the world. "I have come across people who do not know where Kurdistan is. The area is almost a greenfield site. There has been so little investment for so long".

"The Kurds are focusing on oil, water and roads those are the sorts of projects that make investment worthwhile. If you are looking at the costs of going into a region and establishing yourself there is no point in building a shed or a small school", commented Stephen Nelson of Squire Sanders.

Veteran tour operator Geoff Hann of Hinterland Travel, who has been taking tourists to Iraq since 60s is hoping to send tours to Iraqi Kurdistan. Hann took the first tourists to Iraq after the downfall of Saddam's regime and hopes to continue his Iraq tours the security situation permitting.

The KDC is planning a major exhibition bringing together Iraqi and international companies in London in September. Kurdistan and the Northern Iraq Gateway, the first international conference and exhibition dedicated to investment in the region planned for May was cancelled "in the light of the recent escalation of hostilities in the rest of Iraq".

---

---

## U.S. unleashes Iran in ousting two enemies

**By Soraya Sarhaddi Nelson  
Philadelphia Inquirer  
Jun. 27, 2004**

TEHRAN, Iran - The United States freed Afghanistan from the Taliban and toppled Saddam Hussein in Iraq, but in doing so it may have unshackled an even more dangerous foe: Iran.

Western diplomats and local officials in the Middle East say Iran, widely considered a supporter of international terrorism that is trying to develop nuclear weapons, is emerging as the unintended winner of President Bush's war on terrorism.

Iran's rise as a key power broker in the Persian Gulf region is an alarming prospect for the United States, which has used political and economic sanctions to contain the Islamic republic and its radical government for a quarter century, since Iranian radicals seized the U.S. Embassy in Tehran.

"Iran has definitely come to be a major beneficiary" of U.S. policy since Sept. 11, 2001, said Mohammed Hadi Semati, a political scientist from Tehran University at the Carnegie Endowment for International Peace in Washington. "With the exception of the current chaos, everything that comes out of the Iraqi operation is good for Iran's national interests."

The logic of Iran's ascendancy is simple. Iran sat back as the United States launched expensive wars and defeated Iranian enemies on two of its borders, in Afghanistan and Iraq. Iran's population of about 69 million is predominantly Shiite Muslim, and with Iraq's Shiite majority likely to dominate any new Iraqi government, the two nations will share cultural and religious ties that could bring the formerly warring neighbors closer.

Senior U.S. officials in Washington fear that a Shiite uprising in Iraq could trigger unrest in neighboring Kuwait, where Shiites are 30 percent of the population; in Bahrain, which is 70 percent Shiite; and in the oil-rich eastern

province of Saudi Arabia, where Shiites are a narrow majority.

Iranians, who succeeded in exporting their Islamic revolution to Shiite parts of Lebanon after Israel invaded that country in 1982, believe they have played their cards well as the United States stumbled into guerrilla warfare in Iraq.

"Two factors have made our position stronger. First is the American attitude, the American behavior. They came to Iraq under the slogan of human rights and democracy, but unfortunately, the Americans could not prove they are sincere in what they are saying," Iranian Foreign Ministry spokesman Hamid Reza Asefi said. "The second was our behavior in Iraq was very clear... We are not looking for hegemony."

There's unmistakable confidence at the highest levels of the Iranian government about its role.

"There are some realities that cannot be changed by any power, especially that Iran is a free country and a very powerful country in the region," said Mohsen Rezaei, the secretary of Iran's Expediency Council, which advises the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. Rezaei is widely seen as a top presidential contender in next spring's election.

"Iran's regional role is a fact," Rezaei said. "And if America had accepted that fact, then Iraq wouldn't have attacked Kuwait and Iran, nor would the Taliban have been successful in Afghanistan, and the Twin Towers would be still standing."

The changing political reality worries Washington's Arab allies, who privately complain that the White House ought to engage Iran rather than isolate it. Many say it is the only way to shore up America's influence amid a widespread perception that Bush is waging a war on Islam rather than terrorism.

"Basically, Iran is a much more serious threat to the region than terrorism," said one Persian Gulf state official, who spoke on condition of anonymity. "Terrorism is something

everyone is dealing with and taking seriously, whereas we're not dealing with Iranians seriously and we're not dealing with them as a powerful state. We're pushing them into a corner."

Compounding Arab concerns is that Iran, which is Muslim but not Arab, is poised to become the region's second nuclear power, after Israel.

"Certainly I wouldn't like to see an American policy that would shift 180 degrees and jump into the arms of the Iranians. But we have to engage with Iran, and we have to be sure Iran should understand they can become a better society and better country and better state without having nuclear power," said Sheik Abdullah bin Zayed al-Nahayan, the United Arab Emirates information minister. Top Iranian officials insist their nuclear program is for peaceful purposes, and that their goal is to be a regional team player and not to impose their will on Iraq or any other Middle Eastern country.

"It's not to Iran's advantage to impose on Iraq the way America did," Rezaei said. "After this, the Iraqi people will look to a regional solution with the help of the countries in the region."

Iran's new sense of self-confidence has been felt most recently in European capitals, where leaders were warned of a chill in relations with the oil-rich nation if they refused to remove impediments to its pursuit of nuclear power.

In a rare diplomatic outburst against its Arab neighbors, Iran recently clashed repeatedly with the United Arab Emirates over fishing rights near islands that both claim. Soon thereafter, on Monday, Iranian authorities arrested eight British sailors in three boats that were patrolling the Shatt-al-Arab near the southern Iraqi city of Basra. They entered what Iran insisted was its territory. The sailors were released four days later.

Iran has kept a low profile in Iraqi affairs. It has embraced each coalition-approved Iraqi council, while echoing

widespread Iraqi calls for timely free elections.

The Iranian strategy has gone far to win over Iraq's long-oppressed Shiite Muslims. Their ties have been strengthened as Iraqis watched security slip, reconstruction falter and elections delayed under the U.S.-led occupation.

The Islamic fundamentalist tone of Iraqi insurgents also is in tune with Iran's increasingly hard-line government.

Iranian troops reportedly guard a leading Iraqi Shiite cleric, Grand Ayatollah Ali al-Husseini al-Sistani, and Iranian agents are suspected to have crossed into Iraq with the mass pilgrimages of ordinary Iranians to the Shiite holy cities of Najaf and Karbala, and they appear to wield some control over Shiite insurgents, according to diplomatic officials in the region.

How much influence Iran will have in Iraq is uncertain. For one, Iraq is teetering on the brink of civil war, with Kurds and Sunni Muslims determined to limit the Shiites' role in the new government. Squabbles among Shiite factions are another threat.

There also is widespread resistance to Iranian-style rule by religious leaders among Iraqi Shiites, who prefer Sistani's approach, in which religious leaders offer guidance from behind the scenes.

Nevertheless, Iran will likely be the social, political and economic center of Shiites from Lebanon to Afghanistan, who share a powerful sense of historical oppression.

That's discomfiting to many Arab leaders in the region, who have long abandoned their support for Iran's Islamic revolution. Iran's ruling Shiite clerics have made little secret of their disdain for pro-Western Arab rulers who are Sunni Muslims. The Islamic republic's founder, Grand Ayatollah Ruhollah Khomeini, declared Saudi Arabia's rulers unfit to be guardians of Islam's holiest cities, Mecca and Medina.

---

---

## Turkey's head scarf ban is upheld by rights court

From news reports

**STRASBOURG:** Banning Muslim head scarves in state schools does not violate the freedom of religion and is a valid way to counter Islamic fundamentalism, the European Court of Human Rights said Tuesday.

The court unanimously rejected appeals by a Turkish student barred from attending the Istanbul University medical school in 1998 because her headscarf violated the official dress code.

The court decision, which takes precedence over national court rulings, could help the French government face court cases it expects to be filed in September against a headscarf ban it plans to impose in state schools.

The Union of French Islamic Organizations denounced the ruling as political and said Muslims would consider it a form of persecution.

In its ruling, the court said: "Measures taken in universities to prevent

certain fundamentalist religious movements from pressuring students who do not practice the religion in question or those belonging to another religion can be justified."

Bans issued in the name of the separation of church and state could therefore be considered "necessary in a

democratic society," said the court, which is part of the Strasbourg-based Council of Europe, whose 45 members include Turkey.

The ruling was a victory for Turkey, an overwhelmingly Muslim society that has imposed a rigidly secular system since the 1920s and faces growing scrutiny about Islam as it moves toward the membership it seeks in the European Union.

The governing Justice and Development Party, which has Islamist roots, has considered trying to end the ban but backed off after opposition from the strongly secular military.

The ruling also lends support to the French government's argument that its head scarf ban counters possible pressure on unveiled Muslim schoolgirls to join a religious revival evident among some of France's five million Muslims, the largest Islamic minority in Europe.

Lhaj Thami Breze, president of the Union of French Islamic Organizations, said, "The courts are starting to follow the politicians." Breze argues that freedom of religion allows Muslim schoolgirls to wear scarves.

The decision could affect cases in Germany, where Muslim teachers are appealing against laws barring them from covering their heads. (Reuters, AP)

---

International Herald Tribune  
Wednesday, June 30, 2004

June 28, 2004

# Training Iraq's army to battle insurgents

## U.S. chief plans support and assistance

By Dexter Filkins

**BAGHDAD:** On a recent afternoon in his new office in the heavily fortified Green Zone, Lieutenant General David Petraeus, a celebrated American field commander, sketched his vision for how U.S. forces might one day extract themselves from this country.

"I know where this ends," said Petraeus, 51, who earlier this month took control of a vast project to oversee the training of Iraqi security forces. "It ends with the Iraqis in charge of their country. Our job is to help with a very important part of that."

He added, "At the end of the day, you get as many Iraqis as possible to have a stake in the success of the new Iraq to defeat the insurgency."

Just a few hundred meters from his office, the magnitude of Petraeus's challenge loomed in the form of Zhuhair Khamis, an Iraqi Civil Defense officer standing guard at the entrance to the American compound.

"I am not ready to fight Iraqis," said Khamis, 33, standing post outside the American-controlled Green Zone. "I will throw down my weapon, I will throw down my uniform, and I will give back my badge. I will fight foreigners but I am not ready to fight Iraqis."

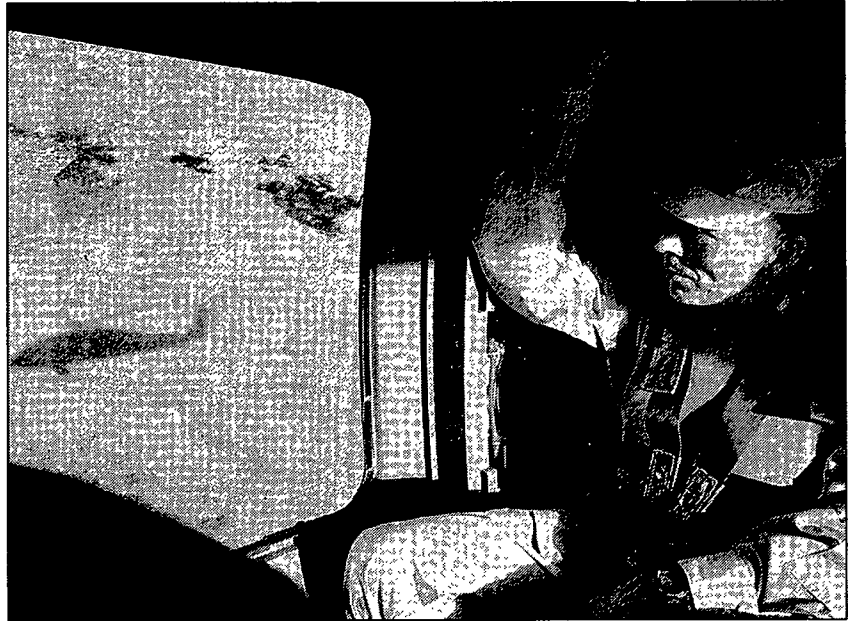
Petraeus, an American commander who scored some of the army's most notable successes in the previous year here, is now charged with perhaps the most ambitious project that will unfold in the year that begins with the restoration of Iraqi sovereignty on Wednesday: rebuilding an Iraqi security force that collapsed during April's uprisings, when Iraqi soldiers quit and ran rather than fight their own people.

Petraeus's goal, in his own words, is to help create an Iraqi Army that will have the heart to defeat the insurgency and ultimately enable U.S. forces to go home. Anything less will probably condemn the Americans to a long-term intervention or to a withdrawal that would send Iraq spinning into chaos and could jeopardize elections.

In a war that seems to loom more like a quagmire every day, Petraeus said he could see the shape of victory in Iraq. "But I can't predict when that will be. It's not going to be someone flipping a light switch."

Last year, when Petraeus was head of the elite 101st Airborne Division, his efforts in the northern Iraqi city of Mosul constituted one of the few bright spots in an otherwise troubled occupation.

For Petraeus, the new job presents an enormous risk, one that could make or



Ashley Gilbertson for The New York Times

Lieutenant General David Petraeus is charged with rebuilding the Iraqi security force.

break, in an already impressive military career. The task, creating a credible army in a foreign country under siege, seems likely to require unusual skills for U.S. generals, like offering advice that might be ignored or standing back while Iraqis step to the fore.

Major General Paul Eaton, who oversaw the training of Iraqi forces until Petraeus took over, said the Americans had tried to do too much too fast, and had missed how the country's various ethnicities and religious groups had failed to coalesce.

"In America, we have this national ethos; you identify with the Pledge of Allegiance and the flag, the Stars and Stripes," Eaton said. "In Iraq, that is overshadowed by tribe, imam, family and ethnicity. I talked to countless

young soldiers who said, 'My name is Muhammad, and I am a Turkoman' or 'I am a Sunni' or 'I am a Shiite.'"

Petraeus acknowledges the obstacles but says he believes he can transcend them. A 1974 graduate of West Point, he is a veteran of peacekeeping in Haiti, Kosovo and Bosnia. He has a doctorate in international relations from Princeton University, where he wrote his dissertation on the Vietnam War.

Even before Petraeus arrived, American commanders had begun overhauling the Iraqi security services, based on the experience of the April uprisings. With the new Iraqi leadership, they have taken the most important internal

security unit, the civil defense corps, and begun turning it into a branch of a revamped 100,000-man Iraqi Army.

The locally recruited corps officers will be taken out of their homes and cities, away from their families and mosques, and turned into soldiers who live on bases and train and fight together. To make that happen, the Americans

have committed \$3 billion to build training sites and regional headquarters and to better equip Iraqi soldiers.

It will be up to Petraeus to carry out these changes, and he says he plans to carry them out as he did before.

"What we are going to do now is nothing new — it's what we did in Mosul," Petraeus said. "We are enabling, supporting and assisting Iraqis. We made a lot of friends there."

For all the general's efforts, the Mosul experiment began to sour last autumn. A number of Iraqis cooperating with the American-backed government have been killed in recent months. Mosul's experience is similar to that of many other cities in central Iraq, where millions of dollars spent on projects ultimately failed to quell the insurgency.

To set up an effective Iraqi Army, Petraeus said, he believes the most important change is already happening: putting Iraqis in charge of the army and the government.

The New York Times



COUNTDOWN TO JUNE 30

# Iraq: will the country's fragile unity survive the handover of sovereignty?

FINANCIAL TIMES MONDAY JUNE 28 2004

The job of governing the former dictatorship will pass to a new administration this week. But it is ill-equipped to tackle the violence and simmering ethnic tensions that grip the country, writes Roula Khalaf

Iyad Allawi has adapted quickly to his new role as Iraq's first post-Saddam Hussein leader. Since his appointment last month as prime minister of the interim government, the former intelligence man has launched a high-profile campaign to persuade Iraqis he can bring an end to the chaos gripping the country.

Armed with belligerent rhetoric and a series of security announcements, Mr Allawi has increased his appearances before the cameras. He has vowed to crush the guerrillas who have wreaked havoc. He has pledged to disband militias, to create an anti-terrorism force and to reorganise Iraq's nascent security forces. With sovereignty passing to his government on Wednesday, Mr Allawi has sought to build momentum around a single idea: that, despite the continued presence of more than 130,000 American troops after June 30, a strong Iraqi state led by Iraqis can emerge and that everyone has a stake in building it. This is a pillar of his strategy in the months ahead.

"So many people want to build this country, many times more than those who want to destroy it," says Ibrahim al-Janabi, a senior aide to Mr Allawi. "Once Iraqi forces are in the cities people will react differently because they're from the same society."

But the recent escalation of violence in the run-up to the handover and the general state of lawlessness have all but crushed such hopes. Most alarming for Iraq and for the region, an unruly country appears to be turning into the new base for al-Qaeda, drawing religious extremists and producing a new generation of trained terrorists. Increasingly, responsibility for attacks is claimed by a group headed by Abu Musa al-Zarqawi, a Jordanian suspected of being linked to al-Qaeda. "The worry is that international terrorists will continue to pour into the country, that Iraq becomes the natural breeding ground for terror," acknowledges a diplomat close to the Coalition Provisional Authority.

For the Middle East, the danger is that a growing state of anarchy will provoke a gradual fragmentation of Iraq as each ethnic or religious group takes its security into its own hands. Already parts of the country are effectively outside the control of US forces



Prime minister Iyad Allawi at the scene of a Baghdad bombing

and of the central authority in Baghdad. "The worse problem now is how to put the state back together when central authority has disintegrated. It's also how to prevent each region from just moving at its own pace," says Walid Khadduri, editor of the Middle East Economic Survey. "The Americans demolished the state and it will take time to glue it back together."

Anthony Cordesman, analyst at the Centre for Strategic and International Studies in Washington, says the first 60 to 90 days of the interim administration are crucial. "If they can handle the transition... get through the next three months [with] a structure Iraqis accept... then things have a much bigger chance of working out," he says. "If you see parts of the country getting unstable, a host of negative scenarios materialise quickly."

Talking tough has been the easy part. The more difficult question is whether Mr Allawi's government can develop the means to govern the country. His experience is limited to running a small organisation of defectors that plotted an unsuccessful coup against Mr Hussein. And he has to contend with the limits on his powers: the US

presence will continue to be overwhelming, in military terms and in the funding of Iraq's reconstruction.

On the political front, Mr Allawi's government, with US consent, is seeking to reverse some of the damaging decisions made by the US after the

invasion. The formation of the government itself was a blow to the US's "de-Ba'athification" policy - the misguided effort to weed out all members of the former Ba'ath party. Some of the new ministers, including Mr Allawi, have a Ba'athist past. Their inclusion in the government is seen as an attempt to appeal to the Sunni Arab minority that dominated Mr Hussein's Ba'ath party and has felt marginalised since the invasion. Many officials at the higher education and electricity ministries who were members of the Ba'ath party have been rehired.

Even the handling of radical Shia cleric Muqtada al-Sadr and the uprising he led in April has changed. The US insistence that Mr al-Sadr surrender and disband his militia has been replaced by an interim government recognition of the importance of the political current he represents and an invitation to attend a national conference this summer. Mr al-Sadr has hinted that he will form a political party and



contest elections, planned for January. These political moves released some of the pressure on the government. But they have done nothing to reduce the ferocity and frequency of guerrilla attacks. Although the origins and the organisational profile of the guerrillas is

unclear, there appears to be a broad tactical alliance between Islamists, nationalists and loyalists of the former regime.

Foreign fighters linked to Al-Qaeda are also gaining strength in Iraq and are likely to be operating with the support of local radical Islamist groups. The guerrillas' ability to operate is also facilitated by the widespread opposition to the US occupation and the conviction that the new government, picked by the US and the United Nations and led by a former exile, is no more than an American creation.

Some Sunni political groups greeted the Allawi cabinet with less apprehension than the previous US-appointed Governing Council, but the so-called Higher Council of the Sunni Ulemas (scholars), the political arm of the Islamist opposition, judged the interim government a disappointment. It has continued to demand a timetable for the withdrawal of American troops.

Moreover, a poll will this week show that the government is seen as a political gimmick, according to Saadun al-Duleimi, head of the Iraqi Centre for Research and Strategic Studies. "People are not optimistic," he says. "They don't perceive any real change."

Over the summer, the new political picture will be completed with a national conference to choose a 100-member council that will advise the government. The conference was conceived as an opportunity to bring the opposition into the government fold.

But its impact is likely to be limited. More than 70 people, including many members of the Governing Council, are on the committee preparing for the conference. All are expected to push their own candidacy for the consultative council.

A second pillar of the post-handover strategy is to accelerate the reconstitution of Iraq's armed forces. In another reversal of US policy, Mr Allawi wants to bring back elements of Mr Hussein's military. The prime minister's aides describe the dissolution of the army decreed by Paul Bremer, the departing US administrator, as Washington's biggest mistake in Iraq.

It put hundreds of thousands of Iraqis out of work and pushed some of them into the arms of the insurgents. The US's original plan was for a small army of 35,000 soldiers to defend against foreign threats, and a large police force. But more than a year after the invasion, there are about 7,000

reportedly ill-equipped soldiers ready for combat. Plans now include bringing back old commanders, expanding the army to as many as 60,000 troops and using it to combat the insurgency, Mr al-Janabi says.

But this is still a long-term project and the problem is one of quality as much as quantity. Soldiers already trained for combat refused to back US troops in the worst fighting in Falluja in April. Many policemen fled from Shia towns when Mr al-Sadr launched his uprising in the same month. Muwaffak al-Rubbaie, the government's national security adviser, says Iraqi forces lack a sense of purpose. "You need to give them a nationalist mission and explain that we're building a new Iraq," he says. Yet effective security will stay for the foreseeable future in the hands of American troops. Iraqi forces are being trained by Americans and would have to fight alongside US troops against other Iraqis. They could be branded as collaborators and their families targeted by the guerrillas.

"This government is going to be dependent for three to five years on coalition forces so how can it demobilise what is increasingly a popular insurgency," says Toby Dodge of the

UK-based International Institute for Strategic Studies.

Mr Dodge adds that with insufficient numbers of American troops and an unprepared indigenous force, the security vacuum could grow, leaving militias tied to political movements to assert themselves. "We'll see a fracturing of the country because the US won't deploy in great numbers and the government cannot get enough local forces," says Mr Dodge.

Ahmed Hashim, a counter-insurgency professor at the Naval War College in the US, makes an equally alarming prediction. "The Iraqi interim government... simply has no way of dealing effectively with the ongoing crisis within the country," he recently wrote. "This puts the burden on US and other coalition forces. It is likely that as Iraq staggers uncertainly towards a qualified sovereignty, the security situation will deteriorate; indeed it could worsen dramatically."

Mr Allawi may seek temporary local solutions to problems in different parts of Iraq, containing the violence in the short-term but at the risk of a more permanent disintegration of the country. A precedent for this strategy was established in April in Falluja. After failing to subdue the insurgents, US forces brought in a former army commander to lead a so-called Falluja Brigade. The town has remained relatively calm since but, as Mr Cordesman of the Centre for Strategic and International Studies, put it in a publication by the US-based Council on Foreign Relations, the solution indirectly put the insurgents in charge of the town. "While you may be able to afford to contain and isolate some areas by this model you cannot afford to do this if you want an effective Iraqi central government, if you want... compromises that are lasting and stable between the various religious and ethnic factions."

The US and the interim government have also agreed that the Kurdish mili-

## KURDS AND SHIA MUSLIM ARABS FACE CHALLENGE OF PEACEFULLY RESOLVING DIFFERENCES AS THEIR ALLIANCE FALTERS

The Kurds in northern Iraq and Shia Muslim Arabs in the south and centre of the country had much in common under Saddam Hussein, whose regime repressed them politically and neglected them economically, writes Gareth Smyth. They rose up in 1991 as Saddam's army was driven from Kuwait, and their leaders came together in the opposition movements that gathered underground and in exile.

Yet, with Mr Hussein's downfall, political differences between the Kurds and Shia and their sometimes conflicting aspirations are the biggest challenge facing those who want to build a new Iraq through consensus.

"The Shia are 55 per cent or more of the population and they are naturally attracted to simple majority rule and a state with an Islamic character of some kind," says a senior Kurdish official.

"We Kurds are generally secular, and above

all we want our national rights, which means we want a federal [Iraq] no matter what the majority of Iraqis decide."

The Kurds argue that Iraq's new constitution must enshrine the autonomy they have exercised since 1991 under the US and UK's protection. They succeeded in April in including in the Transitional Administrative Law – the rules guiding the transition to Iraqi sovereignty – article 61C, which gives an effective right of veto over the permanent constitution to the minority Kurds and Sunnis.

Ayatollah Ali al-Sistani, the most influential senior Shia religious leader, objected and called for the TAL not to be endorsed in the United Nations resolution on restoring sovereignty. Ahmad Chalabi, the Shia president of the secular Iraqi National Congress and a long-standing proponent of Kurdish federalism, told the FT that Ayatollah Sistani objected "not

to the Kurdish demand for federalism [but to] a law passed by an un-elected body (the Governing Council) under occupation".

But, asks Asos Herdi, editor of Hawlati, an independent Kurdish newspaper: "Can we trust

the Arab parties? They promised us rights when they were weak and in opposition, but in power it may be different." The Kurds have become increasingly alarmed by the spread of militant Islam among Arabs and resent talk of Islamic law. More than 1.7m Kurds signed a petition this year calling for a referendum on independence for Kurdistan.

While the mainstream Shia parties do not endorse Iran's model of clerical rule, they do want Islam to play a greater role in government and daily life. For activists in the Shia parties, the debate about federalism is only just beginning – while for the Kurds, federalism is non-negotiable.

tias, known as the *peshmerga*, will continue to control security in Kurdistan, even though they will be officially integrated into the national security forces. Nechirvan Barzani, head of the Kurdistan regional government, says that without the *peshmerga* there would be a security vacuum in northern Iraq. "The only place in Iraq that's safe and stable is the north," he says. "The *peshmerga* are still needed."

Diplomats say that if the bloodshed persists Shia militias could also refuse to dissolve and demand control of southern towns. In such a polarised and militarised environment, there would be a heightened risk that the conflicting political aspirations of Iraq's various ethnic and religious groups will be dealt with by force rather than political compromise, such

as elections and a new constitution.

A potential flashpoint is the ethnically mixed, oil-rich city of Kirkuk. The Kurds want it to fall within their jurisdiction in a federal Iraq, a demand hotly contested by Iraq's Arabs. The Kurds were disgruntled that the interim constitution approved by the Governing Council in March, which offered the Kurds important guarantees as a minority, was not endorsed by the UN resolution that ushered in the new government. The guarantees were omitted after expressions of unease from Ayatollah Ali al-Sistani, the Shia religious leader (see below).

Despite such tensions between Iraq's various groups, observers say Iraqis will continue to resist provocations of civil war, partly because the population has been exhausted by dictatorship and

violence. But if a battle is launched for Kirkuk, for example, other cities with ethnically mixed populations could be dragged into sectarian bloodshed.

Diplomats involved in Iraq's troubled transition say more moderate policies towards Ba'athists and the former army are beginning to redress a flawed US policy in Iraq. But the recent escalation of violence and the rising hostility towards the American military presence have made an enormously difficult government mission all the more formidable. As one diplomat says: "You could've done a lot more with a government like this a year ago. Now they're starting from scratch and they still have to acquire the civilian and military tools of government."

## Une future armée irakienne bâtie sur du sable

Les milices qui doivent l'intégrer répugnent à abandonner leurs armes et leurs ambitions politiques.

Bagdad envoyé spécial

L'intégration programmée des principales milices irakiennes dans l'armée et la police nationale, annoncée en fanfare le 7 juin par le Premier ministre Iyad Allaoui, est loin d'avoir éteint les méfiances et les arrière-pensées chez certaines des formations concernées par cet accord (1). Parmi elles, les deux principaux partis kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Ils bénéficient globalement d'un traitement de faveur, puisque «l'armée nationale» cantonnée dans la partie kurde du pays sera composée exclusivement de *peshmerghas* (combattants) kurdes. «Ces troupes seront sous le commandement du ministère de la Défense», explique Faraj al-Haydari, porte-parole du PDK, mais il n'y aura pas d'Arabes parmi eux. Les troupes arabes pourraient être acceptées au Kurdistan, mais uniquement pour des missions d'entraînement... «Dans le reste du pays en revanche, assure-t-il, les troupes arabes et kurdes seront entièrement mélangées.»

**Indépendance.** Al-Haydari a passé vingt-neuf ans en exil, notamment en Suède. Un portrait du leader du PDK, Massoud Barzani, trône au-dessus de son bureau. Sous sa chaise traîne une kalachnikov. Pour lui, l'indépendance demeure l'objectif à atteindre: «L'indépendance du Kurdistan n'est pas pour dans cinquante ans. Elle sera sans doute réalisée dans les années à venir.» Manière de dire que l'armée nationale irakienne souhaitée par l'actuel gouvernement pourrait être bâtie sur du sable.

Les quelque 5000 hommes des brigades chiites Al-Badr, bras armé du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), doivent eux aussi être réintégrés dans l'armée et la police nationale. Saad Jawad Qindeel, un responsable du bureau politique du CSRII, indique que les brigades Al-Badr, qui ont long-

temps combattu le régime de Saddam Hussein depuis l'Iran, «ont d'ores et déjà été dissoutes» et transformées en une «organisation politique civile». S'il parle d'unités intégrées «depuis quelque temps déjà» dans l'armée et la police, lui aussi ne souhaite pas voir les combattants de son «organisation» se dissoudre en totalité dans des unités nationales. «Si le gouvernement ne souhaite pas intégrer tous nos hommes, dit-il, il faudra bien qu'on les garde dans des services de sécurité en continuant de les salarier...»

Il évoque la création d'«unités spéciales» certes placées «sous les ordres du ministère de la Défense», mais composées exclusivement d'hommes des brigades Al-Badr.

**Exclus de l'accord.** La milice continue par ailleurs de disposer de moyens militaires propres, ce qui est contradictoire avec le projet d'intégration dans des forces de sécurité nationales. Les armes lourdes dont disposait Al-Badr ont-elles été remises au nouveau pouvoir irakien? Non, reconnaît-il, «nous avons annoncé publiquement que nous les avions laissées en Iran». Comme beaucoup d'Irakiens, le rédacteur en chef d'*Al-Jareda*, Kais Alazawi, craint que l'armée et la police nationale ainsi constituées en partie de milices loyales à des partis politiques ou des ethnies ne soient pas homogènes. «Il faudra qu'il y ait un réel mélange des unités et éviter des

polarisations communautaires, religieuses ou politiques... En pratique, c'est une chose possible, mais il y a un risque.»

Le risque peut aussi venir des milices qui ont été exclues de l'accord ou ont refusé d'y adhérer. Il en va ainsi des deux mouvements de résistance anti-américains – l'«armée du Mehdi» du leader chiite radical Moqtada al-Sadr, et les insurgés sunnites de Fallouja. Plusieurs formations chiites du sud du pays qui avaient combattu le régime de Saddam Hussein ont

également été écartées. La plus importante d'entre elles est le Mouvement Hezbollah, qui siège à Bagdad dans une ancienne prison des services secrets irakiens. «Notre mouvement a été fondé en 1981 pour lutter contre le régime de Saddam et 700 des nôtres ont été tués au combat au fil des ans. A certaines époques, nous avons commandé jusqu'à 100000 combattants», affirme son secrétaire général, Hassan al-Sari, qui estime à 10000 le nombre de ses combattants à l'heure actuelle. D'autres mouvements exclus (Mouvement Intifada Shaban, Sayed e Shahida, Moudjatedi al Thaura al Islamiya, parti de la Vertu...) en compteraient 10000 autres. «Nous n'avons pas été consultés. Les Américains considèrent les chiites comme dangereux, car nous sommes croyants. Ils ont favorisé les Kurdes car ceux-ci sont laïcs», dit-il, en espérant toutefois que le gouvernement pro-américain changera d'avis en engageant de nouvelles négociations. ◆

PHILIPPE GRANGEREAU

(1) Elles sont au nombre de neuf: deux formations kurdes (Parti démocratique du Kurdistan, Union patriotique du Kurdistan), une organisation sunnite (Parti islamique d'Irak) et trois mouvements laïcs (Accord national irakien, Conseil national irakien, Parti communiste irakien), ainsi que trois mouvements chiites (Conseil suprême de la révolution islamique en Irak-Organisation Badr, Dawa et le Hezbollah d'Irak).

**Liberation**

25 JUIN 2004

# U.S.-led military occupation formally ends

## A transfer of sovereignty 2 days ahead of schedule

By Dexter Filkins

**BAGHDAD:** The U.S.-led military occupation of this restive land formally ended Monday, 15 months after Saddam Hussein was swept from power, with Iraq's new leaders taking over in a surprise ceremony designed to foil attacks by guerrilla insurgents whom U.S. forces are still struggling to vanquish.

L. Paul Bremer 3rd, the chief U.S. administrator who arrived last May in a country in flames, restored Iraqi sovereignty at a simple meeting called two days ahead of schedule with no public notice, deep inside the heavily fortified area known as the Green Zone.

U.S. aides and Iraqi officials, had been bracing for a wave of terrorist attacks on Wednesday, the date initially set for the transfer. They said they had moved up the date of the ceremony and held it in nearly total secrecy to foil possible terrorist plots.

Standing amid an array of gilded furniture left behind by Saddam, Bremer handed Ayad Allawi, the new Iraqi prime minister, a leather-encased note from President George W. Bush, indicating that the U.S.-led military occupation had formally ended. The Coalition Provisional Authority, the civilian administration that Bremer led, was dissolved.

As he did often in his tenure here, Bremer harkened back to the crimes of Saddam as starting point for the U.S.-led efforts to build a democracy in this country, which has never known it.

Only a day before, Bremer said, he had visited Hilla, site of one of the mass graves dug for the thousands of victims of Saddam's murderous regime.

"Anybody who has any doubt about whether Iraq is a better place today than it was 14 months ago should go down to see the mass graves in Hilla, or see any of the torture chambers or rape rooms around this country," Bremer said. "Anybody who has seen those things that I have will know that Iraq is a much better place."

With that, Bremer flew by helicopter to the Baghdad International Airport, where he boarded an American C-130 military transport and left the country. The entire ceremony, witnessed by no more than 30 people, lasted about 10 minutes.

Only hours after Bremer's departure, the new U.S. ambassador to Iraq, John Negroponte, landed at Baghdad International Airport.

Less than three hours later, Allawi and the other members of his government, chosen during a United Nations-sponsored process earlier this month, took the oath of office, with Allawi and the new Iraqi president, Ghazi al-Yawar, celebrating the restoration of the country's independence but warning that difficult days lay ahead.

"We want a free, democratic Iraq that will be a source of peace and stability for the region and the whole world," Yawar said. "We would like to express thanks to our friends in the coalition for their efforts and dedication."

"We want to tell them all their sacrifices will not go in vain," Yawar said. "We are determined, we are committed. There is no way to turn back."

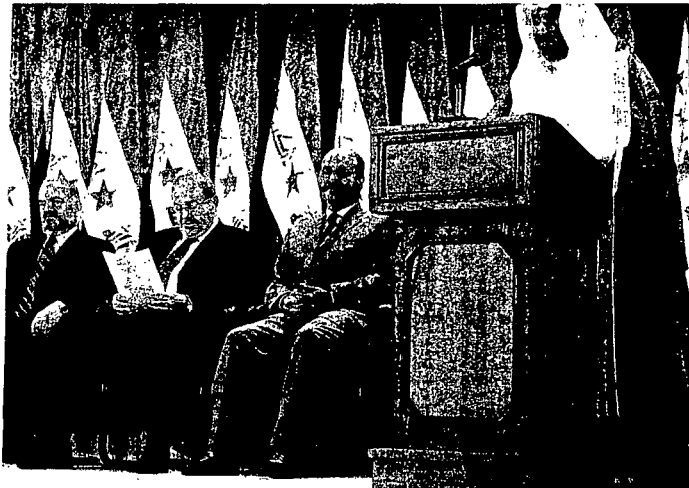
According to the United Nations resolution declaring an end to the occupation, Yawar and his colleagues regained full control over their country, its people and its borders. But the reality is likely to be quite different; Iraqis' new leaders, for all their assurances Monday, still depend largely on the United States and other countries for their security and solvency.

About 160,000 troops from the United States, Great Britain and other countries still remain in Iraq, most of them tied down fighting a guerrilla insurgency whose ferocity and ruthlessness seems to grow by the day. It is unclear how much control, if any, the new Iraqi government will exercise over the foreign troops on its soil. Indeed, it is uncertain how much practical, day-to-day control the new Iraqi government will exercise over its own army and police.

Even with Bremer's departure and the dissolution of the Coalition Provisional Authority, the U.S. government will retain enormous influence, staffing an embassy that officials say will be the world's largest and controlling the flow of more than \$8 billion in U.S. reconstruction aid.

The symbols of that new order were much in evidence at the Green Zone in the hours after Iraq's sovereignty had formally returned. A bright new Iraqi flag flew over the sprawling compound for the first time, snapping under a smoldering sun. But as the ceremonies unfolded, U.S. Apache helicopters swooped and circled overhead, bristling with missiles and guns.

What is more, by its own design, the new Iraqi leadership that took over Monday has publicly entertained only modest ambitions, forswearing any major treaties or domestic initiatives be-



Ashley Gilbertson/Aurora, for The New York Times

Iraq's new leaders, from left: Vice President Jaafari, Prime Minister Allawi, Deputy Prime Minister Salih and President Yawar.



Agence France-Press

The former U.S. administrator, L. Paul Bremer 3rd, center, being escorted to the airport by Deputy Prime Minister Barham Salih, right.

yond defeating the insurgency and preparing for the country's first nationwide elections, scheduled to take place no later than Jan. 31, 2005.

Sensing those limits, the Iraqi people welcomed the return of their sovereignty Saturday with a mostly measured calm.

When word of the ceremony began trickling out, Iraqis by and large did not engage in the celebratory gunfire and whooping cheers that greeted a recent victory of the Iraqi team or the capture last December of Saddam.

Still, many Iraqis expressed a guarded optimism that the chaos of the past 15

months would begin to subside, and that the country's new democratic institutions, implanted by Western armies, might be given a chance to work.

"There is only one thing we are looking for now — an elected government in the future," said Kamal Mohammed, a shopkeeper in a Sunni-dominated area who brimmed with optimism for the new Iraqi state. "Even a 100-mile journey starts with a first step."

Allawi, a former Baath Party member and a leading opponent of Saddam, made no mention Monday of some of the harsher measures he and his colleagues have been contemplating to help crush

the insurgency. In recent days, Allawi has said that the new government might impose some form of emergency rule, which could restrict the Western-style freedoms enshrined in the interim constitution that Iraqis leaders drafted at great effort earlier this year.

Still, Allawi used the occasion of his inauguration to deliver a stern warning to the insurgents, promising to devote all of the government's energy to hunting them down and wiping them out. He urged the Iraqi people to stand up to the "outlaws" who were attacking "Islam and Muslims," assuring them that "God is with us."

The New York Times

## Transfert de souveraineté à hauts risques en Irak

● Avec le transfert de pouvoir, l'Irak entame depuis hier et avec 48 heures d'avance une ère nouvelle mais difficile ● Le pays a dix-huit mois pour devenir un État souverain et démocratique, dans une région dominée par les régimes autoritaires ● En attendant, les troupes américaines resteront très présentes dans le pays



Hier à Bagdad, lors de la cérémonie de transfert de souveraineté,

le président irakien par intérim, Ghazi Al Yaouar, membre d'une famille prestigieuse appartenant à la tribu des Chammar, s'exprime à la tribune. À ses côtés: le premier ministre Iyad Allaoui (à gauche) et Barham Saleh, ministre délégué à la sécurité nationale.

### BAGDAD

De notre correspondant

**L**a cérémonie aura été brève. Un simple échange de documents entre l'administrateur civil américain, Paul Bremer, et le premier ministre irakien Iyad Allaoui est venu sceller hier, avec deux jours d'avance par rapport au calendrier prévu, quatorze mois d'occupation américaine en Irak. Cette annonce, qui a pris de court tout le monde en Irak, n'a pas déclenché de réactions d'enthousiasme au sein de la population comme aux grandes heures de la capture de Saddam Hussein ou des victoires de l'équipe nationale olympique de football. « Cela relève de l'anecdote, convient ainsi Ahmad Al Rashed, chef d'entreprise dans le secteur de la com-

**La majorité des Irakiens est prête à accorder sa confiance à l'équipe gouvernementale, pourvu que la pacification promise du pays soit au rendez-vous.**

munication. Deux jours avant ou deux jours après, cela ne va rien changer à notre quotidien. Encore une fois, la guérilla dicte aux Américains le calendrier politique. Ils ont été obligés d'accélérer la fin de l'occupation après le déclenchement de l'insurrection l'été dernier et, aujourd'hui, ils avancent le transfert de pouvoir pour des raisons de sécurité. C'est une grande performance de la part de résistants qui ne seraient qu'une poignée aux dires des Américains... »

Cette cérémonie, en catimini, est en effet perçue à Bagdad comme le dernier revers du mandat de treize mois du « proconsul » Paul Bremer, représentant civil d'une désormais ex-force d'occupation qui s'est montrée incapable de pacifier le pays. Cette passation de pouvoir avancée soulage cependant des Irakiens qui redoutaient un 30 juin chargé de sang et de larmes comme l'avaient promis les insurgés. Aujourd'hui, les Irakiens sont donc aux affaires. Un grand jour, selon les radios nationales, qui effectuaient, quotidiennement, un compte à rebours solennel pour marquer la fin prochaine de l'occupation. De leur côté, les ministres du nouveau gouvernement intérimaire ont rivalisé de promesses. Outre la sécurité, dossier prioritaire de l'exécutif irakien, Iyad Allaoui a ainsi annoncé vouloir éradiquer la pauvreté. Et le ministre du logement évoque un plan sur 10 ans pour créer 2,5 millions d'habitations.

Beaucoup d'ambitions donc pour les politiques irakiens qui réclament depuis longtemps une expertise supérieure aux Américains en matière de rétablissement de la sécurité et de reconstruction du pays. « C'est n'importe quoi, n'hésite pas à fustiger Ahmad Al Rashed. Lakhdar Brahimi [l'envoyé de l'ONU chargé de préparer le transfert de pouvoir] avait raison lorsqu'il demandait des technocrates comme mi-

nistres pour la période intérimaire. Les ministres actuels sont simplement préoccupés par les élections dans six mois. Chaque ministère est un bastion de la communauté chiite, sunnite ou kurde. Chacun est préoccupé par son seul intérêt.»

La majorité des Irakiens est cependant prête à accorder sa confiance à cette équipe gouvernementale, pourvu que la pacification promise du pays soit au rendez-vous. «On n'a pas d'autre choix, estime ainsi Amar Mohamed, commerçant en vaisselle de luxe. C'est notre seul espoir actuel. On sait qu'ils ont été choisis par les Américains et que ces derniers seront encore très présents dans les affaires de l'Irak. Mais on est prêt à accepter n'importe

quel homme politique à même de redresser notre pays. Nous avons à peine douze heures d'électricité par jour, les terroristes assassinent les Irakiens et les kidnappeurs et les voleurs font la loi dans la rue.» Et comme la plupart de ses compatriotes, Amar Mohamed ne craint pas aujourd'hui d'appeler à l'émergence d'un pouvoir fort. «La démocratie est une belle idée mais pas encore adaptée à l'Irak. J'attends d'Allaoui qu'il s'affirme comme le raïs, comme Saddam Hussein, sans les crimes de l'ancien régime.»

De plus en plus présentes dans les rues de Bagdad, les forces de police irakiennes ont ainsi été saluées avec enthousiasme, dimanche, après un raid d'envergure dans le quartier populaire de Battawin dans le centre-ville, réputé abriter une légion de délinquants. Autre nouveauté, la police de la circulation n'hésite plus, depuis quelques jours, à verbaliser d'une amende de 30 000 dinars (environ 20 €) la multitude de contrevenants au code de la route. Nostalgiques de la sécurité d'antan, les Irakiens ne s'émeuvent pas non plus de l'annonce probable par le premier ministre Iyad Allaoui de l'instauration de mesures d'except-



tion à Bagdad et dans certaines régions pour mater l'insurrection. «Je suis prête à endurer ce régime ces six prochains mois si on m'assure un retour à la sécurité, témoigne Sahar Abbas, employée au ministère de l'électricité. Il faut en finir une fois pour toutes avec ces terroristes.» Une loi martiale redoutée, en revanche, par Ahmad Al Rashed, qui croit percevoir le retour à la tyrannie baasiste avec l'émergence au pouvoir d'Iyad Allaoui. «C'est un ancien baasiste qui est en passe de concentrer toutes les forces de sécurité intérieures. Mais plus jamais les Irakiens n'accepteront un dictateur. Nous avons trop souffert.»

JEAN-PHILIPPE HAMON

# Bomb in Baghdad kills 3 U.S. marines

## American hostage slain, TV report says

From news reports

**BAGHDAD:** A roadside bomb rocked a military convoy in southeast Baghdad on Tuesday, killing three U.S. marines and wounding two others in the first fatàl attack on American forces since the United States transferred sovereignty to an interim Iraqi government.

Film from Associated Press Television News showed blood inside a damaged Humvee and a flak vest lying in the road in the residential neighborhood.

An Iraqi national guardsman, Sergeant Ali Muhsin, said that three U.S. service members were killed and that at least one was wounded by the roadside bomb. The U.S. military in Iraq later is-

sued a statement confirming that three marines were killed and two wounded.

A U.S. soldier at the scene said the bomb hit the lead vehicle in the convoy and wounded or killed several soldiers.

Meanwhile, the Arab television network Al Jazeera said Tuesday that Iraqi militants had shot and killed an American soldier they had held hostage for three months, saying the killing was because of U.S. policy in Iraq.

Al Jazeera reported that the slain soldier was Specialist Keith Maupin, but the U.S. military said it could not confirm whether a man shown being shot in a murky videotape was Maupin. The report did not say when Maupin, 20, of Batavia, Ohio, was killed.

Maupin was among nine Americans, seven of them contractors, who disappeared after an ambush on a convoy west of Baghdad on April 9.

The bodies of four civilian employees of Kellogg Brown & Root — a subsidiary of Vice President Dick Cheney's former company Halliburton — were found in a shallow grave near the site of the attack. The body of Sergeant Elmer Krause, of Greensboro, North Carolina, was later found. One civilian driver, Thomas Hamill, was kidnapped but escaped from his captors nearly a month later. The others are missing.

In another development, an Iraqi extremist group freed three Turkish captives on Tuesday, Turkey's foreign minister said. Al Jazeera reported that the group was releasing the hostages "for the sake of their Muslim brothers."

"Our citizens have been released," Foreign Minister Abdullah Gul told state television. "We've struggled a lot for their release."

Al Jazeera broadcast a videotape showing the three Turkish hostages, believed to be contractors, kneeling in front of three members of Abu Musab al-



Zarqawi's Tawhid and Jihad movement, as one of the militants read a statement.

"For the sake of you, our brothers, and Muslims of the people of Turkey," the statement said, "we will release these hostages and send them safely home."

Zarqawi, a Jordanian, is suspected of masterminding a bombing campaign that has killed more than 1,000 people in Iraq.

In a separate hostage-taking, the father of a U.S. marine who was reported kidnapped by militants on Monday is-

sued a plea for his release. The captors of Corporal Wassef Ali Hassoun have threatened to behead him.

The British Foreign Office said Tuesday a British man, Julian Davies of Wales, working as a security consultant in Iraq was killed when his vehicle was ambushed on June 24 in Mosul.

Also Tuesday, gunmen attacked a police station in Mahmudiya, 32 kilometers south of Baghdad, killing one officer and one civilian, said a policeman, Satar al-Ghareri. Some witnesses said

the gunmen recited Koranic verses before peppering the police station with bullets and rocket-propelled grenades.

And north of the capital, in Kirkuk, a roadside bomb exploded as a senior Kurdish police official was heading to work, killing one of his guards and wounding him, police said.

In Baghdad, assailants attacked a U.S. patrol in the Azimiya neighborhood. One civilian was killed, according to official in the Interior Ministry.

(AP, Reuters)

# Iraqis will take control of Saddam

## New leader moves to assert authority; Americans will retain physical custody

From news reports

**BAGHDAD:** Taking a firm hold of the reins of power in Iraq, Prime Minister Iyad Allawi said Tuesday that his government would take over "legal custody" of Saddam Hussein on Wednesday to start proceedings leading to an open trial in the next few months.

Speaking at a news conference in Baghdad that was broadcast live on television a day after the United States handed over formal sovereignty to Iraqis, Allawi said, "We would like to show the world that the new Iraq government means business and wants to do business and wants to stabilize Iraq and put it on the road toward democracy and peace.

"We want to put this bad history behind us and move toward a spirit of national unity and reconciliation in the future."

The Americans will retain physical custody of Saddam, but Allawi said that Saddam and 11 top Baathist officials would be transferred to Iraqi legal control and would be charged by an Iraqi judge the next day.

"This government has formally requested the transfer of the most notorious and high-profile detainees," Allawi said.

The Iraqi Special Tribunal later announced that it had issued arrest and detention warrants for Saddam and the 11 others, who include Ali Hasan al-Majid, also known as Chemical Ali for his role in chemical weapons attacks against the Kurds; Taha Yassin Ramadan, the former Iraqi vice president; and Tariq Aziz, the former deputy prime minister and former foreign minister.

Others on the list, which was not read out at the news conference but released later, include Aziz Saleh al-Numan, Baath Party Baghdad regional command chairman; and Barzan Ibrahim

al-Hassan al-Tikriti, a presidential adviser and Saddam's half-brother.

Saddam will be charged with crimes against humanity for the 1988 massacre of Kurds in Halabja, the 1990 invasion of Kuwait and the 1980-88 Iran-Iraq war, said Salem Chalabi, a lawyer leading the special tribunal that will try the former Iraqi leader.

There was no break in that violence on Tuesday, however, as a roadside bomb in Baghdad killed three U.S. Marines and wounded two others. (Page 5)

Dan Senor, a former adviser to the occupation authorities, said Tuesday that the request to keep Saddam under American guard had come from Allawi.

"I think he just made a very realistic assessment of the state of the Iraqi security services, that they are not in a position right now to handle all of these responsibilities themselves," Senor said in an interview on the NBC News program "Today."

"Compromise in the security around Saddam Hussein would be an enormous setback for the Iraqis," he said. "We want to make sure that Saddam

Hussein is alive for his trial. We want to make sure he is actually there for his trial."

Saddam and the other suspects would have the right to legal counsel, and the state would pay for it if the accused could not; Saddam would also have the right to represent himself, if he chose.

The trial will not begin for several months, Allawi said. "They will be afforded rights that were denied by the former regime," he said. "I urge the Iraqi people to be patient."

The trial "will show that justice will prevail ultimately," he added.

But a French lawyer, Emmanuel Ludot, one of a 20-strong team appointed by Saddam's wife to represent him,

said Saddam would refuse to acknowledge any court or any judge.

"It will be a court of vengeance, a settling of scores," Ludot told France Info radio, saying any judge sitting in the court would be under pressure to find Saddam guilty.

Ludot said he expected Saddam to say last year's American-led war was illegal.

Already there are pretrial negotiations about permitting Saddam's foreign legal team to work in Iraq, whether to televise the proceedings and whether to reinstate the harshest penalty in Iraq's legal code, death by hanging.

Saddam's appearance at the Iraqi Special Tribunal is expected to be filmed for public release.

The pictures would be the first bit of video since Saddam's Dec. 13 capture by U.S. soldiers, when a clip showed the bushy-bearded leader opening his mouth for a dental examination.

Upon their arraignment, the dozen detainees are to be given the status of Iraqi criminal suspects, which gives them the right to lawyers or appointed counsel, Chalabi said.

The moves to try Saddam are a sign of Iraqis taking matters into their own hands after U.S. administrators turned over power Monday, though some 160,000 U.S.-led foreign troops remain to protect the new government from a relentless insurgency.

The trial of the Saddam, 67, is still months away. His case is expected to bare the chasm between the Iraqis who benefited from his 24-year rule, and those whom it scarred.

"Everyone who lost loved ones to Saddam will want to see this," said Hamid al-Bayati, Iraq's new deputy foreign minister and a leader of the main Shiite Muslim party.

He noted that Saddam's victims are estimated in the hundreds of thousands or more — a huge segment of the population of 26 million — want to watch him answer for those crimes.

"On the street, people just won't be able to believe that they are seeing this," Chalabi said.

But the trial could contribute to the upheaval in Iraq by polarizing Saddam's supporters and detractors, said Walid Mohammed al-Shibibi, a Baghdad lawyer and editor of a legal journal. "This will escalate into terrorist attacks," he said.

Iraqi law has no restrictions on televising trials, but some could be im-



posed if the judge wishes, Shibibi and others said.

Iraqi officials insist Saddam and the others will get fair trials. Asked whether

justice includes the possibility that Saddam could walk out a free man, perhaps on a legal technicality, Bayati said there was "no chance at all."

"The whole world will see this," said Bayati, who said he was tortured in Saddam's prisons in the 1970s. "He won't be able to walk free." (NYT, Reuters)



Hussein Malla/The Associated Press

Recruits for the Iraqi Civil Defense Corps, a support force for the new interim government, training on Tuesday in Baghdad.

## A cautious salute from Arab world

### Iraq transfer seen in Egypt as 'positive step on right road'

By Neil MacFarquhar

**CAIRO:** The Arab world gave a cautious welcome on Tuesday to the hastily completed transfer of authority in Iraq, with governments and commentators mostly saying they hoped that this would diminish the violence, although some jeered the United States for creating a Potemkin village.

Egypt's foreign minister, Ahmed Maher, issued a statement calling the transfer "a positive step on the right road, leading to Iraqis taking control of their own affairs and total sovereignty."

Having the Iraqis run their own affairs is part of a process that should lead to more stability, he said in a comment echoed by many.

Not a few observers mocked the U.S. for its transfer-by-stealth, with the U.S. administrator, L. Paul Bremer 3rd, leaving alone aboard a military aircraft from the Baghdad airport that the U.S. has failed to open to commercial traffic, one of many promises unmet due to constant violence.

"In a scene bordering on the ridiculous, the United States transferred power to an interim Iraqi government," said a front-page editorial on Nahdet Misr, one of Egypt's new independent dailies. "The formalities took place in the atmosphere of a funeral.

"Iraq was not liberated from the grip of the American occupation," the commentary added. "American troops are still spread across its land and are going to stay for years to come, according to American officials themselves."

Some papers, like Egypt's semioffi-

cial Al Ahram, noted the event as banner news but ran no commentary. It focused instead on the state of affairs in the Arab-Israeli dispute, a far more important issue to many.

People asked at random about the event tended to shrug it off, too, also believing that with about 160,000 foreign

#### 'Iraq was not liberated from the grip of the American occupation.'

troops on the ground, Iraq could hardly be considered sovereign.

"The occupation is changing its skin," wrote Joseph Samaha, editor in chief of the Beirut daily Al Safir. Referring to the new U.S. ambassador, he added, "The influence of John Negroponte will be no less than that of Paul Bremer, even if they have different names."

Washington's "collision with the reality of Iraq" forced it to act the way it did, Samaha wrote, adding that Washington still hoped its hand-picked government would somehow rescue the project to turn Iraq into a model democracy able to influence the rest of the region.

Some commentators and even governments said they hoped that Iraq would not become an American stooge, that somehow the new Iraqi government would find the means to truly wrest control of the country.

In Tehran, Hamed Reza Asefi, the

Iranian Foreign Ministry spokesman, called the transfer a positive step and one removed from the occupation. "The interim government is expected to provide grounds for the restoration of full sovereignty, the real end of the occupation and free and timely general elections," he said.

"The wrong policies of the occupiers have brought about terrible, insecure conditions in Iraq, and the Iraqi people must do all they can to restore the damage and negative effects left behind by the occupiers," Asefi said.

Syria, which has been critical of the invasion, took its usual cautious approach, calling the handover a positive step that it hoped would lead to full sovereignty and an end to the Iraqis' suffering.

There is no small concern in the region that Iraq might yet split into three states mirroring its ethnic components. Some commentators suggested that a government steered by Iraqis would be more sensitive to preventing that.

There was also a sense that the current state of affairs in Iraq was the best option available considering the turmoil since Saddam Hussein was overthrown in April 2003.

"No one is expecting the reality on the ground to change overnight," wrote Ali Ibrahim in the Al Sharq al-Awsat daily published in London. As long as the foreign troops remain and the violence continues, the question about how much the Iraqis actually control their own country will linger, he wrote, saying, "But this is all neglecting a central question: Does anyone have a better option?"

The New York Times

# Angry Kurdish leaders demand federal state

## Constitution Battle lies ahead over group's status

Michael Howard in Sulaimaniya

Kurdish officials warned yesterday that the unity of Iraq could be at stake if the country's permanent constitution fails to enshrine Kurdish demands for a federal state.

"If Iraq is not federal and democratic, then unity cannot be built," Omar Fattah, the prime minister of the Kurdish regional government in Sulaimaniya, told the

Guardian. "The Kurds' status in the constitution will be absolutely crucial to our decades-long struggle for self-determination," said Mr Fattah, who filled the post left vacant by Barham Salih, Iraq's new deputy prime minister.

Mr Fattah's comments came as Iraq's Kurds who have benefited from 13 years of de facto self-rule, greeted Monday's

transfer of sovereignty in Baghdad with suspicion. "This is the only bit of Iraq that works, and that is because we are different," said another Kurdish official. "On paper we may be part of the country, but we have our own language, our own government, and look after our own security. What has changed with the transfer? The real battle lies ahead over our permanent status."

A permanent constitution will be drawn up by a national assembly to be elected by the end of the year. The constitution must be completed by autumn 2005 and approved in a referendum, after which fresh elections will be held. The interim constitution, drawn up by the governing council last March, contained guarantees that would formalise Kurds' self-rule in the three northern regions.

But the interim constitution was ignored in the new UN resolution on Iraq. Kurds blamed Shia groups including the influential Shia cleric Ayatollah Ali Sistani, who are opposed to regional federalism.

Affronted by the failure to secure a Kurdish candidate for

the post of Iraq's president or prime minister, the two main Kurdish leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani threatened to withdraw from central government and bar Baghdad officials from the Kurdish region. "We had many legitimate demands, the simplest of which was not to be second-class citizens," Mr Fattah said. "We were denied the leading positions in government, which was of great concern to us."

The boycott threat was later withdrawn. Mr Fattah said the Kurds, which comprise 20% of the population, would not move towards declaring independence. He said: "We will build a relationship with Baghdad within the context of our own federal state while re-

taining and guaranteeing the territorial integrity of Iraq's borders. We are still at the very beginning of the road, so now is the opportunity to choose the right direction."

He said Barzani and Talabani had chosen to stay in Baghdad to protect the Kurds' hard-won gains, and to ensure that central government would never again pose "a

mortal threat to our existence".

Despite the guarantees of cooperation with central government from the Kurdish leadership, growing numbers of ordinary Kurds are pondering their decision to commit to the "new Iraq".

Many now question how long they can be expected to remain part of the country if the instability threatens to en-

gulf their largely successful – and tranquil – region.

There is wariness at the prospect of being drawn back into a central government that could be dominated by politicians from the Shia majority. Kurds have also been alarmed by the resurfacing of anti-Kurdish sentiments among Sunni Arabs and supporters of the radical Shia cleric Moqtada al-Sadr.

Radical Sunni imams in the ethnically mixed northern city of Mosul have praised the February suicide bombings in Irbil that killed more than 110 people; racist graffiti inciting attacks against Kurds has appeared in Shia districts of Kirkuk, which is prized by the Kurds as the future capital of a Kurdistan region.

# Bush voices support for an Iraqi martial law declaration

By Susan Sachs

**ISTANBUL:** President George W. Bush said Monday that coalition forces in Iraq would support a possible decision by the new Iraqi leadership to declare martial law to deal with escalating violence and terror attacks.

"Iraqis know what we know, that the best way to defend yourself is to go on the offensive," he said, speaking at a news conference with Prime Minister Tony Blair of Britain.

The two leaders, the main proponents of the invasion of Iraq, acknowledged that they had yet to persuade many of their critics that the war was justified.

But Blair said the transfer of sovereignty to Iraqis on Monday demonstrated their commitment to fostering democracy in Iraq, not just ridding the country of a dictator and then occupy-

ing the country.

"From now on," he said, "the coalition changes. We are there in support of the Iraqi government and the Iraqi people."

Iraq's new prime minister, Iyad Allawi, and other Iraqi leaders have said they are considering stringent measures, including the imposition of martial law, to establish a modicum of order in Iraq and gain credibility with the Iraqi public, whose main complaint during the 14-month occupation has been a lack of security.

Bush and Blair pledged continuing military support for the new Iraqi government, saying their soldiers would help protect public property and provide security for elections next year.

Under the terms of a UN Security Council resolution passed this month, the multinational force now in Iraq will remain under U.S. command but work

in coordination with Iraq's government.

NATO heads of state meeting in Istanbul on Monday also offered to help train Iraqi security forces.

Bush said the Iraqi leadership faced extraordinary security challenges that might require tough temporary measures. In particular, he cited Abu Musab al-Zarqawi, a Jordanian blamed for organizing a series of devastating bombings as well as the kidnapping and beatings of foreigners in Iraq.

An American marine, Corporal Wassef Ali Hassoun, disappeared June 21 near Falluja and is believed to be in the hands of Zarqawi allies, who have threatened to kill him. Zarqawi allies are also believed to be holding a Pakistani and three Turks.

"Prime Minister Allawi, as head of a sovereign government, may decide he has to take tough measures to deal with a brutal cold-blooded killer," Bush said,

in a reference to Zarqawi. "Our job is to help."

Bush spoke eight hours after the surprise handover of power to the interim Iraqi government in Baghdad, which came two days ahead of schedule out of security concerns.

The transfer of sovereignty was moved up from June 30 in response to the request of Allawi. A senior administration official, speaking on condition of anonymity in a briefing for reporters, said the idea had been discussed in Baghdad and Washington for about one week.

Allawi had told the administration that Monday would be "the right day,"

the official added, and the final decision to go ahead with an early handover was made late Sunday.

He said that Allawi had informed L. Paul Bremer 3rd, the occupation administrator in Iraq, and that Bremer had notified Bush and his aides, who arrived

in Istanbul on Saturday night.

Bush said he was convinced that the Iraqis were ready and able to take charge of their own affairs.

"Last Friday, we handed over the final ministry to the Iraqi government, so, in other words, we have been making a transfer of sovereignty all along," Bush

said. "The final decision was made by Prime Minister Allawi. He thought it would strengthen his hand. I thought it was a smart thing to do, primarily because the prime minister was ready for it."

He went on to praise Allawi and the interim Iraqi president, Ghazi al-Yawar, as strong leaders who had shown that they were ready for independence.

"They're gutsy, courageous and, as they say in Texas, they're stand-up guys," he said. "They'll lead. They'll lead their people to a better day."

The New York Times

## A Istanbul, George Bush fait l'éloge de la Turquie... et essuie les reproches du gouvernement Erdogan

### ISTANBUL

de notre envoyé spécial

A l'occasion du sommet de l'OTAN, qui se réunit à Istanbul, George Bush a voulu mettre en valeur les bonnes relations des Etats-Unis avec la Turquie, mais sa démonstration n'a été qu'à moitié convaincante.

Outre une presse critique et des manifestants hostiles, le président américain a rencontré, dimanche 27 juin, des dirigeants nerveux.

La menace d'attentats et les mesures de sécurité draconiennes qu'elle a rendues nécessaires ont créé un climat peu propice aux réjouissances. En 1999, Bill Clinton avait reçu un accueil très chaleureux, même si sa visite avait donné lieu à des manifestations violentes de l'extrême gauche. Les Etats-Unis jouissaient, alors, d'une image favorable auprès de 80 % des Turcs, chiffre qui est tombé, aujourd'hui, à 30 %, selon le Pew Research Center, un institut américain à but non lucratif.

Reçu par le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, M. Bush s'est entendu reprocher l'inaction des forces américaines, en Irak, face au PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui a rompu, le 1<sup>er</sup> juin, la trêve qu'il observait depuis six ans. Le gouvernement turc estime que l'action du PKK est favorisée par la situation en Irak. Il redoutait que la guerre n'entraîne une déstabilisation qui toucherait le sud-est de la Turquie, où vivent 12 millions de Kurdes. Selon l'agence de presse turque Anatolian, M. Erdogan a exprimé au président américain « son mécontentement au sujet du groupe terroriste PKK ». M. Bush a promis que des mesures vont être prises pour contenir l'action de ce parti, classé comme organisation terroriste par le département d'Etat.

Toutefois, un responsable de la Maison Blanche a laissé entendre que, pour Washington, la question relève davantage du gouvernement irakien que de la coalition. Les Américains ne veulent pas se mettre à dos les partis kurdes irakiens qui sont, pour eux, des alliés précieux dans la transition à Bagdad et qui jouent un rôle important face aux insurgés sunnites. A l'inverse, l'importance prise par les Kurdes d'Irak, à la faveur de la disparition du régime de Saddam Hussein, inquiète Ankara. M. Erdogan a fait valoir, auprès de M. Bush, les droits de la minorité turkmène d'Irak, qui revendique la ville de Kirkouk. Il a réclamé l'autorisation

de M. Bush a fait aux journalistes un cours sur l'histoire de l'empire ottoman, avant de leur expliquer que les adversaires de l'entrée de la Turquie dans l'UE « considèrent l'Europe comme une sorte de club chrétien ».

Pour les dirigeants américains, faire l'éloge de la Turquie est un bon argument à opposer à ceux qui leur reprochent de mener une politique perçue comme hostile à l'islam dans le monde musulman. « J'apprécie beaucoup l'exemple que donne votre pays, celui d'un pays musulman qui, en même temps, a adopté l'Etat de droit et la démocratie », a déclaré M. Bush. Reçu par le président turc, Ahmed Necdet Sezer, le chef de la Maison Blanche, dont c'était le premier voyage en Turquie, est allé au mausolée d'Ataturk, le fondateur de la Turquie moderne et laïque après la première guerre mondiale. Il a tenu à rencontrer des responsables religieux musulmans, chrétiens et juifs, pour rendre hommage à la tolérance de la société turque. « Ils représentent ce que la Turquie a de meilleur », a-t-il dit, avant de saluer une nation « laïque dans sa vie politique et solide dans sa foi ».

En janvier 2003, le Parlement turc, dominé par le parti islamique au pouvoir, a refusé l'accès du territoire à la 4<sup>e</sup> division d'infanterie américaine, qui devait envahir l'Irak par le nord. Cela n'empêche pas Washington de courtiser un pays qui est l'un de ses alliés les plus constants et dans lequel les conseillers de M. Bush voient un modèle pour l'Irak de demain, voire pour le Proche-Orient d'après-demain. Le président américain doit le redire, mardi, à l'occasion d'une rencontre avec les étudiants de l'université de Galatasaray.

P. J.

« J'apprécie l'exemple [de] votre pays, celui d'un pays musulman qui a adopté l'Etat de droit et la démocratie »

GEORGE BUSH

d'ouvrir un consulat de Turquie à Mossoul. Il a exprimé, aussi, son amertume à propos du rejet du plan de l'ONU par les Chypriotes grecs.

Aux frustrations turques, le président américain a répondu par un plaidoyer insistant en faveur de la candidature d'Ankara à l'entrée dans l'Union européenne. « Je pense que l'Union européenne devrait vous fixer une date pour votre entrée future dans l'Union », a-t-il dit à M. Erdogan. Le commissaire européen aux relations extérieures, Chris Patten, avait ironisé, la veille, en Irlande, devant les journalistes accrédités à la Maison Blanche, sur la façon dont M. Bush avait déjà « offert plusieurs fois [à la Turquie] l'appartenance à l'Union européenne ». Dans l'avion présidentiel, entre Shannon et Ankara, un colla-

France Soir

29 juin 2004

# Après trente ans de dictature, l'espoir d'une démocratie

**A** l'occasion du transfert de souveraineté aux Irakiens, *France Soir* organise un débat sur l'avenir d'un pays, qui se situe à la croisée des chemins. Menacé par le terrorisme et les risques de guerre civile, l'Irak, qui sort de trente ans de dictature, n'a jamais eu autant d'espoirs de connaître la démocratie et le développement économique. Première pierre d'un Grand Moyen-Orient démocratique imaginé par l'administration Bush, l'Irak parviendra-t-il à prendre son destin entre les

mains, ou deviendra-t-il le principal terrain d'affrontement entre al-Qaida et les Etats-Unis ? Pour en discuter, trois experts de la région, dont l'un avait condamné l'intervention de la coalition il y a un an, ta ndis que les deux autres y étaient favorables. D'un côté, Pascal Boniface, directeur de l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques) et auteur (*L'Atlas des relations internationales*, Ed. Hatier, *La France contre l'Empire*, Ed. Robert Laffont), qui estime que la situation est aujourd'hui plus

dangereuse dans le monde musulman qu'elle ne l'était il y a un an. De l'autre, Pierre Rigoulot, philosophe, auteur de *Premier retour de Bagdad* (Ed. Buchet/Chastel) et Michel Taubmann, journaliste, chef du bureau parisien de l'information sur Arte, coauteurs de l'ouvrage *Irak, an I* (Editions du Rocher) qui rassemble les écrits de nombreux écrivains et écrivains favorables à l'intervention américaine en 2003, parmi lesquels André Glucksmann et Pascal Bruckner.



De gauche à droite : Michel Taubmann, Pierre Rigoulot et Pascal Boniface.

Débat animé par Thomas de Rochechouart  
Photo : Pascal Lesire

**Les attentats se succèdent aux attentats depuis plusieurs semaines en Irak. Que peut-on réellement attendre de ce transfert de souveraineté ?**

**Pascal Boniface.** On ne peut pas attendre de grands changements en ce qui concerne la vie des Irakiens, la perception de la présence américaine dans le pays, et la sécurité dans le pays. Les Américains eux-même se préparent à une recrudescence des attentats. Je ne suis pas sûr que le nouveau gouvernement ait vraiment les moyens de la souveraineté et acquiert une réelle légitimité auprès de la population. S'il doit y avoir une véritable échéance, c'est celle des élections, a priori en janvier prochain, si elles ont lieu.

**Pierre Rigoulot.** On ne va pas passer d'un monde à l'autre. Cependant le gouvernement irakien va être responsable de ses actes, sera reconnu par un certain nombre d'Etats, dans un

**“ A Bagdad, la vie se développe de plus en plus. Ce qui surprend, c'est le nombre de marchandises échangées ”**

(Pierre Rigoulot)

processus légitimé par l'ONU. Il faut également souligner la qualité de ce gouvernement : il y a un certain nombre de gens compétents et un équilibre remarquable entre les différentes communautés, Kurdes et Arabes, chiïtes et sunnites.

**Michel Taubmann.** Le fait que cet objectif soit atteint n'était pas évident il y a un mois, ce qui est déjà extrêmement positif. La tentative de faire capoter le processus par une insurrection généralisée a échoué. Il n'y a pas eu d'union entre les in-

surgés de Falloujah et les extrémistes chiïtes de Moqtada Sadr. On va avoir de plus en plus d'attentats, mais ils sont une volonté désespérée, car les terroristes sont en grande

partie coupés de la population. **Pascal Boniface.** Si le nouveau gouvernement arrive à marquer des points dans les deux domaines clés, sécurité et économie, alors il sera mieux accepté. Il y a une troisième condition : s'il veut acquérir de la crédibilité dans le pays, il devra prendre ses distances avec les Américains. **La situation vous paraît-elle aujourd'hui moins compromise qu'il y a quelques semaines ?**

**Michel Taubmann.** On ne pourra porter un jugement que d'ici 5 ou 10 ans. Mais ce qui est sûr, c'est que malgré la flambée de violence de ces dernières semaines, les terroristes ont échoué à établir une jonction avec une fraction significative de la représentation politique ou religieuse en Irak. Si le processus politique se met en place, il y a un espoir de baisse de la violence dans les prochains mois.

**Pierre Rigoulot.** Je voudrais d'ailleurs revenir sur cette impres-

sion, que nous avons en France, d'un Irak qui a sombré dans un chaos généralisé. La télévision montre ce qui est spectaculaire et violent, à savoir les attentats. Mais Bagdad compte 6 millions d'habi-

tants et c'est une ville beaucoup plus étendue que Paris. Par conséquent, quant un attentat a lieu Porte de la Chapelle, et que vous habitez Issy-les-Moulineaux, vous ne l'apprenez que le soir à la télévision. Je ne nie pas l'importance de ces attentats, mais la vie continue. Et elle se développe même de plus en plus. J'étais récemment à Bagdad. La première chose qui surprend quand on arrive, c'est le nombre de marchandises en provenance de Jordanie, des voitures, des fours à micro-ondes, des téléviseurs et des antennes paraboliques qui permettent d'avoir accès

aux télévisions de la région.

**Pascal Boniface.** Je pense que si à Paris il y avait un attentat tous les jours à la Porte de la Chapelle, même à Issy-les-Moulineaux, on n'aurait pas une impression de tranquillité ! Je crois quand même qu'il y a un sentiment d'insécurité général. Au-delà de ça, c'est la présence américaine qui n'est pas viable sur le long terme. De gré ou de force, ils devront partir, car la plus grande majorité des Irakiens ne peut pas accepter une présence militaire, y compris ceux qui l'ont accueillie avec joie comme une armée de libération. C'est aujourd'hui une armée d'occupation. L'affaire d'Abou Grahib et les différentes bavures n'ont fait que renforcer l'hostilité et le rejet à son égard.

**Michel Taubmann.** D'accord, mais en Irak, il y a des zones entières où il n'y a pas d'attentat et où la population vit normalement. Je crois que les Américains eux-mêmes ne souhaitent pas prolonger cette

occupation, dans ce qui serait un enlèvement. Mais il ne serait pas souhaitable non plus qu'ils partent précipitamment, avant d'avoir réussi à stabiliser le pays. Contrairement à ce que certains affirment, les Américains ne sont pas là pour coloniser le pays.

**L'Irak n'est-il pas plus dangereux aujourd'hui qu'il ne l'était il y a un an ?**

**Pascal Boniface.** Aujourd'hui, nous pouvons nous réjouir du renverse-

ment de Saddam Hussein qui est la conséquence positive de la guerre. Mais cela s'accompagne de conséquences dramatiques, qui me paraissent l'emporter dans la balance. Il y a eu depuis la guerre en Irak un développement du terrorisme. Le monde musulman et le monde occidental se sont un peu plus éloignés.

Et si la situation ne me paraît pas pire pour les Irakiens, elle l'est en tout cas pour les voisins, qui n'étaient pas menacés par Saddam Hussein. Comme la guerre l'a prouvé, celui-ci ne disposait pas d'une puissance de feu militaire suffisante. En revanche, les pays de la région sont désormais menacés d'une déstabilisation par le terrorisme, et al-Qaida est devenue plus dangereuse qu'elle ne l'était avant la guerre.

**Pierre Rigoulot.** Quand on vise le cœur de cible, on provoque des réactions. C'est le prix à payer pour une action en profondeur, et les terroristes ne vont pas rendre les armes aussi rapidement. Si le monde musulman paraît moins sûr, c'est peut-être une étape nécessaire pour une stabilisation ultérieure. Trois ans après le déclenchement de la guerre contre Hitler, le monde était également épouvantable et moins sûr.

**Pascal Boniface.** Le problème, c'est que al-Qaida n'était pas présent en Irak, contrairement à aujourd'hui. Malheureusement, Bush a mené une politique totalement contre-productive.

**Michel Taubmann.** Raymond Aron a écrit un jour que l'on n'avait pas écrit l'histoire des catastrophes évitées. Qui écrira l'histoire de ce qui se serait passé s'il n'y avait pas eu l'intervention contre l'Irak de Saddam Hussein ? Les terroristes d'al-Qaida, expulsés d'Afghanistan, auraient été à la recherche d'un autre pays d'accueil. C'est ce qui justifie cette intervention préventive pour éviter que ne s'opère éventuellement, d'ici deux ou trois ans, une alliance entre le régime de Saddam Hussein, disposant de technologies nucléaires et l'organisation terroriste. De plus, l'intervention peut permettre de cristalliser le terrorisme en un seul point du globe, au lieu

qu'il ne s'éparpille.

**Pascal Boniface.** Il ne faudrait pas dire à Madrid que cette guerre a permis de fixer en Irak le problème du terrorisme, je pense qu'ils ne seraient pas d'accord... Ensuite, dire qu'on a anticipé une jonction Saddam Hussein-al-Qaida qui allait se faire nécessairement, à partir de là, on peut dire que la secte Moon va nécessai-

rements s'allier au Ghana, et qu'il faut aller faire la guerre en état d'urgence au Ghana ! C'est une anticipation de politique-fiction, et au lieu d'éviter le terrorisme, je pense qu'on l'a plutôt nourri. En tant qu'Occidentaux, nous devons être cohérents. On ne peut pas dire « démocratie » et faire Abou Grahib, dire « liberté » et faire la guerre. Les Américains ont donné le visage du mensonge et de l'immoralité, ce qui va donner des arguments à nos pires ennemis.

**Quelles seront les conséquences de la guerre en Irak sur le projet de Grand Moyen-Orient démocratique voulu par George W. Bush ?**

**Pierre Rigoulot.** Selon une hypothèse optimiste, on peut penser que l'ancrage d'un Irak démocratique va permettre de mettre en cause les dictatures, telles que la Syrie ou l'Iran. Le projet consiste à relever la région économiquement et faciliter l'accès au savoir, étant entendu que le problème de l'obscurantisme est essentiel. C'est un formidable pari : ne pas prendre l'Islam de front mais essayer de le modifier pour faire en sorte que cette zone qui va très mal sur le plan économique se relève. Cela pose le problème de la stratégie à long terme.

**Pascal Boniface.** Je crains que cette région ne soit ouverte pour la démocratie, et que la guerre en Irak soit plutôt un moyen de retarder les processus de démocratisation. Ensuite, je pense que c'en est fini des interventions militaires dans la région, car les Américains n'ont plus les moyens de monter des opérations de ce type. Il sera donc difficile de réaliser ce projet de Grand Moyen-Orient en apportant de l'extérieur, et en plus par le biais d'une armée, la modernisation. Après

“ Al-Qaida, expulsée d'Afghanistan, était à la recherche d'un autre pays d'accueil : l'Irak ”

(Michel Taubmann)

1945, c'est parce que les Américains ont libéré la France et qu'ils sont partis après en nous aidant économiquement qu'on a pu développer avec eux des liens d'amitié. Et là, on n'est pas du tout dans ce modèle-là. Pierre Rigoulot. La question de l'Irak n'est qu'un élément de cette transformation de la région. Il n'est pas contradictoire d'être favorable à un coup de pouce militaire quand autre chose n'est pas possible et de souhaiter pour l'ensemble de la ré-



gion un développement tel qu'il supprime les conditions d'éclosion du terrorisme radical.

**A l'heure où l'anti-américanisme n'a jamais été aussi fort dans le monde musulman, Bush n'a-t-il pas fait les choses dans le désordre en s'attaquant à l'Irak plutôt qu'au conflit israélo-palestinien ?**

**Pascal Boniface.** Effectivement, on marche à l'envers. Le conflit israélo-palestinien est ressenti par les musulmans comme le véritable problème de la région. Ils reprochent ainsi aux États-Unis une attitude jugée trop pro-israélienne et trop anti-palestinienne. Je me demande si les Américains

n'ont pas à se féliciter qu'il n'y ait pas vraiment de démocratie dans le monde musulman. Car dans les circonstances actuelles, celui-ci serait plus violemment anti-américain que les actuels gouvernements.

**Michel Taubmann.** Je ne suis absolument pas d'accord. Le problème israélo-palestinien n'est pas la cause des dictatures dans le monde arabe, et la raison pour laquelle ces

pays sont arriérés politiquement et économiquement. Israël n'en est responsable. Le problème israélien est juste un prétexte avancé dans ces pays pour empêcher tout changement.

**Pierre Rigoulot.** C'est pourquoi je suis favorable à la résolution de ce problème israélo-palestinien par une stratégie de contournement, c'est-à-dire par le développement de la démocratie dans l'ensemble des pays du Moyen-Orient.

**Pascal Boniface.** Je trouve paradoxal que vous prôniez une stratégie de règlement par contournement pour le problème israélo-palestinien, alors que, pour l'Irak, vous n'avez pas vraiment prôné une stratégie de contournement... On ne peut pas dire dans un cas qu'il faut faire la guerre et dans l'autre il faut planter des fleurs pour que le paysage s'améliore aux alentours!

**En conclusion, pensez-vous que les élections américaines en novembre vont-elles changer quelque chose à la situation ?**

**Pascal Boniface.** Je ne suis pas sûr que Kerry soit une véritable alternative à George W. Bush. Plus que l'élection américaine, c'est le rapport de force sur le terrain qui fera

évoluer la situation.

**Michel Taubmann.** Pour une fois, je suis d'accord, car Bush n'est que l'incarnation exacerbée de ce qu'est l'Amérique. Mais finale-

ment Bush et Michael Moore appartiennent à la même Amérique, qui croit au péché, au Bien, au Mal. La gauche américaine est d'accord avec Bush pour mener la guerre contre le terrorisme. Et John Kerry a voté la guerre d'Irak. Il y a une illusion chez un certain nombre de Français, celle d'une mauvaise Amérique avec Bush et une bonne Amérique avec Kerry. C'est la même Amérique.

**Pascal Boniface.** Je suis parfaitement d'accord. L'Amérique et l'Europe ont des valeurs communes. Mais la façon dont nous interprétons ces valeurs est en train de s'éloigner.



Hier, dans les rues de Bagdad, les soldats américains continuaient de patrouiller malgré le transfert de souveraineté. Photo Essan Al-Sudani / AFP



# Iyad Allaoui hérite d'un Irak en ruine, occupé, divisé et infiltré

## BAGDAD

de notre envoyé spécial

L'Irak « souverain » est un pays miné par la violence. D'un côté, l'Irak demeure « occupé » par 141 000 soldats américains qui se sont décredibilisés en un an d'une guerre où ils ont tué beaucoup de civils, sans parler du scandale de la torture. De l'autre côté, l'Irak est de plus en plus « occupé » par des moudjahidins qui, bien qu'ayant une légitimité nationaliste, sont souvent, au goût de la population, trop violents, ou dictatoriaux. Enfin, l'Irak est de plus en plus « infiltré » par des combattants islamistes étrangers invisibles, hais autant par les Américains que par les Irakiens, et qui seraient, dit-on, très efficaces.

Autant dire que l'Irak n'est pas près de retrouver le véritable attribut de la souveraineté : la liberté. L'organisation en secret de la cérémonie de transfert de pouvoir, deux jours avant la date prévue, par peur d'une opération de rebelles ou de « terroristes », en est le symptôme le plus révélateur. Le fait que la cérémonie ait eu lieu dans la « zone verte », l'enclave américaine et gouvernementale irakienne au cœur de Bagdad, ou plutôt coupée de Bagdad, en est un autre symbole criant.

## HOMME À POIGNE

Le premier ministre, Iyad Allaoui, le nouvel homme fort du pays, a juré qu'il allait rétablir la loi et l'ordre. Or, si beaucoup d'Irakiens sont persuadés que cet homme à poigne, respecté au sein des forces de sécurité, va s'y employer, peu d'entre eux croient à son succès. M. Allaoui a tant d'obstacles à éliminer pour que le pays renoue avec la stabilité...

La situation sur le terrain n'est clairement pas à son avantage. La guérilla sunnite contrôle de grandes parties du territoire depuis que l'armée américaine, en déclenchant et en perdant la bataille de Fallouja en avril, a précipité des dizaines de milliers de jeunes dans les bras des « brigades moudjahidins ». La guérilla chiite de l'imam Moqtada Al-Sadr, qui vient de se résoudre à un cessez-le-feu, n'a pas désarmé et reste sur le qui-vive. Des cellules islamistes, liées ou non à Al-Qaïda ou au mouvement d'Abou Moussab Al-Zarkaoui, le « diable » des Américains en Irak, paraissent de plus en plus opérationnelles. Et les officiels irakiens soupçonnent certains pays voisins, dont l'Iran, l'Arabie saou-

dite et la Syrie, ou du moins des factions des services secrets ou des factions religieuses de ces pays, de jouer la carte d'une déstabilisation de l'Irak.

La situation n'est pas non plus à l'avantage du gouvernement lorsqu'on examine ses moyens en termes de sécurité. En théorie, Iyad Allaoui peut compter sur près de 200 000 hommes de l'armée, de la garde nationale, de la police et des gardes-frontières. Mais ce serait ignorer que peu d'entre eux sont prêts à se faire tuer pour un gouvernement non élu et pour un salaire de 200 dollars par mois. Et

que certains militaires et policiers n'ont pas hésité à épouser la guérilla en période de combats, à Fallouja ou Baaqouba pour les sunnites, à Nadjaf ou Sadr City pour les chiïtes. M. Allaoui peut donc clamer qu'il a « la responsabilité directe de la sécurité nationale » et qu'il va « éliminer les terroristes », il sait aussi qu'il ne peut guère compter que sur quelques unités des services secrets et des forces spéciales pour combattre les guérillas.

Dans sa déclaration au pays, lundi 28 juin, M. Allaoui a à la fois tendu la main aux ex-baasistes et promis de traquer sans pitié les islamistes étrangers. Cette attitude n'est pas une surprise pour un homme qui fut baasiste, et qui ne cache pas en privé qu'il déteste les islamistes, y compris irakiens. Aux baasistes « qui n'ont pas commis de crimes », le premier ministre lance un appel à « se tenir éloignés des mercenaires de Saddam Hussein ». A tous ceux qui ont été tentés par la guérilla anti-américaine, il offre l'amnistie « à condition qu'ils viennent fournir des informations et rendre les armes ». En revanche, aux « mercenaires venant de différents pays », aux « égarés », aux « apostats combattant l'islam », il promet « un juste châtement » qu'il n'est guère difficile d'imaginer.

## RÉTABLIR LA PEINE DE MORT

L'une des premières mesures du gouvernement devrait d'ailleurs être de rétablir la peine de mort, formellement suspendue par l'occupant américain mais jamais abrogée. Iyad Allaoui a promis d'annoncer son « plan sécurité » très rapidement, et les Irakiens s'attendent à des mesures radicales. La tâche qui « nous » attend est « difficile, très difficile », a-t-il prévenu. Le premier ministre, nommé le 1<sup>er</sup> juin, a déjà eu un avant-goût de cette difficulté.

En un mois, le gouvernement



DAVID GUTTENBERGER/AP

## TRANSFERT DE POUVOIR

De gauche à droite : le président irakien Ghazi Al-Yaouar, son vice-président Ibrahim Al-Jaafari et le premier ministre Iyad Allaoui après la « cérémonie » officielle de transfert de pouvoir, qui a eu lieu lundi 28 juin à Bagdad, à la surprise générale.



ABDEL-KADER SAADI/AP

## INSÉCURITÉ

A Fallouja, lundi, des combattants cagoulés ont lancé un appel à l'unité des sunnites et des chiïtes contre l'occupation militaire américaine.

Allaoui a déjà connu vingt attentats à la voiture piégée, plus de 200 morts et plus de 1 000 blessés. La vague d'assassinats contre les dignitaires et les fonctionnaires s'est poursuivie. Les installations pétrolières ont été visées, obligeant l'Irak à suspendre un temps ses exportations. La vague d'enlèvements d'étrangers ne connaît pas de relâche, avec plus d'une dizaine de prisonniers ou disparus. La « tâche très difficile » pourrait sembler insurmontable. Pourtant le premier ministre, et c'est le mérite que les Irakiens lui reconnaissent, devrait tenter de frapper durement la guérilla et les fauteurs de troubles.

Pour gagner le cœur de la population, il devra cependant prendre garde : veiller à ce que l'armée américaine n'intervienne pas sans cesse aux côtés des forces gouvernementales, et encore moins de façon unilatérale. Il devra aussi

communiquer le plus ouvertement possible sur les opérations militaires et policières, afin que la population n'ait pas l'impression que le pays renoue avec les crimes et les coups tordus du passé.

Rémy Ourdan

Le Monde

30 JUIN 2004

## Les quatre objectifs affichés par le gouvernement intérimaire : sécurité, économie, justice et démocratie

30 JUIN 2004  
Le Monde

### BAGDAD

de notre envoyé spécial

L'occupation militaire de l'Irak par la coalition conduite par les Etats-Unis a officiellement pris fin le lundi 28 juin à 10 h 26, heure de Bagdad. La présence en Irak des « forces multinationales » avec leurs 141 000 soldats déployés à travers tout le pays « continuera aussi longtemps que nécessaire », a aussitôt déclaré le commandant en chef George Bush. Puis l'administrateur civil en Irak depuis un peu plus de treize mois, Paul Bremer, a prononcé la dissolution de l'Autorité provisoire de la coalition avant de quitter le palais de la République irakienne de Bagdad vers 11 h 30, pour retourner chez lui au Maryland.

Un peu plus tard, dans l'après-midi, le nouvel ambassadeur américain en Irak, John Negroponte, atterrissait à Bagdad et se rendait directement au palais de la République irakienne pour y prendre ses fonctions, à la tête de la plus grosse mission diplomatique américaine au monde.

« Le retour de l'Etat d'Irak dans la famille des nations indépendantes et souveraines » a été salué com-

me il se doit par Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, et par nombre d'Etats qui se sont « réjouis » du développement ou qui en ont simplement « pris acte », comme la France.

Pour être resté secret et confidentiel jusqu'à la dernière minute, il s'est donc produit un événement important, « historique » même selon les six officiels présents lundi face à vingt journalistes triés sur le volet, dans un petit salon discret de la forteresse militarisée du centre de Bagdad connue sous le nom de « zone verte ». Mais les Irakiens, comme d'ailleurs la plupart des membres du gouvernement intérimaire, qui n'ont été conviés à la « cérémonie » officielle de prestation de serment qu'une heure après, ne s'en sont pas franchement rendus compte.

La restitution formelle par les Etats-Unis d'Amérique d'une souveraineté irakienne amputée a été avancée de deux jours sur la date prévue du 30 juin, « à la demande, rusée, du premier ministre », affirme George Bush, et « pour des raisons de sécurité » a-t-il été expli-

qué par un militaire américain à Bagdad. « C'est un jour de grand espoir pour les Irakiens, a ajouté le chef de la Maison Blanche, un jour que les terroristes espéraient n'avoir jamais à vivre. »

### DISCOURS D'INVESTITURE

Lors de la nouvelle prestation de serment de ses trente-trois ministres, événement télévisé celui-là, un peu plus tard dans une autre salle de la « zone verte », Iyad Allaoui, le premier ministre intérimaire choisi par Washington et approuvé par les Nations unies, a prononcé, du ton monocorde qu'il affectionne, une sorte de discours d'investiture fixant les quatre priorités de son cabinet.

La première est évidemment la sécurité, sur laquelle il s'est beaucoup étendu et qui ne laisse d'inquiéter. « Nous nous sentons tout à fait capable de la prendre en main », a dit le chef du gouvernement. La deuxième est économique. « Il nous faut réduire au plus vite le haut taux de chômage et restaurer les services publics essentiels à travers tout le pays, réhabiliter nos infrastructures, transport,

électricité, distribution d'eau potable, santé publique et éducation. »

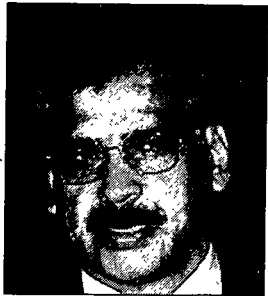
C'est, précisait M. Allaoui, la veille dans une tribune libre publiée par le *Washington Post*, la condition sine qua non « pour regagner la confiance et la loyauté du peuple irakien. »

Toute la question est de savoir comment réussir alors que la production de pétrole, seule richesse nationale, « est en régression à cause des sabotages terroristes ». Bien sûr, les 150 conseillers américains, britanniques et australiens qui restent à leur place dans les bureaux des ministres devraient pouvoir donner un coup de main.

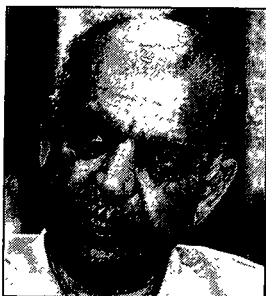
Pour les autres priorités définies par M. Allaoui, ce peut être plus aisé, si la volonté existe vraiment. La mise en place d'un « pouvoir judiciaire indépendant et fort, bien formé, bien financé, qui assurera la protection des droits de l'homme et de la propriété » est déjà prévue par les cent décrets pris par Paul Bremer et qui forment, jusqu'aux élections nationales de décembre 2005, le cadre juridique de la souveraineté nationale.

Il en est de même d'ailleurs

## CINQ MINISTRES CLÉS DE LA NOUVELLE ÉQUIPE DIRIGEANTE



**Hazem Chalane**  
ministre de la défense  
(chiite)



**Thamer Abbas Ghabane**  
ministre du pétrole  
(chiite)



**Hoshiyar Zebari**  
ministre des affaires  
étrangères (kurde)



**Falah Al-Nakib**  
ministre de l'intérieur  
(sunnite)



**Adel Abdel Mahdi**  
ministre des finances  
(chiite)

**CHEIKH** tribal chiite de la tribu Ghazal, Hazem Chalane est né en 1947 à Diwaniya, dans le centre de l'Irak, province dont il est devenu le gouverneur en avril 2003. Titulaire d'un diplôme d'économie et de management de l'université de Bagdad, en 1972, il a été directeur du bureau (d'Etat) de l'immobilier pour la région Kout-Diwaniya de 1983 à 1985. Parti en exil en Grande-Bretagne en 1985, il y était directeur d'une agence immobilière.

**SUCCESEUR** d'Ibrahim Bahr Al-Ouloum, dont la nomination était essentiellement politique, Thamer Abbas Ghabane est un homme du sérail qui a travaillé pendant trente et un ans dans le secteur du pétrole. Formé en Grande-Bretagne, cet ancien directeur de la planification est un technicien qui a fait toute sa carrière au ministère. Chiite, originaire de Kerbala, il est considéré comme un proche du premier ministre.

**D'ORIGINE KURDE**, Hoshiyar Mahmoud Mohammed Zebari est né en 1953. Titulaire d'un diplôme de sciences politiques de l'université d'Amman (Jordanie) et d'une licence de sociologie et développement obtenue à l'université d'Essex, en Grande-Bretagne, il devient membre du bureau politique du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) en 1979. Il en sera le représentant en Europe, de 1988 à 2003, chargé de la diplomatie.

**SUNNITE**, Falah Al-Nakib est né à Samarra en 1954. Fils d'un ancien chef d'Etat major militaire des années 1960, il est devenu ingénieur civil formé aux Etats-Unis. Dirigeant du Mouvement national irakien, il est revenu d'exil après la chute du régime de Saddam Hussein. Nommé gouverneur de la province de Salahiddine dont dépend Tikrit, le fief de l'ancien dictateur, il sera un atout précieux pour la pacification des Sunnites.

**NÉ À BAGDAD** en 1942, Adel Hadi Abdel Mahdi, est le numéro deux du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, le plus puissant des partis chiites. Francophone, il a passé près de vingt ans en France et a fait ses études de sciences économiques et politiques à Saint-Etienne et à Poitiers. Il a également séjourné en Chine. Ancien baassiste historique, il est issu d'une vieille famille et se définit comme un islamiste modéré et réaliste.

pour le quatrième objectif, qui consiste à « accélérer la marche de la nation vers la démocratie ». Là encore, la Loi fondamentale et les annexes adoptées par le défunt conseil de gouvernement mis en place par Paul Bremer, encadrent théoriquement le processus.

Droits de la femme, droits de l'homme, système fédéral, élec-

tions en janvier 2005 pour choisir une Assemblée nationale transitoire de 275 membres, rédaction d'une Constitution définitive approuvée par référendum en octobre 2005, nouvelles élections générales définitives pour le 15 décembre de la même année. Tout ce programme ne pourra être évidemment tenu qu'à la

double condition de son approbation par l'Assemblée qui sortira des urnes en janvier et du rétablissement de la sécurité publique.

Ali Al-Sistani, guide spirituel de la majorité chiite, a déjà laissé entendre que tout cela pourrait bien évoluer. Pour M. Allaoui, il est clair que les Irakiens « doivent

trouver le système démocratique le mieux adapté à leur unique et historique contexte national ». Il n'est pas question de « dupliquer les modèles importés des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne ou de tout autre pays ».

Patrice Claude

## Après treize mois de « règne », Paul Bremer quitte Bagdad sans avoir commencé la reconstruction

C'est sans doute le plus grave échec de l'administrateur civil américain qui, en arrivant, avait promis « la paix et la prospérité ». Aucun des objectifs n'a été atteint

### BAGDAD

de notre envoyé spécial

Il était arrivé en fanfare le 12 mai 2003, lesté de certitudes néo-conservatrices et d'idées toutes simples sur l'Orient compliqué. Il est reparti de Bagdad le 28 juin 2004, presque en catimini, sans même la garde d'honneur symbolique qui eût sied à celui qui fut tout de même, treize mois durant, le « vice-roi » d'Irak.

Tiré l'an dernier par le président George Bush d'une retraite aussi précoce que prospère, après vingt-deux ans de bons et loyaux services aux affaires étrangères américaines, Paul Bremer a quitté l'Irak moins de deux heures après avoir symboliquement remis, à un gouvernement intérimaire irakien qu'il a largement contribué à sélectionner, une souveraineté limitée sur un pays déchiré.

Quelques phrases convenues pour la « cérémonie » quasi-secrète de passation des pouvoirs, une brève allocution d'adieu préalablement enregistrée en anglais pour les télévisions arabes locales et l'ancien administrateur en chef de l'Irak post-Saddam Hussein prenait l'avion pour le Maryland. Un seul membre du nouveau pouvoir - le Kurde, Baram Saleh, vice-premier ministre sans attribution - était présent pour l'embarquement, à bord d'un C 130 de l'US Army.

Bien sûr, d'Istanbul, le président Bush a chaudement félicité son envoyé spécial. Bien sûr, les membres du gouvernement intérimaire l'ont remercié du « remarquable travail accompli ». « Jerry » comme l'appelle les intimes, est un travailleur acharné qui n'a jamais compté son temps ni son énergie pour atteindre les objectifs, souvent mouvants, assignés par

M. Bush.

Sur son ordre, dès son arrivée, il a promis aux Irakiens « la paix et la prospérité ». Il laisse derrière lui un pays ravagé par l'insécurité et une économie dévastée. Le chômage endémique qui touche près de la moitié de la population active fournit chaque jour à la « résistance », comme aux djihadistes étrangers implantés dans le pays, des bataillons entiers d'indigents désespérés. Il y a quinze jours, l'US aid - organisation étatique qui a reçu plus de 3 milliards de dollars de fonds publics américains pour la reconstruction - affirmait que « pour des raisons de sécurité, la plupart des projets [de reconstruction] sont arrêtés. » En fait, sur les 100 000 emplois « minimum » que l'aide américaine à la reconstruction devait fournir, il y en aurait moins de 15 000 à travers tout le pays.

La reconstruction manquée est sans doute l'un des échecs majeurs de Paul Bremer. Un échec que son entourage n'a cessé, depuis des mois, de mettre au compte d'une armée « qui n'a jamais su assurer la sécurité. » « La faute à qui ? » rétor-

quaient les militaires. « La faute à ceux qui ont pris la décision stupide de démanteler d'un trait de plume une armée que nous avons vaincue et qui ne présentait plus aucun danger » nous dira un jour, à Kirkouk, un jeune officier bavard du Texas. De fait, pour celui qui fut en 1986 le tsar anti-terroriste du président Ronald Reagan, et pendant dix ans, le favori du « cher » Henry Kissinger, il y a les échecs, et puis il y a les fautes.

### « L'HISTOIRE JUGERA »

Iyad Allaoui lui-même, qui ne critique pas facilement ses parrains washingtoniens, a plusieurs fois admis combien la brutale mise au rencard de 400 000 soldats, policiers, gardes-frontières, et le renvoi d'au moins 30 000 fonctionnaires « baassistes », avaient désorganisé le pays, ouvert ses frontières à tous les pistoleros islamistes étrangers et grossi les rangs des rebelles. « Voilà ce qui arrive lorsque l'idéologie l'emporte sur le pragmatisme » se lamentait un autre ministre.

Sûr de lui et de ses idées simples, proche de l'idéologue Paul Wolfowitz, numéro deux du Pentago-

ne, et « vieil ami » de Donald Rumsfeld, le patron de la défense, Paul Bremer, qui conseillait peu avant la guerre à la Maison Blanche de lancer l'offensive contre tous les Etats anti-américains « sans s'occuper » de ce que pensaient les alliés européens qui « finiront par suivre », a aussi montré qu'il savait être pragmatique. Il a récemment reconnu dans le *New York Times* qu'il aurait « dû corriger ce faux pas », de la « débaussation » tous azimuts « plus vite encore » qu'il ne l'a fait. Partisan d'une thérapie forte et brutale pour installer « la libre entreprise » en Irak, il a assez vite pris la mesure dantesque du projet. Il s'est abstenu de privatiser à tour de bras comme il en avait envie et a rétabli l'aide alimentaire étatique dont dépendent encore près de 40 % des citoyens pour survivre.

De même, après avoir superbement sous-estimé l'influence énorme exercée par la religion en Irak, et notamment par le grand ayatollah Ali Al-Sistani sur la majorité chiite, il n'a plus cessé de lui envoyer des émissaires.

Quel héritage cet élégant sexagénaire, curieusement affublé en toutes circonstances d'un costume cravate avec des bottes de brousse aux pieds ? « L'histoire jugera » affirmait cette semaine son adjoint, l'ambassadeur Richard Jones. Paul Bremer voulait laisser aux Irakiens, un « vrai gouvernement » populaire et une Constitution libérale bétonnée. Il laisse en place une équipe non élue et une loi fondamentale réversible dès après les élections. « Je pense que les Irakiens nourrissaient des attentes irréalistes », confiait-il, un peu amer, avant son départ.

P. C.



### GOODBYE BAGDAD

L'administrateur civil américain, Paul Bremer, quitte l'Irak en petit comité.

A l'aéroport, devant le C 130 de l'US Army, il salue le Kurde Baram Saleh, le seul membre du nouveau pouvoir à l'avoir accompagné pour son départ.

# NATO agrees to train Iraqi forces

By Eric Schmitt

**ISTANBUL:** NATO leaders agreed Monday to help rebuild Iraq's beleaguered security forces just hours after the U.S.-led occupation turned sovereignty over to an Iraqi interim government that requested the alliance's aid earlier this month. But many crucial details remain unresolved.

Bush administration officials heralded the Iraqi training accord and an agreement to increase NATO troops in Afghanistan to bolster security for elections there in September elections as proof the alliance could overcome divisions to reach consensus on contentious issues far beyond the members' national borders.

"We have decided today to offer NATO's assistance to the government of Iraq with the training of its security forces," Bush and the other 25 national leaders said in a statement.

But the Iraq accord fell far short of the administration's original goal to dispatch NATO ground troops to join U.S.-led forces in Iraq, which France and Germany flatly opposed. In a sign of the rifts still lingering since the Iraq war, the statement said the alliance would only "encourage nations to contribute to the training of the Iraqi armed forces."

The United States and other allies have provided some training inside and outside Iraq for months, and a three-star American general was recently assigned to help improve how Iraq's 206,000 security forces are trained and equipped. But with Iraqis regaining sovereignty, the interim prime minister, Iyad Allawi, asked NATO earlier this month for additional help.

NATO planners will now meet with Iraqi officials to decide on training priorities, then match up the requests with those willing to help. They were also ordered to report back on other possible assistance for Iraqi security institutions. But the timing, location and numbers of trainers involved remain unanswered.

"How this training will be worked out I do not know yet," Jaap de Hoop Scheffer, NATO's secretary general, told reporters.

NATO leaders opened the two-day meeting under extraordinary security and to the surprising news that the transfer of sovereignty in Iraq had been moved up 48 hours in an effort to preempt insurgent attacks. Large swaths of Istanbul, a city of 15 million people, were blocked off, and Turkish warships patrolled the Bosphorus waterway.

Even so, thousands of protesters took to the streets in several locations across the city. They were kept far from the conference center in central Istanbul where NATO leaders have gathered. Demonstrators hurled paving stones at

the police, who responded with batons, tear gas and water cannon. At least 48 police officers and demonstrators were wounded, according to the authorities here.

Inside the conference halls, alliance leaders sought to play down tensions that have flared over Bush's Iraq policy, but they remained divided over how to carry out the training plan.

Defense Secretary Donald Rumsfeld has insisted that the bulk of the training should be conducted inside Iraq, to help speed the integration of newly trained recruits into their units and to allow allied mentors to keep a watchful eye over their charges.

But French and German officials said they would not send instructors to Iraq, preferring instead to train at elite military academies in their own countries.

President Jacques Chirac of France said that any training should be left to individual NATO nations, not the alliance as a whole. "Any NATO footprint on Iraqi soil would be unwise."

Chancellor Gerhard Schröder of Germany said: "The engagement of NATO is reduced to training and only training. We have made clear that we don't want to see German soldiers in Iraq."

Some independent security analysts expressed skepticism that NATO's new training mission would result in any meaningful changes.

"It's a political declaration with no real practical meaning," Ivo Daalder, a senior fellow at the Brookings Institution in Washington, said in an e-mail message. "Countries that will provide training were doing so before the decla-

## The accord fell short of the U.S. goal to dispatch NATO ground troops.

ration, and I doubt that countries that were not will now be so inclined."

Allied officials that said whatever training is conducted is expected to be coordinated with the efforts now headed by Lieutenant General David Petraeus, a highly regarded former commander of the 101st Airborne Division who is now helping Iraqi officials oversee the training of their forces.

Military planners at NATO headquarters in Brussels are already rushing to examine how alliance members can meet the Iraqis' requirements. Senior military officers in Iraq applauded NATO's new commitment to training and suggested approaches that the alliance could follow to best meet the Iraqis' needs.

"They could individually or collectively contribute everything from slots

at their military schools for Iraqi soldiers to sets of equipment to mentors-advisers to drill sergeants," one senior

military officer in Iraq said in an e-mail message. "Better yet might be money that the Iraqis could use to buy additional equipment over that which we're purchasing for them."

NATO also announced on Monday that it would expand its security role in Afghanistan. That would fulfill a political pledge the alliance made months ago, but which ran into hurdles when General James Jones, NATO's top military commander, went "tin-cupping" member nations, as Rumsfeld put it, for actual troops, helicopters, and other equipment.

NATO officials have finally been able to cobble together enough forces and equipment, including helicopters, cargo planes and quick-reaction forces, to honor the agreement. Under the plan, NATO will expand to about 10,000 troops from the 6,500-member force in and around Kabul, to operate a total of five provincial civilian-military reconstruction teams, initially in the north.

Two of the these teams — one operated by the British in Mazar-i-Sharif and another by the Germans in Kunduz. Two other smaller, satellite teams, in Mynama and Fizabad, will be expanded. A new fifth team, in Baghlan, would be operated by the Dutch.

Other teams in the west of the country — promised by the time of the NATO talks here — are not ready, allied officials said.

The larger troop presence includes about 1,500 to 2,000 allied troops to help provide security around the country for the national elections that are scheduled to be held in September.

The New York Times

International Herald Tribune  
June 29, 2004

Bakhtiar Amin, nouveau ministre irakien des Droits de l'homme :

# «Le nouvel Irak doit être fédéral, démocratique et pluraliste»

Bagdad envoyé spécial

**A**près avoir couru pendant des années les instances internationales pour dénoncer la répression en Irak, Bakhtiar Amin, un Kurde de Kirkouk, longtemps délégué à Paris de l'ONG Alliance pour la justice, vient d'être nommé ministre des Droits de l'homme dans le nouveau gouvernement irakien. **Avec la situation périlleuse que connaît actuellement l'Irak, la question des droits de l'homme sous Saddam Hussein est-elle encore à l'ordre du jour ?**

La population irakienne souffre toujours de la magnitude du crime. L'Irak est un pays de fosses communes. On en a dénombré 262. Songez que, en une seule journée, Qousaï, le fils cadet de Saddam Hussein, a fait exécuter 2000 détenus pour «nettoyer» la prison d'Abou Ghraïb. Chaque jour, j'entends des histoires dont je n'avais pas connaissance. J'ai suivi la situation des droits de l'homme sur cinq continents, mais ce qui s'est passé ici dépasse l'imagination. L'Irak est un musée des crimes à cause du régime le plus dictatorial et le plus sanguinaire depuis la Seconde Guerre mondiale. A travers l'ONU, l'Irak doit indemniser quelque 2 millions de personnes et 5000 sociétés (*conséquences de l'invasion du Koweït, ndlr*). Pour cela, il lui faut verser 350 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent les 120 milliards de la dette irakienne. Mais les seuls qui ne sont pas indemnisés sont les Irakiens, victimes pourtant de génocides. Le comité ad hoc créé par le gouvernement intérimaire et la coalition ne dispose que de 25 millions de dollars. On essaie de ne pas rester dans le ghetto du passé mais on ne peut pas non plus l'occulter. Ce passé est frais. Il y a toujours des familles qui cherchent leurs proches. Ce nouveau ministère des Droits de l'homme est le premier de l'histoire de l'Irak, mais aussi du Moyen-Orient. Au Kurdistan, il y avait, certes, un ministère analogue dans chacune des régions tenues par l'UPK et le PDK (*les deux partis kurdes qui se partageaient la zone autonome, ndlr*), mais en tant qu'Etat, c'est la première fois.

**Comment réagit votre ministère à l'heure des exactions commises par des soldats américains à Abou Ghraïb ?**

Elles sont dégradantes, dégoûtantes. Aucune torture n'est justifiée. Il y a eu une in-

dignation internationale, tant mieux ! J'espère qu'elle n'est pas sélective. Que les Etats, médias, ONG qui n'avaient rien dit contre les crimes de Saddam et se sont élevés contre ces exactions sont sincères. La Ligue arabe, le CCG (*Conseil de coopération du Golfe, qui regroupe l'Arabie Saoudite et les émirats pétroliers, ndlr*), l'Organisation de la conférence islamique (*qui rassemble une quarantaine de pays musulmans, ndlr*), on ne les avait jamais entendus parler des droits de l'homme, ni de la situation des prisons, dans les ●●●

●●● capitales où ces institutions ont leur siège. Il y a eu des condamnations qu'on n'avait jamais entendues sous Saddam.

**Est-ce que vous intervenez à Abou Ghraïb ?**

On a établi un comité de neuf personnes qui rendent visite aux prisonniers. Elles peuvent voir les «droit commun» chaque jour et les détenus sécuritaires une fois par semaine. Désormais, les familles peuvent rencontrer leurs proches deux fois par mois. En deux semaines, 4000 familles s'y sont rendues. De plus, il y aura 160 médecins pour l'ensemble des prisons irakiennes. Le nouveau responsable américain, le général Miller, s'est montré très coopératif. Il m'a promis sur l'honneur qu'on ne reverrait plus de telles images et que les droits de l'homme seraient respectés.

**La situation des droits de l'homme n'est toujours pas bonne. Les milices assassinent, on tue les marchands d'alcool...**

C'est vrai, les violations sont commises aussi par les Irakiens, la police, les partis... Je fais ce que je peux. Au moins, je ne suis pas silencieux. Je vais faire des ateliers scolaires où l'on parlera des droits de l'homme, des livres sur cette question. Désormais, l'être humain existe en Irak, on discute de ses droits. Il peut parler librement, se rassembler. Avant, il était en péril constant.

On peut aujourd'hui passer d'un gouvernement à l'autre sans coup d'Etat: c'est un changement énorme. L'Irak, qui était hors de la famille internationale du fait d'un record mondial de résolutions de l'ONU, a produit une loi transitoire avec droits politiques, droits de nationalité, droits pour les femmes. C'est un contrat politique très important, qui doit nous guider pour l'avenir.

**Pour vous, le nouvel Etat ne peut être que fédéral ?**

L'Etat-nation a échoué et ne peut pas

réussir. Le nouvel Etat doit reconnaître les composantes ethniques, être démocratique, pluraliste et fédéral. C'est drôle comme ce qui est jugé blanc à l'étranger, comme le fédéralisme que l'on vante à propos de la Suisse, des Etats-Unis ou du Canada, devient noir quand c'est l'Irak qui l'évoque. Et comme ce qui est jugé noir ailleurs est estimé blanc ici, comme la «résistance».

C'est une insulte aux mouvements de résistance que d'appeler résistance ces forces des ténèbres, pourtant applaudies par certains pays et médias. Nous devons réussir. Les conséquences d'un échec seront pires pour les Irakiens que pour Washington et Londres. Ce serait une catastrophe. Oui, les Américains ont fait des erreurs, mais ils ont été trompés, mal conseillés par notre leadership, et c'est nous qui payons.

**Comment juger Saddam Hussein ?**

Sur des bases légales et surtout pas politiques. Il ne faut pas le laisser faire l'apologie de la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, le sionisme... Il faut le juger pour crimes contre l'humanité, génocides, crimes de guerre, crimes ordinaires et violations du code pénal irakien.

**Pourquoi cette hostilité à l'égard d'un tribunal international ?**

Pendant des années, on a demandé la création d'un tribunal international après le gazage des Kurdes à Halabja. Il n'était même pas possible d'avoir une simple déclaration de l'ONU. Il y avait un mur de silence. Moi-même, pendant quatorze ans, j'ai fait les couloirs de l'ONU et on ne m'a jamais écouté. ◆

Récueilli par JEAN-PIERRE PERRIN



30 JUIN 2004